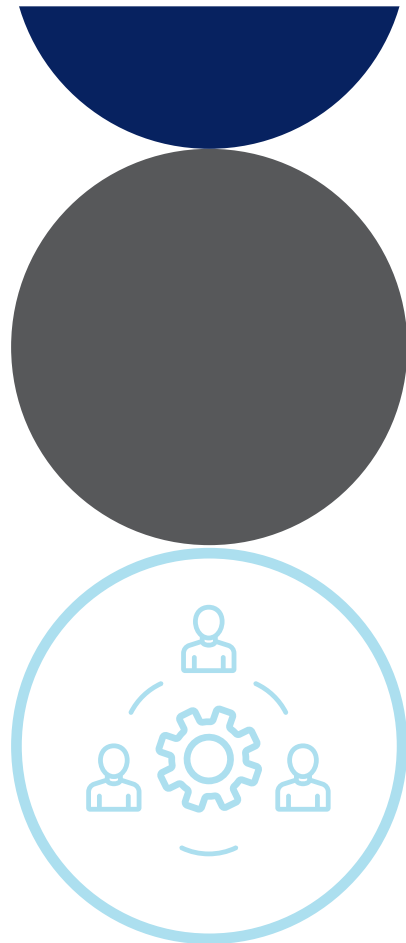




Ministère de la Sécurité publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO DE QUESTION	LIBELLÉ DE LA QUESTION	RÉFÉRENCE À UNE AUTRE QUESTION OU ORGANISME RÉPONDANT	PAGE
QP1-001	Indiquer les sommes dépensées en informatique et en technologie de l'information par le ministère et ses organismes en 2024-2025. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).		39
QP1-002	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.		40
QP1-003	État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2024-2025.		91
QP1-004	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 : a. le nom de toutes les campagnes ; b. les coûts de ces campagnes ; c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d. les dates de diffusion de la campagne ; e. les objectifs visés par chaque campagne.		93
QP1-005	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer l'âge de ces créances (ventilées par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. prévisions pour 2025-2026.	RACJ, SQ	-

QP1-006	Le 1er novembre 2024, le Conseil du Trésor publiait la liste des organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1er novembre en 2024. La directive du Conseil du Trésor s'applique aux organisations suivantes : a.Ministère de la Sécurité publique; b.Commissaire à la déontologie policière; c.Bureau du Coroner; d.RACJ; e.SQ; f.Tribunal administratif de déontologie policière; g.BEI; h.Commission des libérations conditionnelles; i.Fonds des services de police; j.UPAC; k.École nationale de police; l.École nationale des pompiers; m.SOPFEU.		95
QP1-007	Pour chacune des organisations ci-dessus, veuillez nous décrire les efforts mis en place et les économies générées par l'organisation pour répondre à chacune des trois demandes suivantes : a.Gel de recrutement; a.Concernant le gel de recrutement, veuillez nous indiquer le nombre de postes actuellement vacants et non comblés en raison du gel imposé et les économies générées. b.Limitation du temps supplémentaire; c.Limitation des dépenses de déplacement. Veuillez également nous indiquer si une demande d'exemption a été adressée au Conseil du trésor et si oui, veuillez nous fournir une copie de la demande et de la réponse du Trésor.		96
QP1-008	Veuillez nous fournir les mesures d'économies et les mesures en révision des programmes identifiés afin de respecter la cible de compression budgétaire fixée par le SCT au ministère de la Sécurité publique pour 2024-2025, ventilé par organisme.		99
QP1-009	Veuillez nous fournir les compressions budgétaires préliminaires annoncées au MSP en avril 2024 par le SCT pour l'année financière 2025-2026 ou les compressions budgétaires annoncées pour 2025-2026. Veuillez nous fournir les cibles de compressions budgétaires établies.		100
QP1-010	Le 23 septembre 2024, le sous-ministre de la Sécurité publique adressait à tous les gestionnaires les «Nouvelles orientations – Effort budgétaire 2024-2025». Pour chacun des organismes relevant du MSP et pour le MSP, veuillez nous fournir une courte description des mesures mises en place et des économies générées pour chacune des mesures suivantes : •Le gel partiel des embauches, à l'exception des emplois d'agents de la paix, du personnel affecté à la gestion de l'incarcération ainsi que des emplois en technologie de l'information ou ceux reliés aux obligations légales et à des situations exceptionnelles. •Les heures supplémentaires ne devraient être autorisées que pour des situations jugées exceptionnelles, et ce, hormis pour les emplois d'agents de la paix ainsi que les emplois en technologie de l'information ou ceux reliés aux obligations légales. •La limitation des contrats aux situations jugées incontournables et essentielles à la mission du ministère. •Le gel des frais de fonction. •Le ralentissement général des dépenses, entre autres, en formation et en frais de déplacement.		101
QP1-011	Le 24 octobre 2024, la sous-ministre associée des services à la gestion envoyait une note à des gestionnaires les informant qu'un budget de rémunération sera retiré de leur enveloppe budgétaire. Veuillez nous fournir le montant demandé et les montants récupérés pour les directions suivantes : a.Direction générale des ressources financières, matérielles et immobilières; b.Direction générale des ressources humaines; c.Direction générale des ressources informationnelles et de la transformation numérique.		103
QP1-012	Le montant total des compressions budgétaires en 2024-2025, ventilé par organisme et pour le ministère.		100

QP1-013	Pour le ministère et chaque organisme, veuillez nous fournir la liste des problèmes, délais ou incidents informatiques impliquant le ministère de la Cybersécurité et du Numérique. Pour chaque situation, veuillez nous indiquer : a. Une brève description du problème (ex. : accès à des données, incident de sécurité, infonuagique, etc.) b. Les problèmes engendrés par la situation; c. Les correctifs apportés; d. La durée du problème (inscrire les dates); e. Les coûts engendrés; f. Les conséquences (ex. : délais de mise en ligne, dépassement de coût, site internet inaccessible, etc.).		104
QP1-014	Suite à l'ordonnance du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes d'être prêt à offrir le 911 de prochaine génération (911 PG), veuillez nous identifier : a. L'état d'avancement des travaux du gouvernement du Québec; b. L'échéancier détaillé des travaux réalisés et à venir; c. Les sommes investies en 2024-2025 et les prévisions pour les trois prochaines années.		105
QP1-015	Le 24 avril 2023, le ministère de la Sécurité publique (MSP) amorçait une série de rencontres avec plusieurs corps de police afin d'évaluer les possibilités de partage additionnel de services policiers. Le ministère annonçait qu'il mènerait des ateliers de travail avec des corps de police afin de procéder à une collecte d'informations et de données. Le résultat de ces travaux alimentera la réflexion du ministère sur les suites à donner aux recommandations du CCRP concernant l'organisation policière au Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir l'information suivante : a. La liste des rencontres effectuées par le Ministère en indiquant les dates, les personnes rencontrées et l'ordre du jour; b. La liste des recommandations formulées; c. Le résultat des travaux effectués.		106
QP1-016	Concernant le Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), veuillez nous détailler le suivi, les crédits budgétaires alloués et dépensés en 2024-2025 à chacune des recommandations. Veuillez également préciser les investissements prévus en 2025-2026.		107
QP1-017	Concernant le rapport Rebâtir la confiance, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport : a. Le budget prévu en 2024-2025; b. Le budget dépensé en 2024-2025; c. L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation; d. Les investissements prévus en 2025-2026.		108
QP1-018	Concernant le rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport : a. Sur les 29 992 590 \$ alloués pour la mise en œuvre des mesures en 2023-2024, veuillez nous ventiler les sommes réellement investies en 2023-2024. b. Le budget prévu en 2024-2025; c. Le budget réellement dépensé en 2024-2025; d. L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation; e. Les investissements prévus en 2025-2026.		109

QP1-019	Concernant l'événement du Grand Prix de Montréal, veuillez nous fournir : a. Les données détenues par le MSP déclarées par le SPVM pour agression sexuelle pendant le Grand Prix de Montréal. Veuillez nous fournir l'information en indiquant si la victime est mineure ou majeure et s'il s'agit d'une femme ou d'un homme. Veuillez nous fournir l'information pour les 10 dernières années; b. Les données détenues par le MSP déclarées par le SPVM pour exploitation sexuelle pendant le Grand Prix de Montréal. Veuillez nous fournir l'information en indiquant si la victime est mineure ou majeure et s'il s'agit d'une femme ou d'un homme. Veuillez nous fournir l'information pour les 10 dernières années; c. Mesures mises en place pendant le Grand Prix pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle en 2024; d. Mesures qui seront mises en place pour le Grand Prix 2025 pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle.		111
QP1-020	Le 9 février 2024, le ministre de la Sécurité publique annonçait le lancement de la formation «Contre l'exploitation sexuelle, c'est l'affaire de tous» dans le cadre du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a. Les sommes investies par le MSP pour la création de la plateforme et de la trousse de formation, incluant les coûts de production. Veuillez détailler les sommes investies; b. Le nombre de visiteurs sur la plateforme; c. Le nombre de personnes ayant suivi la formation, par thème.		113
QP1-021	Concernant l'Escouade intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), veuillez nous fournir : a. La composition de l'Escouade (nombre de policiers, d'enquêteurs, etc.); b. Le budget de fonctionnement pour l'EILP et les prévisions pour les 3 prochaines années; c. Le nombre de plaintes reçues par année, pour les 5 dernières années; d. Le nombre de plaintes/dossiers déposés au DPCP; e. Le nombre de plaintes ayant mené à des accusations; f. Le nombre de plaintes ayant mené à des condamnations; g. La liste des activités de prévention réalisées en 2024-2025 par l'équipe en indiquant une courte description et les montants investis par activités;	SQ	-
QP1-022	Concernant le projet Horizon-Logistique (refonte du système de mission des services correctionnels Dacor), veuillez nous indiquer : a. L'état d'avancement des travaux en date du 31 mars 2025; b. Les sommes prévues en 2024-2025; c. Les sommes réellement investies en 2024-2025; d. La prévision des investissements pour chaque année, jusqu'à la réalisation complète du programme en 2027; e. L'échéancier des travaux de réalisation du programme.		114
QP1-023	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2024-2025. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.		115
QP1-024	Nombre d'armes enregistrées sur le Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2025.		162
QP1-025	Concernant les armes à feu produites grâce à des imprimantes 3D, veuillez nous dire : a. Les travaux, les études, les analyses et les recherches produites à ce sujet; b. Le nombre d'armes saisies en 2023-2024. Veuillez ventiler l'information par région; c. Le nombre d'opérations policières effectuées concernant les armes à feu 3D en 2023-2024. d. La liste des mesures ou des actions mises en place pour sensibiliser la population ou pour contrer la production d'armes avec des imprimantes 3D.	SQ	-

QP1-026	Concernant l'annonce du 20 octobre 2020 octroyant 65 millions de dollars au cours des prochaines années pour lutter contre les réseaux criminels et la violence liée aux armes à feu, veuillez nous indiquer, pour 2024-2025 : a. La ventilation du 65 M\$ par mesure, par année; b. Pour chacune des mesures, les investissements en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.		163
QP1-027	Concernant la lutte contre la violence armée, veuillez nous fournir, par corps de police municipal et pour la Sûreté du Québec : a. Les sommes demandées par le corps de police ou la municipalité; b. Les sommes transférées par le ministère de la Sécurité publique; c. Les investissements prévus pour les quatre prochaines années.		164
QP1-028	Le 24 mai 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait l'octroi de 8,54 M\$ à la Sûreté du Québec (SQ) pour reconduire et bonifier l'Équipe de dépistage des armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a. Le nombre de policiers sur l'Équipe de dépistage; b. Le nombre de policiers supplémentaires grâce à l'investissement additionnel; c. Le bilan des activités de l'Équipe depuis sa mise en place en janvier 2023.	SQ	-
QP1-029	Le 16 mai 2023, le gouvernement du Québec annonçait un investissement de 7,5 M\$ pour mettre en place une Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) dans le cadre de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée : CENTAURE. Cette nouvelle unité, coordonnée par la Sûreté du Québec (SQ), permettra de combiner l'expertise d'agents et agentes de renseignements et de spécialistes en cybercriminalité pour centraliser le renseignement et optimiser les occasions d'enquête. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a. Les sommes prévues en 2024-2025; b. Les sommes réellement investies en 2024-2025; c. La composition de l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée; d. Le bilan des activités de l'Escouade.		165
QP1-030	Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez nous fournir : a. Le nombre de nouveaux effectifs policiers; b. Le nombre de nouveaux intervenants spécialisés au sein des équipes; c. La liste des nouvelles ressources matérielles et incluant les équipements pour le laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale; d. Les montants dépensés et ventilés pour l'achat de ces nouveaux équipements; e. Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des policiers; f. Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des intervenants spécialisés; g. Le bilan et les résultats en 2024-2025.		166

QP1-031-1	Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes : a. L'état d'avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées en 2024-2025; c. Les sommes dépensées depuis l'annonce; d. Les prévisions d'investissement pour 2025-2026 ; e. Le résultat des actions pour chaque axe; Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes : f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026; i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2024-2025; j. Le nombre de ressources embauchées en 2024-2025 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et ventiler la somme de 5,1 M\$; l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et ventiler la somme de 2,4 M\$.		167
QP1-031-2	Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes : a. L'état d'avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées en 2024-2025; c. Les sommes dépensées depuis l'annonce; d. Les prévisions d'investissement pour 2024-2025 ; e. Le résultat des actions pour chaque axe; Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes : f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026; i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2024-2025; j. Le nombre de ressources embauchées en 2024-2025 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et ventiler la somme de 5,1 M\$; l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et ventiler la somme de 2,4 M\$.		174

QP1-031-3	Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes : a. L'état d'avancement des travaux ; b. Les sommes dépensées en 2024-2025; c. Les sommes dépensées depuis l'annonce; d. Les prévisions d'investissement pour 2024-2025 ; e. Le résultat des actions pour chaque axe; Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes : f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026; i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2024-2025; j. Le nombre de ressources embauchées en 2024-2025 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et ventiler la somme de 5,1 M\$; l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et ventiler la somme de 2,4 M\$.		180
QP1-032	Concernant l'équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes (ELTA), indiquer : a. Le budget alloué pour cette équipe ; b. Les sommes dépensées à ce jour, les sommes pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; c. Le nombre d'arrestations en 2024-2025 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; d. Le nombre d'enquêtes en 2024-2025 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; e. La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.		184
QP1-033	Concernant l'équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA), indiquer : a. Le budget alloué pour cette équipe ; b. Les sommes dépensées à ce jour ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; c. Le nombre d'arrestations en 2024-2025 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; d. Le nombre d'enquêtes en 2024-2025 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ; e. La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.		184
QP1-034	Le 5 décembre 2021, le gouvernement annonçait 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, pour chacune des 6 mesures annoncées : a. La ventilation des sommes consacrées à chacune des mesures, par année, par région; b. Les sommes prévues en 2024-2025 pour chacune des 6 mesures, par région; c. Les sommes dépensées en 2024-2025 pour chacune des 6 mesures, par région; d. Les sommes prévues pour 2024-2025, par région; e. L'état d'avancement de chacune des mesures.		186
QP1-035	Le 1er juin 2021, le gouvernement du Québec annonçait 1 375 M\$ aux municipalités, dans le cadre du programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir : a. La liste et le nombre de projets reçus en 2024-2025 ; b. La liste et le nombre de projets refusés en 2024-2025, indiquer le motif du refus ; c. La liste des projets retenus en 2024-2025 et le montant accordé, par projet.		187

QP1-036	Pour chaque communauté autochtone, veuillez nous dire : a. Les besoins budgétaires demandés en 2024-2025; b. Le budget octroyé en 2024-2025; c. Le budget demandé pour 2025-2026; d. Les prévisions budgétaires pour 2025-2026.		188
QP1-037	Pour l'année 2024-2025, les échanges du ministre, son cabinet et/ou le ministère avec le ministre des Affaires autochtones, son cabinet et/ou son ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.		193
QP1-038	Nombre d'avertissements remis pour contravention à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu en 2024-2025.		194
QP1-039	Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.		195
QP1-040	État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention en 2024-2025. Sommes totales prévues en subvention pour 2025-2026.		196
QP1-041	Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer : a. les représentants sur ce comité ; b. les dates des rencontres ; c. la liste des participants ; d. les ordres du jour ; e. les procès-verbaux. f. Le budget alloué à ce comité.		197
QP1-042	Concernant le comité interministériel formé de 16 ministères et organismes pour la mise en œuvre d'un plan d'action contre l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer : a. Les dates des rencontres ; b. Les listes des participants ; c. Les ordres du jour ; d. Les procès-verbaux.		198
QP1-043	En juin 2021, le gouvernement annonçait 100 M\$ sur 5 ans dans des mesures de répression pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer : a. Les sommes prévues en 2024-2025; b. Les sommes investies en 2024-2025; c. Les prévisions pour les 4 prochaines années; d. Le bilan et les résultats; e. Le suivi de chacune des mesures.		199
QP1-044	En octobre 2021, le gouvernement du Québec annonçait 19 M\$ pour les mesures de prévention pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer : a. Les sommes prévues en 2024-2025; b. Les sommes investies en 2024-2025; c. Les prévisions pour les 4 prochaines années; d. Le bilan et les résultats; e. Le suivi de chacune des mesures.		201

QP1-045	Le 18 janvier 2023, le gouvernement du Québec annonçait un financement total de 2 038 900 \$ pour les 18 organismes communautaires luttant contre l'exploitation sexuelle des mineurs pour l'année 2024-2025, veuillez nous indiquer : a. Le nombre total de demandes reçues ; b. Le nombre de demandes refusées, indiquer le motif du refus ; c. La liste des projets retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu.		204
QP1-046	Pour chacune des recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer l'état d'avancement de la recommandation.		206
QP1-047	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir, pour chacune des dix dernières années : a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières ; b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ; c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.		229
QP1-048	Concernant les crimes à caractère sexuel impliquant la drogue du viol, veuillez nous fournir, pour chacune des dix dernières années : a. Le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières ; b. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ; c. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.		231
QP1-049	Les sommes investies en 2024-2025 pour la prévention des crimes à caractère sexuel impliquant une drogue du viol et les prévisions pour 2025-2026.		232
QP1-050 A	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : a. Définir et faire connaître la trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas subi une agression sexuelle : i. Les sommes prévues en 2024-2025; ii. Les sommes réellement investies en 2024-2025; iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv. Le bilan de la mesure.		233
QP1-050 B	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : b. Réaliser des actions de sensibilisation pour rappeler le caractère criminel de l'intoxication d'une personne à son insu : i. Les sommes prévues en 2024-2025; ii. Les sommes réellement investies en 2024-2025; iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv. La liste des actions de sensibilisation réalisées et le nombre de personnes rejointes.		234
QP1-050 C	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : c. Sensibiliser les détenteurs de permis d'alcool (bars et restaurants) aux meilleures pratiques de prévention et d'intervention et les outiller, par l'entremise de la Régie des alcools, des courses et des jeux; i. Les sommes prévues en 2024-2025; ii. Les sommes réellement investies en 2024-2025; iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv. Le nombre de détenteurs de permis d'alcool rejoints.		235

QP1-050 D	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : d.Sensibiliser les détenteurs de permis d'alcool et de permis d'agent de sécurité privé sur les meilleures pratiques de prévention et d'intervention et les outiller par l'entremise du Bureau de la sécurité privée; i.Les sommes prévues en 2024-2025; ii.Les sommes réellement investies en 2024-2025; iii.Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv.Le nombre de détenteurs de permis d'Alcool et de permis d'Agent de sécurité privé joints.		236
QP1-050 E	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : e.Effectuer des activités de sensibilisation du personnel des établissements licenciés ciblés par les corps de police sur l'intoxication d'une personne à son insu; i.Les sommes prévues en 2024-2025; ii.Les sommes réellement investies en 2024-2025; iii.Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv.La liste des activités de sensibilisation offertes au personnel des établissements licenciés et le nombre de personnes formées.		237
QP1-050 F	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : f.Promouvoir et faire connaître le protocole d'accréditation «Commande un Angelot» de l'organisme Collectif social pour accroître le nombre d'établissements y adhérent; i.Les sommes prévues en 2024-2025; ii.Les sommes réellement investies en 2024-2025; iii.Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv.Les activités de promotion mises en place pour faire connaître le protocole.		238
QP1-050 G	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : g.Mener des travaux avec les corps de police et les partenaires concernés pour améliorer le décompte des infractions criminelles relatives à l'intoxication d'une personne à son insu au Québec; i.Un état de situation des travaux effectués; ii.La liste des partenaires et des corps de police participant aux travaux; iii.La liste des rencontres en indiquant les dates, les personnes présentes et l'ordre du jour.		239

QP1-050 H	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : h.Déployer le projet pilote d'Éduc'alcool (protège-verres) dans les bars de Montréal; i.Les sommes prévues en 2024-2025; ii.Les sommes réellement investies en 2024-2025; iii.Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv.Le nombre de protège-verres achetés en indiquant les coûts; v.Le nombre de protège-verres distribués.		240
QP1-050 I	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : i.Sensibiliser le gouvernement fédéral à l'importance de mettre en place un mécanisme d'homologation pour assurer l'efficacité des tests rapides autoadministrés de détection du GHB et d'autres substances; i.Une copie des échanges avec le gouvernement fédéral à ce sujet.		241
QP1-050 J	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : j.Identifier les meilleures pratiques encadrant la gestion des cas d'intoxication d'une personne à son insu et les communiquer aux policiers; i.Veuillez nous fournir le bilan des meilleures pratiques effectuées.		242
QP1-050 K	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : k.Faire connaître la trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas lieu de croire qu'elles ont subi une agression sexuelle. i.Veuillez nous fournir la trajectoire produite.		243
QP1-051	Le 1er décembre 2023, les ministres de la Santé et de la Sécurité publique annonçaient la distribution dans les urgences des hôpitaux du Québec, des trousses afin de détecter les traces d'intoxication aux substances psychoactives, dont le GHB, dans l'urine. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a.Le nombre de trousses distribuées dans les urgences depuis la mise en place de la mesure ventilée par région; b.L'investissement nécessaire pour l'acquisition des trousses; c.L'investissement nécessaire pour la distribution des trousses; d.Le coût unitaire d'une trousse; e.Le nombre de formations données dans le réseau de la santé concernant la trousse; f.Le nombre de trousses utilisées depuis l'implantation de la mesure; g.Le nombre de trousses remises au service de police de sa localité; h.Le nombre de trousses analysées par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML); i.Le nombre de trousses analysées ayant un résultat positif; j.Le nombre d'enquêtes déclenchées suite aux résultats obtenus grâce à la trousse; k.Le nombre d'accusations portées par le DPCP suite aux résultats obtenus avec l'utilisation d'une trousse; l.Le nombre de condamnations.		244

QP1-052	Concernant l'annonce de 71 M\$ pour une meilleure prise en charge des victimes et une surveillance accrue des contrevenants, indiquer ; a.la ventilation du montant de 44 M\$ alloué au DPCP ; b.la ventilation du montant de 27 M\$ pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale au sein des corps de police au Québec et des services correctionnels.		245
QP1-053	Fournir le bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2024-2025 dans la mise en œuvre des actions 6, et A4 du feuillet Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026.		246
QP1-054	Concernant les bracelets antirapprochement (BAR) au Québec, veuillez nous indiquer : a)Par région, le nombre de BAR actuellement en circulation b)Par région, le nombre de nouveaux BAR imposés en 2024-2025; i.Par un juge ii.Par la Commission québécoise des libérations conditionnelles iii.Par le Directeur d'établissement de détention c)Concernant les nouveaux BAR imposés en 2024-2025, veuillez nous dire combien ont été imposés par mesures judiciaires suivantes : a.Emprisonnement avec sursis; b.Probation avec surveillance; c.Remise en liberté provisoire; d.Permession de sortir aux fins de réinsertion sociale; e.Article 810.2 du Code criminel. d)Le nombre : iv.d'interventions de la centrale de surveillance suite à une alerte; v.d'interventions policières suite à une alerte; vi.Le délai d'intervention moyen suite au déclenchement d'une alerte. e)Le nombre de personnes victimes protégées grâce à la mesure en 2024-2025; f)Le nombre de BAR ordonnés par le réseau correctionnel; g)En 2024-2025, veuillez nous dresser la liste des incidents survenus suite à un problème avec le BAR. Pour chacun des événements, veuillez nous indiquer la date, la région, le problème survenu et les correctifs apportés; h)En 2024-2025, le nombre de personnes contrevenantes incarcérées à la suite d'un rapprochement ou d'un franchissement d'une zone interdite;		247
QP1-055	Le Plan stratégique du ministère déposé en 2023 proposait de mettre en place une Cellule Identification-Disparition au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) afin de réanalyser le contenu de dossiers de disparition et à l'identification de restes humains inconnus. En lien avec cette intention identifiée dans le Plan stratégique, veuillez nous indiquer : a.Le nombre de ressources affectées à temps plein à cette Cellule; b.Le nombre de ressources affectées à temps partiel à cette Cellule; c.La date d'entrée en fonction de la Cellule; d.Le nombre de dossiers réanalysés pour l'année financière 2023-2024.		249
QP1-056	État de situation, au 31 mars 2025, du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années : a)Le budget pour chacune des années ; b)Nombre d'employés ; c)Nombre de postes vacants; d)Nombre de postes vacants en raison de la directive du Conseil du Trésor émise le 1er novembre 2024; e)Temps supplémentaire enregistré en 2024-2025; f)Temps supplémentaire obligatoire enregistré en 2024-2025; d)Liste des interventions pour chacune des années ;		250

QP1-057	Au 31 mars 2025, veuillez nous fournir la liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire. Veuillez également préciser : a. Le nombre d'effectifs (policiers et civils) pour chaque corps de polices, par corps d'emploi; b. Les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire; c. Le nombre de postes vacants, par corps d'emploi; **Ne pas répondre d. Le nombre de postes à combler (policiers et civils); ** Ne pas répondre e. Le nombre de départs à la retraite, par corps d'emploi; **ne pas répondre f. Le nombre de démissions, par corps d'emploi. ** Ne pas répondre		252
QP1-058	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipale.		262
QP1-059	Pour l'année 2024-2025, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes inter municipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.		263
QP1-060	Indiquer les municipalités ayant entrepris des démarches pour être desservies par la Sûreté du Québec et l'état de la situation au MSP.		264
QP1-061	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police et un corps de police autochtone en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.		265
QP1-062	La liste des corps policiers autochtones en précisant la communauté et la population desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.		268
QP1-063	Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.		270
QP1-064	Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale.		271
QP1-065	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2024-2025.		272
QP1-066	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rue, divisés par poste, et leur rémunération pour la période 2024-2025.	SQ	-
QP1-067	Concernant l'usage des pistolets Taser, fournir : a. Copie des études, scénarios ou analyse réalisés ou obtenus en 2024-2025; b. Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année; c. Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région; d. Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années; e. Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.		274

QP1-068	Le 14 février 2025, le ministre de la Sécurité publique annonçait une ligne directrice qui prévoit que tout policier doit se requalifier au moins une fois par année pour chaque arme pour laquelle il est qualifié. Cette ligne directrice s'adresse à tous les corps de police du Québec et à leurs membres. Elle prévoit également qu'un policier qui ne s'est pas requalifié dans l'année civile ne peut plus faire l'usage de l'arme tant qu'il n'a pas réussi la requalification. En lien avec cette nouvelle ligne directrice, veuillez nous dire, pour chacun des corps de police au Québec : a.Le nombre et le pourcentage de policiers qui respectent la ligne directrice; b.Le nombre et le pourcentage de policiers qui excèdent le délai d'un an prévu avec la ligne directrice; c.Le nombre et le pourcentage de policiers qui ont obtenu d'un directeur d'un corps de police, une prolongation d'une durée maximale de 45 jours; d.Le nombre et le pourcentage de policiers ayant échoué une requalification; e.Le nombre et le pourcentage de policiers ayant réussi la reprise de la requalification suite à un échec; f.Le nombre et le pourcentage de policiers ayant été réaffectés dans des fonctions ne nécessitant pas l'usage d'une arme jusqu'à ce que la requalification soit réussie.		279
QP1-069	Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.		280
QP1-070	La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2024-2025.		281
QP1-071	Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.		282
QP1-072	Le nombre d'arrestations effectuées en 2024-2025 concernant la possession de cannabis pour une personne de moins de 21 ans. Veuillez spécifier le nombre d'arrestations pour une personne âgée de 18 à 21 ans;	SQ	-
QP1-073	Actions mises en œuvre afin de sensibiliser aux enjeux du profilage racial et social.		283
QP1-074	État de situation des travaux du Comité provincial en matière de profilage racial et social.		285
QP1-075	Budget dédié aux travaux sur le profilage racial et social et budget réellement investi en 2024-2025.		286
QP1-076	Veuillez nous fournir les données en lien avec la ligne directrice qui prévoit que les corps de police doivent obligatoirement collecter, à compter du 1er avril 2024, les données sur l'interpellation policière et à compter du 1er janvier 2025, les données sur l'interception routière effectuée en vertu de l'article 636 du CSR.	QP1-079	287
QP1-077	Concernant les plaintes pour profilage racial déposées contre un policier, veuillez nous dire, par année pour les cinq dernières années, ainsi que par communauté culturelle et minorité ethnique ou minorité visible : a.Le nombre de plaintes déposées, par corps de police; b.Le nombre de plaintes ayant été retenues, par corps de police; c.Le nombre de plaintes ayant fait l'objet de sanction disciplinaire, par corps de police; d.Le nombre de plaintes ayant fait l'objet d'un règlement hors cour; e.Le nombre de plaintes ayant été devant les tribunaux.	COMDP	-
QP1-078	Veuillez nous fournir l'ensemble des données transmises au ministre par les directeurs des corps de police, par corps de police, via l'article 265 de la Loi sur la police (article 88 du projet de loi 14) concernant : a.Les données concernant les mandats de perquisition demandés; b.Les données faisant état des interpellations policières effectuées, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2)		287

QP1-079	Le 18 août 2023, le ministre annonçait le déploiement d'une formation issue d'un partenariat entre le ministère de la Sécurité publique, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, l'École nationale de police du Québec (ENPQ) et le Commissaire à la déontologie policière. La formation sur le profilage racial est composée notamment de quatre capsules vidéo. En lien avec cette formation, veuillez nous indiquer, pour chacune des 4 capsules vidéo : a. Le sujet de la capsule; b. La date de mise en ligne de la capsule; c. La durée de la formation; d. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant suivi la formation, ventilé par capsule; e. Le coût de production de la capsule; f. La compagnie en charge de la production de la capsule.		288
QP1-080	Le nombre de crimes haineux par année, pour les cinq dernières années.		289
QP1-081	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2025-2026. Veuillez également nous fournir les budgets réellement dépensés.		290
QP1-082	Sommes ventilées accordées lors des cinq dernières années, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2024-2025.		291
QP1-083	La liste et le nombre de pratiques mixtes d'interventions psychosociales et policières de proximité déployées en 2024-2025 en indiquant la date d'entrée en fonction et les prévisions pour les 5 prochaines années.		292
QP1-084	Le 17 février 2025, le ministre de la Sécurité publique annonçait une aide financière de 5,5 M\$ pour soutenir l'implantation de projets de pratiques mixtes dans 11 corps de police supplémentaires. Veuillez nous fournir la liste des corps de police qui vont recevoir l'aide et nous fournir les coûts, par année, par corps de police.		298
QP1-085	Suite au décès de la sergente Maureen Breault en 2023, un plan d'action a été mis en place. La mesure 5 du plan d'action, soit la Création d'un comité de liaison permanent, est sous la responsabilité du MSSS et du MSP. En lien avec ce comité, veuillez nous fournir : a. La liste des rencontres en indiquant la date et la liste des personnes présentes; b. Les ordres du jour; c. Les procès-verbaux; d. Les documents distribués; e. Les documents produits pour ou par le comité; f. Les recommandations formulées; g. Les analyses ou tout autre document produit par ou pour le comité.		299
QP1-086	Le projet de loi 66 entré en vigueur le 3 octobre 2024 prévoit la mise en place d'agents de liaison. En lien avec ce nouveau poste, veuillez nous dire : a. Le nombre d'agents de liaison en poste en 31 mars 2024, ventilé par région; b. Le nombre de personnes sous la responsabilité des agents de liaison, ventilé par région; c. Le nombre d'agents de liaison à venir en 2025-2026, ventilé par région.		302
QP1-087	Le projet de loi 14 entré en vigueur le 5 octobre 2023 prévoit qu'une personne qui ne remplit pas la condition prévue au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 115 de la Loi sur la police peut être embauchée comme policier pour exercer des fonctions d'enquête, dans un corps de police autre qu'un corps de police spécialisé. En lien avec cette nouvelle disposition, veuillez nous dire, par corps de police, le nombre de personnes visées par cette exemption, par catégorie d'emploi.		303

QP1-088	Depuis l'adoption de la loi visant à aider à retrouver des personnes disparues, veuillez nous dire : a. Le nombre de fois où l'article 3 visant à permettre à un juge de la Cour du Québec ou un juge de paix magistrat, d'ordonner à une personne, une société ou un autre groupement de personnes de communiquer des renseignements concernant la personne disparue ou la personne qui l'accompagne qui sont en sa possession ou à sa disposition au moment où il reçoit l'ordonnance a été utilisé. Veuillez nous fournir cette information ventilée par région; b. Le nombre de fois où l'article 6 permettant à un juge de la Cour du Québec ou un juge de paix magistrat peut accorder l'autorisation de pénétrer dans un lieu, y compris une maison d'habitation s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que la personne disparue se trouve dans ce lieu et qu'il est nécessaire d'y pénétrer pour assurer sa santé ou sa sécurité a été utilisé. Veuillez nous fournir cette information par région.		304
QP1-089	Veuillez nous fournir la liste des contrats de délation actuellement en vigueur en indiquant : a. L'année de l'entente; b. La durée de l'entente; c. Le montant total du contrat; d. Les sommes versées en 2024-2025; e. Les contrats de délation ayant pris fin en 2024-2025 en indiquant les raisons de la fin du contrat.	SQ	-
QP1-090	Concernant Québec En Alerte, l'alerte Amber et l'alerte Silver, veuillez nous fournir : a. La liste des alertes en 2024-2025 en indiquant la date et la raison; b. Les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers ; c. Le coût pour chaque utilisation ; d. Le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie.		305
QP1-091	Le suivi apporté à chacune des 38 recommandations de la coroner Me Géhane Kamel concernant les décès de Mme Maureen Breau et de M. Isaac Brouillard Lessard survenus le 27 mars 2023 lors d'une intervention policière à Louiseville.		306
QP1-092	Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le trafic d'armes de poing, notamment en précisant notamment : a. toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme; b. bilan et état des lieux; c. toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations; d. effectifs dédiés		310
QP1-093	Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le crime organisé notamment en ce qui concerne les gangs de rue, en précisant : a. toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme; b. bilan et état des lieux; c. toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations; d. effectifs dédiés;		313
QP1-094	Veuillez nous indiquer le montant transféré par le MSP vers les corps de police et/ou municipalités pour assurer la sécurité publique pour 2023-2024 et 2024-2025, par programme.	QP1-023	-
QP1-095	Veuillez nous fournir, pour les cinq dernières années, la liste des mesures mises en place et les sommes investies par les différents corps de police et par le Ministère pour la prévention du suicide chez les policiers;		316
QP1-096	Le nombre de tentatives de suicide d'un policier ou d'une policière, par année, pour les 5 dernières années. Veuillez nous indiquer : a. Le nombre de policiers en service; b. Le nombre de policiers retraités; c. Le nombre de suicides réalisés avec une arme de service.	SQ	-
QP1-097	En 2024-2025, veuillez nous dire le nombre d'employés ayant eu accès à une thérapie pour dépendance (alcool, drogue, jeux, autres), par type d'emploi (policier, enquêteur, etc.).	SQ	-

QP1-098	Tout analyse ou document réalisé au sujet de villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier.		317
QP1-099	Tout analyse ou document réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.		318
QP1-0100	Le nombre de constables spéciaux en ventilant l'information par lieu de travail (palais de justice, assemblée nationale, etc.). De ce nombre, veuillez nous indiquer combien de constables ont été embauchés en 2024-2025 et le nombre de postes vacants au 31 mars 2025, par lieu de travail.		319
QP1-101	Le nombre d'agents de sécurité pour chaque palais de justice;		320
QP1-102	Le 18 janvier, le ministre annonçait son intention de former 144 constables spéciaux additionnels. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire le nombre de constables qui ont débuté leur formation et la date prévue de fin de la formation. Pour les cohortes ayant terminé la formation, veuillez nous indiquer le nombre de constables qui sont actuellement à l'emploi du gouvernement comme constables spéciaux, par lieu de travail et le nombre de constables qui ont quitté leur emploi.		321
QP1-103	Le nombre de constables spéciaux en arrêt de travail en indiquant la raison de l'arrêt de travail et en ventilant l'information par lieu de travail.		323
QP1-104	Le nombre de constables spéciaux qui ont démissionné au cours de l'année 2024-2025		324
QP1-105	Le nombre d'armes saisies dans les palais de justice par les constables spéciaux.		325
QP1-106	Les investissements pour l'achat de matériel pour les constables spéciaux en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 (armes, vestes pare-balles, radios, etc.). Veuillez énumérer les équipements et nous dire où ils ont été envoyés.		326
QP1-107	Le nombre d'interventions policières pour un code E425 (état mental perturbé) en 2023-2024 et 2024-2025, par corps de police.	QP3-040	
QP1-108	Le nombre d'interventions ayant nécessité l'utilisation de la P38, ventilé par corps de police, depuis 2020.		327
QP1-109	Nombre d'interventions policières, par corps de police, concernant des incidents de violence homophobe ou transphobe. Veuillez nous fournir le nombre de ces interventions ayant mené à des accusations;		328
QP1-110	Nombre d'interventions policières, par corps de police, concernant des incidents de racisme. Veuillez nous fournir le nombre de ces interventions ayant mené à des accusations;		329
QP1-111	Concernant les travaux menés par le ministère de la Santé concernant la révision de la P38, veuillez nous dire : a. Les comités sur lesquels le ministère de la Sécurité publique participe; b. La liste des rencontres; c. Les recommandations formulées par le Ministère.		330
QP1-112	Concernant le projet Horizon – logistique, fournir pour 2024-2025 : a. Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026); b. Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation; c. Les entreprises d'infonuagique impliquées; d. Le nombre d'ETC affectés à ce programme; e. Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route; f. État d'avancement; g. Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.	QP1-022	-
QP1-113	Concernant la Division des mesures d'urgence de la Sûreté du Québec, veuillez nous fournir, par équipe spécialisée et par année depuis 2019 : a. Le nombre d'effectifs à temps complet, par corps d'emploi; b. Le nombre d'effectifs à temps partiel, par corps d'emploi; c. Le budget de fonctionnement.	SQ	-

QP1-114	Bilan et statistiques des 3 dernières années concernant le nombre de plaintes et d'interventions pour des cas de : a.Suicide; b.Tentative de suicide; c.Violence conjugale; d.Problèmes conjugaux; e.Santé mentale; f.Autre.	SQ	-
QP1-115	L'investissement en équipements spécialisés, par catégorie et par district, pour la période 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026. Veuillez indiquer la liste et le nombre de ces équipements.	SQ	-
QP1-116	Concernant les manques d'effectifs dans la SQ, veuillez nous fournir, par corps d'emploi : a.Les effectifs manquants en 2024-2025; b.L'estimation des effectifs à combler en 2025-2026, 2026-2027 et 2027-2028.	SQ	-
QP1-117	Les demandes d'ajout d'effectifs formulées par la SQ au MSP en 2024-2025 et 2025-2026, ventilées par corps d'emploi.	SQ	-
QP1-118	Les demandes d'ajout d'effectifs autorisées par le MSP en 2024-2025 et 2025-2026, ventilées par corps d'emploi.	SQ	-
QP1-119	Les demandes d'ajout d'effectifs autorisées par le MSP et mises en place en 2024-2025, ventilées par corps d'emploi.	SQ	-
QP1-120	Le nombre de prêts de services de la SQ envers un corps de police municipal en 2024-2025 en indiquant : a.Les raisons; b.Le corps de police où le prêt de service a été demandé; c.Le nombre de policiers, ventilé par corps d'emploi; d.Le nombre de journées autorisées. e. Les coûts engagés par la SQ.	SQ	-
QP1-121	Le 20 septembre 2024, le ministre de la Sécurité publique adressait une lettre au maire de la Ville de Québec en lui disant : «J'ai récemment pu échanger avec la SQ, et celle-ci s'est montrée disposée à fournir l'assistance nécessaire à votre corps de police en mobilisant des ressources supplémentaires soit, par exemple, en prêtant des effectifs spécialisés en crime organisé ou en contrôle d'armes à feu, des spécialistes en renseignements ou des enquêteurs. Celles-ci seraient mises à la disposition de votre service de police afin de les assister, et ce, aussitôt que vous le jugerez nécessaire.» En lien avec cette offre du ministre, veuillez nous détailler l'assistance offerte par la SQ à la ville de Québec (SPVQ) en détaillant : a.Le type de service (ex. : effectifs spécialisés, enquêteurs, etc.) b.La durée des services (écrire la date de début et la date de fin pour chacun des services) c.Le nombre de policiers envoyés au SPVQ, par corps d'emploi; d.Le nombre d'heures effectuées par des policiers de la SQ pour le SPVQ. Veuillez également nous fournir les coûts en salaire; e.Le nombre d'heures supplémentaires effectuées par des policiers de la SQ pour le SPVQ. Veuillez nous fournir les coûts pour le temps supplémentaire; f.Les frais de déplacement, de repas et d'hébergement pour les policiers de la SQ en aide au SPVQ. g.Les coûts totaux pour la SQ pour l'aide apportée au SPVQ; h.Les frais chargés à la Ville de Québec.	SQ	-
QP1-122	L'effectif (policiers/civils) au 31 mars 2025, réparti par district et par quart de travail, avec ventilation pour le nombre d'employés affectés aux patrouilles autoroutières.	SQ	-
QP1-123	Le nombre de nouveaux policiers engagés en 2024-2025 par district, en indiquant la provenance des policiers engagés (ex : Nicolet, SPVM, SPVQ, etc.).	SQ	-
QP1-124	Veuillez nous fournir, pour les cinq dernières années, les données concernant les départs des policiers et des policières, avant l'âge de la retraite.	SQ	-
QP1-125	Veuillez nous fournir le nombre de départs à la retraite pour 2024-2025, ventilés par corps de police et par catégorie d'emploi;	SQ	-

QP1-126	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc.) pour les policiers et (cadres, professionnels, techniciens, etc.) pour les civils au 31 mars 2025.	SQ	-
QP1-127	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2025.	SQ	-
QP1-128	La répartition détaillée des interventions, en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduites dangereuses, etc.) pour la période 2024-2025 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	SQ	-
QP1-129	Le nombre d'heures et les coûts, par poste, du temps supplémentaire en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2023-2024. Fournir la ventilation salariale pour chaque segment.	SQ	-
QP1-130	Le nombre d'heures supplémentaires enregistrées dans SITHAR, par code (ex. : opération d'urgence, présence minimale MRC, etc.), par mois et par année, pour 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025. Veuillez également nous fournir la liste des codes.	SQ	-
QP1-131	Le nombre d'heures et les coûts, par district, du temps supplémentaire obligatoire effectués à la Sûreté du Québec pour 2024-2025. Fournir la ventilation pour chaque segment.	SQ	-
QP1-132	Le nombre d'heures en temps supplémentaire enregistrées dans SITHAR pour «présence minimale MRC». Veuillez nous fournir l'information par mois, depuis le 1er janvier 2023.	SQ	-
QP1-133	Concernant les policiers de la Sûreté du Québec, veuillez nous fournir le nombre de policiers en arrêt de travail, ventilés par type d'emploi (patrouilleurs, enquêteurs, etc.), par région et par type d'arrêt de travail (santé mentale, blessure, etc.).	SQ	-
QP1-134	Veuillez fournir la liste des mesures mises en place par la SQ pour offrir du soutien en santé mentale pour ses policiers et l'ensemble de son personnel. Pour chacune des mesures, veuillez nous fournir les sommes consacrées par la SQ et le nombre de personnes y ayant eu recours.	SQ	-
QP1-135	Veuillez nous fournir la liste des formations nécessitant une requalification annuelle. Pour chacune des formations, veuillez nous indiquer : a.Le pourcentage des employés ayant fait la requalification dans les délais requis en 2024-2025, par corps d'emploi; b.Pour les employés n'ayant pas fait la requalification dans les délais requis, veuillez nous indiquer le pourcentage d'entre eux ayant une qualification datant de 2 ans, 3 ans, 4 ans et 5 ans et plus.	SQ	-
QP1-136	Le 14 février 2025, le ministre annonçait l'entrée en vigueur d'une ligne directrice sur la requalification des policiers en matière d'armes à feu et d'agents chimiques. La ligne directrice entrait en fonction le 24 janvier 2025. En lien avec cette nouvelle directive, veuillez nous dire, pour chacune des armes ou agents visés par la directive (agent chimique, arme à impulsion électrique, arme intermédiaire d'impact à projectile, arme de service, arme de support, formateur qualifié et requalification); a.Le nombre et le pourcentage de policier qui sont actuellement conformes à la directive, i.e. requalifiés dans l'année civile 2024 et 2025. b.Le nombre et le pourcentage de policier ayant obtenu une prolongation d'une durée maximale de 45 jours par le directeur de police en raison de sa non-requalification; c.Le nombre et le pourcentage de policier affecté à une autre tâche en raison de son impossibilité à utiliser son arme à feu; d.Le nombre et le pourcentage de policier ayant échoué sa requalification et qui a pu conserver l'usage de son arme pour une période de 45 jours e.Le nombre et le pourcentage de policier ayant réussi la reprise à sa requalification;	SQ	-
QP1-137	Effectif affecté au Bureau du contrôleur des armes à feu du Québec.	SQ	-
QP1-138	Le 16 janvier 2023 marquait le début des activités du Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF), mis en place par la Sûreté du Québec. Veuillez nous indiquer : a.Le bilan des activités du CQDAAF; b.La liste des demandes de dépistage formulées par tous les corps de police du Québec en indiquant le corps de police visé; c.Le nombre d'armes à feu qui ont été soumises pour dépistage, ventilé par région.	SQ	-
QP1-139	Le suivi apporté par la Sûreté du Québec pour chacune des recommandations formulées par la CNESST dans le rapport d'intervention suite au décès de la policière Maureen Breault;	SQ	-
QP1-140	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, la liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2024-2025, ainsi que les augmentations prévues.	SQ	-
QP1-141	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.	SQ	-

QP1-142	La liste des investissements réels faits en 2024-2025 par la SQ concernant ses infrastructures. Veuillez décrire brièvement les travaux réalisés.	SQ	-
QP1-143	Concernant la cybercriminalité, veuillez nous indiquer pour 2024-2025 et les 5 dernières années : a. Le nombre d'employés affectés à la cybercriminalité; b. L'effectif dévolu aux enquêtes sur la cybercriminalité par corps d'emploi; c. Le nombre de plaintes officielles déposées concernant des dossiers de cybercriminalité, par type de fraude; d. Le nombre de signalements concernant des cas de cybercriminalité, par type de fraude; e. Le nombre d'enquêtes ouvertes concernant des dossiers de cybercriminalité; f. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations.	SQ	-
QP1-144	Concernant la cybercriminalité, veuillez nous dire la liste des mesures mises en place ou des campagnes de prévention et de sensibilisation de la population envers la cybercriminalité.	SQ	-
QP1-145	Le nombre de plaintes déposées concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle (photo produite grâce à l'aide de l'intelligence artificielle, pornographie, fraude chez les aînés, etc.)	SQ	-
QP1-146	Concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle, veuillez identifier l'ensemble des mesures mises en place à la SQ en 2024-2025 pour lutter contre le crime lié à l'intelligence artificielle (Ex. : formation, étude, équipe spécialisée, etc.)	SQ	-
QP1-147	Concernant les agressions sexuelles, veuillez nous dire : a. Les effectifs dédiés aux cas d'agression sexuelle, ventilés par district; b. Le nombre de plaintes déposées pour agression sexuelle en 2024-2025; c. Le nombre de plaintes ayant mené à une enquête en 2024-2025; d. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations; e. Le délai moyen de traitement des plaintes pour agression sexuelle en 2024-2025.	SQ	-
QP1-148	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la Sûreté du Québec et sur le territoire des corps de police municipaux pour la période 2024-2025.	SQ	-
QP1-149	Concernant l'exploitation sexuelle, pour 2024-2025, veuillez nous dire : a. L'effectif dédié aux cas d'exploitation sexuelle, ventilé par district; b. Les sommes dévolues à la lutte contre l'exploitation sexuelle, ventilées par district; c. Le nombre de signalements effectués; d. La variation en pourcentage du nombre de signalements comparativement à l'année précédente; e. Le nombre de victimes identifiées; f. Le nombre d'enquêtes ouvertes; g. Le nombre d'enquêtes fermées n'ayant pas mené à des accusations; h. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations.	SQ	-
QP1-150	Concernant la prostitution juvénile, veuillez nous dire : a. L'effectif dédié à la prostitution juvénile, ventilé par district; b. Les sommes dévolues à la prostitution juvénile, ventilées par district; c. Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2024-2025; d. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2024-2025.	SQ	-
QP1-151	Concernant la lutte contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones, veuillez nous dire : a. L'effectif dédié, ventilé par district; b. Les sommes dévolues, ventilées par district; c. Le nombre d'enquêtes ouvertes en 2024-2025; d. Le nombre d'enquêtes ayant mené à des accusations en 2024-2025.	SQ	-

QP1-152	Pour l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP), fournir : a) au 31 mars 2025, ventilation de l'effectif en fonction de l'organisme d'origine (SQ, procureur de la couronne, etc.). Objectif à terme quant à l'effectif ; b) Budget ventilé de l'EILP pour 2023-2024 et 2024-2025 ; c) nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'EILP ; d) bilan des activités de l'EILP.	SQ	-
QP1-153	Liste des postes de cadre qui ont été ou qui seront abolis, par fonction, direction et région.	SQ	-
QP1-154	Liste des postes occupés par des employés civils qui ont été ou qui seront abolis par fonction, direction et région.	SQ	-
QP1-155	Listes des postes occupés par des policiers qui ont été ou qui seront remplacés par des civils par fonction en 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	SQ	-
QP1-156	Fournir une copie de tout note, document ou analyse en lien avec toute mesure, nouvelle ou ancienne, de reddition de compte appliquée pour la gestion du fonds secret.	SQ	-
QP1-157	Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités. Veuillez également nous fournir les prévisions pour les 3 prochaines années.		331
QP1-158	Toute mesure ou action et budget octroyé pour mettre en place de la formation continue sur la question de la discrimination, du racisme et du profilage pour les corps policiers, les services correctionnels et les constables spéciaux.	SQ	-
QP1-159	Veuillez nous dresser l'état de la flotte de véhicules des policiers de la SQ en indiquant : a. Le nombre total de véhicules dans la flotte de la SQ, ventilé par région; b. Le nombre total de véhicules nécessaires pour assurer une couverture des services, ventilé par région c. Le nombre de véhicules actuellement en circulation, ventilé par région; d. Le kilométrage maximum autorisé pour un véhicule de la SQ ou le nombre d'années maximum; e. Le nombre de voitures en circulation dépassant le kilométrage autorisé ou le nombre d'années, ventilé par région; f. Le nombre de voitures qui vont dépasser le kilométrage autorisé ou le nombre d'années au cours de l'année 2023-2024, ventilé par région; g. Le nombre de voitures à remplacer en 2024-2025, ventilé par région; h. Le nombre d'incidents survenus en raison d'un bris mécanique en 2024-2025, ventilé par région. De ce nombre, veuillez nous indiquer combien sont survenus sur des véhicules dépassant le kilométrage autorisé ou le nombre d'années. Veuillez indiquer la nature du bris et s'il y a eu des blessures ou un arrêt de travail suite à l'incident; i. Le nombre de rappels sur les véhicules de la SQ; j. Le nombre de véhicules faisant l'objet d'un rappel actuellement en circulation sur les routes du Québec. k. Les projections d'acquisition des véhicules pour les 5 prochaines années.	SQ	-
QP1-160	Le nombre de véhicules achetés par la Sûreté du Québec et disponibles qui ne sont pas en service en raison de délais de montage qui n'est pas complété sur le véhicule (ex. : système de sirène et de gyrophare, système de télécommunication Renir, lettrage, etc.).	SQ	-
QP1-161	Concernant les vestes pare-balles NIJ04, veuillez nous brosser un portrait des vestes actuellement en circulation en indiquant : a. Le coût d'une veste pare-balles NIJ04; b. Le nombre de vestes NIJ04 en circulation; c. Le nombre de vestes de moins de 5 ans, de moins de 10 ans, de moins de 15 ans et de plus de 20 ans; d. Le nombre de vestes NIJ04 achetées en 2024-2025.	SQ	-
QP1-162	Concernant les vestes pare-balles NIJ06, veuillez nous dire : a. Le coût d'une veste pare-balles NIJ06; b. Le nombre de vestes NIJ06 en circulation; c. Le nombre de vestes pare-balles achetées par la SQ en 2024-2025; d. Le plan d'acquisition des vestes NIJ06 pour les 5 prochaines années.	SQ	-

QP1-163	Concernant les salles de tir de la SQ, veuillez nous dire : a. La liste des salles de tir actuellement en fonction; b. La liste des salles de tir fermées, en indiquant : i. La date de fermeture; ii. Les raisons de la fermeture; iii. Les correctifs à apporter; iv. Les travaux en cours, le cas échéant; v. L'estimation des coûts des travaux; vi. L'estimation de la date d'ouverture de la salle de tir. c. La liste des salles de tir ouvertes en 2024-2025 en indiquant : i. Les travaux effectués; ii. Les coûts; iii. La date d'ouverture. d. La liste des salles de tir qui seront ouvertes de nouveau en 2025-2026 en indiquant : i. Les travaux actuellement en cours ou à venir; ii. Les coûts prévus; iii. La date d'ouverture prévue. e. La liste des emplacements loués pour remplacer les salles de tir en indiquant : i. L'adresse complète; ii. Une courte description des lieux (ex. : champs, cabane à sucre, locaux vides, etc.) iii. Les coûts de location en 2024-2025 et les prévisions en 2025-2026.	SQ	-
QP1-164	Concernant les préposés aux télécommunications de la Sûreté du Québec affectés aux Centres de gestion des appels (CGA) en 2024-2025, veuillez nous indiquer, par CGA : a. Le nombre d'embauches, ventilé par mois et par CGA; b. Le nombre de départs, ventilé par mois et par CGA; c. Le nombre de préposés en poste au 31 mars 2025; d. Le nombre de préposés réguliers au 31 mars 2025; e. Le nombre de préposés occasionnels au 31 mars 2025; f. Le nombre de préposés actuellement aux études en technique policière; g. La moyenne d'années d'expérience des préposés en poste au 31 mars 2025; h. Le nombre de préposés ayant quitté pour un autre corps de police au cours de l'année; i. Le nombre de préposés ayant pris leur retraite au cours de l'année; j. Le nombre de préposés ayant quitté pour un autre emploi au cours de l'année; k. Le nombre d'appels abandonnés, par mois, par CGA; l. La liste des CGA qui ont dû fermer temporairement leur Centre en raison du manque de personnel; m. Le nombre de fois, par CGA, où les appels ont dû être basculés dans un autre CGA en raison du manque de personnel; n. Le nombre de fois où un CGA a dû opérer avec un effectif réduit en raison du manque de personnel, par CGA; o. Les travaux entourant le reclassement des préposés et si les travaux sont terminés, veuillez nous dire les recommandations et/ou les changements apportés.	SQ	-
QP1-165	Le nombre de signalements reçus en lien avec des menaces envers un chef de parti ou un élu. Veuillez ventiler l'information en indiquant : a. La personne visée (premier ministre, chef de parti, député, maire, conseiller municipal, etc.) b. Le nombre de dossiers fermés; c. Le nombre de dossiers ayant été soumis au DPCP; d. Le nombre de dossiers faisant toujours l'objet d'une enquête.	SQ	-

QP1-166	Concernant les équipes spécialisées dans le démantèlement de laboratoires et de sites d'encapsulation de drogues de synthèse, veuillez nous indiquer : a.Le nombre d'enquêteurs affectés à temps plein à ces équipes; b.Le nombre d'enquêteurs affectés à temps partiel à ces équipes; c.Le nombre d'enquêtes actuellement en cours; d.Le nombre d'enquêtes terminées au cours de l'année en ventilant l'information par région et en indiquant le nombre d'enquêtes ayant débouché sur des accusations;	SQ	-
QP1-167	Le nombre de barrages routiers effectués pour la consommation d'alcool et de drogues au volant par année, depuis 10 ans, ventilé de la façon suivante : a.Par mois; b.Par région; c.Nombre d'arrestations.	SQ	-
QP1-168	La Sûreté du Québec assure le contrat de sécurité à l'aéroport de Montréal depuis le 1er janvier 2025. En lien avec ce contrat, veuillez nous fournir : a.Une copie de l'entente avec l'aéroport; b.Par catégorie d'emploi : i.Le nombre de postes ouverts lors du début d'appel de candidatures; ii.Le nombre de postes comblés; iii.Le nombre de prêts de service pour assignation temporaire et la provenance des prêts de service; iv.Le nombre de postes toujours vacants. c.Nombre d'effectifs affectés à l'aéroport ventilé de la façon suivante : i.Policiers patrouilleurs par type horaire (H1, H2, H3) ii.Policiers enquêteurs. iii.Policiers officiers. d.La provenance (ville, MRC, région du Québec) des policiers affectés à l'aéroport; e.Concernant les policiers de la SQ en affectation temporaire à l'aéroport de Montréal, veuillez nous fournir : i.Le nombre d'heures effectuées; ii.Le nombre d'heures supplémentaires; iii.Les frais de déplacement; iv.Les frais d'hébergement; v.Les frais de repas; vi.La provenance de chaque policier de la SQ affecté temporairement à l'Aéroport de Montréal (ville, MRC, région). f.Les coûts détaillés des frais liés à l'aménagement des locaux ou l'achat de matériel pour l'aéroport (achat de matériel, équipement de bureaux, etc.).	SQ	-
QP1-169	Le 14 janvier 2025, le ministre de la Sécurité publique faisait le point sur l'ensemble des mesures déjà en place depuis un mois et celles à venir pour rehausser la sécurité de la frontière séparant le Québec des États-Unis à l'approche de l'entrée en poste de Donald Trump. En lien avec cette conférence de presse, veuillez nous fournir l'information suivante : a.Concernant l'annonce qu'à compter du 13 janvier 2025, la SQ va tripler les effectifs prêtés aux équipes mixtes américaines Border Enforcement Security Task Force (BEST) pour un total de neuf ressources (des enquêteurs et des agents de renseignements), veuillez nous dire : i.Le nombre de ressources prêtées par corps d'emploi; ii.Les investissements prévus en 2024-2025; iii.Les investissements réels en 2024-2025. b.Concernant la déclaration du ministre affirmant que «la SQ sera en mesure de déployer jusqu'à 300 policiers en 24 à 48 heures pour porter assistance aux instances fédérales au besoin», veuillez nous dire : i.Le nombre de policiers ayant porté assistance aux instances fédérales; ii.Le nombre d'heures supplémentaires et le coût en temps supplémentaire.	SQ	-

QP1-170	Concernant la délégation de policiers de la SQ aux Jeux olympiques de Paris, veuillez nous dire : a.Le mode de sélection des policiers affectés aux Jeux (appel de candidatures, concours, etc.); b.Le nombre de policiers envoyés à Paris, par corps d'emploi (agent, sergent, officier, etc.) et par territoire habituel de travail; c.Les dates de la mission; d.Le nombre de jours travaillés; e.Le nombre d'heures travaillées; f.Le nombre d'heures supplémentaires travaillées; g.Le coût en salaire; h.Le coût en temps supplémentaire; i.Les frais de déplacement détaillés (avion, taxi, Uber, location de voiture, etc.); j.Les frais d'hébergement (hôtel, location d'un appartement, etc.); k.Les frais de repas; l.Tout autre frais (primes ou autres); m.Le coût total de la mission pour la Sûreté du Québec.	SQ	-
QP1-171	La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2024-2025.		375
QP1-172	Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2024-2025.		376
QP1-173	En moyenne, par jour, le nombre d'individus incarcérés pour chaque centre de détention pour 2024-2025.	QP1-178	-
QP1-174	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention en 2024-2025.		377
QP1-175	Par établissement de détention et au Québec, veuillez nous fournir le coût moyen par repas.		378
QP1-176	Le nombre d'incidents survenus en 2024-2025 lors des transferts ou des déplacements des détenus et des prévenus entre les centres de détention ou vers les palais de justice.		379
QP1-177	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de justice (pour comparution) en 2024-2025. Ventilation par centre de détention.		380
QP1-178	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention, au 31 mars 2025, ventilation par condamné et prévenu.		381
QP1-179	Le nombre de places disponibles, pour chaque centre de détention, au 31 mars 2025, ventilé par condamné et prévenu.		382
QP1-180	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2025.		383
QP1-181	La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.		385
QP1-182	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2024-2025.		404
QP1-183	Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur en 2024-2025, ventilation par centre de détention.		405
QP1-184	Le nombre d'évasions pour chaque centre de détention en 2024-2025. Pour chacune des évasions, veuillez nous dire le nombre de jours moyens d'évasions. Si le détenu est toujours évadé, veuillez l'indiquer.		406
QP1-185	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2025 et pour chacune des cinq dernières années.		407
QP1-186	Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) en 2024-2025.		408
QP1-187	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière en 2024-2025.		409
QP1-188	Par centre de détention, veuillez nous indiquer, pour 2024-2025 : a.Le nombre de personnes ayant rempli le formulaire «réclamation pour détention illégale résultant d'une erreur administrative»; b.Le délai de traitement moyen d'une réclamation; c.Les sommes versées en compensation.		410

QP1-189	Pour les cinq dernières années, par année financière, par établissement de détention, veuillez nous dire : a. Le nombre de jours d'absence pour maladie; b. Le nombre de jours pour accident du travail pour les agents des services correctionnels, par type d'accident (ex. : chute, agression, etc.)		411
QP1-190	Pour les cinq dernières années, par année financière et par établissement de détention : a. Le nombre d'agressions envers un agent des services correctionnels; b. Le nombre de jours moyens d'arrêt de travail.	QP1-191-QP1-193-QP1-226	-
QP1-191	Par établissement de détention, veuillez nous fournir : a. Le nombre d'agents des services correctionnels en poste. Sur ce nombre, veuillez nous dire : i. Le nombre d'agents ayant obtenu une attestation d'étude collégiale (AEC) en technique d'intervention en milieu correctionnel ou en milieu carcéral (le nom de la formation peut varier d'un établissement à l'autre). ii. Le nombre d'agents n'ayant pas la formation exigée par le gouvernement du Québec, soit un AEC en intervention en milieu correctionnel. b. Le nombre d'années d'expérience moyen des agents de détention; c. Le nombre de postes vacants; d. Le nombre de démissions; e. Le nombre d'agents en arrêt de travail et la durée moyenne des arrêts de travail;	QP1-189-QP1-196-QP1-222-QP1-223-QP1-224	412
QP1-192	Par établissement de détention, veuillez nous fournir le nombre d'agent suspendu, avec ou sans solde, en indiquant : a. La raison de la suspension; b. Le nombre de jours moyens de la suspension; c. Le nombre d'agent ayant été congédié suite à une suspension.		413
QP1-193	Par établissement de détention, veuillez nous dire : a. Le nombre de postes d'agent de détention; b. Le nombre de postes comblés d'agent des services correctionnels; c. Le nombre de postes vacants d'agent des services correctionnels; d. L'ancienneté moyenne des agents des services correctionnels; e. L'âge moyen des agents en services correctionnels, par sexe; f. L'âge moyen des agents en services correctionnels; g. Le nombre d'agents des services correctionnels en arrêt de travail, par type d'arrêt de travail (ex. : grossesse, CNESST, sans solde, etc.) h. Le nombre d'agents des services correctionnels ayant accès à une veste de protection; i. Le nombre d'agents des services correctionnels ayant été victimes d'intimidation ou de menaces de la part d'un détenu ou de son entourage. Sur ce nombre, veuillez nous dire combien ont eu droit à des mesures de protection de la direction de l'établissement.	QP1-189-QP1-196-QP1-222-QP1-224-QP1-225-QP1-226	414
QP1-194	Le 3 décembre 2024, les agents des services correctionnels de la province ont refusé d'ouvrir les cellules des détenus en guise de soutien à leur collègue victime d'une sauvage agression à l'établissement de Sorel-Tracy. En lien avec ces gestes de solidarité, veuillez nous dire, par établissement : a. Le nombre d'agents ayant été convoqués à une rencontre d'équité procédurale; b. Le nombre d'agents ayant reçu des mesures disciplinaires en indiquant la liste des mesures disciplinaires imposées;		415
QP1-195	Depuis l'agression de l'agent des services correctionnels survenue à Sorel-Tracy le 1er décembre 2024, veuillez nous dresser, par établissement, les mesures mises en place pour mieux protéger les agents de détention.		416
QP1-196	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et pour accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.		417
QP1-197	Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention.		418

QP1-198	Pour les cinq dernières années, par année financière et par établissement, le nombre d'heures en temps supplémentaire obligatoire (réquisition obligatoire - code 99 dans SchedulePro) et les coûts pour : a. Les agents correctionnels; b. Les gestionnaires des services correctionnels.		419
QP1-199	Pour les cinq dernières années, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.		421
QP1-200	Pour les cinq dernières années, par année financière, le ratio d'heure de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.		422
QP1-201	Pour chaque établissement de détention, veuillez nous fournir une copie de la politique de conciliation travail-famille et les mesures mises en place pour les agents des services correctionnels.		424
QP1-202	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis les cinq dernières années et par région administrative.		425
QP1-203	Le coût des roulottes dans les centres de détention pour les cinq dernières années, par année financière et par centre de détention.		426
QP1-204	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2024-2025 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.		427
QP1-205	Pour les cinq dernières années, le nombre de cellulaires qui ont été saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.		429
QP1-206	Pour les cinq dernières années, par établissement et par année. pour chacun des établissements, veuillez nous indiquer : a. Le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité; b. Le nombre de drones interceptés en indiquant le matériel saisi pour chacune des interceptions; c. Le nombre de cellulaires confisqués. d. Le nombre d'armes saisies, ventilé par type d'arme.		430
QP1-207	Le 24 octobre 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait un investissement de 35,8 M\$ sur cinq ans pour renforcer la sécurité dans les établissements de détention du Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer : a. Les sommes prévues par année, par établissement b. Les sommes réellement investies en 2023-2024 et en 2024-2025, par établissement, en indiquant une courte description des travaux effectués; c. Les investissements réalisés pour des brouilleurs d'ondes; d. Les prévisions des travaux par établissement pour les 5 prochaines années.		431
QP1-208	Le 7 mars 2025, le ministre fédéral de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie annonçait qu'un arrêté d'exemption est entré en vigueur le 3 mars, en vertu de la Loi sur la radiocommunication, selon lequel le sous-ministériat des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec pourra autoriser les employés à exécuter légalement des activités liées au brouillage de fréquences pour ajouter une protection supplémentaire aux établissements. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a. La liste des établissements qui utilisent un mécanisme de brouilleur d'onde; b. Les investissements réalisés en 2024-2025 pour les brouilleurs d'onde; c. Les investissements prévus en 2025-2026 pour les brouilleurs d'onde.		432
QP1-209	Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de la fin des travaux.		433
QP1-210	Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.		434
QP1-211	Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2024-2025.		439
QP1-212	État de situation sur la diminution du temps de production des évaluations et l'augmentation du nombre d'évaluations produites et leur qualité.		440
QP1-213	Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.		441
QP1-214	Pour 2024-2025, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST à la suite d'une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.		442

QP1-215	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2024-2025.		443
QP1-216	Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées et la liste des effets saisis pour 2024-2025. Ventiler par centre de détention.		444
QP1-217	Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.		447
QP1-218	Crédits alloués en soin de santé mentale et prévention du suicide dans le milieu correctionnel.		448
QP1-219	Le nombre de suicides et le nombre de tentatives de suicide par établissement et par année pour les cinq dernières années.		449
QP1-220	Le nombre d'heures de formation moyen par agent correctionnel, par année, par établissement;		450
QP1-221	La liste des requalifications nécessaires pour les agents correctionnels en indiquant, par établissement, le nombre d'agents ayant participé à la requalification.		451
QP1-222	Par établissement, veuillez nous fournir le nombre d'agents correctionnels ayant : a. Moins de 2 ans d'expérience; b. De 2 à 5 ans d'expérience; c. De 5 à 10 ans d'expérience; d. De 10 à 15 ans d'expérience; e. De 15 à 20 ans d'expérience; f. Plus de 20 ans d'expérience; g. La moyenne d'années d'expérience.		452
QP1-223	Par établissement, pour 2024-2025, veuillez nous fournir : a. Le nombre de démissions en indiquant les raisons des démissions; b. Le nombre de congédiements; c. Le nombre de départs à la retraite anticipée; d. Le nombre de départs à la retraite.		453
QP1-224	Par établissement, pour 2024-2025, veuillez nous fournir : a. La liste des postes coupés; b. La liste des postes vacants.		454
QP1-225	Par établissement, le nombre de menaces envers un agent correctionnel : a. Lorsqu'il est en service; b. Lorsqu'il n'est pas en service.		455
QP1-226	Par établissement, le nombre d'agressions envers un agent correctionnel a. Lorsqu'il est en service; b. Lorsqu'il n'est pas en service.		456
QP1-227	Le Plan stratégique du ministère déposé en 2023 prévoyait renforcer la sécurité globale des établissements de détention (page 30 du Plan stratégique). En lien avec ces intentions, veuillez nous détailler les investissements et les actions mises en place en 2024-2025 pour chacune des cibles suivantes : a. Ajout des équipements de sécurité; b. Principe de sécurité proactive.		457

QP1-228	Par établissement de détention, veuillez nous fournir la liste des programmes offerts aux détenus (éducation, thérapie, arts, musique, etc.) en indiquant : a. L'établissement de détention; b. Une description du programme en indiquant : i. Le nom du programme; ii. La clientèle ciblée; iii. Durée des séances; iv. Fréquence des séances; v. Modalité (groupe ou individuel) vi. Type de programme (divertissement, soutien, aide, formation, etc.) vii. Renseignements additionnels (historique, particularités, liens avec d'autres programmes); viii. Nombre de détenus différents ayant participé au programme; ix. Nombre d'heures moyen par détenu ayant participé au programme; x. Nombre d'heures totales offertes aux détenus, par programme. c. Ressource qui offre le programme (organisme, CSS, Université, etc.) d. Coûts totaux du programme; e. Ventilation du financement du programme; f. Financement provenant du MSP.	QP1-181	-
QP1-229	Le 19 décembre 2022, le ministre de la Sécurité publique annonçait la construction d'un nouvel établissement carcéral pour femmes qui remplacera l'Établissement de détention Maison Tanguay, fermé en 2016. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a. Le montant prévu pour la construction de l'établissement; b. Le montant prévu pour la démolition de la Maison Tanguay; c. L'échéancier des travaux de démolition de la Maison Tanguay; d. L'emplacement choisi pour le nouvel établissement (adresse); e. Le coût du terrain; f. L'échéancier du projet.		458
QP1-230	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.		459
QP1-231	Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2024-2025.		461
QP1-232	Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.		487
QP1-233	État d'avancement de la mise en œuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relative aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.		489
QP1-234	Détails de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.		490
QP1-235	Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2024-2025. prévisions pour 2025-2026.		491
QP1-236	État de situation au 31 mars 2025 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2024-2025 et fournir les prévisions pour 2025-2026. Ventiler la mise en œuvre par : a) orientation de la Politique ; b) objectif de la Politique ; c) ministère de mise en œuvre ; d) résultats atteints en 2024-2025 ; e) échéancier et actions de mise en œuvre pour 2024-2025 et 2023-2024 ; f) budget pour chaque action ; g) tout document produit à cet effet.		492

QP1-237	Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2025, ventilés par ville ou municipalité.		494
QP1-238	Liste de tous les montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité.		534
QP1-239	Liste de tous les montants octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents en 2024-2025, à l'exception de l'ouragan Debby, ventilé par sinistre et type d'indemnisation.		541
QP1-240	Suite à l'ouragan Debby, veuillez nous dire, en lien avec le Programme général d'assistance financière lors de sinistre, par municipalité et par région : a. Le nombre de demandes d'indemnisation; b. Le nombre de demandes acceptées totalement; c. Le nombre de demandes acceptées partiellement; d. Le nombre de demandes refusées; e. Les montants versés en indemnisation; f. Le nombre de demandes toujours en analyse; g. Le nombre de demandes de révision; i. Le nombre de demandes acceptées totalement suite à la révision; ii. Le nombre de demandes acceptées partiellement suite à la révision; iii. Le nombre de demandes refusées suite à la révision. h. Le nombre de plaintes déposées.		562
QP1-241	Nombre de décès dans des incendies par année, pour les 5 dernières années.		573
QP1-242	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2024-2025, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes, ainsi que le suivi donné à ces recommandations.	BC	-
QP1-243	Veuillez indiquer la liste des recommandations émises par le Coroner depuis 2019 en indiquant celles n'ayant eu aucun suivi de la part du gouvernement ou d'une organisation gouvernementale.	BC	-
QP1-244	Concernant le Rapport «Agir ensemble pour sauver des vies», 2020 et 2022 veuillez : a. Énumérer tous les ministères impliqués dans la mise en œuvre des recommandations du rapport; b. Spécifier quel ministère a la charge du déploiement de chaque recommandation; c. Donner un échéancier pour la mise en œuvre de chacune des recommandations; d. Les actions mises en place depuis le dépôt du rapport; e. Les sommes prévues pour le déploiement de chacune des recommandations.	BC	-
QP1-245	L'effectif du bureau du coroner ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour 2024-2025. Veuillez également nous fournir la liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2024-2025 ainsi que les augmentations prévues.	BC	-
QP1-246	La liste des enquêtes terminées en 2024-2025 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport). Veuillez nous dire, pour chacune des enquêtes, si l'enquête est pendante ou terminée.	BC	-
QP1-247	Copie des directives, orientations ou autres envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2024-2025.	BC	-
QP1-248	Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.	BC	-
QP1-249	Au sujet des recommandations des coroners pour 2024-2025 : a. le nombre total de recommandations; b. le bilan des recommandations des coroners ventilé par leur état de cheminement et de suivi; c. le nombre et la liste des intervenants visés par au moins une recommandation qui n'ont pas fait part des mesures qu'ils entendent mettre en place; d. les intervenants les plus récurrents.	BC	-

QP1-250	En date du 31 mars 2025, veuillez indiquer les suivis apportés à chacune des recommandations des rapports suivants : a. Enquête concernant le décès de M. Pierre Lacroix; b. Enquête concernant le décès de Pierre Coriolan; c. Enquête concernant le décès de Jacques Côté.	BC	-
QP1-251	Le Coroner a récemment annoncé son Plan de modernisation 2024-2026 qui prévoit trois chantiers et douze actions structurantes. En lien avec ce plan, veuillez nous décrire, pour chacun des chantiers et chacune des actions structurantes : a. Une description du chantier ou de l'action; b. L'échéancier des travaux; c. Les investissements prévus par année, pour les 3 prochaines années; d. L'état d'avancement (à l'étude, en cours, réalisé, sur pause, etc.) e. Les investissements en 2024-2025; f. Les investissements totaux pour la réalisation Plan de modernisation.	BC	-
QP1-252	Concernant les travaux de réfection et de relocalisation de la morgue dans l'Édifice Wilfrid-Derome situé au 1701, rue Parthenais à Montréal tel qu'indiqué dans le projet de loi 66 sanctionné le 11 décembre 2020, veuillez nous indiquer : a. Le coût estimé du projet; b. Le nombre de places prévues; c. L'état d'avancement des travaux; d. L'adresse choisie pour la relocalisation de la morgue; e. L'échéancier complet du projet.		574
QP1-253	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2024-2025.	COMDP	-
QP1-254	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2024-2025 ainsi que les augmentations et bonis prévus. La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2024-2025 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	COMDP	-
QP1-255	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2024-2025 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	COMDP	-
QP1-256	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire et nombre de plaintes refusées, par motif.	COMDP	-
QP1-257	257. L'article 143 de la Loi sur la police permet maintenant de faire une plainte ou un signalement au Commissaire sous le couvert de l'anonymat. En lien avec cette nouvelle disposition introduite avec le projet de loi 14 adopté le 5 octobre 2023, veuillez nous dire : a. Le nombre total de plaintes déposées; b. Le nombre de plaintes anonymes déposées; c. Le nombre de plaintes anonymes retenues et rejetées; d. Le nombre de plaintes anonymes ayant mené au déclenchement d'une enquête; e. Le nombre de policiers ou autres agents de la paix ayant été cités à comparaître devant le tribunal administratif de déontologie policière suite à une plainte anonyme; f. Le nombre de policiers ou autres agents de la paix ayant été sanctionnés suite à une plainte anonyme; g. Le nombre total de signalements déposés; h. Le nombre de signalements anonymes déposés; i. Le nombre de signalements anonymes retenus et rejetés; j. Le nombre de signalements anonymes ayant mené au déclenchement d'une enquête; k. Le nombre de policiers ou autres agents de la paix ayant été cités à comparaître devant le tribunal administratif de déontologie policière suite à un signalement anonyme; l. Le nombre de policiers ou autres agents de la paix sanctionnés suite à un signalement anonyme.	COMDP	-
QP1-258	L'effectif ainsi que la masse salariale du Tribunal administratif de déontologie policière, par catégorie d'emploi, pour 2024-2025.	TADP	-
QP1-259	La liste des dirigeants du comité, leur rémunération respective pour la période 2023-2024 ainsi que les augmentations prévues.	TADP	-
QP1-260	Le nombre de dossiers reçus, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux), durant la période 2024-2025. Inclure le nombre de dossiers ayant mené à la reconnaissance d'une faute et ayant mené à des conséquences, en précisant lesquelles.	TADP	-

QP1-261	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2025, par catégorie et par origine.	TADP	-
QP1-262	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	TADP	-
QP1-263	Pour 2024-2025, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne, autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.	BEI	-
QP1-264	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026.	CQLC	-
QP1-265	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2024-2025, incluant leur curriculum vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.	CQLC	-
QP1-266	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2024-2025 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	CQLC	-
QP1-267	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2024-2025.	CQLC	-
QP1-268	L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2024-2025. La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2024-2025, ainsi que les augmentations prévues.		575
QP1-269	Nombre de postes disponibles et non occupés à l'ÉNPQ en 2024-2025, par type d'emploi;		577
QP1-270	Dans les 5 dernières années, veuillez indiquer : a.Le nombre de demandes d'admission déposées, par type de formation; b.Le nombre de demandes d'admission déposées, par type de formation, provenant de minorités visibles; c.Le nombre de candidatures retenues, par type de formation; d.Le nombre de candidatures retenues, par type de formation, provenant de minorités visibles.		578
QP1-271	Dans les 5 dernières années, veuillez indiquer : a.Le nombre d'étudiants ayant débuté la formation, par type de formation; b.Le nombre d'étudiants ayant abandonné la formation, par type de formation; c.Le nombre d'étudiants ayant complété leur formation, par type de formation; d.Le nombre d'étudiants ayant complété avec succès leur formation, par type de formation; e.Le nombre d'étudiants ayant complété leur formation de policier ayant intégré un corps de police, ventilé par corps de police.		579
QP1-272	La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.		580
QP1-273	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.		583
QP1-274	Montant réel de la subvention versée à l'ÉNPQ pour l'année 2024-2025 et montant de la subvention prévue pour 2025-2026.		584
QP1-275	Le 19 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait l'octroi de 62,2 M\$ sur 5 ans à l'École nationale de police du Québec (ENPQ) pour moderniser la formation policière afin d'effectuer un virage technologique majeur, d'adapter son offre de formation, d'agrandir ses installations et d'embaucher le personnel nécessaire. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a.La ventilation des sommes par année, pour les 5 prochaines années ; b.Les sommes réellement investies en 2024-2025; c.La ventilation des sommes prévues par mesure (embauche de personnel, virage technologique, etc.)		585
QP1-276	La liste des formations offertes visant : a.La santé et la sécurité des policiers; b.Le profilage racial; c.Les interventions auprès de citoyens avec un état mental perturbé ou de neuro-diversité.		586

QP1-277	Le 28 janvier 2024, nous apprenions que l'École nationale de police du Québec s'installera à Montréal dès l'automne 2024. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a. L'adresse de la future école; b. Les coûts d'achat des infrastructures; c. L'évaluation municipale du bâtiment; d. La valeur marchande du bâtiment; e. Les coûts prévus pour l'aménagement des lieux; f. Les coûts prévus pour l'agrandissement des locaux; g. Le nombre d'élèves que l'école pourra accueillir; h. Le nombre d'enseignants que l'école devra embaucher.		589
QP1-278	L'effectif ainsi que la masse salariale de la RACJ, par catégorie d'emploi, pour la période 2024-2025.	RACJ	-
QP1-279	Le nombre de plaintes pour harcèlement (psychologique, sexuel ou autre).	RACJ	-
QP1-280	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2024-2025, ainsi que les augmentations prévues. Pour chacun, préciser la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	RACJ	-
QP1-281	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité, pour la période 2024-2025.	RACJ	-
QP1-282	Le nombre de plaintes reçues à la RACJ par année, depuis 10 ans. Veuillez classer les plaintes par catégorie.	RACJ	-
QP1-283	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2024-2025, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	-
QP1-284	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2024-2025, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	RACJ	-
QP1-285	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2024-2025.	RACJ	-
QP1-286	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes, depuis cinq ans, par année financière.	RACJ	-
QP1-287	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris pour la période 2023-2024.	RACJ	-
QP1-288	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2024-2025, ainsi que le résultat de chacune des décisions.	RACJ	-
QP1-289	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard depuis cinq ans, et ce, par année financière.	RACJ	-
QP1-290	Nombre de plaintes en relation avec des pratiques dégradantes envers les femmes dans des établissements détenant un permis d'alcool autorisant la consommation sur place (notamment un permis de bar), depuis cinq ans, et ce, par année.	RACJ	-
QP1-291	État de situation sur la révision du Règlement sur la promotion, la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques, notamment afin de protéger les mineurs et favoriser une consommation responsable d'alcool.	RACJ	-
QP1-292	Depuis cinq ans, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilés par sport.	RACJ	-
QP1-293	État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, d'un salon de jeux et/ou d'une salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.	RACJ	-
QP1-294	État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Wôlinak pour l'opération d'un casino, d'un salon de jeux et/ou d'une salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci.	RACJ	-
QP1-295	Tout ébauche et crédit alloué dans une réforme législative ou réglementaire afin de permettre à des producteurs de produits alcoolisés québécois de pouvoir livrer directement aux consommateurs notamment par des tiers.	RACJ	-
QP1-296	État de situation quant à l'abolition du timbre et des autres systèmes de marquage des boissons alcooliques initialement prévue le 12 juin 2020 par la Loi modernisant le régime juridique applicable aux permis d'alcool et modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques. Entre autres, préciser les dates de rencontre du comité interministériel mis sur pied le 22 août 2018 pour mener à bien cette révision, le nom de ses membres ainsi que la liste des alternatives au timbre retenues pour analyse depuis sa constitution.	RACJ	-

QP1-297	Concernant l'aide financière aux entreprises du secteur de la vente d'alcool pour consommation sur place, veuillez fournir le nom des organismes qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2024-2025. Joindre aussi la liste des organismes à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.	RACJ	-
QP1-298	La liste des permis de concurrent de sports de combat délivrés par la RACJ en 2024-2025 en indiquant le nom du concurrent et la date de délivrance du permis. Pour chacun d'entre eux, veuillez nous dire si la RACJ a : a.Exigé du combattant ayant subi un knock-out dans un combat précédent, une description complète de l'événement, y compris la production de la vidéo (si celle-ci existe), de même que le rapport de l'examen médical d'après-combat; b.Lorsqu'il y a eu knock-out cérébral, a exigé du combattant la production d'un rapport de neuropsychologie qui doit prendre en considération les tests précédents si ceux-ci existent; c.Exigé du combattant des tests de neuropsychologie qui pourront éventuellement servir de comparaison avec les tests subséquents si l'athlète est la victime d'un K.-O. ou T. K.-O. cérébral.	RACJ	-
QP1-299	Le suivi apporté aux recommandations du Coroner dans le dossier de la boxeuse Jeanette Zacarias Zapata.	RACJ	-
QP1-300	Au sujet de la livraison d'alcool par des tiers, notamment des compagnies de livraison : a. les mesures mises en place afin de contrôler notamment l'âge de la majorité et les autres aspects légaux; b. le nombre de contraventions à la loi concernant la livraison d'alcool par des tiers; c. les crédits alloués à ce secteur d'activité; d. le nombre de commandes d'alcool livrées sans repas ou nourriture;	RACJ	-
QP1-301	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés par le Bureau de la Sécurité privée en 2024-2025, par région.		590
QP1-302	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité par le Bureau de la Sécurité privée en 2024-2025.		591
QP1-303	Budget alloué au BEI pour l'année 2023-2024 et prévisions pour 2025-2026.	BEI	-
QP1-304	Effectif autorisé pour l'exercice financier 2024-2025.	BEI	-
QP1-305	Effectif du BEI en date du 31 mars 2025. Préciser, pour chacun des postes suivant le nombre de policiers et le nombre de civils : enquêteurs et superviseurs aux enquêtes.	BEI	-
QP1-306	Total des dépenses effectuées par le BEI, selon les plus récentes données disponibles.	BEI	-
QP1-307	Nombre d'enquêtes ouvertes en 2024-2025, nombre d'enquêtes en cours et nombre d'enquêtes terminées.	BEI	-
QP1-308	Veuillez nous fournir le nombre de rapports d'enquête remis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) et le nombre de dossiers ayant mené à des accusations du DPCP. Pour les dossiers ayant mené à des accusations, veuillez nous donner une brève description des événements.	BEI	-
QP1-309	Délai moyen pour une enquête par le BEI en 2024-2025.	BEI	-
QP1-310	Nombre de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2024-2025, ventilé par corps de police et par type de manquements.	BEI	-
QP1-311	Toute correspondance entre le Bureau des enquêtes indépendantes et les directions de corps de police municipale, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, de la Ville de Montréal et du ministère de la Sécurité publique au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2024-2025.	BEI	-
QP1-312	Toute correspondance entre le ministère de la Sécurité publique (incluant le cabinet du ministre) et les directions de corps de police municipaux, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, et de la Ville de Montréal au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2024-2025.		592
QP1-313	Budget de la SOPFEU ventilé par poste en 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.		593

QP1-314	Veillez nous fournir, par direction régionale et au total : a.Le nombre d'employés à la SOPFEU par corps d'emploi; b.Le nombre de postes vacants à la SOPFEU par corps d'emploi; c.Le nombre de départs de l'organisation, par corps d'emploi, en indiquant la raison (ex. : départ à la retraite, démission, congédiement, départ, etc.) d.Le nombre d'heures supplémentaires par poste et les coûts pour 2024-2025.		594
QP1-315	Les sommes investies en 2024-2025 pour la prévention des feux de forêt en détaillant l'information (ex. : campagne de sensibilisation, activité de formation, etc.)		595
QP1-316	La capacité opérationnelle de la SOPFEU;		596
QP1-317	La liste des fournisseurs de main-d'œuvre à la SOPFEU en détaillant chaque entente avec un fournisseur;		597
QP1-318	Veillez nous fournir la liste des appareils constituant la flotte de la SOPFEU (hélicoptères, avions-citernes, avions de détection, etc.). Pour chaque appareil, veuillez nous indiquer l'état de l'appareil et la date prévue de remplacement.		598
QP1-319	En janvier 2025, le gouvernement du Québec a envoyé des avions-citernes de la SOPFEU à la demande des autorités américaines afin d'appuyer la Californie dans sa lutte contre les incendies dans la région de Los Angeles. En lien avec cette aide de Québec, veuillez nous dire : a.Le nombre d'avions-citernes déployés à Los Angeles; b.Les dates de l'opération; c.Le nombre d'heures de vol; d.Le nombre de pilotes affectés à l'opération; e.Les coûts détaillés de l'opération (temps de travail, temps supplémentaires, carburant, entretien, réparation des avions, frais de repas, frais de déplacement, frais d'hébergement, etc.) f.Une copie de la facture envoyée aux États-Unis pour l'opération.		599
QP1-320	Veillez nous fournir la liste des appareils sous contrat de la SOPFEU en indiquant : a.Le fournisseur; b.Le type d'appareil; c.Une courte description; d.Le montant du contrat; e.Le nombre d'heures de vol au contrat; f.Le nombre d'heures total;		600
QP1-321	Concernant l'unité permanente anticorruption (UPAC), fournir : a) Au 31 mars 2025, le nombre de personnes affectées à l'UPAC, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la couronne, etc.) et objectif à terme quant à l'effectif ; b) Budget ventilé de l'UPAC pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026 ; c) Liste des bureaux ou bâtiments acquis ou loués par le ministère pour installer les membres de l'UPAC ; d) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées par l'UPAC entre le 1er avril 2023 et le 31 mars 2025; e) Bilan des activités de l'UPAC.	CLCC	-
QP1-322	Veillez nous ventiler, par corps d'emploi et par région, l'effectif complet de l'UPAC, en indiquant si ce sont des policiers ou des civils. Pour les policiers/enquêteurs, veuillez nous indiquer leur provenance (Ex. : SPVM, SPVQ, SQ, retraité, etc.)	CLCC	-
QP1-323	Le taux de roulement de personnel de l'UPAC en 2024-2025.	CLCC	-

QP1-324	Veuillez indiquer, pour 2024-2025 : a. Le nombre d'enquêtes ouvertes; i. Depuis la création de l'UPAC; ii. En 2024-2025; b. Le nombre d'enquêtes en cours; c. Le nombre d'enquêtes fermées, sans accusation; i. Depuis la création de l'UPAC; ii. En 2024-2025; d. Le nombre de dossiers remis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) i. Depuis la création de l'UPAC; ii. En 2024-2025. e. Le nombre de dossiers ayant mené à des accusations du DPCP en nous fournissant une brève description : i. Depuis la création de l'UPAC; ii. En 2024-2025. f. Le nombre de dossiers ayant mené à une condamnation; i. Depuis la création de l'UPAC; ii. En 2024-2025. g. La durée moyenne des enquêtes; i. Depuis la création de l'UPAC; ii. En 2024-2025. h. Le nombre d'enquêtes fermées depuis la création de l'UPAC n'ayant mené à aucune accusation en indiquant : i. La date de début de l'enquête; ii. La date de la fermeture de l'enquête.	CLCC	-
QP1-325	Veuillez nous fournir la liste des enquêtes demandées, suspendues ou annulées pour des raisons politiques ou administratives en 2024-2025.	CLCC	-
QP1-326	Veuillez nous fournir les garanties d'indépendance entre l'UPAC et le gouvernement du Québec.	CLCC	-
QP1-327	Veuillez nous fournir la liste des divulgations d'actes répréhensibles reçues d'un organisme public en 2024-2025 en indiquant : a. La date de réception; b. L'organisme public qui a transféré le dossier; c. Une brève description de l'acte répréhensible; d. L'état d'avancement du dossier (enquête en cours, enquête terminée, etc.) e. La date de fermeture du dossier; f. Si des accusations ont été portées, veuillez dresser la liste des chefs d'accusation.	CLCC	-
QP1-328	Veuillez nous fournir la liste des contrats donnés à des consultants, avocats privés et experts externes en 2024-2025 en indiquant : a. Une brève description du contrat; b. La durée du contrat; c. Le montant du contrat.	CLCC	-
QP1-329	Veuillez nous fournir la liste des contrats accordés à des entreprises privées pour des services liés aux enquêtes en 2024-2025 en indiquant : a. Une brève description du contrat; b. La durée du contrat; c. Le montant du contrat.	CLCC	-
QP1-330	Veuillez nous indiquer les montants détaillés investis en 2024-2025. Si les sommes ont été octroyées par contrat à l'externe, veuillez le spécifier : a. En cybersurveillance et en technologies d'enquête; b. En filature.	CLCC	-

QP1-331	Depuis le 1er janvier 2024, veuillez nous fournir une liste des rencontres ainsi que l'ordre du jour des rencontres du Commissaire de l'UPAC avec : a. Le ministre de la Sécurité publique; b. Le cabinet du ministre de la Sécurité publique; c. Le ministère de la Sécurité publique.	CLCC	-
QP1-332	Veuillez nous fournir la liste des enquêtes actuellement en cours impliquant des ministères ou organismes du gouvernement du Québec.	CLCC	-
QP1-333	Veuillez nous spécifier, par région, le nombre d'enquêteurs provenant du Programme de formation en enquête du Commissaire à la lutte contre la corruption de l'École nationale de police du Québec (ENPQ) en indiquant : a. La date de fin de leur formation; b. La date de leur embauche; c. La date de fin de leur emploi, si applicable; d. Leur formation initiale (ex. : comptable, avocat, etc.); e. La répartition des enquêteurs formés par corps de police.	CLCC	-

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 001

Indiquer les sommes dépensées en informatique et en technologie de l'information par le ministère et ses organismes en 2024-2025. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exercice 2024-2025 ¹	(en \$)
Total	49 540 226
Achat de matériel informatique	3 861 554
Licences	891 830
Logiciels	192
Services professionnels	44 786 650
- Services professionnels – ITQ/Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux	347 016
- Télécommunications – ITQ/Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux et Revenu Québec	2 863 105
- Services professionnels internes ²	22 210 684
- Services professionnels externes	19 365 845

Au 31 janvier 2025

¹ Ces montants représentent les dépenses payées pour le ministère et les organismes relevant du ministre, sauf pour l'École nationale de police, l'École nationale des pompiers, la Sûreté du Québec et certaines dépenses de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

² Ce montant inclut tous les salaires de la Direction générale des ressources informationnelles et de la transformation numérique dont le temps capitalisable dans les projets.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 002

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Équipe projet en communication sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie globale de communication gouvernementale multiplateformes, divisée en plusieurs volets, notamment la sensibilisation, l'information et la responsabilisation, et s'adressant à plusieurs cibles (victimes, enfants et adolescent(e)s, parents, intervenant(e)s, autochtones, communautés culturelles, etc.).	MSP, MAMH, MEQ, MES, MJQ, DPCP, MSSS, MTQ, MTESS, MCE, MFA, MIFI, MRIF, SAA, SCF, SHQ, SQRC Secrétariat à la Jeunesse Secrétariat à la communication gouvernementale	2,45 M\$ sur cinq ans compris dans le 150 M\$ prévu pour le plan d'action gouvernemental. L'année 2024-2025 disposait d'une enveloppe de 400 k\$.	Des actions concertées ont été déployées lors de la Semaine nationale de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs.
Table d'expertise en inondations	Travail de collaboration avec les experts des différents milieux concernés pour donner de l'information sur les prévisions hydrologiques et sur le couvert de glaces sur les principaux cours d'eau du Québec en vue de planifier les opérations et les communications publiques en prévision de la crue printanière et des inondations.	MSP, ECCC, MELCCFP (DGB), Pêches et Océans Canada, MSSS, MTMD, SQ, MRNF, UQ-MCE	Aucun	En prévision de la crue printanière – en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité régional de prévention et de rétablissement pour la crue printanière dans Charlevoix	Représentation de la mission Communication. À la suite des crues historiques en Charlevoix au printemps 2024 – actions gouvernementales concertées et communications publiques harmonisées pour répondre aux besoins des personnes et des entreprises sinistrées	MSP, UQ-MCE, CNESST, MEQ, MTO, MRNF, SQ, MESS, SAAQ, MCC, MFA, SHQ, MAPAQ, MCN, MAMH, MSSS, HQ, MEIE, MIFI, MELCCFP, MTMD	Aucun	Un événement a eu lieu le 14 mars 2024 et s'intitulait « Séance d'information en sécurité civile : retour d'expérience de la Ville de Baie Saint-Paul sur les inondations du 1 ^{er} mai 2023 », et ce, organisé par la Direction régionale de la sécurité civile et la sécurité incendie de la Capitale-Nationale.
Jury pour les prix Zénith 2024	Évaluer les différents dossiers de candidature.	UQ-MCE, MAPAQ, CNESST	Aucun	Une personne de l'équipe UQ-MCE et une employée de la DCOM du MSP ont été membres du Jury pour l'édition 2024. Ils ont participé à deux rencontres.
Comité de sélection d'une agence de communication pour le MERN	Sélection de l'agence	UQ-MCE, MCE, MERN-MFFP, MCN	Aucun	Une personne de l'équipe UQ-MCE a siégé au comité de sélection. Le mandat est terminé.

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de réflexion sur l'intelligence artificielle en communication gouvernementale	Le comité de réflexion sur l'IA en communication gouvernementale (38 personnes issues de 21 ministères et organismes) sur l'évolution de l'intelligence artificielle en communication gouvernementale a été mis en place par les communications numériques gouvernementales du Secrétariat à la communication gouvernementale (SCG). L'objectif est de former un comité de réflexion pour éventuellement doter le SCG d'orientations claires, concrètes et pertinentes.	MSP, MFA, MAPAQ, MESS, MJQ, Retraite Québec, SAAQ, CNESST, RAMQ, MTMD, MCE, SCG	Aucun	Seulement une rencontre a eu lieu. Le SCG réfléchit à la suite.
Communauté de pratique sur la réalisation de campagnes numériques (100 000 \$ et +)	Échanger sur les meilleures pratiques en gestion des médias sociaux, des trucs sur les plateformes, les nouvelles tendances.	MSP, SCG, MTMD, CNESST, MEQ, SCT, OPHQ, MSSS, Curateur public, SAAQ, MRI, MFI	Aucun	Il s'agit des premières réunions de mise en place et il n'y a pas encore de résultats à partager.

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'administration du Réseau policier en accès et protection de l'information	Développer l'expertise des responsables en accès, le partage de pratiques gagnantes et l'engagement des services policiers québécois vers les orientations gouvernementales en matière d'accès aux documents, de diffusion proactive d'information ainsi qu'en protection de la vie privée.	SQ, MSP, CLCC-UPAC, Régie intermunicipale de police de Thérèse-De-Blainville, Service de police de la Ville de Montréal, Service de police de la Ville de Québec, Service de police de Saint-Jérôme, Service de police de Laval, Service du renseignement criminel du Québec.	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif	Fournir des conseils indépendants et externes au LSJML en engageant un dialogue avec les responsables du LSJML et apporter sa contribution par l'élaboration des politiques, de nouvelles initiatives touchant le service client, l'étude des questions d'intérêt pour toutes les parties et le suivi des progrès réalisés par le LSJML afin d'atteindre ses objectifs.	MSP, BC, SQ, SPVM, BEI, ADPQ, DPCP, Association québécoise des avocats et avocates de la défense, Cour du Québec, ENPQ, UQTR, Université de Montréal, Centre pour les victimes d'agressions sexuelle de Montréal	Aucun	Le Comité consultatif s'est réuni à deux reprises au courant de l'année financière 2024-2025. Une rencontre s'est tenue le 1er mai 2024 et l'autre le 19 novembre 2024. Ces rencontres ont permis d'aborder les sujets suivants : - État de situation sur les délais; - Mesures économiques : orientations, décisions et impacts potentiels; - Témoignages à la cour et en visioconférence : sensibilisation; - Intoxication à l'insu d'une personne : trajectoire de service et expertises scientifiques; - Utilisation de trousses conformes expirées en Toxicologie : orientation; - Mandat d'ADN en urgence; - Nouvelles orientations – ADN de contact; - Exhumations d'enfants autochtones; - L'expertise des armes à feu imprimées en 3D; - Faits saillants de l'audit externe en assurance-qualité

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 002

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel en renseignement de sécurité	Le comité interministériel en renseignement de sécurité a pour mandat de servir de forum d'échange d'informations, de renseignements et de bonnes pratiques entre ses membres afin de favoriser la collaboration sur des enjeux de sécurité de l'État d'intérêt commun.	MSP, MRIF, MIFI, MEIE, MEQ, MCN et HQ	Aucun	Travaux en continu
Comité de travail sur les conduites policières (McNeil)	Mettre en place une table de concertation afin d'identifier la pratique actuelle, les écarts régionaux signalés et s'assurer des requis pour répondre aux exigences découlant de l'arrêt McNeil. Ainsi, en mettant en synergie les principaux acteurs, la résultante assurera une compréhension juste et commune, au bénéfice de l'ensemble des parties prenantes.	MSP, SQ, Corps de police des municipalités de Montréal, Québec, Longueuil, Sherbrooke, L'Assomption, Bromont, Saint-Jean-sur-Richelieu, Lévis), UPAC, ADPQ, ADPPNIQ, DPCP	Aucun	Dépôt de la mise à jour de la Procédure sur les conduites policières
Table de concertation sur la sécurité dans les palais de justice	Assurer la coordination avec les clients des mesures de sécurité dans les palais de justice	MSP, MJQ, DPCP, Magistrature	Aucun	Travaux en continu
ACCES Alcool – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant un suivi des résultats.	MSP, DPCP, MFQ, RACJ, RQ, SAQ, SPVM, SQ, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
ACCES Tabac – Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SPVM, SQ, DPCP, Agence du revenu du Canada, ADPQ, Agence des services frontaliers du Canada, Gendarmerie royale du Canada	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
ACCES Cannabis – Comité tactique	Suivre l'évolution de l'approvisionnement illégal du cannabis au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, MFQ, MSSS, RQ, SQDC, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ et ADPQ.	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Comité de planification et de suivi	Suivre l'évolution des crimes économiques et financiers au Québec et coordonner les efforts des partenaires pour les contrer, notamment en assurant le suivi des résultats.	MSP, AMF, DPCP, MFQ, RQ, SQ, SPVM.	Aucun	Travaux en continu
ACCEF – Groupe de travail sur la recherche	Présenter et décrire, notamment par l'entremise d'une veille et l'élaboration de formations, les stratagèmes associés aux crimes économiques et financiers, les moyens mis en place dans d'autres juridictions ainsi que l'apport potentiel de chacun des partenaires dans la répression de ce type de crimes.	MSP, RQ, AMF, MFQ, SQ, SPVM, DPCP.	Aucun	Travaux en continu
Forum contre la fraude envers l'État	Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les ministères et organismes (M/O) en matière de détection et d'enquêtes contre la fraude envers l'État en vue de favoriser le démarrage d'enquêtes conjointes et améliorer leur coordination.	MSP, DEC, MTESS, MIFI, RAMQ, RRQ, SAAQ, SQ, RQ, CNESST, Hydro-Québec, MEES, RQAP, MF, REQ, RBQ et MFQ.	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de mise en œuvre des cadres de collecte de données sur l'interpellation policière et sur l'interception routière effectuée en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière (C.s.r)	Établir un cadre de collecte uniforme des données sur l'interpellation policière, y compris les interceptions routières en vertu de l'article 636 du C.s.r., qui puisse être utilisé par l'ensemble des corps de police du Québec afin de mesurer et rendre compte de ces pratiques.	MSP, SQ, corps de police municipaux de niveaux 1 à 5, ADPQ, ADPPNIQ et ENPQ.	Aucun	Travaux en continu 1 ^{er} avril 2024 : déploiement du cadre de collecte de données sur l'interpellation policière. 1 ^{er} janvier 2025 : Déploiement du cadre de collecte de données sur l'interception routière effectuée en vertu de l'article 636 C.s.r.
Comité d'analyse - FIN	Dans le cadre du déploiement du cadre de collecte de données sur l'interpellation policière prescrit par la Ligne directrice sur les <i>Interpellations policières</i> , y compris les <i>interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de sécurité routière</i> , la mise en place d'un comité d'analyse a été créé, visant à uniformiser l'application des procédures liées à l'interpellation policière et à la collecte de ces données, à travers les différents corps de police, afin d'éviter les biais statistiques.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, SPL, SPAL, SPVG, Terrebonne, St-Jérôme, ADPQ.	Aucun	Travaux en cours
Comité intersectoriel de coordination SEXTO	Coordonner le déploiement de la méthode d'intervention SEXTO auprès des réseaux respectifs des partenaires impliqués afin d'implanter une procédure claire, efficace et rapide en matière d'échange non consensuel d'images intimes, et ce uniformément sur l'ensemble du territoire québécois.	MSP, DPCP, MEQ, Service de police de la Ville de Saint-Jérôme, ENPQ, SQ. En collaboration au besoin : SCF, MFA,	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur chargé de la mise en œuvre des recommandations du Comité d'expert sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne	Consolider le plan de mise en œuvre au regard de l'analyse des recommandations du comité d'experts, notamment de déterminer les ministères porteurs des mesures et les collaborateurs; Convenir de la création de groupes de travail à cet effet; Assurer le suivi des mesures et de rendre compte des travaux aux autorités ministérielles et gouvernementales.	MSP, MJQ, SRIDAIL	Aucun	Travaux en cours
Comité directeur du Carnet de commandes du Service d'immatriculation des armes à feu	Le Comité directeur est un lieu d'échange formel constitué en vue de s'assurer de l'efficacité du Fichier d'immatriculation des armes à feu et du contrôle des coûts liés aux améliorations systémiques.	MSP, MESS et SQ	Aucun	Travaux en continu
Comité directeur Alerte SILVER	Le mandat du comité directeur consiste à, au niveau stratégique, assurer le développement, le suivi et la mise en œuvre du projet pilote Alerte SILVER et en présenter les résultats et voir à l'arrimage et à la collaboration efficace des réseaux de la santé et de la sécurité publique dans la mise en œuvre du projet-pilote.	MSP, SQ, MSSS	Aucun	Travaux en continu. Projet pilote lancé le 23 janvier 2023 et prolongé jusqu'en juin 2024.

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal	En lien avec la sécurité urbaine à Montréal, il a pour mandat, précisément : - d'assurer la complémentarité des actions mises en œuvre en sécurité urbaine par tous les acteurs gouvernementaux et institutionnels concernés; - de promouvoir et favoriser le développement d'actions intersectorielles; - de maintenir une veille sur la situation et les enjeux émergents. À terme, les travaux du CoSSUM viseront à : - améliorer l'offre de services en sécurité urbaine (continuum de services davantage intégrés); - apporter des solutions plus efficaces et mieux adaptées aux problèmes d'insécurité vécus sur le territoire montréalais; augmenter le niveau de confiance ainsi que le sentiment de sécurité de la population.	MSP, Ville de Montréal, SPVM, MSSS, MAMH, MEQ, CCSMTL, CNMTL, DPCP, MES, Centres de services scolaires de Montréal	Aucun	Travaux en continu
Comité de travail interministériel – Loi de Clare	Le comité vise à évaluer la possibilité de mettre en place des dispositions législatives visant à atteindre les objectifs de la Loi de Clare. Les travaux visent à : analyser la possibilité d'inclure dans le corpus législatif québécois des dispositions autorisant les services de police à divulguer, proactivement ou sur demande, des renseignements personnels d'un tiers à son ou sa partenaire intime afin de l'aider à déterminer si elle ou il est susceptible de subir de la violence conjugale.	MSP, SQ, MJQ, SCF, SRIDAIL, DPCP	Aucun	Travaux terminés: rapport déposé en août 2024

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail interministériel – Optimisation des mécanismes de partage des renseignements	Le mandat du Comité consiste à : - Déterminer les enjeux législatifs relatifs au partage de renseignements entre les intervenants de la santé et des services sociaux et les policiers et recommander des solutions; - Élaborer un mécanisme d'interprétation commun (guide) des dispositions législatives une fois celles-ci modifiées.	MSP, MSSS, MJQ, SQ, SRIDAIL	Aucun	Travaux en cours
Comité consultatif « Vers une meilleure prise en charge des personnes vivant avec un TNC-M portées disparues »	Sous la supervision du comité directeur et en complémentarité de l'implantation sur une base expérimentale d'une alerte intrusive pour aider à retrouver les personnes disparues vivant avec un TNC-M (Alerte SILVER), le mandat du comité consiste à : - Assurer le suivi des mesures de prévention des disparitions à être mise en œuvre par le ministère de la Santé et des Services sociaux; - Favoriser la collaboration efficace entre les corps de police, les personnes proches aidantes ainsi que les partenaires communautaires, le cas échéant, lors d'une disparition pour accélérer les recherches, notamment par l'utilisation de fiches d'information; - Identifier les besoins d'information, de formation ou de sensibilisation à satisfaire dans les réseaux de la santé et des services sociaux, et de la sécurité publique.	MSP, SQ, MSSS	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail en prévention de la criminalité du Forum sociojudiciaire autochtone (GT-FSA)	- Répertorier les initiatives en matière de prévention du crime en milieu autochtone : - o Identifier les besoins pour assurer la pérennisation de ses initiatives; - o Identifier des pistes de collaboration intergouvernementale. - Proposer la mise en place de nouvelles initiatives de prévention de la criminalité en milieu autochtone ou destinées aux personnes autochtones. - Élaborer des propositions permettant d'introduire des mesures de sécurisation culturelle dans les approches d'intervention en prévention pour les Autochtones.	MSP, Organisme Saqijjuq, Administration régionale Kativik, Femmes Autochtones du Québec Inc., Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec, Nunavik Police Service, SQ	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail sur l'optimisation de la récupération des actifs criminels.	Identifier les enjeux entourant l'optimisation de l'ensemble des activités visant la récupération d'actifs criminels et de proposer des solutions potentielles à tous les bloquants identifiés.	MSP (DPPRS), DPCP, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, CLCC Pour des ateliers spécifiques : ÉNPQ et MJQ Comme observateur : MFQ	Aucun	Travaux en cours
Comité de travail (gestionnaires) sur le secret professionnel de l'État	Étudier les enjeux et les solutions possibles en lien avec la recommandation no. 4 du Commissaire à la lutte contre la corruption (CLCC) émise au MSP en 2021.	MSP, MJQ et CLCC	Aucun	Travaux en cours

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur l'évaluation de la faisabilité d'inclure des données de nature judiciaire et correctionnelle à certaines publications statistiques sur la criminalité	Évaluer la faisabilité d'inclure des données de nature judiciaire et correctionnelle aux publications annuelles du MSP portant sur les violences sexuelle et conjugale afin d'obtenir un portrait plus complet de ces affaires de violence à différentes étapes du processus judiciaire. Analyser les informations pertinentes disponibles dans les organisations partenaires et explorer différentes hypothèses en vue d'évaluer leur faisabilité.	MSP, DPCP, MJQ	Aucun	Travaux en cours

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail du ministère de la Sécurité publique sur la mesure de la performance de la police et de la satisfaction des citoyens à leur égard	Le groupe de travail a reçu le mandat de conseiller le ministre en matière de qualité des services policiers appropriés aux citoyens du Québec. Plus précisément, celui-ci devait : - Proposer des dimensions prioritaires sur lesquelles devraient reposer les mesures de la satisfaction des citoyens et de la performance des organisations policières; - Proposer des indicateurs (ou les questions de sondage selon le cas) sur lesquels devraient reposer les mesures de la satisfaction des citoyens et la performance des organisations policières; - Identifier les obstacles anticipés, notamment ceux relatifs à la faisabilité de la production des indicateurs retenus; - Identifier les facteurs et particularités régionales pouvant influencer la qualité des services policiers.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ Représentant de niveau 3 (SPAL), Représentant de niveau 2 (Service de police de Trois-Rivières), Représentant de niveau 1 (Service de police de Granby), ENPQ, ADPQ	Aucun	Travaux terminés

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de recherche provincial en affaires policières	Ce comité réunit les différentes partenaires concernées par la recherche en affaires policières au Québec afin de mettre en commun les initiatives en cours et d'avoir une vue globale sur l'avancement de la recherche sur des sujets de préoccupation communs dans le domaine des affaires policières, par exemple la violence armée. En plus de constituer un lieu d'échanges sur les projets en cours, ce comité favorise également : - la connaissance des enjeux et des questions pressantes qui préoccupent les partenaires; - le développement de partenariats pour le démarrage de nouveaux projets; - l'échange des bonnes pratiques; - le transfert de connaissances entre les partenaires.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ et ÉNPQ (Commission de formation et de recherche). D'autres organismes provenant notamment des milieux universitaires seraient invités sur une base ponctuelle à participer aux travaux du comité.	Aucun	Travaux en cours
Groupe de travail restreint sur les normes minimales en matière de discipline interne	Dans le cadre des travaux du MSP visant l'élaboration d'un règlement sur les normes minimales en matière de discipline interne, ce groupe de travail a été mis sur pied afin de fournir au MSP de l'expertise terrain sur différents aspects de la discipline interne, notamment les normes et devoirs, le processus disciplinaire et les sanctions. Il contribue aux réflexions sur les orientations potentielles qui seront à la base de l'éventuel règlement, en se penchant sur l'opportunité et la faisabilité de différents scénarios et hypothèses de travail.	MSP, SQ, corps de police des municipalités de Montréal, Québec, Longueuil, Gatineau, Laval, Trois-Rivières, Lévis, Terrebonne, l'Assomption.	Aucun	Travaux en cours

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur les pratiques policières	Dans le but de favoriser l'uniformité et la cohérence de l'activité policière au Québec, ce comité est responsable de coordonner les travaux entourant la création, la mise à jour et le suivi des pratiques policières contenues au Guide des pratiques policières produit par le ministère de la Sécurité publique à l'intention des corps policiers.	MSP, MJQ, ENPQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, Service de police de la Ville de Granby, Service de police de Laval, Service de police de Repentigny, Service de police de Wendake.	Aucun	Travaux en continu
Comité provincial de filtrage	Veiller au développement et à l'uniformisation des processus en matière de filtrage de sécurité. Accompagner les ministères et organismes dans les modifications législatives ou dans l'élaboration de lois et de règlements et s'assurer de l'uniformité dans les procédures. Effectuer le suivi de certaines problématiques et enjeux.	MSP, ADPQ, corps policiers de niveaux 1 à 6	Aucun	Travaux en continu
Comité de coordination et Comité directeur sur le Guichet unique du CRPQ	Mettre en place un Guichet unique du CRPQ à services facturables en: - Évaluant les besoins des clients de ce guichet unique; - Créant la grille de facturation permettant à la Sûreté d'offrir un service adéquat et pérenne; - Développant un protocole d'entente- type et en révisant les protocoles d'ententes des clients actuels; - Établissant et mettant en place une stratégie de dotation; - Développant un parcours de formation et un outil d'aide à la tâche.	SQ et MSP	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions en matière de capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogue, coordonner l'application de nouvelles mesures ou réformes et formuler des recommandations.	MSP, MJQ, DPCP, SQ, ENPQ, SAAQ, SPVM, SPVQ, ADPQ, LSJML, Service de protection des citoyens de la Ville de Laval.	Aucun	Travaux en continu
Comité permanent sur la conduite d'un véhicule de police	En matière de conduite d'un véhicule de police, analyser la formation offerte par l'ENPQ ainsi que les données relatives, notamment aux collisions, documenter les meilleures pratiques et effectuer différents suivis de problématiques dans le but de formuler des recommandations et de soutenir les organisations concernées.	MSP, ENPQ, ADPQ, Service de police de la Ville de Granby, Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville, Service de police Ville de Sherbrooke, Sécurité publique de Saguenay, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de l'agglomération de Longueuil, SQ, SPVM, SPVQ.	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'exploitation et d'intégration de projet – Radar-photo phase 3	Le comité fixe les orientations quant au suivi des recommandations contenues au Rapport d'évaluation 2017 qui a été déposé à l'Assemblée nationale en 2019. Selon les recommandations apportées par les différents groupes de travail impliqués, le comité stratégique devra réviser les structures gouvernementales nécessaires pour mener à terme le projet de la phase 3 et permettre de pérenniser l'utilisation des radars photo au Québec. Le comité stratégique doit résoudre de façon concertée toute problématique transversale portée à son attention et susceptible de retarder les travaux ou de nuire à l'atteinte des résultats. Il formule des recommandations au gouvernement quant à la poursuite des activités.	MTMD, MSP, MJQ/BIA, Ville de Québec, Ville de Montréal, Agglomération de Longueuil, SPVM, SPVQ, SQ, DPCP, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Service de police de Gatineau.	Aucun	Travaux en continu
Comité technique agents évaluateurs	Veiller à l'harmonisation et au maintien des meilleures pratiques et favoriser les échanges d'informations entre les différents partenaires (policiers, ministériels ou autres), notamment eu égard à différentes problématiques vécues sur le terrain en matière de capacité de conduite affaiblie par la drogue.	ENPQ, MSP, DPCP, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, SAAQ, Service de police de Laval	Aucun	Travaux en continu
Comité technique sur les appareils de détection d'alcool	Veiller à l'harmonisation et au maintien des meilleures pratiques et favoriser les échanges d'informations entre les différents partenaires (policiers, ministériels ou autres), notamment eu égard à différentes problématiques vécues sur le terrain en matière de capacité de conduite affaiblie par l'alcool.	ENPQ, MSP, DPCP, LSJML, ADPQ, SQ, SPVM, SAAQ, SPVQ, Service de police de Laval	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité technique sur les appareils de mesure de vitesse et autres outils utilisés en sécurité routière	Le comité valide les nouveaux appareils à la demande des organisations policières désirant en faire l'utilisation en se basant sur les listes de critères établis. Il effectue le suivi des problématiques vécues sur le terrain, de même qu'à la cour et propose des solutions, le cas échéant. Le comité analyse la formation actuelle dispensée aux opérateurs et moniteurs sur ces différents types d'appareils, délimite les enjeux opérationnels et de formation pour l'utilisation de ces appareils, et ce, afin de mieux répondre aux besoins des organisations et des tribunaux. Il assure et facilite les échanges d'informations entre les différents partenaires sur les meilleures pratiques d'utilisation d'un cinémomètre. Finalement, il harmonise et maintient les meilleures pratiques dans le cadre du travail des policiers en tenant compte des spécificités opérationnelles et administratives propres à chaque organisation policière.	ADPQ, ENPQ, MSP, SQ, SPVM, SPVQ, DPCP, Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de Granby, Service de police de Terrebonne	Aucun	Travaux en continu
Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social	En matière de profilage racial et social, favoriser la collaboration policière et le développement de bonnes pratiques et participer au suivi de plans d'actions et des stratégies gouvernementales. Enfin, constituer une plate-forme d'échanges et de réseautage pour le milieu policier afin de développer une expertise et conseiller le MSP lorsque requis.	MSP, SQ, SPVM, SPVQ, ENPQ, Service de police de l'agglomération de Longueuil, Service de police de Laval, Service de police de la Ville de Gatineau, Service de police de Repentigny, Service de police de Terrebonne, Commissaire à la déontologie policière, ADPQ, ADPPNIQ.	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes dont l'état mental est perturbé	Favoriser, par la concertation entre les corps de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières pour intervenir auprès de personnes dont l'état mental est perturbé, dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière et d'amélioration continue.	MSP, ENPQ, ADPQ, ADPPNIQ, GRC, représentants de tous les corps de police municipaux et un représentant des corps de police autochtones.	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité santé mentale – volet itinérance	Découle du Comité provincial sur les interventions policières auprès des personnes dont l'état mental est perturbé. Favoriser, par la concertation entre les corps de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières pour intervenir auprès de personnes en situation d'itinérance, dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière et d'amélioration continue.	MSP, ENPQ, ADPQ, ADPPNIQ, représentants de tous les corps de police municipaux et un représentant des corps de police autochtones.	Aucun	Travaux en continu
Comité de coordination PAJ-SM+	- Recevoir les orientations et les directives du comité stratégique; - Assurer la compatibilité des travaux avec les exigences législatives et les orientations interministérielles; - Coordonner les travaux selon la prise en compte de la réalité de chaque partenaire; - Recevoir les enjeux des comités directeurs régionaux; - Analyser les risques et les enjeux et les soumettre au comité stratégique.	MSP, MJQ, DPCP, MSSS.	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité technique sur les campements	Le comité de travail découle de la Table Québec Municipalité en itinérance (TQMI) et son premier mandat concerne les campements et l'itinérance hors refuge, Plus précisément de faire un état de la situation des campements au Québec tout en brossant le portrait des enjeux vécus par les municipalités au regard des campements et de l'itinérance hors refuge, des approches préconisées et des initiatives en cours.	MAMH, MSSS, MSP, SHQ, UMQ, Ville de Québec et Ville de Montréal	Aucun	Rédaction d'un document d'orientation sur les campements et l'itinérance hors refuge au Québec (Printemps 2025)
Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force (SCCPEF)	Analyser les recommandations de rapports d'enquête, effectuer une vigie des dossiers et traiter différents mandats, dans le but de conseiller les autorités du MSP, notamment en ce qui concerne les meilleures pratiques. Évaluer la pertinence de mettre à jour certaines pratiques policières en lien à l'emploi de la force et évaluer le besoin de développer de nouvelles pratiques.	MSP, ENPQ, LSJML, SQ, SPVM, SPVQ, Corps de police représentant les niveaux 1, 2 et 3.	Aucun	Travaux en continu
Comité d'orientation concernant le recours à la force (CORF)	Structurer les orientations du Québec en matière d'emploi de la force et du maintien et rétablissement de l'ordre	MSP, Commissaire à la déontologie policière, ENPQ, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Université de Montréal, représentant de la société civile à identifier	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité intersectoriel LSJPA	Mettre à jour, faire la promotion et maintenir le programme de mesures extrajudiciaires du modèle québécois de justice pour les jeunes en mobilisant les partenaires, en favorisant le monitoring des pratiques, la production de bilans et de recherches et en veillant à la diffusion des résultats.	MJQ, DPCP, Barreau, Commission des services juridiques, Cour du Québec, Centre communautaire juridique de Montréal, MSP, SPVM, MSSS, SPVQ, ADPQ, SQ, ENPQ, CIUSSS de Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, equijustice, Organisme de justice alternative.	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité sanctions extrajudiciaires LSJPA	Créé à la demande du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) afin d'actualiser le programme de sanctions extrajudiciaires (PSE) et de le rendre conforme aux nouvelles normes juridiques. Veiller à ce que les principes et objectifs mentionnés dans le PSE soient respectés lors de son application par les partenaires et proposer des modifications au PSE. Colliger et analyser les données transmises par les partenaires afin d'améliorer les pratiques et assurer un arrimage et une concertation entre les partenaires.	MSP, CSSS du Bas-Saint-Laurent, CIUSSE-CHU de Sherbrooke, DPCP, MJQ, Équijustice, CIUSSS de Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, MSSS, Organisme de justice alternative MAVN (Mesures alternatives des vallées du Nord).	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité mesures extrajudiciaires LSJPA	Sous la responsabilité du MSP, son mandat est de : ▪ Suivre l'application du programme de mesures extrajudiciaires de la LSJPA et proposer des modifications le cas échéant au comité intersectoriel; ▪ Documenter les problématiques d'application ainsi que les enjeux associés au Cadre d'application et formuler des recommandations permettant au MSP de prendre les mesures et outils appropriés pour remédier aux difficultés et enjeux soulevés; ▪ Suivre les données statistiques et assurer la mise à jour des outils disponibles aux policiers.	MSP, SQ, MJQ, SPVQ, SPVM Équijustice, Organisme justice alternative (OJA), MSSS, MEQ, ADPQ	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail Justice - Éducation	Dans le cadre du quatrième Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le MSP a collaboré à la mesure visant à créer un webinaire à l'intention du personnel scolaire sur la trajectoire d'un.e jeune visé.e par la LSJPA et le rôle des partenaires clés, notamment les policiers en milieu scolaire.	MJQ, DPCP, MEQ, MSP	Aucun	Travaux terminés – le webinaire a eu lieu le 27 novembre 2024. L'enregistrement du webinaire est disponible à partir d'un lien privé YouTube.
Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers du Québec	Assurer l'arrimage et la complémentarité entre les différents programmes de formation policière au Québec et favoriser l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins qualitatifs et quantitatifs de main-d'œuvre. Veiller à la mise en œuvre des mesures relatives à l'AEC en techniques policières.	MSP, MES, ENPQ, SPVM, SQ, SPVQ, Fédération des cégeps, établissements d'enseignement collégial privés offrant le programme de techniques policières, ADPQ.	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité sur l'accessibilité des minorités visibles et ethniques (MVE) au métier de policier	Identifier les pratiques permettant d'améliorer la représentativité des MVE dans les organisations policières et déterminer les bloquants à l'inscription des MVE à la formation policière. Une étude a été menée afin d'alimenter les travaux et identifier des mesures permettant d'augmenter la présence des MVE dans les corps de police.	MSP, ENPQ, MES, SPVM, SQ, SPVQ, ADPQ, Fédération des cégeps, Cégep d'Ahuntsic.	Aucun	Travaux en cours
Comité sur la formation des futurs policières et policiers autochtones ainsi que des policières et policiers œuvrant dans les communautés autochtones, incluant la formation en enquête	Favoriser les échanges en matière de formation des futurs policières et policiers autochtones et ceux œuvrant dans les communautés autochtones dans le but d'accroître le nombre de policiers autochtones au Québec.	MSP, ENPQ, MES, SQ, SPVM, Collège d'Alma, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec.	Aucun	4 rencontres / an

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité technique sur la Sécurité publique APNQL-MSP	Le comité fournit des conseils et propose des solutions concrètes et novatrices pour résoudre les enjeux rencontrés par les Premières Nations en matière de sécurité publique. De façon plus précise, le comité a pour mandat de travailler sur trois dossiers prioritaires : - Évaluation des besoins en matière de collecte de données sur l'infrastructure et le financement des services policiers (État de situation); - Partage d'information et discussions sur les actions entreprises suite à la publication de différents rapports et sur le suivi des recommandations, appels à l'action et aux propositions émises dans le cadre des rapports d'enquêtes publiques et des travaux de groupes d'experts; - Proposer des orientations en matière de modifications législatives pour améliorer les encadrements en lien avec les services de sécurité publique pour les Premières Nations.	MSP, APNQL, SRPNI, ADPPNIQ, Table des directeurs généraux des Premières Nations	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif sur le bertillonnage	Favoriser, par la concertation entre les corps de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières en matière de bertillonnage dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière, d'uniformisation et d'amélioration continue.	MSP, MJQ, DPCP, Association des procureurs des cours municipales du Québec, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Laval, SPAL, Service de la Ville de Repentigny, Service de police de Trois-Rivières	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur la gestion des impacts et des opportunités du Plan pour moderniser le système de justice chez les organisations policières	Identifier les principaux enjeux de la transformation de la Justice pour les organisations policières. Identifier les opportunités pour les organisations policières à chacune des étapes du projet. Sélectionner les groupes de travail mis sur pied par le MJQ nécessitant une représentativité de la communauté policière et convenir de la représentation sur les différents groupes de travail, le cas échéant. Déterminer et prioriser les actions à mettre en place pour soutenir les différents jalons de la transformation de la justice, tout en minimisant les impacts sur les organisations policières. Veiller à la mise en place d'un plan de communication auprès de l'ensemble des corps de police; Établir un sommaire des coûts pour la matérialisation de chacun des projets. Alimenter la reddition de comptes requise par les autorités dans l'objectif de faire les représentations appropriées	MSP, ADPQ, ADPPNIQ, SQ, SPVM, SPVQ, 1 représentant des corps de police de niveau 1, 2 et 3	Aucun	Travaux en continu
Comité Lexius d'arrimage tactique et opérationnel avec les partenaires	Le MJQ informe ses partenaires sur l'avancement des travaux du projet Lexius au niveau tactique et opérationnel.	MSP, CNQ, MJQ, MSSS, DPCP, SOQUIJ, CNESST, SAAQ, UMQ, FQM	Aucun	Travaux en continu
Comité des partenaires GESTE	Le DPCP informe ses partenaires de l'avancement des travaux du projet GESTE.	DPCP, MSP, SPVG, SPVL, SPVM, SVPQ, SJSR,	Aucun	Travaux suspendus
Comité des parties prenantes – Transformation de la Justice	Le MJQ fait l'état d'avancement des travaux du Plan pour moderniser le système de justice (PMSJ).	MJQ, MSP, DPCP	Aucun	Travaux suspendus

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail des Cours municipales	Le ministère de la Justice et la juge en chef adjointe à la Cour du Québec, responsable des cours municipales, assurent l'arrimage des travaux du Plan pour moderniser le système de justice avec les cours municipales.	MSP, Magistrature, FQM, MJQ, DPCP, UMQ, Cour du Québec, Cour municipale de Montréal, SOQUIJ, Association des procureurs des cours municipales, Ville de Montréal, Ville de Lévis, Ville de Trois-Rivières, Cour municipale de Gatineau, Barreau du Québec, Cour municipale de Longueuil, Ville de Laval, Cour municipale de Québec, Association des Greffiers des Cours municipales.	Aucun	Travaux suspendus
Comité restreint – Modernisation des comparutions et des enquêtes sur remise en liberté	Élaboration des processus cibles détaillés dans un objectif de mise en œuvre et d'implantation des comparutions et des enquêtes sur mise en liberté sur semaine (visiocomparutions).	MJQ, MSP, DPCP, SPVQ, SQ, SPPC	Aucun	Travaux en cours
Comité élargi - Modernisation des comparutions et des enquêtes sur mise en liberté sur semaine	Élaboration des processus cibles détaillés dans un objectif de mise en œuvre et d'implantation des comparutions et des enquêtes sur mise en liberté sur semaine (visiocomparutions).	MJQ, MSP, DPCP, SPVQ, SQ, SPPC, AADM, AQAAD	Aucun	Travaux en cours

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de liaison du Barreau du Québec - Cours municipales	Identifier les problèmes liés à l'administration de la justice des cours municipales et apporter des solutions pratiques visant à atteindre des objectifs d'efficacité et d'accessibilité à la justice.	Le Barreau, MSP, MJQ, DPCP, Association des procureurs des cours municipales, Association des Greffiers des Cours municipales, Cour municipale de Québec, Ville de Sherbrooke, Aide juridique Québec	Aucun	Travaux en continu
Table de concertation nationale sur l'intervention policière en violence conjugale	Favoriser, par la concertation entre les corps de police et le MSP, l'émergence et le rayonnement des meilleures pratiques policières pour prévenir et contrer la violence conjugale dans une perspective d'optimisation de l'intervention policière et d'amélioration continue. ▪ Identifier les principaux enjeux et les opportunités liés à l'intervention policière en contexte de violence conjugale et dégager des consensus sur des pistes de solution et d'action. ▪ Établir un réseau d'échange d'informations, de discussion et de concertation entre les corps de police et le MSP; ▪ Alimenter la réflexion sur l'évolution des pratiques policières émergentes et prometteuses en matière de pratiques exemplaires. ▪	Membres statutaires : MSP, ENPQ, ADPPNIQ, ADPQ, SQ, représentants de tous les corps de police municipaux, Sécurité publique Mashteuiatsh, Police de Wemotaci, Service de police du Nunavik, Service de police Eeyou Eenou, DPCP, MJQ, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, L'Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale, À cœur d'homme - Réseau d'aide aux hommes pour une société sans violence, Femmes Autochtones du Québec Inc. Rebâtir et SOS Violence conjugale.	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur l'amélioration de la pratique judiciaire (Regroupement des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale - RMFVVC)	Grâce au soutien financier de Femmes et Égalité des genres Canada, le Regroupement a lancé à l'automne 2021 le projet Améliorer la pratique judiciaire pour accroître la sécurité des femmes victimes de violence conjugale, qui s'étalera sur une durée de 30 mois. Il vise à améliorer la pratique des différents acteurs judiciaires pour lever les obstacles systémiques auxquels les femmes victimes de violence conjugale font face dans le système judiciaire, particulièrement celles issues de l'immigration ou en situation de précarité économique, lorsqu'elles tentent d'échapper à cette violence. Pour y parvenir, le comité travaille à sensibiliser et former les intervenants judiciaires au concept de contrôle coercitif, afin qu'ils reconnaissent l'ensemble des manifestations de la violence conjugale et le développent des pratiques plus appropriées pour améliorer la sécurité et la liberté des victimes.	RMFVVC, ADPQ, DPCP, Commission des services juridiques, MSP, ENPQ, RIPTB, SPVM, SQ, SPVQ, SPVG, CSV, Assistance aux femmes, Refuge de l'Ouest de l'île, Université du Nouveau-Brunswick, Université Laurentienne, Rebâtir, Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration, Association des avocats et avocates en droit familial du Québec.	Aucun	Travaux sur 30 mois

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité sur la déclaration de la personne victime de la Table de concertation nationale sur l'intervention policière en violence conjugale	Le sous-comité a pour mandat d'identifier et promouvoir les bonnes pratiques en matière de déclaration d'une personne victime de violence conjugale, dans un but d'harmoniser les interventions des corps de police québécois.	MSP, ENPQ, MJQ, DPCP, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de Mascouche, SPAL, Régie intermunicipale de police Roussillon, Service de police de la Ville de Repentigny, Service de Police de la MRC des Collines-de-l'Outaouais, ADPPNIQ, Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, Rebâtir	Aucun	Travaux en cours
Comité d'échange des bonnes pratiques pour les ressources en violence conjugale au sein des corps policiers du Québec	Le comité, qui est chapeauté par la Table de concertations nationale sur l'intervention policière en violence conjugale, a pour mandat de favoriser, par la concertation entre les ressources spécialisées en violence conjugale des corps de police et le ministère de la Sécurité publique, la promotion et partage de pratiques opérationnelles optimales pour prévenir et contrer la violence conjugale et uniformiser le plus possible les méthodes d'intervention.	MSP, Service de police de la Ville de Terrebonne, SQ, tous les corps de police municipaux, ADPPNIQ, Police Essipit, Kewaobek Police Department, Kitigan Zibi, Police Department, Sécurité publique d'Opitciwan, Sécurité publique de Wemotaci, Sécurité publique Mashteuiatsh, Sécurité publique de Pessamit, Gesgapegiag Police Department, Listuguj Police Department, Naskapi Police Force, Kahnawake Police Force, Sécurité publique de Uashat-Mak-Mani-Utenam, Sécurité publique Pakua Shipi, Timiskaming First Nations Police Force, Service de police de Lac-Simon, Service de police de Pikogan, Corps de police des Abénakis, Service de police de Wendake.	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur les ententes prédénoncations	Le comité, coordonné par le MJQ, s'inscrit dans le cadre des travaux liés au Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, et a pour mandat d'identifier et promouvoir les meilleures pratiques à déployer pour soutenir et accompagner une personne victime dans le cadre d'une prédénonciation.	MJQ, MSP, DPCP, MSS, SCF, SQ, SPVM, SPVQ, SPVG, Service de police de la Ville de Sherbrooke, Service de police de la Ville de granby, ADPQ, ADPPNIQ.	N/D – à valider auprès du MJQ	Travaux en cours
Comité de travail sur la trajectoire des suspects et auteurs de violence	Le comité, coordonné par le MJQ, s'inscrit dans le cadre des travaux liés au Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, et a pour mandat d'identifier et promouvoir les meilleures pratiques relatives à la trajectoire (besoins d'accompagnement, services, etc.) des suspects ou auteurs de violence sexuelle ou conjugale.	MJQ, MSP, MSS, RIMAS, CQLC, CSJ, SCF, DPCP, À cœur d'homme, Entraide pour hommes, Service correctionnel Canada, ASRSQ, Association des Avocates et Avocats de la Défense.	N/D – à valider auprès du MJQ	Travaux en cours
Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale (Bureau du coroner)	Le MSP participe aux travaux et aux rencontres du Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale. Ce comité, sous la responsabilité du Bureau du coroner, procède à un examen des dossiers concernant des décès survenus au Québec dans le cadre d'une situation de violence conjugale afin d'émettre des recommandations, le cas échéant.	Bureau du coroner, MSP, MSSS, Conseil du statut de la femme, INSPQ, Organismes œuvrant auprès des femmes victimes de violence conjugale et des auteurs de violence, corps de police	Aucun	Travaux en continu Le premier rapport annuel de ce comité, « Agir ensemble pour sauver des vies », a paru le 7 déc. 2020. Le deuxième rapport annuel est paru le 17 nov. 2022. Un troisième rapport a été diffusé en novembre 2024.

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur la récupération des effets personnels, les déménagements et les biens meubles en contexte de violence conjugale	Le mandat du comité est de définir les problématiques reliées à la récupération des biens en contexte de violence conjugale, d'identifier les pratiques existantes et les solutions possibles, tout en clarifiant les implications possibles de chaque partenaire afin d'harmoniser les pratiques au Québec.	Rebâtir, MSP, SQ, SPVM et RMFVVC.	Aucun	Travaux en cours
Comité nationale des cellules d'intervention rapide	Le MSP participe aux rencontres nationales des cellules d'intervention rapide, dont le mandat est de mettre en place un réseau de discussion, d'échanges d'informations et de bonnes pratiques, tout en identifiant les principaux enjeux et les opportunités liés à l'intervention multisectorielle des cellules d'intervention rapide.	SCF, MSP, MSSS, représentantes des cellules d'intervention rapide	Aucun	Travaux en cours
Comité de travail sur les profils de compétence des policiers	Le Comité de concertation sur la formation des futurs policiers a créé un groupe travail afin d'étudier les recommandations issues de l'Étude sur le profil des candidats à la profession policière conduite par l'ÉNPQ. Son mandat est d'évaluer les moyens à mettre en place pour favoriser et développer un profil de compétences correspondant aux besoins des organisations policières, notamment en matière de savoir-être.	MSP, Collège d'Alma, Collège Maisonneuve, Cégep de Rimouski, MES, ENPQ, Sûreté du Québec, SPVM, ADPQ, Service de police de l'Agglomération de Longueuil, SPVQ.	Aucun	Travaux en cours
Table provinciale sur la surveillance physique auxiliaire et spécialisée	Le MSP participe aux rencontres de cette table dont les travaux visent à uniformiser les pratiques dans le domaine notamment en ce qui a trait à la formation.	ENPQ, MSP, SQ, SPVM, SPVQ, Laval, Longueuil, Gatineau	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif clients	Le mandat du Comité consultatif clients de l'ÉNPQ consiste principalement à donner son avis à l'École en regard de l'organisation des divers programmes de formation offerts ainsi qu'au comité de programme mis sur pied dans le cadre de l'entente de collaboration des maîtres d'œuvre intervenue entre l'École et l'Université du Québec à Trois-Rivières en ce qui concerne spécifiquement le Programme de baccalauréat en sécurité publique.	MSP, UPAC, SPVM, SPVQ, SPL, Service de police de Granby, BEI, SPVG, SPAL, SQ, Régie intermunicipale de Roussillon, ENPQ, Service de police de Sherbrooke, Service de police de Blainville, Service de police de Wendake, Service de police MRC des Collines de l'Outaouais, ADPPNIQ.	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif – Projet santé psychologique de l'ENPQ	Donner un avis quant aux thématiques retenues, proposer des ajustements à faire et informer les organisations participantes de l'avancement des projets.	MSP, ENPQ, ADPQ, ADPPNIQ, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Association des policières et policiers provinciaux du Québec, SPVM, SPL, SPVQ, SPVG, SQ	Aucun	Travaux en continu
Comité d'orientation – Chaire de recherche UQTR-ENPQ sur la prévention de la santé psychologique au travail en sécurité publique	Être partie prenante dans la structure de gouvernance de la Chaire. Soutenir le développement d'une programmation de recherche centrée sur les besoins réels, ainsi que les décisions prises au regard de la sélection des activités de recherche tout en encadrant la qualité de celles-ci. Faciliter l'accès aux clientèles et agir en tant qu'agent de liaison entre les cotitulaires (programme de recherche) et le milieu policier. Favoriser le transfert et l'appropriation des connaissances dans les milieux policiers.	UQTR, ENPQ, MSP, Fraternité des policiers et policières de Montréal, Fédération des policiers et policières municipaux du Québec, Association des policières et policiers provinciaux du Québec, ADPQ, ADPPNIQ, SPVM	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de liaison - Ententes relatives à la fourniture de service de police par la Sûreté du Québec	Le comité de liaison, présidé par la SQ, émet des recommandations à l'égard de l'application de la nouvelle entente-cadre et de la répartition des effectifs policiers de la SQ en vue de la signature des ententes dites de 3^e génération. Les principaux objectifs du comité sont : ▪ Partager aux membres du comité et aux représentants municipaux le maximum d'information relative à la desserte dans les MRC, au renouvellement des ententes et à la répartition des effectifs. ▪ Faire état des travaux qui ont été réalisés et témoigner de leurs impacts. ▪ Entreprendre, conjointement, des réflexions éclairées à l'égard d'un modèle de répartition d'effectifs et du scénario à appliquer.	SQ, MSP, Fédération québécoise des municipalités (FQM), Union des municipalités du Québec (UMQ)	Aucun	Modèle d'entente-cadre approuvé par le comité le 13-03-2023. Processus de signature des 88 ententes en cours (85 ententes en vigueur en date du 14 mars 2025).

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité des responsables nationaux de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, d'abus physique ou de négligence grave	Le comité doit s'assurer, sur le plan national, de l'implantation et du suivi de l'Entente multisectorielle et de l'application du Guide. Il doit s'assurer notamment de l'existence d'un comité régional dans chaque région du Québec, en veillant au maintien d'une étroite collaboration entre les personnes désignées par les organismes, les établissements et les organisations pour l'application de la présente entente. Il soutient le bon fonctionnement de la procédure lorsque des enjeux ne peuvent être résolus au niveau régional, en favorisant la conformité des pratiques et le partage d'outils de formation et de promotion entre les régions. Il assume un rôle-conseil auprès des comités régionaux mis en place et un suivi continu de l'application de l'Entente afin de permettre d'en évaluer l'efficacité et la qualité et, au besoin, de prendre les mesures nécessaires afin que soient apportés les ajustements requis.	MSP, MSSS, MJQ, MEQ, DPCP et MFA	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité - Groupe de travail pour déterminer le partenaire chargé de recueillir le témoignage de l'enfant	Le groupe de travail doit déterminer si les pratiques promues par l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, d'abus physiques ou de négligence grave – Guide de pratique répondent adéquatement aux préoccupations soulevées par la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse (CSDEPJ), à savoir que c'est le bon partenaire qui procède à l'entrevue de l'enfant en fonction de ses besoins et de ses particularités.	MSP, MSSS, DPCP, SQ, SPVM, ENPQ	Aucun	Travaux en cours

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité portant sur la communication de renseignements entre les corps de police et la Direction de la protection de la jeunesse	Le groupe de travail doit identifier les enjeux vécus dans la pratique quant aux difficultés de concertation dans le cadre de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, d'abus physiques et de négligence grave (Entente), mais également dans les situations où l'Entente n'est pas déclenchée, et identifier les zones de collaboration et du cadre légal permettant la concertation entre la DPJ et les corps de police.	MSP, MSSS, DPCP, ADPPNIQ, SQ, SPVM, Service de police de Laval et Service de police de la Ville de Mascouche	Aucun	Travaux en cours
Comité de suivi autochtone sur les bracelets antirapprochement	Lors des auditions publiques sur le projet de loi No 24, l'organisme Femmes Autochtones du Québec a fait valoir la pertinence de mettre en place un comité composé d'acteurs autochtones et institutionnels afin de s'assurer que cette mesure soit réellement adaptée aux réalités autochtones.	MSP, MJQ, MSSS & groupes autochtones.	Aucun	Travaux en continu.
Comité de gouvernance – Formation pour contrer le racisme et le profilage racial et social	Comité décideur du projet de développement de formation pour contrer le racisme et le profilage racial et social destiné aux corps de police du Québec. Ce projet permettra d'outiller les policiers du Québec à détecter les situations à risque de constituer une atteinte aux droits de la personne.	MSP, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), Commissaire à la déontologie policière (COMDP), ENPQ.	930 000 \$	Au total 4 capsules de sensibilisation, dont 3 sont déjà livrées et 1 autre à venir au printemps 2025.
Comité de travail – Capsules de sensibilisation	Développement de quatre capsules de sensibilisation pour contrer le racisme et le profilage racial et social.	MSP, CDPDJ, COMDP, ENPQ et corps de police identifiés selon les travaux en cours.	Lié au budget du Comité de gouvernance.	Capsules 1, 2 et 3 déployées. Capsule 4 – En cours

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Table des employeurs de constables spéciaux	Lieu d'échange et de partage des bonnes pratiques. La table sert également de plate-forme de communication des orientations ministérielles et permet d'informer les employeurs des travaux de développement concernant le dossier des constables spéciaux.	MSP, Cabinet du lieutenant-gouverneur, Assablée Nationale, Canadian National, Canadien Pacifique, Société de transport de Montréal (STM), SAAQ, Revenu Québec, MESS, SPA Estrie, SPCA Montréal, Commissariat aux incendie Québec, Université de Montréal, Université de Trois-Rivières, Université Laval, Service de police d'Ottawa, SQ, Hydro-Québec	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail interministériel sur les enjeux relatifs à l'ingérence étrangère	L'objectif du groupe de travail est de réunir les différents ministères concernés autour d'un même forum de discussion afin de mettre en commun les initiatives et d'échanger des informations dans le but de se coordonner, d'uniformiser les connaissances, de favoriser la cohérence des approches de même que l'efficacité des efforts déployés par les divers participants.	MSP, MRIF, MRNF, MSSS, MEIE, MES, MJQ, MCN	Aucun	Travaux en continu
Comité de coordination ministériel – sécurité dans les palais de justice.	Le comité de coordination ministériel – sécurité dans les palais de justice assure le suivi des projets d'installation d'arches de sécurité dans les palais où il est prévu d'en installer.	MSP, MJQ	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail missions internationales	Renforcer la préparation, la synchronisation et la réactivité des actions des M/O responsables et collaborateurs de la gestion des risques et de la sécurité des missions de l'État québécois à l'international, pour faire face efficacement aux urgences/enjeux sécuritaires pouvant toucher les dignitaires et/ou les participants à ces missions, qu'ils soient du gouvernement ou de la société civile.	MSP, MRIF, SQ, ANQ	Aucun	Travaux en continu
Comité de crise gouvernemental en sécurité de l'information (CCGSI)	« Le Comité de crise gouvernemental est le centre de coordination de la réaction et de la décision lorsqu'un incident de sécurité de l'information à portée gouvernementale n'est pas maîtrisé en dépit des stratégies palliatives mises en œuvre. »	MSP, MCN, MCE, SQ, SCT	Aucun	Travaux en continu
Comité interministériel de suivi des recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Assurer le suivi du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	MSP, MAMH, MEQ, MES, MJQ, DPCP, MSSS, MTQ, MTESS, MCE, MFA, MIFI, MRIF, SAA, SCF, SHQ, SQRC Secrétariat à la Jeunesse Secrétariat à la communication gouvernementale	Le plan d'action gouvernemental dispose d'un budget de 150 M\$ sur 5 ans, soit jusqu'au 31 mars 2026.	Dépôt en décembre 2022 à l'Assemblée nationale d'un premier bilan de mise en œuvre de la première année du Plan. Réalisation de deux campagnes de sensibilisation.
Comité de liaison pour le suivi du Plan d'action du Protecteur du citoyen	Assurer la mise en œuvre et le suivi des recommandations découlant du Rapport spécial du Protecteur du citoyen (Les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik).	MSP, MJQ, SAA, Corps de police régional Kativik	Aucun	Travaux en continu. Les recommandations sont maintenant toutes mises en œuvre depuis novembre 2023.

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Table politique Québec-Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador sur la sécurité publique	Trouver des solutions durables aux priorités identifiées par les parties afin d'assurer un accès à des programmes et une prestation de services équitables et culturellement adaptés en matière de sécurité publique.	MSP, SRPNI, APNQL	Aucun	Les travaux ont débuté en 2021 par la mise sur pied d'une table technique sur les services policiers autochtones. Aucune rencontre en 2024-2025.
Comité de liaison permanent sur les accusés non criminellement responsables	Optimiser, de façon continue, les processus de prise en charge des personnes ayant été déclarées non criminellement responsables ou inaptes ainsi que les mécanismes d'échange de l'information entre les organismes appelés à intervenir auprès de ces personnes.	MSP, MSSS, MJQ, DPCP, TAQ, CETM, CSJ	Aucun	Première rencontre tenue le 26 février 2024.
Comité sur les infrastructures	Définir les priorités au niveau des infrastructures en justice et en Sécurité publique.	MJQ, MSP	Aucun	Pas de rencontre en 2024. En attente de validation de certaines orientations auprès des autorités.
Comité consultatif externe – cyberintimidation et hostilité en ligne	Échanger avec les ministères et organismes concernés par d'éventuelles mesures législatives visant à contrer la cyberintimidation et l'hostilité en ligne pour cerner les différentes facettes de la problématique et considérer les enjeux des interventions envisagées	MSP, MCN, MFA, MJQ, MCC, MAMH, SRIDAIL	Aucun	Première rencontre tenue le 19 juin 2023

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail sur les mesures 27 et 33 des Mesures autochtones des commissions d'enquête (MACE)	Conseiller le MSP dans la production d'outils pour aider les CPA dans les dossiers de violence conjugale et violence sexuelle.	MSP, ENPQ, DPCP, ADPPNIQ	S/O	Outils d'aide à la décision
Sous-comité déclaration de la personne victime	Production d'un guide et d'un formulaire destinés aux policiers en matière de violence conjugale	MSP, MJQ, SCF	S/O	Formulaire et Guide d'utilisation.
Comité sur la sécurité physique du Forum des gestionnaires des ressources matérielles du gouvernement du Québec	L'objectif du forum est de promouvoir l'utilisation efficace et efficiente des ressources matérielles par les équipes responsables de leur gestion. Le Comité vise à fournir un forum de veille, de réflexion et d'échange concernant les meilleures pratiques, les nouveaux enjeux et les défis de la sécurité physique, de manière à contribuer au maintien de l'expertise gouvernementale dans le domaine et développer des standards communs.	MSP, MJQ, AMP, BANQ, BAPE, CAG, CAI, CNESST, Curateur publique, DPCP, MEQ, Revenu Québec, VGQ, Télé Québec, SCT, MSSS, MAPAQ, MCCQ, Protecteur du citoyen, MTMD, MIFI, OQLF, Élection Québec, MCN, MF, CAG, TAL, TAT, SQI, SHQ, SAAQ, RBQ, Retraite Québec, OPHQ, OPC, MTESS, MRNF, MRI, MELCCFP, MEIE, FADQ, Hydro Québec, Loto-Québec, MAMH, MESS, MRIF, MRNF, RAMQ, Société des traversiers du Québec	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-groupe de travail sur le recrutement et la formation des policiers de la Nation Crie	Le sous-groupe de travail se penche sur les enjeux liés à la formation des futurs policiers cris et au recrutement de policiers cris au sein du Service de police Eeyou Eenou (SPEE). Ses travaux visent principalement à : • Proposer des pistes de solutions visant à faciliter l'entrée des candidats cris au programme de formation policière et à assurer leur réussite, tout en tenant compte de la réalité et des particularités des communautés de la Nation crie; • Contribuer à l'augmentation du nombre de policiers cris au sein du corps de police par la mise en œuvre de mesures visant notamment à assurer la rétention des policiers dans la communauté crie et à promouvoir le métier de policier auprès de la Nation crie; • Identifier les enjeux liés aux difficultés de recrutement en atténuant les obstacles liés à l'attraction et à l'accès à la formation policière pour les aspirants-policiers cris; • Formuler des recommandations aux autorités du comité MSP-GNC visant à faciliter l'accession des étudiants cris à la formation policière pour accroître la présence de policiers cris au sein du SPEE.	MSP-GNC-ENPQ- Cégep de Abitibi-Témiscamingue- MES	S/O	Rapport préliminaire soumis en novembre 2024

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 002

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur de gouvernance – Infrastructures carcérales	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant les projets de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales.	MSP et Société québécoise des infrastructures	Aucun	Travaux en continu.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) concernant les interventions des services publics d'emplois offerts aux personnes sous la responsabilité des services correctionnels du MSP	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MESS.	MSP, MTESS, Commission des partenaires du marché du travail, Comité consultatif clientèle judiciairisée adulte (CCCJA), ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) et le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.	Aucun	Les travaux sont en cours afin de procéder au renouvellement de l'entente pour la période 2022-2026. En attendant, la précédente entente est reconduite.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) concernant la formation scolaire des personnes incarcérées dans les établissements de détention provinciaux.	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MEQ.	MSP, MEQ, Centre de services scolaire de la Rivière du Nord, Table des représentants des services de formation en milieu carcéral provincial, MESS et le Fonds central de soutien à la réinsertion sociale	Aucun	Travaux en continu. L'entente entre le MEQ et le MSP a été reconduite pour une période de 5 ans soit du 1 ^{er} juillet 2023 au 30 juin 2028. L'entente est maintenant signée entre chaque centre de services scolaires (CSS) et le MSP. Les deux annexes au contrat sont renouvelées annuellement (diagnostic des besoins en matière d'éducation et les responsabilités quant à la disponibilité du matériel pédagogique et de l'aménagement physique des lieux de formation).

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur sur la visiocomparution	Favoriser l'accès à la visiocomparution entre les établissements de détention et les palais de justice.	MSP, ministère de la Justice du Québec (MJQ)	Aucun	Travaux en continu. Travaux d'infrastructures toujours en cours pour les établissements de Québec, New Carlisle, Baie-Comeau, Sherbrooke, Trois-Rivières et Rimouski. Fin prévue des travaux, décembre 2026
Comité de travail conjoint avec le MJQ concernant le processus de gestion de l'incarcération	Effectuer une revue des erreurs administratives au sein des deux organisations; Proposer un processus clair de traitement de l'information entre les deux ministères en précisant la responsabilité de chacun des acteurs impliqués dans la gestion de l'incarcération; Émettre des recommandations pour éviter les erreurs administratives les plus fréquentes; Rédiger des lignes directrices pour assurer l'efficacité de la gestion de l'incarcération (ex. : procédures de remplacement, de contre-vérifications, etc.).	MSP, MJQ	Aucun	Le comité a été formé en janvier 2023. Il a produit un rapport comme convenu au printemps 2023. Le comité se poursuit afin de faire le suivi des recommandations proposées. Pour le Sous-ministériat des services correctionnels, dans un premier temps, un projet a été mis en place en collaboration avec l'Établissement de détention de Montréal. Ceci a permis d'améliorer des pratiques qui ont été partagées à l'ensemble des établissements de détention. Le MJQ sera consulté pour les problématiques conjointes ou qui leur sont relatives.
Comité de concertation entre les greffes et les services correctionnels.	Assurer une bonne communication et collaboration entre les deux organisations dans l'application des décisions en matière de justice pénale.	MSP, MJQ	Aucun	Travaux en continu. Présentement, les membres du comité des deux ministères travaillent sur le suivi des recommandations du rapport et traitent des autres sujets au besoin.

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel MSSS-MSP concernant les services de santé et les services sociaux en milieu carcéral	Définir la vision et les orientations du partage des responsabilités entre le MSSS et le MSP; Convenir d'une vision commune face aux différents enjeux présentés (organisationnels, médiatiques, politiques ou autres); Approuver les échéanciers et les livrables des travaux des divers comités; Soutenir l'avancement des travaux des différents comités; Rendre compte aux autorités ministérielles de l'avancement des travaux.	MSP, MSSS/Santé Québec	Aucun	Travaux en continu.
Comité restreint portant sur le projet de modernisation des comparutions et des enquêtes sur mise en liberté sur semaine.	Améliorer l'efficacité des comparutions sur semaine; Créer des projets pilotes de pôles virtuels de comparution et d'enquêtes sur mise en liberté dans les dix régions de coordination	MSP, MJQ, Cour du Québec, SPVQ, SQ, DPCP, SPPC	Aucun	Travaux en cours
Comité de travail conjoint avec le MJQ pour la mise à jour de l'entente administrative relative à la perception des dépôts monétaires par les établissements de détention des services correctionnels du MSP.	Revoir l'entente administrative pour permettre l'implantation des TPV (terminaux de point de vente) dans les établissements de détention qui n'en ont pas. Permettre à l'ensemble des établissements de détention d'offrir le paiement par carte de crédit et de débit pour les personnes incarcérées ayant à faire un dépôt monétaire pour être libérées.	MSP, MJQ	Aucun	Travaux en cours

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 002

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel de coordination maritime	Coordonner l'établissement des grandes orientations ainsi que la priorisation et le suivi des différents projets réalisés par le Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM).	MAMH, MELCCFP, MEIE, MAPAQ, MSP et MTMD	Aucun	Travaux en continu
Groupe d'échange sur la gestion des risques écologiques reliés au transport maritime des hydrocarbures sur le Saint-Laurent	Renforcer la collaboration et la coordination entre les ministères et organismes provinciaux et fédéraux actifs dans le domaine de la prévention et de la gestion des incidents maritimes en lien avec la protection des écosystèmes du Saint-Laurent.	ECCC, MSP, MPO, GCC et MELCCFP	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail sur le développement et l'application d'un cadre commun d'évaluation des effets cumulatifs des activités maritimes sur le Saint-Laurent	Renforcer la collaboration et la coordination entre les ministères et organismes provinciaux et fédéraux afin de développer un cadre commun d'évaluation des effets cumulatifs des activités maritimes.	TC, MSP, MPO, AEIC, GCC et MELCCFP	Aucun	Travaux en continu
Comité de sécurité civile et de résilience aux sinistres du Québec (CSCQ)	Orienter, approuver la planification gouvernementale en sécurité civile et conseiller le gouvernement sur les mesures à prendre pour gérer efficacement les risques de sinistres afin de répondre de manière optimale à ceux-ci.	MSP, MAMH, MAPAQ, MCE, MEIE, MESS, MELCCFP, MSSS, MTMD, SCT et SQ	Aucun	Travaux en continu

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, Bureau du coroner, CAG, CNESST, HQ, MAMH, MAPAQ, MCC, MCE, MCN, MEIE, MELCCFP, MEQ, MES, MESS, MFA, MFQ, MIFI, MJQ, MRIF, MRNF, MSSS, MTMD, MTOUR, RBQ, RQ, SCT, SHQ, SQ, SRPNI, STQ et UQ-MCE.	Aucun	Travaux en continu
Sous-comité de l'OSCQ sur la gestion intégrée des risques pour les personnes et les biens liés aux feux de forêt	Formuler des recommandations à l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) afin d'assurer une gestion intégrée des risques associés à l'aléa feux de forêt afin notamment d'améliorer la sécurité des personnes et des biens au Québec.	MSP, HQ, MAMH, MCN, MELCCFP, MRNF, MTMD, MSSS, RBQ, SHQ, SQ, SRPNI et UQ-MCE	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur la gestion des risques associés aux matières dangereuses	Établir la position gouvernementale et mettre en place les conditions devant permettre d'assurer une gestion efficace et concertée des risques associés aux matières dangereuses (incluant les risques radiologies et nucléaires). Planifier les interventions spécifiques aux agents CBRNE afin de s'assurer d'une coordination efficace et efficiente dans l'ensemble des activités d'intervention.	MSP, CNESST, HQ, MAPAQ, MELCCFP, MSSS et SQ	Aucun	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le plan d'action national (PAN) de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024	Établir le PAN et en assurer le suivi.	MSP, MAMH, MAPAQ, MCE, MEIE, MELCCFP, MESS, MRNF, MTMD, MSSS, SCT, SQ et SRPNI	Aucun	Travaux en cours

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ sur le réseau à large bande de sécurité publique (RLBSP)	Formuler des recommandations à l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) sur la position du Québec quant à la démarche canadienne visant à doter le pays d'un RLBSP.	MSP, HQ, MAMH, MCC, MCN, MEIE, MFQ, MSSS, MTMD et SQ	Aucun	Travaux en cours
Comité des utilisateurs potentiels du réseau à large bande de sécurité publique (RLBSP) pour l'interopérabilité des communications d'urgence au Québec	Identifier les besoins et préoccupations des utilisateurs potentiels du RLBSP en matière de communications en sécurité publique au Québec et utiliser l'information ainsi recueillie pour travailler au déploiement et à la promotion du réseau auprès des intervenants du milieu.	MSP, HQ, MAMH, MCC, MCN, MEIE, MFQ, MSSS, MTMD, SQ, ACUQ, CAUCA, SPVM, SPVQ, SSIM et GAS	Aucun	Travaux en cours
Table des responsables de missions	Développer de manière concertée les missions du Plan national de sécurité civile.	MSP, HQ, MAMH, MAPAQ, MCN, MEIE, MELCCFP, MESS, MSSS, MTMD, SCT, SHQ, SQ et UQ-MCE	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif en sécurité civile	Le comité permet de partager au besoin des informations sur les travaux ou projets en cours au MSP et sur les initiatives et actions menées en sécurité civile par les membres du comité. Donner son avis au MSP sur diverses questions relatives à la sécurité civile qui lui sont soumises (ex. dispositions légales ou réglementaires, orientations en sécurité civile, outils d'accompagnement, etc.).	MSP, MAMH, ainsi que plusieurs organisations des milieux associatif et municipal (FQM, UMQ, ADMQ, ADGMQ, ADGMRCQ, AARQ, ASCQ, AGSICQ, RÉCO-Québec, CRAIM, ACUQ, ADPQ, AQBRS, BAC, CRC, OAQ, OIQ et OUQ)	Aucun	Il n'y a pas eu de rencontre du comité en 2024-2025.

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité sur la prévention de sinistres naturels (CPSN)	Sous-comité de l'OSCQ, le CPSN, à titre de comité directeur du Cadre pour la prévention de sinistres (CPS), oriente et assure de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels (érosion et submersion côtières, inondation, glissement de terrain, tremblement de terre, certains aléas nordiques et feux de forêt).	MSP, MELCCFP, MAMH, MTMD et MRNF	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Érosion et submersion côtières	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant l'érosion et la submersion côtières qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MRNF, MTMD, MELCCFP et MAMH	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Glissements de terrain	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les glissements de terrain qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MRNF, MTMD, MELCCFP et MAMH	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail – Inondations	Coordonner et planifier l'ensemble des projets en appréciation et en traitement des risques concernant les inondations qui ont été préalablement approuvés par le Comité sur la prévention de sinistres naturels.	MSP, MRNF, MTMD, MELCCFP et MAMH	Aucun	Travaux en continu
Groupe de travail - Aménagement du territoire	Coordonner la mise en œuvre des travaux liés aux zones de contraintes à l'aménagement du territoire relatives à l'érosion et la submersion côtières ainsi qu'aux mouvements de terrain ainsi qu'à l'établissement de cadres normatifs.	MSP, MAMH et MTMD	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité directeur Info-Crue - Vigilance	Coordonner la diffusion des informations d'Info-Crues sur la plate-forme Vigilance.	MSP et MELCCFP	Aucun	Travaux en cours
Comité de coordination scientifique sur les aléas côtiers au Nunavik	Suivre les développements du projet et de participer aux échanges et discussions avec l'équipe de recherche concernant l'analyse des aléas et de la dynamique littorale au Nunavik	MSP, MTMD, MAMH, MRNF et MELCCFP	Aucun	Travaux en cours
Comité d'agrément des activités de formation en sécurité civile	Analyser les demandes transmises par les fournisseurs d'activités de formation et recommander au ministre de la Sécurité publique celles qui répondent aux critères préétablis en vue d'une attribution d'agrément prévu avec les dispositions de l'article 33 de la Loi sur la sécurité civile favorisant la résilience aux sinistres.	MCE – Urgence Québec, MSSS, MAPAQ, MESS, Revenu Québec, HQ, MEQ partenaires municipaux et MSP	Aucun	Travaux en continu
Comité pour le développement d'un cadre de référence sur l'intervention-pipeline (CRIP)	Dans le cadre du plan d'action de l'Unité de vigilance sur les hydrocarbures, faciliter la coordination et la gestion des conséquences d'un déversement majeur d'hydrocarbures en milieu terrestre ou maritime à partir d'un pipeline au Québec.	RBQ, MELCCFP, MRNF, MSP, SP, ONÉ, ACSIQ, Ville de Laval, CMM et plusieurs autres intervenants	Aucun	Travaux en continu
Comité déglaceur d'Hydro-Québec	Augmenter le niveau de préparation des autorités municipales et gouvernementales en cas d'utilisation du déglaceur, notamment en ce qui a trait à la communication du risque, au partage des rôles et des responsabilités ainsi qu'à la préparation et le maintien des connaissances des intervenants sur les conséquences engendrées par l'utilisation du déglaceur.	MSP, HQ, MTMD, SQ, MRNF et Urgence Québec	Aucun	Travaux en continu

Question **002**

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comités régionaux de prévention et de rétablissement	Comité qui a pour mandat la concertation et la coordination de l'action gouvernementale relative à des situations ayant des enjeux en sécurité civile à l'échelle régionale dans les phases de la prévention et du rétablissement.	MSP, MAMH, SHQ, CISSS, MESS, UQ, MELCCFP, MTMD, autres ministères selon le cas.	Aucun	Travaux en continu
Comité pour la mise à jour du Guide relatif aux opérations de services de sécurité incendie	Réviser le Guide des opérations à l'intention des services de sécurité incendie	CNESST, MSP, ENPQ, IPIQ, AGSICQ, Ville de Montréal	Aucun	Travaux en continu
Comité consultatif 9-1-1	Proposer des recommandations et des orientations visant l'amélioration des services de communication d'urgence offerts à la population québécoise en respectant les limites du champ de compétences MSP.	MSP, Agence 9-1-1, MAMH, MSSS, MRNF, SQ, AGSICQ, ACUQ, ADPQ, UMQ, FQM, HQ et Bell Canada	Aucun	Travaux en continu
Table d'échange d'information en lien avec le déploiement du 9-1-1 de prochaine génération (9-1-1 PG)	Mettre en place un canal d'information et d'échanges sous la coordination du MSP en vue du déploiement du 9-1-1 PG.	MSP, ACUQ, MRNF, MSSS, partenaires municipaux (TI)	Aucun	Travaux en cours
Comité tactique de service 9-1-1 de prochaine génération (9-1-1 PG – volet cartographie)	Assurer l'adéquation entre les responsabilités du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, à titre d'agrégateur des données du système d'information géographique, et celles des municipalités, à titre de fournisseur de données.	MRNF, MSP, Bell Canada et partenaires municipaux (TI)	Aucun	Travaux en cours

Question 002

Suite

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité opérationnel lié aux enjeux du 9-1-1 de prochaine génération (niveau directeurs et professionnels)	Conseiller le Comité stratégique lié aux enjeux du 9-1-1 de prochaine génération, et mettre en application les orientations et décisions que ce comité approuve, le tout afin de veiller à une transition harmonieuse et que tous les ministères impactés soient prêts pour la modernisation du système 9-1-1.	MSP, MAMH, MRNF, MCN, SRPNI et MSSS	Aucun	Travaux en cours
Comité stratégique lié aux enjeux du 9-1-1 de prochaine génération (niveau sous-ministériat associé)	Veiller à ce que la transition au 9-1-1 de prochaine génération s'effectue de façon harmonieuse et que tous les ministères impactés soient prêts pour cette modernisation	MSP, MAMH, MRNF, MCC, MCN et MSSS	Aucun	Travaux en cours
Comité sur la prise d'appels d'urgence au Nunavik	Apporter une expertise dans le domaine des télécommunications d'urgence afin de mettre en place un projet pilote de prise d'appels d'urgence au Nunavik et répondre aux besoins de l'ARK.	MSP, MSSS, Régie régionale de la Santé et des Services sociaux du Nunavik, Administration régionale Kativik	Aucun	Travaux en cours

Question 003

État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2024-2025.

Concernant l'érosion et la submersion côtières, la stratégie du ministère est d'agir simultanément sur plusieurs aspects liés à cet aléa. En effet, le ministère réalise des actions tant en appréciation des risques pour mieux connaître le phénomène, en traitement de risques pour atténuer les risques de sinistres qu'en soutien auprès de municipalités une fois qu'un sinistre lié à ce phénomène est survenu.

Recherche sur l'érosion et la submersion côtières et traitement de risques

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 mars 2025, par le biais du Cadre pour la prévention de sinistres (CPS) ainsi que des actions A1-100 et A1-130 du Plan pour une économie verte 2030 (PEV), un montant total de 4 992 567 \$, dont 2 500 000 \$ en provenance des actions A1-100 et A1-130 du PEV, a été investi pour la recherche en érosion et submersion côtières. Ces sommes ont été versées pour :

- Huit projets de recherche en collaboration avec l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), laquelle détient une expertise à l'égard de cet aléa. Ces projets portent notamment sur le suivi annuel de l'érosion côtière ainsi que des bâtiments et des infrastructures du Québec maritime exposés à ce phénomène, la cartographie et les programmes de suivi environnemental des travaux de rechargement de plage, la projection future de la hausse du niveau de la mer et les effets de la réduction du couvert de glace ainsi que l'analyse des aléas et de la dynamique littorale au Nunavik.
- Deux projets de recherche en collaboration avec l'Université Laval pour le suivi biologique des sites de travaux de protection utilisant le rechargement de plage en matériaux grossiers pour quantifier les impacts de ces travaux sur les milieux benthiques (phases 1 et 2).
- Un projet de recherche en collaboration avec l'Université du Québec à Trois-Rivières visant la concertation des parties prenantes et l'acceptabilité sociale dans le contexte des projets de rechargement de plage.

De plus, un montant total de 13 M\$ versés pour l'année 2024-2025, en provenance des crédits du ministère (7 M\$) et de la mesure A1-110 du PEV (6 M\$), permettra de financer des mesures d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières dans les municipalités de Sainte-Luce, de Sainte-Flavie, de Saint-Ulric, de Sainte-Félicité et des Îles-de-la-Madeleine (secteur Gros-Cap). Ces travaux visent la réalisation d'ouvrage de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières, le déplacement de résidences principales à risque ou le versement d'allocations de départ.

Question **003**

État de situation de la stratégie du ministère concernant l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème en 2024-2025.

Programmes spécifiques d'aide financière et Programme général d'aide financière

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, un montant de 2 430 929 \$ a été versé pour la réalisation de travaux de protection des berges s'imposant incessamment pour la protection des personnes et des infrastructures municipales essentielles.

De ce montant, 935 492 \$ ont été versés à sept municipalités (Sainte-Mélanie, Saint-Jean-sur-Richelieu, L'Ange-Gardien, Mayo, Louiseville, Saint-Samuel et La Pêche), dans le cadre des deux Programmes d'aide financière spécifique relatifs aux inondations printanières survenues du 5 avril au 16 mai 2017 et aux inondations printanières survenues du 14 au 24 avril 2019.

De plus, 874 937 \$ ont été versés dans le cadre du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents à quatre municipalités (Kazabazua, La Pêche, Val-des-Monts et Saint-Polycarpe) en raison d'inondations et de glissements de terrain.

Finalement, 620 500 \$ ont été versés dans le cadre du Programme général d'assistance financière lors de sinistres réels ou imminents à trois municipalités (Alma, Petite-Vallée et Rivière-Éternité).

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 004	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 :
	a) le nom de toutes les campagnes;
	b) les coûts de ces campagnes;
	c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
	d) les dates de diffusion de la campagne;
	e) les objectifs visés par chaque campagne.

Liste des campagnes de publicité et de sensibilisation	Fournisseurs	Coût (\$)
Campagne de publicité de lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs – Je ne suis pas à vendre 8 avril au 5 mai 2024 Objectif général : Sensibiliser les jeunes et leurs parents aux pièges et aux conséquences de l'exploitation sexuelle.	Cossette Média inc., Wintranslation, Centre d'acquisitions gouvernementales, Copie Express	116 638
Campagne de publicité relative à l'exploitation sexuelle des mineurs – Conséquences 10 au 31 mars 2025 Objectif général : Contrer l'exploitation sexuelle des mineurs	Centre d'acquisitions gouvernementales	15 334
Campagne de publicité relative au Service d'immatriculation des armes à feu Avril 2024 Objectif général : Sensibiliser les propriétaires d'armes à feu sans restriction à l'importance et l'obligation d'immatriculer leurs armes auprès du Service d'immatriculation des armes à feu du Québec.	Graphica Impression inc.	46
Semaine de la prévention des incendies 6 au 12 octobre 2024 Objectif général : Promouvoir les comportements sécuritaires à adopter au quotidien afin de prévenir les incendies.	Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec, Cossette Média inc.	39 213

Question 004

Suite

Semaine de la sécurité civile – « Ma sécurité : ma responsabilité! » 5 au 11 mai 2024 Objectif général : Sensibiliser les citoyens à l'importance de se préparer à faire face à un éventuel sinistre et de les conscientiser au fait qu'ils sont les premiers responsables de leur sécurité lors de situations d'urgence. Les ménages sont incités à préparer un plan familial d'urgence et d'avoir en réserve une trousse d'urgence comprenant les articles essentiels pour subsister pendant un minimum de trois jours.	Cossette Média inc.	31 938
Semaine de la police - « Mieux se comprendre : la police et le citoyen » Du 12 au 18 mai 2024 Objectif général : Faire connaître le travail quotidien de ceux et celles qui assurent la sécurité de la population. La population est invitée à aller à la rencontre des policiers et policières de leur localité et à participer à des activités de la Semaine de la police. Faire connaître l'approche de police communautaire et échanger avec des membres du service de police sur des sujets qui préoccupent la population.	Anglocom inc.	100
Campagne de publicité - Lutte à la violence armée chez les jeunes Janvier à février 2025 Objectif général : Contribuer à la diminution d'événements violents impliquant une arme à feu chez les jeunes. Conscientiser les publics cibles que toute forme de violence n'est pas banale et acceptable et peut parfois mener jusqu'à la violence armée. Susciter la mobilisation des publics cibles, incluant les partenaires et les personnes intervenant en matière de violence armée chez les jeunes, pour qu'ils posent des gestes (ou des non-gestes) afin de contribuer à développer des communautés plus sûres et pacifiques.	Centre d'acquisitions gouvernementales	37 667
Recrutement et attraction de personnel - Stratégie des médias sociaux Avril 2024 à janvier 2025 Objectif général : Promouvoir les postes à pourvoir au ministère de la Sécurité publique grâce à diverses publications sur les réseaux sociaux et à la location d'espaces permettant d'installer des kiosques lors d'activités de recrutement.	Productions Go, Méta, Productions Cina inc., Actions interculturelles Estrie, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Graphica Impression inc., Collège de Maisonneuve, Avec Plaisirs Chefs Traiteurs, Amazon, Équilibre Traiteur, Cégep de Ste-Foy, Cossette Média inc., La Centrale, Séminaire de Sherbrooke, Campus de Sorel-Tracy à Varennes.	22 208

Au 31 janvier 2025

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 006

Le 1er novembre 2024, le Conseil du Trésor publiait la liste des organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1er novembre en 2024. La directive du Conseil du Trésor s'applique aux organisations suivantes :

- a. Ministère de la Sécurité publique;
- b. Commissaire à la déontologie policière;
- c. Bureau du Coroner;
- d. RACJ;
- e. SQ;
- f. Tribunal administratif de déontologie policière;
- g. BEI;
- h. Commission des libérations conditionnelles;
- i. Fonds des services de police;
- j. UPAC;
- k. École nationale de police;
- l. École nationale des pompiers;
- m. SOPFEU.

Voir la réponse à la question RP1-007.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 007

Pour chacune des organisations ci-dessus, veuillez nous décrire les efforts mis en place et les économies générées par l'organisation pour répondre à chacune des trois demandes suivantes:

a. Gel de recrutement - Concernant le gel de recrutement, veuillez nous indiquer le nombre de postes actuellement vacants et non comblés en raison du gel imposé et les économies générées.

b. Limitation du temps supplémentaire;

c. Limitation des dépenses de déplacement.

Veuillez également nous indiquer si une demande d'exemption a été adressée au Conseil du trésor et si oui, veuillez nous fournir une copie de la demande et de la réponse du Trésor.

a. Le 1^{er} novembre 2024, suivant la décision du SCT, un gel de recrutement sur des emplois réguliers et occasionnels est entré en vigueur au MSP. Le recrutement de tout emploi régulier ainsi que la nomination, le renouvellement ou la prolongation de tout emploi occasionnel ont dû faire l'objet d'une approbation du SCT.

Non comblement des postes vacants	2024-2025
Nombre de postes visées par la décision SCT	6982
Nombre de postes vacants ¹	602
Nombre de postes visés par une dérogation ²	424
Nombre de postes non visés par une dérogation ²	178
Nombre de postes comblés / Nombre de poste demandés (59 postes n'ont pas été reconduits du 1 ^{er} nov. au 31 janv.)	66/125
Consommation estimée évitée pour les postes non visés ³	87,4 ETC

Au 31 janvier 2025

1. Source : EI SAGIR Suivi des postes et de l'effectif et Historique des postes

2. Source : Liste des demandes d'autorisations de doter analysées par le comité décisionnel

3. Calcul : Nombre d'heures pour lesquels les postes n'étaient pas comblés durant l'année 2024-2025, transposé en ETC.

Question **007**

Suite

b. Le 1^{er} novembre, suivant la demande du SCT, le temps supplémentaire s'est limité à ce qui était jugé essentiel à la mission du MSP, et ce, sur approbation du sous-ministre.

Catégorie d'emploi	Heures supplémentaires payées et compensées		
	Moyenne mensuelle (avril à septembre) ¹	Moyenne mensuelle (octobre à janvier) ²	Variation
Agents de la paix	77 385,2	72 992,0	-6 %
Cadres	443,3	273,9	-38 %
Ouvriers	1 813,8	1 115,5	-39 %
Personnel de bureau	1 851,9	844,5	-54 %
Professionnels	4937,8	2 095,9	-58 %
Techniciens et assimilés	962,7	637,8	-34 %
Total général	87 394,7	77 959,5	-11 %

1. Période **avant** la mise en place de la limitation des heures supplémentaires.

2. Période **après** la mise en place de la limitation des heures supplémentaires.

Au 31 janvier 2025

Source: EI SAGIR – Rapport sur les heures supplémentaires - Par catégorie d'emploi

Inclus le personnel régulier et occasionnel assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

c. Seuls les frais de déplacement jugés essentiels et incontournables ont été autorisés. En excluant les frais de déplacement jugés essentiels à la mission, notamment pour les services correctionnels et pour la sécurité de l'État, l'économie générée par cette mesure représente un montant de 111,2 k\$.

Question 007

Suite

Demandes d'exemptions faites au SCT au 31 janvier 2025 pour le MSP et nombre de postes demandés (réguliers et occasionnels confondus).

Corps d'emploi	Nombre de postes demandés
Agent de bureau	1
Agent de bureau en gestion de l'incarcération	20
Agents de probation / Conseiller en milieu carcéral / Agent en relation d'aide en milieu carcéral	76
Agents de sécurité gouvernemental	20
Agent de secrétariat médical	1
Agents des services correctionnels	240
Aides à la cuisine	80
Analyste d'affaires - Expérience utilisateur	1
Chef d'unité	5
Constables spéciaux	83
Coordonnateur en cycles de vie des actifs technologiques	1
Cuisiner	58
Garde du corps-chauffeurs	14
Pathologiste judiciaire	2
Spécialiste en sciences physiques	1
Technicien en gestion de l'incarcération	20
Technicien en sécurité civile	5
Total	628

Question 008

Veuillez nous fournir les mesures d'économies et les mesures en révision des programmes identifiés afin de respecter la cible de compression budgétaire fixée par le SCT au ministère de la Sécurité publique pour 2024-2025, ventilé par organisme.

L'information est disponible dans le budget de dépenses.

Question

009-
012

Veuillez nous fournir les compressions budgétaires préliminaires annoncées au MSP en avril 2024 par le SCT pour l'année financière 2025-2026 ou les compressions budgétaires annoncées pour 2025-2026.
Veuillez nous fournir les cibles de compressions budgétaires établies.
Le montant total des compressions budgétaires en 2024-2025, ventilé par organisme et pour le ministère.

L'information est disponible dans le budget de dépenses.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **010**

Le 23 septembre 2024, le sous-ministre de la Sécurité publique adressait à tous les gestionnaires les « Nouvelles orientations – Effort budgétaire 2024-2025 ». Pour chacun des organismes relevant du MSP et pour le MSP, veuillez nous fournir une courte description des mesures mises en place et des économies générées pour chacune des mesures suivantes :

- Le gel partiel des embauches, à l'exception des emplois d'agents de la paix, du personnel affecté à la gestion de l'incarcération ainsi que des emplois en technologie de l'information ou ceux reliés aux obligations légales et à des situations exceptionnelles.
- Les heures supplémentaires ne devraient être autorisées que pour des situations jugées exceptionnelles, et ce, hormis pour les emplois d'agents de la paix ainsi que les emplois en technologie de l'information ou ceux reliés aux obligations légales.
- La limitation des contrats aux situations jugées incontournables et essentielles à la mission du ministère.
- Le gel des frais de fonction.
- Le ralentissement général des dépenses, entre autres, en formation et en frais de déplacement.

Le gel partiel des embauches, à l'exception des emplois d'agents de la paix, du personnel affecté à la gestion de l'incarcération ainsi que des emplois en technologie de l'information ou ceux reliés aux obligations légales et à des situations exceptionnelles :

Les heures supplémentaires ne devraient être autorisées que pour des situations jugées exceptionnelles, et ce, hormis pour les emplois d'agents de la paix ainsi que les emplois en technologie de l'information ou ceux reliés aux obligations légales.

- En rémunération, **le ministère projette des économies de 12 881,7 k\$** par l'application d'un gel partiel d'embauche ainsi que la limitation du temps supplémentaire pour des situations jugées exceptionnelles.

Limitation des contrats aux situations jugées incontournables et essentielles à la mission du ministère :

- Mise en place d'un exercice de priorisation deux fois par année;
- Imputabilité accrue des secteurs visant à assurer le respect du budget pour l'ensemble de ses contrats;
- Bonification des formulaires de demandes de traitement afin d'inclure une attestation du caractère incontournable du contrat demandé;
- Obligation d'autorisation de chaque contrat, nonobstant le montant, par le sous-ministre associé du secteur;
- Analyse des impacts financiers par la direction générale des ressources financières, matérielles et immobilières des demandes de contrat de 500,0 k\$ et plus.
- **L'économie projetée par ces mesures est de 3 889,4 k\$.**

Le gel des frais de fonction :

- L'ensemble des frais de fonction pour les gestionnaires ont été gelés à compter d'octobre 2024, à l'exception des titulaires des emplois supérieurs (prévus dans leurs conditions de travail).
- **L'économie projetée par cette mesure est de 55,5 k\$.**

Le ralentissement général des dépenses, entre autres, en formation et en frais de déplacement :

- Pour 2024-2025, **le ministère projette une économie totale pour l'ensemble de ses dépenses de 18 564,2 k\$.**

Question **010**

Suite

- Pour les frais de formation, les formations gratuites ont été privilégiées. À titre d'exemple, le MSP a privilégié les formations via la plateforme LinkedIn Learning. Seules les formations obligatoires ou celles jugées essentielles et incontournables ont été autorisées (par exemple : formation prévue dans une mesure du discours sur le budget, le programme d'accueil et d'intégration des gestionnaires, la formation des constables et des agents de services correctionnels).
- En excluant les formations obligatoires ou incontournables, **l'économie projetée par cette mesure est de 201,5 k\$.**
- Seuls les frais de déplacement jugés essentiels et incontournables ont été autorisés. En excluant les frais de déplacement jugés essentiels à la mission, notamment pour les services correctionnels et pour la sécurité de l'État, **l'économie projetée par cette mesure représente un montant de 111,2 k\$.**

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 011	Le 24 octobre 2024, la sous-ministre associée des services à la gestion envoyait une note à des gestionnaires les informant qu'un budget de rémunération sera retiré de leur enveloppe budgétaire. Veuillez nous fournir le montant demandé et les montants récupérés pour les directions suivantes : a. Direction générale des ressources financières, matérielles et immobilières; b. Direction générale des ressources humaines; c. Direction générale des ressources informationnelles et de la transformation numérique.

Les montants transmis dans cette note sont variables en fonction de l'évolution de la réalité du ministère et ont pour objectif d'autofinancer à l'interne des nouveaux besoins du portefeuille sécurité publique.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 013

Pour le ministère et chaque organisme, veuillez nous fournir la liste des problèmes, délais ou incidents informatiques impliquant le ministère de la Cybersécurité et du Numérique. Pour chaque situation, veuillez nous indiquer :

- a. Une brève description du problème (ex : accès à des données, incident de sécurité, infonuagique, etc.)
- b. Les problèmes engendrés par la situation;
- c. Les correctifs apportés;
- d. La durée du problème (inscrire les dates);
- e. Les coûts engendrés;
- f. Les conséquences (ex : délais de mise en ligne, dépassement de coût, site internet inaccessible, etc.).

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **014**

Suite à l'ordonnance du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes d'être prêt à offrir le 911 de prochaine génération (911 PG), veuillez nous identifier:

- a. L'état d'avancement des travaux du gouvernement du Québec;
- b. L'échéancier détaillé des travaux réalisés et à venir;
- c. Les sommes investies en 2024-2025 et les prévisions pour les trois prochaines années.

a. L'état d'avancement des travaux du gouvernement du Québec

- Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a le mandat de soutenir les centres de communications d'urgence (CCU) dans leur migration vers le 9-1-1 de prochaine génération (9-1-1 PG). Il n'est pas responsable de ces travaux qui relèvent des CCU.
- Le MSP est en communication régulière avec les CCU. Il leur offre d'ailleurs un soutien par la tenue de plénières mensuelles, une table autour de laquelle les CCU peuvent échanger sur leurs divers enjeux dans le cadre de cette transition.
- Les 36 CCU ayant bénéficié du soutien financier ont jusqu'au 31 mars 2025 pour transmettre leur reddition de compte incluant un descriptif de l'état d'avancement de leurs travaux de migration. En date du 31 janvier 2025, deux CCU avaient terminé leur migration vers le 9-1-1 PG (Québec et Laval). Les travaux sont toujours en cours pour les autres CCU.
- Les centres secondaires de communications d'urgence (CSCU) gouvernementaux, quant à eux, ont entrepris depuis déjà quelques années les travaux de migration en procédant entre autres au remplacement du système téléphonique et en ajoutant de nouveaux équipements compatibles.

b. L'échéancier détaillé des travaux réalisés et à venir

- L'ensemble des CCU doivent avoir parachevé les travaux et effectué leur migration avant la date butoir prévue par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). Cette dernière était fixée au 4 mars 2025, mais, en raison d'importants retards dans les travaux de migration des CCU à l'échelle canadienne, le CRTC a pris la décision de la reporter au 31 mars 2027.
- Les responsables des CCU ont été informés et les travaux se poursuivent afin d'être en mesure de migrer vers le 9-1-1 PG avant la nouvelle date butoir.

c. Les sommes investies en 2024-2025 et les prévisions pour les trois prochaines années

- Comme le prévoit la convention d'aide financière, les CCU admissibles ont obtenu la moitié de leur soutien en 2023, soit un montant total de 22 125 000 \$.
- Pour l'an 2, sur réception d'une reddition de compte satisfaisante au 31 mars 2024, ils ont obtenu 25 %, soit un montant de 11 017 500 \$:
- Pour l'an 3, afin de recevoir le dernier versement prévu à la convention d'aide financière, les CCU admissibles doivent fournir une reddition de compte satisfaisante au plus tard le 31 mars 2025. En date du 31 janvier 2025, cinq CCU ont obtenu leur dernier versement, soit un montant de 2 523 750 \$.
- Ainsi, en date du 31 janvier 2025, un montant de 35 666 250 \$ a été versé.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 015

Le 24 avril 2023, le ministère de la Sécurité publique (MSP) amorçait une série de rencontres avec plusieurs corps de police afin d'évaluer les possibilités de partage additionnel de services policiers. Le ministère annonçait qu'il mènera des ateliers de travail avec des corps de police afin de procéder à une collecte d'informations et de données. Le résultat de ces travaux alimentera la réflexion du ministère sur les suites à donner aux recommandations du CCRP concernant l'organisation policière au Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir l'information suivante :

a. La liste des rencontres effectuées par le Ministère en indiquant les dates, les personnes rencontrées et l'ordre du jour;
b. La liste des recommandations formulées;
c. Le résultat des travaux effectués.

a. Liste des rencontres effectuées

- Aucune rencontre n'a eu lieu en 2024-2025. Pour l'année 2023-2024, veuillez vous référer au cahier de l'étude des crédits de l'année précédente.

b. Liste des recommandations formulées

- Les travaux entourant d'éventuels modifications à l'organisation des services policiers ont été suspendus et, par conséquent, aucune recommandation n'a été formulée.

c. Le résultat des travaux effectués

- Idem qu'au point b.

Question 016

Concernant le Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), veuillez nous détailler le suivi, les crédits budgétaires alloués et dépensés en 2024-2025 pour chacune des recommandations. Veuillez également préciser les investissements prévus en 2025-2026.

Pour l'année financière 2024-2025, un montant total de 13 690 420 \$ a été octroyé pour mettre en œuvre certaines recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) visant le ministère de la Sécurité publique.

Le suivi des appels à l'action des commissions d'enquêtes [Viens](#) et [ENFFADA](#) sont disponibles en ligne sur le site de quebec.ca.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **017**

Concernant le rapport *Rebâtir la confiance*, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport :

- a) Le budget prévu en 2024-2025;
- b) Le budget dépensé en 2024-2025;
- c) L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation;
- d) Les investissements prévus en 2025-2026.

Le 23 avril 2021, le gouvernement du Québec a annoncé des investissements de 222,9 M\$ sur cinq ans pour mettre en place des mesures prioritaires dans le but de prévenir la violence conjugale et les féminicides ainsi que pour assurer de manière concrète et efficace la sécurité des victimes.

Le ministère de la Sécurité publique est responsable de deux des mesures prioritaires annoncées :

Mesures	Crédits alloués en 2024-2025
6. Ajouter des effectifs au sein des corps de police et des services correctionnels	5,87 M\$
A4. Ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police autochtones	2,40 M\$

Le 20 juin 2022, le gouvernement du Québec a lancé la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et *Rebâtir la confiance* 2022-2027 (SIV). Cette stratégie comprend 67 actions et représente un investissement total de plus de 462 M\$ sur cinq ans. En avril 2024, 97,3 M\$ ont été ajoutés à la suite d'un investissement provenant du gouvernement fédéral.

Le ministère de la Sécurité publique est responsable de dix actions de la SIV. Cinq de ces actions se sont vu allouer des crédits spécifiques pour l'année 2024-2025 :

Mesures	Crédits alloués en 2024-2025
31. Implanter progressivement les bracelets antirapprochements en contexte de violence conjugale.	8,5 M\$
32. Ajouter des effectifs policiers en matière de violence conjugale et de violence sexuelle.	5,76 M\$
33. Appuyer les initiatives des corps de police autochtones en matière de soutien aux victimes de violence sexuelle et d'encadrement des agresseurs à toutes les étapes du continuum d'intervention.	0,54 M\$
37. Actualiser les connaissances des corps de police en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.	0,04 M\$
45. Poursuivre en continu les activités du Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale	0,14 M\$

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 018

Concernant le rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, veuillez nous indiquer, pour chacune des recommandations du rapport :

a) Sur les 29 992 590 \$ alloués pour la mise en œuvre des mesures en 2023-2024, veuillez nous ventiler les sommes réellement investies en 2023-2024;

b) Le budget prévu en 2024-2025;

c) Le budget réellement dépensé en 2024-2025;

d) L'état d'avancement de la mise en œuvre de la recommandation;

e) Les investissements prévus en 2025-2026.

Afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, le gouvernement du Québec a dévoilé le 3 décembre 2021 son *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs* (PACSESM)

Dans celui-ci, une somme de 29 992 590 \$ a été allouée pour la mise en œuvre de l'ensemble des mesures du PACSESM en 2023-2024. De cette somme, 26 545 565 \$ sont octroyés aux mesures sous la responsabilité du MSP. Le tableau ci-bas présente la ventilation des sommes prévues et investies pour les mesures pour lesquelles des crédits budgétaires étaient prévus en 2023-2024 :

Mesure	Somme prévue 2023-2024 (\$)	Somme investie 2023-2024 (\$)
N° 0 – Coordination du plan d'action	156 400	156 400
N° 1 – Soutenir la réalisation de projets de recherche portant sur l'exploitation sexuelle au Québec.	95 400	95 400
N° 3 – Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l'exploitation sexuelle.	345 400	206 200
N° 10 – Mettre en place un programme de soutien à la mission globale pour les organismes communautaires dont l'expertise et le savoir-faire en matière d'exploitation sexuelle sont reconnus.	2 361 300	2 361 300
N° 11 – Reconduire et bonifier le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle.	2 000 000	2 000 000
N° 12 – Documenter et expérimenter la pratique d'intervention en matière d'exploitation sexuelle dans le cyberspace.	175 000	175 000
N° 13 – Bonifier le programme Prévention Jeunesse afin d'y inclure un volet de soutien aux tables régionales de concertation en matière d'exploitation sexuelle.	1 250 000	1250 000
N° 15 – Poursuivre, bonifier et adapter la formation de formateurs Prévention et intervention en exploitation sexuelle du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale pour les intervenantes et les intervenants spécialisés.	50 000	50 000

Question **018**

Suite

N° 17 – Offrir une formation initiale et une formation de perfectionnement sur l'intervention auprès des personnes victimes d'exploitation sexuelle à l'intention des policières et des policiers ainsi que des agentes et des agents des services correctionnels.	384 600	384 600
N° 18 – Tenir une journée d'actualisation des connaissances sur l'accompagnement des personnes victimes d'exploitation sexuelle dans le processus judiciaire à l'intention des policières et des policiers de même que pour les procureur(e)s.	29 800	29 800
N° 25 – Bonifier les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP).	16 965 700	14 664 300
N° 26 – Créer une équipe intégrée de lutte contre la production et la distribution de pornographie juvénile (EILP-J).	2 722 000	2 704 500
A4 – Évaluer les moyens pour mieux outiller les services de police autochtones pour faire face aux enjeux liés à l'exploitation sexuelle des mineurs.	10 000	10 000

Pour 2024-2025, une somme de de 29 996 701 \$ a été allouée pour la mise en œuvre de l'ensemble des mesures du PACSESM en 2024-2025.

Q uestion	019	Concernant l'événement du Grand Prix de Montréal, veuillez nous fournir :
		a. Les données détenues par le MSP déclarées par le SPVM pour agression sexuelle pendant le Grand Prix de Montréal. Veuillez nous fournir l'information en indiquant si la victime est mineure ou majeure et s'il s'agit d'une femme ou d'un homme. Veuillez nous fournir l'information pour les 10 dernières années;
		b. Les données détenues par le MSP déclarées par le SPVM pour exploitation sexuelle pendant le Grand Prix de Montréal. Veuillez nous fournir l'information en indiquant si la victime est mineure ou majeure et s'il s'agit d'une femme ou d'un homme. Veuillez nous fournir l'information pour les 10 dernières années;
		c. Mesures mises en place pendant le Grand Prix pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle en 2024;
		d. Mesures qui seront mises en place pour le Grand Prix 2025 pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle.

a. et b.

Le MSP ne détient pas des données sur les plaintes à la police, il détient plutôt les données sur les infractions déclarées par les corps de police. De plus, le MSP ne détient pas de données sur les infractions associées à des événements particuliers.

c. Mesures mises en place pendant le Grand Prix pour lutter contre la prostitution ou l'exploitation sexuelle en 2024

Le Service de lutte contre le proxénétisme (SLP)¹, les partenaires des corps de police du Grand Montréal et du CAVAC se sont impliqués de manière significative dans les différentes activités de prévention, de sensibilisation et de répression à l'occasion du Grand Prix de Montréal 2024 :

- Rencontre et sensibilisation de personnes vulnérables connues par le SLP;
- Tenue de séances de sensibilisation auprès des hôteliers de la région de Montréal, en lien avec l'exploitation sexuelle;
- Prévention dans les aires d'attente des chauffeurs de taxi, en périphérie de certains hôtels du centre-ville de Montréal;
- Réalisation d'opérations concertées ayant pour objectif d'entrer en contact avec des travailleurs et travailleuses du sexe qui annoncent leurs services sur les sites d'escortes;
- Les agentes de concertation ont participé à la table d'action et de concertation montréalaise en exploitation sexuelle, à la table régionale du Centre-du-Québec et au forum organisé par la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES). Elles ont profité de leur présence afin de solliciter les intervenants et acteurs importants à redoubler d'ardeur dans leur message de prévention, en amont de l'événement;

¹ Également appelé Équipe de lutte contre le proxénétisme dans le *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle*.

Question **019** Suite

- Des actions en matière de prévention et de répression ont été mises de l'avant;
- Les agentes de concertation (programme « Les Survivantes ») ont également participé aux différentes activités de prévention ainsi qu'aux opérations.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 020

Le 9 février 2024, le ministre de la Sécurité publique annonçait le lancement de la formation « Contrer l'exploitation sexuelle, c'est l'affaire de tous » dans le cadre du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :

a. Les sommes investies par le MSP pour la création de la plateforme et de la trousse de formation, incluant les coûts de production. Veuillez détailler les sommes investies;

b. Le nombre de visiteurs sur la plateforme;

c. Le nombre de personnes ayant suivi la formation, par thème.

La plateforme « Contrer l'exploitation sexuelle, c'est l'affaire de tous » a été produite dans le cadre d'une entente de subvention conclue entre le ministère de la Sécurité publique (MSP) et le Centre intégré universitaire de Santé et de Services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN) pour la réalisation des mesures suivantes du *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs : briser le cycle de l'exploitation sexuelle* :

- N° 15 : Poursuivre, bonifier et adapter la formation de formateurs Prévention et intervention en exploitation sexuelle du CIUSSS-CN pour les intervenantes et les intervenants spécialisés;
- N° 16 : Sensibiliser les intervenantes et les intervenants susceptibles d'être en contact avec des mineurs victimes d'exploitation sexuelle à l'importance de la détection, du référencement et du signalement en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse.

De cette entente, une somme de 183 000 \$ était versée spécifiquement pour l'élaboration et le déploiement de la formation « Contrer l'exploitation sexuelle, c'est l'affaire de tous ». Entre le moment de son lancement (7 février 2024) et le 28 février 2025, la plateforme a été visitée à 20 958 reprises. Le nombre de personnes ayant suivi la formation, par thème, n'est pas connu du MSP.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **022**

Concernant le projet Horizon-Logistique (refonte du système de mission des services correctionnels Dacor), veuillez nous indiquer :

- a) L'état d'avancement des travaux en date du 31 mars 2025;
- b) Les sommes prévues en 2024-2025;
- c) Les sommes réellement investies en 2024-2025;
- d) La prévision des investissements pour chaque année, jusqu'à la réalisation complète du programme en 2027;
- e) L'échéancier des travaux de réalisation du programme.

- **Projet 1 Horizon Initial** terminé le 31 janvier 2024
 - La phase d'exécution du deuxième projet du programme (Horizon Logistique) ainsi que la phase de planification du troisième projet (Horizon Prise en charge) ont été autorisées le 18 juillet 2023 par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- **Projet 2 Horizon Logistique**
 - Phase de la réalisation-exécution
 - Somme réelle investie en 2024-2025: 2 854,8 k\$
- **Projet 3 Horizon Prise en charge** (ancien nom Occupation et Évènement)
 - Phase de réalisation- exécution (dossier d'affaires autorisé par le Conseil du trésor le 28 janvier 2025)
 - Somme réelle investie en 2024-2025: 529,4 k\$.
- **Projet 4 Horizon Évaluation et encadrement**
 - Phase de réalisation- planification (dossier d'opportunité autorisé par le Conseil du trésor le 28 janvier 2025)
 - Somme réelle investie en 2024-2025: 0 k\$

Pour plus d'information : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>

Données au 31 janvier 2025

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 023

La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2024-2025. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

Financement	Montants accordés en 2024-2025 (\$)
École nationale de Police du Québec pour l'Entente relative au versement d'une aide financière pour le développement d'une offre de formation sur l'accompagnement et l'intervention auprès des mineurs victimes d'exploitation sexuelle	319 164
École nationale de Police du Québec pour l'Entente relative au versement d'une aide financière pour la tenue d'ateliers de consolidation de l'expertise policière dans les processus d'intervention concertés, ainsi que pour la diffusion d'une journée d'actualisation des connaissances sur l'intervention policière auprès des personnes âgées.	54 806
Université Concordia pour l'Entente de subvention concernant l'initiative à l'hostilité en ligne envers les femmes : #StopLesCyberviolences (phase 2)	184 868
Centre intégré universitaire de Santé et de Services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal pour l'Entente de subvention concernant la prévention du suicide chez le personnel de la sécurité publique.	40 000
Société Makivik pour l'Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik.	18 530 783

Financement	Montants accordés en 2024-2025 (\$)
PROGRAMMES 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04	157 875 318,00 \$
Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Volet organisme communautaire	2 000 000,00 \$
Alternative jeunesse Mont-Sainte-Anne	50 000,00 \$
Travailleurs de rue de La Tuque	50 000,00 \$
L'Éveil, ressource communautaire en santé mentale	50 000,00 \$
PiaMP	50 000,00 \$
Équipe RDP	50 000,00 \$
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord	50 000,00 \$

Question **023**

Suite

Travail de rue Repentigny	50 000,00 \$
S.O.S Contact AI-To inc.	50 000,00 \$
Travail de rue le TRAJET	50 000,00 \$
Centre d'hébergement multiservice de Mirabel	50 000,00 \$
Le Pacte de Rue	50 000,00 \$
Le Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	50 000,00 \$
Travail de rue Saint-Jean-sur-Richelieu	50 000,00 \$
Carrefour jeunesse-emploi de Témiscouata	50 000,00 \$
Tandem-Jeunesse	50 000,00 \$
Fondation Ancrage Jeunesse	50 000,00 \$
La Dauphine	50 000,00 \$
Tandem Mauricie	50 000,00 \$
Animation Jeunesse Haut Saint-François	50 000,00 \$
Han-Droits	50 000,00 \$
Un itinéraire pour tous	50 000,00 \$
Projet Ado Communautaire en Travail de rue	50 000,00 \$
Plein Milieu	50 000,00 \$
Ali et les princes de la rue	50 000,00 \$
La Maison des Jeunes de Longueuil inc.	50 000,00 \$
Tremplin Travail Vallée de la Matapédia	50 000,00 \$
L'Engrenage Saint-Roch	50 000,00 \$
L'Évasion St-Pie X	50 000,00 \$
Motivaction Jeunesse	50 000,00 \$
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P. E. C. H	50 000,00 \$
Le Projet Harmonie	50 000,00 \$

Question 023

Suite

Les YMCA du Québec (Premier Arrêt)	50 000,00 \$
Patro Villeray, centre de loisirs et d'entraide	50 000,00 \$
Les YMCA du Québec (Travail de rue)	50 000,00 \$
Corporation de l'Entre-Jeunes de Rivière-du-Loup	50 000,00 \$
La Grande Porte	50 000,00 \$
Dopamine	50 000,00 \$
Orignal tatoué, café de rue	50 000,00 \$
Travail de rue secteur Brandon	50 000,00 \$
Répit Jeunesse	50 000,00 \$
Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Volet corps de police¹	4 931 815,00 \$
Ville de Montréal	2 620 473,00 \$
Conseil de la nation Anishnabe de Lac-Simon	942,00 \$
Ville de Blainville	33 406,00 \$
Ville de Bromont	507,00 \$
Ville de Châteauguay	28 207,00 \$
Ville de Deux-Montagnes	11 977,00 \$
Gouvernement de la Nation Crie	187,00 \$
Ville de Gatineau	262 972,00 \$
Ville de Granby	4 438,00 \$
Administration régionale Kativik	13 294,00 \$
Ville de L'Assomption	2 567,00 \$
Ville de Laval	92 770,00 \$
Ville de Lévis	12 407,00 \$

Question 023

Suite

Ville de Longueuil	190 098,00 \$
Ville de Mascouche	3 937,00 \$
Régie de police de Memphrémagog	1 177,00 \$
Service de police national du Canada (réseau ferroviaire)	126,00 \$
Municipalité régionale de comté des Collines-de-l'Outaouais	1 622,00 \$
Ville de Québec	198 952,00 \$
Régie intermunicipale de police de Richelieu-Saint-Laurent	105 434,00 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	31 039,00 \$
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	7 832,00 \$
Ville de Repentigny	31 081,00 \$
Ville de Saguenay	591 134,00 \$
Ville de Saint-Eustache	9 800,00 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	30 734,00 \$
Ville de Saint-Jérôme	31 278,00 \$
Ville de Sherbrooke	81 418,00 \$
Ville de Terrebonne	100 198,00 \$
Ville de Trois-Rivières	39 634,00 \$
Conseil des Innus de Pessamit	7 438,00 \$
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	430,00 \$
Ville de Thetford Mines	4 038,00 \$
Unité permanente anti-corruption	268,00 \$
Info-Crime	180 000,00 \$
Échec au crime	200 000,00 \$

Question **023**

Suite

¹ Le total ne prend pas en compte les sommes distribuées à la Sûreté du Québec, incluant les E.R.M, (1 717 740 \$). La somme destinée à la Gendarmerie royale du Canada (125 \$) est directement versée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales. Le montant total distribué dans le cadre du volet policier du partage prévu au décret 349-99 est de 6 649 680 \$.

Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Budget CENTAURE	3 000 000,00 \$
Première Nation des Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	90 000,00 \$
Fondation Ancrage Jeunesse	61 127,00 \$
L'Évasion St-Pie X	100 000,00 \$
Motivaction Jeunesse	100 000,00 \$
Conseil en Éducation des Premières Nations	90 000,00 \$
Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	99 997,00 \$
Le diplôme avant la médaille	98 247,00 \$
Cirque Hors Piste	95 700,00 \$
Le Projet Harmonie	83 287,00 \$
Projet Ado Communautaire en Travail de rue	75 019,00 \$
Ville de Montréal – Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension – Un pont entre nous	100 000,00 \$
Ville de Montréal – Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension – Prévention par le sport	100 000,00 \$
Club Basketball St-Léonard	72 851,00 \$
Rue Action Prévention Jeunesse	95 320,00 \$
Maison de Jeunes L'Ouverture	79 971,00 \$
Fondation Santé Urbaine	100 000,00 \$
La Maison De Jeunes Le Chemin Faisant inc.	98 900,00 \$
Centre Sportif Nation d'Ulysse	93 464,00 \$
Horizons Tatamis	100 000,00 \$

Question **023**

Suite

Montebello Sport Culture	100 000,00 \$
Carrefour Jeunesse-Emploi du Témiscamingue	93 889,00 \$
Conseil de la Nation Anishnabe de Lac Simon	90 000,00 \$
Les productions Innu Nikamu	95 000,00 \$
Nurrait Jeunes Karibus	100 000,00 \$
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag	89 700,00 \$
Maison des jeunes La Piaule de Joliette	100 000,00 \$
Travail de rue Lavaltrie	72 479,00 \$
Centre Mihawoso – Centre de Pédiatrie Sociale de Manawan	84 749,00 \$
Macadam Sud	52 300,00 \$
Action Nouvelle Vie	100 000,00 \$
Espace carrière	88 000,00 \$
Justice alternative du Suroît	100 000,00 \$
Répît Jeunesse	100 000,00 \$

Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Budget CENTAURE	5 175 000,00 \$
Corporation de la Maison des jeunes de Trois-Pistoles	115 000,00 \$
En tout C.A.S.	115 000,00 \$
Maison des jeunes de Matane	115 000,00 \$
Tandem-Jeunesse	115 000,00 \$
Comité du Travail de rue d'Alma	115 000,00 \$
Service de Travail de rue de Chicoutimi	115 000,00 \$
Toxic-Actions	115 000,00 \$

Question **023**

Suite

Maison des jeunes l'Escapade de Val-Bélair	115 000,00 \$
Pilier Jeunesse	115 000,00 \$
Programme d'Encadrement Clinique et d'Hébergement P.E.C.H.	115 000,00 \$
Projet Intervention Prostitution de Québec	115 000,00 \$
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides	115 000,00 \$
SQUAT Basse-Ville	115 000,00 \$
TRAIC Jeunesse	115 000,00 \$
TRIP jeunesse Beauport	115 000,00 \$
Le Tràsh - Travail de rue à Shawinigan	115 000,00 \$
Point de Rue de Trois-Rivières & Nicolet-Yamaska	115 000,00 \$
Coalition Impact de rue Haute-Yamaska	115 000,00 \$
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	115 000,00 \$
AJOI	115 000,00 \$
En marge 12-17	115 000,00 \$
Plein Milieu	115 000,00 \$
Projet Ado Communautaire en Travail de rue	115 000,00 \$
Rue Action Prévention Jeunesse	115 000,00 \$
Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles	115 000,00 \$
Spectre de Rue inc.	115 000,00 \$
Travail de rue action communautaire	115 000,00 \$
Arrimage Jeunesse	115 000,00 \$
Groupe IO	115 000,00 \$
Carrefour Solidaire Haute-Côte-Nord (Ancienne appellation : Centre de dépannage des Nords-Côtièrs)	115 000,00 \$
Le Carrefour employabilité - Travail de rue	115 000,00 \$
Maison des jeunes de Beauce-Sartigan	115 000,00 \$

Question 023

Suite

Réseau d'Entraide des Appalaches	115 000,00 \$
Travail de rue de l'Île de Laval	115 000,00 \$
Ô Travail de Rue Etc (Ancienne appellation : Association pour les jeunes de la rue de Joliette)	115 000,00 \$
L'Écluse des Laurentides	115 000,00 \$
L'Inter Section MRC d'Acton	115 000,00 \$
Macadam Sud	115 000,00 \$
La Piaule Centre-du-Québec inc.	115 000,00 \$
Répît Jeunesse	115 000,00 \$
L'Antre-Jeunes de Mercier-Est	115 000,00 \$
Mouvement Jeunesse Montréal-Nord	115 000,00 \$
Travail de Rue Lavaltrie	115 000,00 \$
Travail de rue le TRAJET	115 000,00 \$
LaRue Bécancour inc.	115 000,00 \$

Prévention jeunesse	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Volet enjeux de sécurité jeunesse - Budget FACVAFG	875 000,00 \$
Centre de santé et de services sociaux Tshukuminu Kanani	125 000,00 \$
Justice alternative du Suroît	125 000,00 \$
Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent	125 000,00 \$
Les YMCA du Québec	125 000,00 \$
Maison des Jeunes de Repentigny	125 000,00 \$
L'Alternative Appalaches inc.	125 000,00 \$
Table de concertation petite enfance et jeunesse de Lachine	125 000,00 \$

Question	023	Suite

Prévention jeunesse	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Volet enjeux de sécurité jeunesse	500 000,00 \$
Corporation de développement communautaire ICI Montmagny-L'Islet	125 000,00 \$
Centre de loisirs Monseigneur Pigeon	125 000,00 \$
Centre Hébergement Multiservices Mirabel	125 000,00 \$
Carrefour jeunesse-emploi Chauveau	125 000,00 \$

Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	5 000 000,00 \$
Ville de Montréal	5 000 000,00 \$

ACCES Alcool ²	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	3 008 850,00 \$
Association des directeurs de police du Québec	92 000,00 \$
Blainville	10 450,00 \$
Bromont	9 975,00 \$
Châteauguay	14 725,00 \$
Deux Montagnes	8 075,00 \$
École nationale de police du Québec	102 000,00 \$
Gatineau	67 450,00 \$
Granby	21 850,00 \$
Laval	94 525,00 \$
Lévis	31 350,00 \$

Question 023		Suite
Longueuil	103 075,00 \$	
Memphrémagog	20 900,00 \$	
Mirabel	12 350,00 \$	
MRC Les Collines de l'Outaouais	16 625,00 \$	
Québec	208 050,00 \$	
Repentigny–L'Assomption-Mascouche	33 725,00 \$	
Richelieu-St-Laurent	45 125,00 \$	
Roussillon	18 525,00 \$	
Saguenay	47 500,00 \$	
Saint-Eustache	14 725,00 \$	
Saint-Jean-sur-Richelieu	30 400,00 \$	
Saint-Jérôme	18 525,00 \$	
Sherbrooke	51 300,00 \$	
Montréal	1 824 000,00 \$	
Terrebonne	36 100,00 \$	
Thérèse-De Blainville	25 175,00 \$	
Trois-Rivières	50 350,00 \$	
² Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.		

Question 023

Suite

ACCES Cannabis ³	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	17 730 500,00 \$
Association des directeurs de police du Québec	91 000,00 \$
École nationale de police du Québec	104 000,00 \$
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	1 720 000,00 \$
Gatineau	603 750,00 \$
Granby	402 500,00 \$
Laval	603 750,00 \$
Lévis	402 500,00 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	402 500,00 \$
Repentigny	402 500,00 \$
Châteauguay	402 500,00 \$
Terrebonne	402 500,00 \$
Blainville	402 500,00 \$
Longueuil	603 750,00 \$
L'Assomption	201 250,00 \$
Memphrémagog	201 250,00 \$
MRC des Collines de l'Outaouais	402 500,00 \$
Québec	1 754 000,00 \$
Richelieu-St-Laurent	201 250,00 \$
Saguenay	402 500,00 \$
Saint-Jérôme	402 500,00 \$
Sherbrooke	402 500,00 \$
Roussillon	402 500,00 \$
Montréal	6 414 000,00 \$

Question 023

Suite

Trois-Rivières	402 500,00 \$
³ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.	
Action concertée contre les crimes économiques et financiers (ACCEF)⁴	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	4 104 300,00 \$
Montréal	3 483 900,00 \$
Québec	500 000,00 \$
École nationale de police du Québec	120 400,00 \$
⁴ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.	
ACCES Tabac⁵	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	8 872 000,00 \$
Association des directeurs de police du Québec	90 000,00 \$
École nationale de police du Québec	61 000,00 \$
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	70 000,00 \$
Gatineau	395 000,00 \$
Roussillon	6 000,00 \$
Laval	395 000,00 \$
Longueuil	395 000,00 \$
Québec	395 000,00 \$
Memphrémagog	200 000,00 \$
St-Jérôme	395 000,00 \$
Sherbrooke	395 000,00 \$
Montréal	5 680 000,00 \$

Question 023

Suite

Trois-Rivières	395 000,00 \$
⁵ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.	

Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation - Méthode d'intervention SEXTO	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	83 000,00 \$
École nationale de police du Québec	83 000,00 \$
Mesure disparition	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	200 000,00 \$
Association des familles de personnes assassinées ou disparues	100 000,00 \$
Réseau Enfants-Retour	100 000,00 \$
Partage des revenus provenant de cotisations de Revenu Québec ⁶	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	743 700,00 \$
Châteauguay	500,00 \$
Communautés autochtones	12 700,00 \$
Gatineau	64 700,00 \$
Laval	29 000,00 \$
Lévis	17 700,00 \$
Longueuil	11 000,00 \$
Montréal	152 100,00 \$
Québec	6 200,00 \$

Question 023

Suite

Régie intermunicipale de police Roussillon	24 000,00 \$
Régie intermunicipale de police de Thérèse-De-Blainville	17 900,00 \$
Repentigny	1 500,00 \$
Saguenay	16 300,00 \$
Saint-Eustache	15 500,00 \$
Saint-Jérôme	3 000,00 \$
Sherbrooke	356 400,00 \$
Terrebonne	1 000,00 \$
Unité permanente anticorruption	14 200,00 \$
⁶ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.	
Ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale⁷	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	5 325 930,00 \$
Blainville	119 430,00 \$
Bromont	145 000,00 \$
Châteauguay	145 000,00 \$
Gatineau	257 220,00 \$
Granby	81 450,00 \$
Lac des Deux-Montagnes	69 930,00 \$
L'Assomption	136 170,00 \$
Laval	290 000,00 \$
Lévis	145 000,00 \$
Longueuil	290 000,00 \$
Mascouche	129 870,00 \$
Memphrémagog	133 110,00 \$

Question	023	Suite

Mercier	145 000,00 \$
Mirabel	99 270,00 \$
Montréal	1 160 000,00 \$
MRC des Collines-de-l'Outaouais	94 590,00 \$
Québec	435 000,00 \$
Richelieu Saint-Laurent	145 000,00 \$
Roussillon	145 000,00 \$
Saguenay	112 230,00 \$
Saint-Eustache	79 110,00 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	98 550,00 \$
Saint-Jérôme	145 000,00 \$
Sherbrooke	145 000,00 \$
Terrebonne	145 000,00 \$
Thérèse-de-Blainville	145 000,00 \$
Trois-Rivières	145 000,00 \$
Repentigny	145 000,00 \$
⁷ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.	

Question 023

Suite

Ajout d'effectifs spécialisés en matière de violences sexuelles ⁸	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	3 480 000,00 \$
Gatineau	290 000,00 \$
Laval	290 000,00 \$
Lévis	145 000,00 \$
Longueuil	290 000,00 \$
Montréal	1 015 000,00 \$
Québec	435 000,00 \$
Richelieu Saint-Laurent	145 000,00 \$
Roussillon	145 000,00 \$
Saguenay	145 000,00 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	145 000,00 \$
Sherbrooke	145 000,00 \$
Terrebonne	145 000,00 \$
Trois-Rivières	145 000,00 \$
⁸ Montant maximal autorisé par le Conseil du Trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.	
Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Volet grandes municipalités - Budget CENTAURE	11 157 456,00 \$
Montréal	5 105 089,00 \$
Gatineau	769 311,00 \$
Laval	1 374 708,00 \$
Longueuil	831 646,00 \$
Québec	1 218 465,00 \$

Question 023

Suite

Saguenay	370 077,00 \$
Lévis	331 492,00 \$
Sherbrooke	412 059,00 \$
Trois-Rivières	352 746,00 \$
Terrebonne	391 863,00 \$

Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Volet Inuit - Budget CENTAURE	576 888,00 \$
Saqjuq	576 888,00 \$

Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Volet petites municipalités et initiatives complémentaires - Budget CENTAURE	470 760,00 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	100 000,00 \$
Réseau Solidarité Itinérance du Québec (États généraux de l'itinérance 2024)	20 000,00 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	135 000,00 \$
Ville de Gaspé	75 000,00 \$
Ville de Gracefield	70 760,00 \$
MRC de Portneuf	70 000,00 \$
Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Budget CENTAURE	2 000 000,00 \$
Arrondissement d'Achamps-Cartierville	75 000,00 \$

Question **023**

Suite

Table de concertation jeunesse de Bordeaux-Cartierville	60 000,00 \$
Arrondissement de Montréal-Nord	150 000,00 \$
Un itinéraire pour tous	61 200,00 \$
Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	130 000,00 \$
Arrondissement du Sud-Ouest	277 700,00 \$
Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	267 400,00 \$
Concertation Anjou	190 000,00 \$
Arrondissement de Saint-Léonard	484 500,00 \$
Office municipale d'habitation de Montréal	160 600,00 \$
Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	80 600,00 \$
Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	63 000,00 \$
Prévenir et intervenir sur les violences observées sur le territoire (PIVOT)	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Budget CENTAURE	450 000,00 \$
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de- l'Île-de-Montréal	250 000,00 \$
Équipe R.D.P.	100 000,00 \$
<u>Un itinéraire pour tous</u>	100 000,00 \$
Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Budget FACVAFG	500 000,00 \$
Mouvement jeunesse Montréal-Nord	100 000,00 \$
Ville de Montréal – Arrondissement de Saint-Léonard	100 000,00 \$
Ville de Laval	100 000,00 \$
Ville de Terrebonne	100 000,00 \$

Question 023

Suite

Centre de Plein air l'Estacade	100 000,00 \$
Programme innovation et développement d'expertise	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Budget FACVAFG	553 850,00 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	200 000,00 \$
Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants	200 000,00 \$
Mesures alternatives jeunesse de Laval	153 850,00 \$
Mesures de prévention - Premières Nations et Inuit	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Budget FACVAFG	200 000,00 \$
Regroupement des Centres d'amitié autochtone du Québec	200 000,00 \$
Ligne RENFORT	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Budget FACVAFG	100 000,00 \$
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	100 000,00 \$
Prévention jeunesse	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Volet exploitation sexuelle - Budget PACSESM	1 250 000,00 \$
Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) du Saguenay	125 000,00 \$
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille (CIASF)	125 000,00 \$
En marge 12-17	125 000,00 \$
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de la Montérégie	125 000,00 \$
Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Laval	125 000,00 \$

Question 023

Suite

Justice alternative du Suroît	125 000,00 \$
La Piaule du Centre-du-Québec inc.	125 000,00 \$
Projet Intervention Prostitution de Québec (P.I.P.Q.)	125 000,00 \$
Coalition québécoise contre la traite des personnes	125 000,00 \$
CALACS La Chrysalide	125 000,00 \$

Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Budget PACSESM	1 418 230,00 \$
L'Anonyme	75 000,00 \$
Toxic-Actions	75 000,00 \$
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	70 000,00 \$
Projet Intervention Prostitution Québec inc.	75 000,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	42 000,00 \$
CALACS La Chrysalide	72 900,00 \$
Rue Action Prévention (RAP) Jeunesse	75 000,00 \$
Trames d'actions et d'initiatives concertées (T.R.A.I.C.) Jeunesse	59 800,00 \$
YWCA Québec	73 030,00 \$
Projet L.U.N.E	74 715,00 \$
Action prévention Verdun	74 575,00 \$
La Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	75 000,00 \$
Les YMCA du Québec (Premier Arrêt)	58 655,00 \$
Centre communautaire Petite-Côte	67 555,00 \$
Spectre de rue	75 000,00 \$
Le PiaMP	75 000,00 \$

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 023

Suite

CALACS l'espoir des Îles	75 000,00 \$
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	75 000,00 \$
La Rue Bécancour	75 000,00 \$
Maison d'hébergement l'Issue	75 000,00 \$

Programme de soutien à la mission en exploitation sexuelle	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Budget PACSESM	3 284 627,00 \$
Action Jeunesse de l'Ouest-de-l'Île	113 263,00 \$
Service de travail de rue de Chicoutimi	113 263,00 \$
Projet Intervention Prostitution Québec inc.	113 263,00 \$
En Marge 12-17	113 263,00 \$
Le Refuge La Piaule du Centre-du-Québec inc.	113 263,00 \$
SQUAT Basse-ville	113 263,00 \$
Alliance Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	113 263,00 \$
Travail de rue le Trajet	113 263,00 \$
LaSortie	113 263,00 \$
Répit jeunesse	113 263,00 \$
Maison de Marthe	113 263,00 \$
MITAS	113 263,00 \$
L'Unité d'intervention mobile l'Anonyme	113 263,00 \$
CALACS du Saguenay	113 263,00 \$
CALACS des rivières	113 263,00 \$
CALACS Coup de cœur	113 263,00 \$
CALACS Agression Estrie	113 263,00 \$

Question	023	Suite

CALACS La Chrysalide	113 263,00 \$
Maison Marie Frédéric	113 263,00 \$
Centre d'amitié autochtone de la Tuque	113 263,00 \$
Centre d'expertise Marie-Vincent	113 263,00 \$
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille	113 263,00 \$
CALAS de l'Outaouais	113 263,00 \$
Le phare des affranchies	113 263,00 \$
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	113 263,00 \$
Justice alternative du Suroît	113 263,00 \$
Le 2159	113 263,00 \$
La CLES	113 263,00 \$
Projet L.U.N.E	113 263,00 \$

Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Budget PACSESM	7 856 900,00 \$
Montréal	3 555 400,00 \$
Gatineau	739 700,00 \$
Laval	559 600,00 \$
Longueuil	362 500,00 \$
Québec	2 639 700,00 \$

Question 023

Suite

Équipe intégrée de lutte contre le pornographie juvénile	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	1 361 100,00 \$
Montréal	399 300,00 \$
Gatineau	169 800,00 \$
Laval	192 900,00 \$
Longueuil	175 700,00 \$
Québec	423 400,00 \$
Projet pilote d'intervention dans le cyberspace	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Budget PACSESM	25 000,00 \$
Projet intervention prostitution Québec	25 000,00 \$

Formations spécialisées et non-spécialisée en exploitation sexuelle	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Budget PACSESM	50 000,00 \$
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux - Capitale-Nationale	50 000,00 \$
Prévention de la radicalisation	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	536 000,00 \$
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	500 000,00 \$
Université de Sherbrooke-Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémiste violent	36 000,00 \$

Question 023

Suite

Programme de formation sur la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Corps de police municipaux	738 298,00 \$
Régie de police de Memphrémagog	3 373,00 \$
Service de police de la Ville de Granby	3 302,00 \$
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	2 000,00 \$
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	3 202,00 \$
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	2 753,00 \$
Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville	4 975,00 \$
Service de police de Châteauguay	1 195,00 \$
Service de police de Laval	63 526,00 \$
Service de police de la Ville de Blainville	3 178,00 \$
Service de police de la Ville de Bromont	3 100,00 \$
Service de police de la Ville de Lévis	20 273,00 \$
Service de police de la Ville de Mascouche	2 964,00 \$
Service de police de la Ville de Mirabel	7 226,00 \$
Service de police de la Ville de Mercier	6 200,00 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	56 749,00 \$
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	6 398,00 \$
Service de police de L'Assomption Saint-Sulpice	6 748,00 \$
Service de police de Repentigny	14 785,00 \$
Service de police de Saguenay	17 844,00 \$
Service de police de Sherbrooke	9 614,00 \$
Service de police de la Ville de Terrebonne	5 414,00 \$
Service de la sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	3 652,00 \$
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	20 360,00 \$

Question 023

Suite

Service de police de la Ville de Gatineau	16 830,00 \$
Service de police de la Ville de Montréal	122 462,00 \$
Service de police de la Ville de Québec	330 175,00 \$

Programme de formation sur la détection de la conduite avec les capacités affaiblies par la drogue	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Corps de police autochtones	31 804,00 \$
Corps de police régional de Kativik	6 540,00 \$
Corps de police de Eeyou Eenou	3 356,00 \$
Police de Naskapi	5 471,00 \$
Corps de police de Timiskaming	4 947,00 \$
Corps de police de Eagle Village	4 690,00 \$
Sécurité publique de Pessamit	4 400,00 \$
Sécurité publique d'Opitciwan	2 400,00 \$
Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée : CENTAURE	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Corps de police	4 634 310,00 \$
Laval	1 200 000,00 \$
Longueuil	659 300,00 \$
Montréal (EMIE + conseiller en développement communautaire autochtone)	1 731 310,00 \$
Akwesasne	1 043 700,00 \$

Question	023	Suite

Ajout d'effectifs policiers - Montréal	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	45 000 000,00 \$
Ville de Montréal	45 000 000,00 \$
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	Montants accordés en 2023-2024
SOUS-TOTAL - Corps de police	3 000 000,00 \$
Québec	1 500 000,00 \$
Montréal	1 500 000,00 \$
Projet SPHÈRE	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	400 000,00 \$
En marge 12-17	400 000,00 \$
Ajout d'effectifs policiers - Laval	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL - Budget CENTAURE	4 000 000,00 \$
Ville de Laval	4 000 000,00 \$
Programme de soutien aux pratiques policières concertées en itinérance et santé mentale	Montants accordés en 2024-2025
SOUS-TOTAL	3 000 000,00 \$
Châteauguay	115 000,00 \$
Gatineau	248 300,00 \$
Granby	116 000,00 \$
L'Assomption	75 300,00 \$
Lévis	30 500,00 \$

Question 023		Suite
Longueuil	116 000,00 \$	
Mirabel	116 000,00 \$	
MRC Les Collines de l'Outaouais	110 000,00 \$	
Québec	110 900,00 \$	
Repentigny	117 000,00 \$	
Richelieu-St-Laurent	240 000,00 \$	
Saguenay	113 600,00 \$	
Saint-Eustache	137 000,00 \$	
Saint-Jean-sur-Richelieu	115 000,00 \$	
Saint-Jérôme	115 000,00 \$	
Sherbrooke	250 000,00 \$	
Terrebonne	116 000,00 \$	
Thérèse-De Blainville	110 000,00 \$	
Trois-Rivières	108 000,00 \$	
Corps de police des Abénakis	194 000,00 \$	
Gesgapegiag Police Department	248 000,00 \$	
Service de police de Pikogan	98 400,00 \$	
PSPNET	Montants accordés en 2024-2025	
SOUS-TOTAL	250 000,00 \$	
Université de Régina	250 000,00 \$	

Question **023**

Suite

Liste des organismes communautaires ou des projets qui se sont vu refuser un financement	
Organismes	Programmes
Corporation de l'Entre-Jeunes de Rivière-du-Loup	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité
Tremplin Travail Vallée de la Matapédia inc.	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité
Alternative jeunesse Mont-Sainte-Anne	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité
Travailleurs de rue de La Tuque inc.	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité
L'Éveil, ressource communautaire en santé mentale	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité
PlaMP	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité
Travail de Rue Repentigny	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité
Centre d'hébergement multiservice de Mirabel	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité
Le Centre d'Intervention-Jeunesse des Maskoutains	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité
Le Pacte de rue inc.	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité
Mille et une rues	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité
Travail de rue Saint-Jean-sur-Richelieu	Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité
Ville de L'Ancienne Lorette	Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires
C.A.C.T.U.S. Montréal	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité - volet organisme communautaire

Question **023**

Suite

La maison des jeunes de St-Rémi inc.	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité - volet organisme communautaire
CALACS de l'Est du Bas-Saint-Laurent	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
CALACS Entre Elles	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
Diversité 02	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
La sortie (division Québec)	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
Sexplique	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
CALACS Trois-Rivières	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
CALACS Entraid'action de Shawinigan	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
Bureau international des droits des enfants	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
Collectif social	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
La Maison des jeunes MAGI de Mercier-Ouest	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
La maison des jeunes de Rivière-des-Prairies	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
Le PlaMP	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
RAP Jeunesse	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
Prévention Pointe-de-l'Île	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
Adojeune	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
CALACS l'espoir des Îles	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
Centre d'intervention en délinquance sexuelle de Laval (CIDS)	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
Travail de rue de l'île de Laval	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
Association pour les jeunes de la rue de Joliette	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
Action jeunesse St-Pie X de Longueuil (Maison Kekpart)	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
CALACS Unies-Vers-Toi	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
LaRue Bécancour	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle

Question 023

Suite

Sphère santé sexuelle globale	Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle
Sphère santé sexuelle globale	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes
Maison Marie Frédéric	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes
Centre d'amitié autochtone La Tuque	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes
Le 2159	Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes
L'Antre-Jeunes de Mercier-Est	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité - volet organisme communautaire
LaRue Bécancour	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité - volet organisme communautaire
Mouvement Jeunesse Montréal Nord	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité - volet organisme communautaire
Travail de rue Lavaltrie	Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité - volet organisme communautaire

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 023

La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2024-2025. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

Financement	Montants accordés en 2024-2025 (\$)
École nationale de Police du Québec pour l'Entente relative au versement d'une aide financière pour le développement d'une offre de formation sur l'accompagnement et l'intervention auprès des mineurs victimes d'exploitation sexuelle.	319 164
École nationale de Police du Québec pour l'Entente relative au versement d'une aide financière pour la tenue d'ateliers de consolidation de l'expertise policière dans les processus d'intervention concertés, ainsi que pour la diffusion d'une journée d'actualisation des connaissances sur l'intervention policière auprès des personnes âgées.	54 806
Université Concordia pour l'Entente de subvention concernant l'initiative à l'hostilité en ligne envers les femmes : #StopLesCyberviolences (phase 2).	184 868
Centre intégré universitaire de Santé et de Services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal pour l'Entente de subvention concernant la prévention du suicide chez le personnel de la sécurité publique.	40 000
Société Makivik pour l'Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik.	18 530 783

Question 023

La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2024-2025. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

PROGRAMMES 04.01 - 04.02 - 04.03 - 04.04 :	
AJOUT D'EFFECTIFS SPÉCIALISÉS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	
CORPS DE POLICE	MONTANTS ACCORDÉS EN 2024-2025 ¹ (\$)
Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec (mise en place et fonctionnement structure partagée)	675 000 \$
Abitibiwinni	127 481 \$
Essipit	92 756 \$
Gesgapegiag	91 246 \$
Kahnawake	144 556 \$
Kawawachikamach	156 774 \$
Kebaowek	98 588 \$
Kitigan Zibi	138 833 \$
Lac Simon	147 541 \$
Listuguj	74 194 \$
Mashteuiatsh	125 196 \$
Odanak et Wôlinak	127 542 \$
Opitciwan	113 865 \$

Question	023	Suite

Timiskaming	99 653 \$
Uashat ²	131 654 \$
Pessamit	142 750 \$
Wendake	132 509 \$
Pakua Shipi	185 799 \$
Wemotaci	131 400 \$

¹ Montant maximal autorisé par le Conseil du trésor. Les montants versés pourraient différer en fonction des engagements financiers réellement encourus.

² Devant l'impossibilité du CPA d'embaucher la ressource VC/VS, de concert avec Uashat, il avait été décidé de suspendre le versement prévu en 2023-2024, afin de permettre de trouver l'effectif en question. L'effectif est maintenant en poste ce qui a permis de recommencer les versements prévus à l'entente.

FINANCEMENT POUR LA PARTICIPATION DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À LA RÉALISATION DES VISIOCOMPARUTIONS LES FINS DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS	
	MONTANTS ACCORDÉS EN 2024-2025 (\$)
SOUS-TOTAL	746 802,30 \$
Service de police de L'Assomption/St-Sulpice	3 570,74 \$
Service de police de la Ville de Blainville	7 971,46 \$
Service de police de la Ville de Bromont	1 502,67 \$
Service de police de Châteauguay	8 954,83 \$
Service de police de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	6 829,20 \$
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	6 648,09 \$

Question 023

Suite

Service de police de la Ville de Gatineau	37 164,95 \$
Service de police de la Ville de Granby	8 957,00 \$
Service de police de Laval	56 519,13 \$
Service de police de la Ville de Lévis	19 205,35 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	55 597,91 \$
Service de police de la Ville de Mascouche	6 556,33 \$
Régie de police de Memphrémagog	4 788,56 \$
Service de police de la Ville de Mercier	1 989,82 \$
Service de police de Mirabel	9 970,87 \$
Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)	264 825 \$
Service de police de la Ville de Québec	74 981,70 \$
Service de police de Repentigny	11 934,42 \$
Régie intermunicipale de police Richelieu-St-Laurent	27 552,44 \$
Régie intermunicipale de police Roussillon	14 729,97 \$
Service de police de Saguenay	19 133,88 \$
Service de police de la Ville de Sherbrooke	21 917,69 \$
Service de police de la Ville de St-Eustache	5 919,72 \$
Service de police de St-Jean-sur-Richelieu	12 737,07 \$
Service de police de la Ville de St-Jérôme	10 306,40 \$
Service de police de la Ville de Terrebonne	18 601,16 \$

Question **023**

Suite

Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	9 999,97 \$
Service de police de Trois-Rivières	17 935,97 \$

FORMATION POUR CONTRER LE RACISME ET LE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL

Financement 2024-2025 destiné à l'École nationale de police du Québec	220 000 \$

SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE DES POLICIERS

Aide financière pour le développement d'un programme de formation pour les psychologues et les professionnels de la relation d'aide œuvrant auprès des policiers et réseau provincial de pairs aidants	411 070 \$
Aide financière pour le développement d'une ligne d'écoute 24/7 destinée aux policiers en détresse – Maison La Vigile	100 000 \$
Aide financière pour la Chaire de recherche sur la prévention en santé psychologique au travail en sécurité publique (ENPQ-UQTR)	15 000 \$

Question 023	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2024-2025. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

ORGANISMES	MONTANTS ACCORDÉS
Asssociation des services de réhabilitation sociale du Québec	109 070 \$
Kapatakan Gilles Jourdain	825 938 \$
Société de criminologie du Québec	63 550 \$
Société Makivik	17 000 \$
Société Makivik	56 300 \$
Société Makivik	94 500 \$
Société Makivik	159 094 \$

Au 31 janvier 2025

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 023

La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2024-2025. Joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets à qui le financement a été refusé ainsi que les motifs du refus, pour la même période.

TOTAL DES PROGRAMMES 04.05 - 04.06 - 04.07 - 04.08 :

30 587 168

SUBVENTIONS AD HOC

ORGANISME	1 ^{ER} AVRIL 2023 AU 31 janvier 2024 (\$)
Administration régionale Kativik (ARK)	1 335 173
Association de sécurité civile du Québec	15 000
Association des centres d'urgence du Québec (ACUQ)	10 000
Association des gestionnaires en sécurité incendie et civile du Québec (AGSICQ)	45 000
Association des techniciens en prévention incendie du Québec (ATPIQ)	7 500
Association québécoise des bénévoles en recherche et sauvetage (AQBRS)	80 000
Association québécoise des bénévoles en recherche et sauvetage (AQBRS)	65 000
Avalanche Québec (incluant la contribution du MEQ)	90 000
Concours Chapeau les filles et son volet Excelle – Science	2 500
Croix-Rouge	200 000

Question	023	Suite

École nationale des pompiers du Québec (ENPQ)	200 000
Fédération des pompiers auxiliaires du Québec	2 000
Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU)	220 000

CADRE POUR LA PRÉVENTION DE SINISTRES¹ (incluant les budgets en provenance du Fonds d'électrification et de changements climatiques et du Fonds du Plan Nord)

Administration régionale Kativik (ARK) - Amélioration de la gestion des risques et accroissement de la résilience des communautés sur le territoire du Nunavik	390 000
Bonne-Espérance - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	50 023
Coaticook - Mise en œuvre de mesures de gestion des risques liés aux inondations	18 441
Consultants Ropars inc. - Expertise-conseil en génie côtier et en hydraulique maritime au ministère de la Sécurité publique (MSP) et au ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD)	98 000
Côte-Nord-de-Golfe-du-Saint-Laurent (Tête-à-la-Baleine) - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	50 000
Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (localité de Radisson) - Entente de financement visant la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	55 477
Îles-de-la-Madeleine - Travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion côtière dans le secteur du chemin du Gros-Cap aux Îles-de-la-Madeleine	400 000

¹ Maximums prévus qui seront versés d'après les prévisions du ministère de la Sécurité publique (MSP) d'ici le 31 mars 2025. Ces budgets excluent les frais de fonctionnement de 30 k\$ prévus pour la Direction du soutien à la réduction des risques de sinistres et la Direction de la planification gouvernementale en sécurité civile de la Direction générale de la prévention et de la planification du Sous-ministère de la sécurité civile et de la sécurité incendie.

Question **023**

Suite

Institut national de la recherche scientifique - Mouvement de terrain dans les sols argileux au Québec - Volets analyse et instrumentation	147 054
La Grande Secousse - Sensibilisation du public à l'aléa tremblement de terre	5 000
Lasalle NHC inc. - Modélisation numérique des conditions hydrosédimentaires	157 000
Laval - Soutien financier pour la mise en place de comités de concertation municipalités et industries sur la gestion du risque lié aux matières dangereuses	12 500
Ministère des Ressources naturelles et des Forêts - Acquisition de Light Detection And Ranging (LiDAR) et bathymétrie	500 000
Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) - Inventorier, documenter et localiser des événements historiques liés à des aléas naturels - Phase 3	199 816
MTMD - Réalisation de plans, de devis et d'études hydrauliques	600 000
Sainte-Félicité - Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long du boulevard Perron à Sainte-Félicité	1 000 000
Sainte-Flavie - Entente de financement relative au déplacement ou au versement d'une allocation de départ concernant les propriétaires de vingt résidences pour la prévention des risques de sinistres associés à l'érosion et la submersion côtières	481 648
Sainte-Flavie - Entente de financement visant la réalisation de travaux de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières dans le secteur du cœur de village de Sainte-Flavie	5 750 000
Sainte-Luce - Entente de financement relative au déplacement ou au versement d'une allocation de départ concernant les propriétaires de vingt résidences pour la prévention des risques de sinistres associés à l'érosion et la submersion côtières	417 105
Sainte-Luce - Entente de financement visant la réalisation de travaux de protection des berges contre l'érosion et la submersion côtières dans le secteur de l'Anse-aux-Coques - Phase 2	1 500 000
Saint-Raymond - Entente de financement relative à la mise en œuvre de mesures de gestion des risques liés aux inondations concernant la ville de Saint-Raymond	225 000
Saint-Ulric - Entente de financement visant la réalisation de travaux d'atténuation des risques liés à l'érosion et à la submersion côtières le long de l'avenue Ulric-Tessier à Saint-Ulric	3 500 000

Question **023**

Suite

Université de Montréal - Réalisation de retours d'expérience sur les inondations ayant causé des sinistres sur le territoire québécois - Pôle société (REX-SO)	310 000
Université de Sherbrooke - Retour d'expérience sur les inondations de 2017 et 2019 au Québec : analyses des conditions hydrométéorologiques sous-jacentes et modélisation des dommages aux bâtiments (REX-PHY 17-19)	150 000
Université Laval (UL) - Compréhension du comportement des rivières en hiver et mesures de gestion des risques liés aux inondations	300 000
UL - Développement de méthodes, de données et d'outils en soutien à la démarche de production d'un portrait du risque lié aux inondations et d'anticipation de ces dernières - Volet génie civil - Phase 2 (ORACLE 1)	300 000
UL - Développement de solutions géoinformatiques pour soutenir la mise en valeur et l'exploitation des données d'historiques de catastrophes naturelles au Québec	150 000
UL - Estimation de la force d'impact des débris des glissements dans les sols argileux - Phase 2	153 679
UL - Glissements de terrain dans les sols argileux du Nunavik et de la Baie-James - Cartographie et caractérisation des dépôts meubles et inventaire fortement rétrogressifs incluant de l'acquisition de données	460 000
UL - Glissement fortement rétrogressifs : investigation et modélisation numérique	154 791
UL - Influence du climat sur les glissements de terrain : aspects hydrologiques - Volet 1 : terrain et laboratoire	124 225
UL - Influence du climat sur les glissements de terrain : aspects hydrologiques - Volet 2 : modélisation numérique	149 568
UL - Outils d'évaluation des risques et collecte des données - Phase 2 (ORACLE 2)	350 000
UL - Problème de suffosion et formation de cavité naturelle dans sols naturels - Volets géophysique, hydrogéologique et géotechnique	406 489
UL - Programme de suivi biologique dans le cadre des travaux du CPS	150 000
UL - Programme de suivi biologique dans le cadre des travaux du CPS - Phase 2	350 000

Question **023**

Suite

UL - Réalisation de retours d'expérience sur les inondations ayant causé des sinistres sur le territoire québécois - Pôle physique (REX-PHY)	390 000
UL - Risques liés aux inondations dans des municipalités	300 000
Université McGill - Évaluation du dommage moyen pour le risque résidentiel dans la vallée du Saint-Laurent (Gatineau à Québec)	149 110
Université du Québec à Trois-Rivières - Concertation des parties prenantes et acceptabilité sociale dans le contexte des projets de recharge de plage	66 237
Université du Québec à Rimouski (UQAR) - Analyse des aléas et de la dynamique littorale au Nunavik	500 000
UQAR - Détermination des marges de sécurité des zones exposées à l'érosion côtière et à la submersion côtière	800 000
UQAR - Évaluation préliminaire du risque lié aux inondations - Phase 3 - EPRI 3 : déploiement d'un atlas géomatique au Québec	150 000
UQAR et Concordia - Outils d'aide automatisés pour l'identification des zones fluviales sujettes à l'obstruction et la constriction – Application à Rivière-du-Loup (CONSTRUCTOR)	100 000
UQAR - Programme de suivi environnemental de recharges de plage réalisées dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent	283 210
UQAR - Programme de suivi environnemental de recharges de plage réalisés dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent - Phase 2	354 330
UQAR - Projections futures de la hausse du niveau de la mer pour le Québec maritime et évaluation des conséquences en appui à la gestion des risques côtiers	550 000
UQAR - Quantifier et modéliser les effets de la réduction du couvert de glace sur l'intensité de l'érosion et de la submersion côtières	650 000
UQAR - Relevés de données sur le déplacement des côtes du Québec maritime ainsi que le nombre de bâtiments et d'infrastructures potentiellement exposés à l'érosion côtière	354 265
UQAR - Suivi environnemental des côtes du Québec maritime : 2019-2022	679 525

Question 023

Suite

PROGRAMME DE FORMATION DES POMPIERS ET DES POMPIÈRES²

MRC	1 ^{ER} AVRIL 2024 AU 31 mars 2025 (\$)
Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James	35 817
MRC d'Acton	18 771
MRC d'Antoine-Labelle	66 363
MRC d'Argenteuil	43 686
MRC d'Arthabaska	70 080
MRC de D'Autray	44 818
MRC d'Avignon	33 530
MRC de Beauce-Sartigan	112 626
MRC de Beauharnois-Salaberry	76 638
MRC de Bécancour	95
MRC de Bellechasse	28 141
MRC de Bonaventure	87 841
MRC de Brome-Missisquoi	127 185

² Maximums prévus qui seront versés aux MRC admissibles d'après les prévisions du ministère de la Sécurité publique (MSP) d'ici le 31 mars 2025. • D'autres montants sont également à prévoir aux volets 1 et 2 à la suite de la réception des informations transmises par l'École nationale des pompiers du Québec d'ici le 31 mars 2025. Il est donc fort probable que la somme totale de 4 M\$ soit versée.

Question 023	Suite
MRC de Caniapiscau	31 371
MRC de Charlevoix	59 291
MRC de Charlevoix-Est	25 542
MRC de Coaticook	4 980
MRC de Drummond	27 472
MRC de Joliette	2 813
MRC de Kamouraska	37 812
MRC de La Côte-de-Beaupré	13 527
MRC de La Côte-de-Gaspé	67 283
MRC de La Haute-Côte-Nord	53 387
MRC de La Haute-Gaspésie	6 967
MRC de La Haute-Yamaska	14 298
MRC de La Jacques-Cartier	20 890
MRC de La Matanie	41 690
MRC de La Tuque	32 110
MRC de l'Abitibi	53 083
MRC de l'Abitibi-Ouest	8 481

Question	023	Suite

MRC de l'Assomption	0
MRC de L'Érable	91 296
MRC Deux-Montagnes	1 671
MRC La Matapédia	48 591
MRC La Mitis	66 334
MRC La Nouvelle-Beauce	63 624
MRC La Vallée-de-la-Gatineau	137 216
MRC La Vallée-de-l'Or	78 424
MRC La Vallée-du-Richelieu	10 934
MRC Lac-Saint-Jean-Est	3 140
MRC Le Domaine-du-Roy	91 555
MRC Le Fjord-du-Saguenay	90 728
MRC Le Golfe-du-Saint-Laurent	47 301
MRC Le Granit	70 040
MRC Le Haut-Richelieu	99 406
MRC Le Haut-Saint-François	46 162
MRC Le Haut-Saint-Laurent	62 702

Question	023	Suite

MRC Le Rocher-Percé	26 262
MRC Le Val-Saint-François	46 779
MRC Les Appalaches	89 946
MRC Les Basques	13 800
MRC Les Chenaux	78 457
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	16 548
MRC Les Etchemins	27 020
MRC Les Îles-de-la-Madeleine	48 302
MRC Les Jardins-de-Napierville	9 877
MRC Les Laurentides	36 662
MRC Les Maskoutains	34 953
MRC Les Moulins	0
MRC Les Pays-d'en-Haut	2 420
MRC Les Sources	19 802
MRC L'Île-d'Orléans	44 800
MRC L'Islet	34 868
MRC Lotbinière	38 687

Question 023

Suite

MRC Maguerite-D'Youville	32 237
MRC Manicouagan	2 587
MRC Maria-Chapdelaine	21 128
MRC Maskinongé	88 468
MRC Matawinie	103 792
MRC Mékinac	55 763
MRC Memphrémagog	76 535
MRC Minganie	12 257
Ville de Mirabel	0
MRC Montcalm	3 234
MRC Montmagny	27 012
MRC Nicolet-Yamaska	38 192
MRC Papineau	97 820
MRC Pierre-De Saurel	17 823
MRC Pontiac	66 300
MRC Portneuf	93 318
MRC Rimouski-Neigette	24 013

Question 023	Suite

MRC Rivière-du-Loup	79 242
MRC Rivière-du-Nord	5 015
MRC Beauce-Centre	16 884
MRC Roussillon	0
MRC Rouville	16 196
MRC Rouyn-Noranda	50 928
MRC Sept-Rivières	1 148
MRC Témiscaming	43 341
MRC Témiscouata	35 367
MRC Thérèse-de-Blainville	1 780
Ville de Trois-Rivières	0
MRC Vaudreuil-Soulanges	94 727

Question 024

Nombre d'armes enregistrées sur le Service d'immatriculation des armes à feu en date du 31 mars 2025.

Nombre de demandes d'immatriculation qui ont été adressées au Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF)	908 056
Nombre d'armes à feu sans restriction inscrites au Fichier d'immatriculation des armes à feu (FIAF) depuis sa mise en place.	1 689 340

Au 31 janvier 2025

Note : Une demande peut porter sur plus d'une arme à feu pour lesquelles est demandé une immatriculation.

Note : Le nombre d'armes à feu inscrites au FIAF inclus indistinctement les demandes d'immatriculation transmises en ligne, par téléphone ou par la poste.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **026**

Concernant l'annonce du 20 octobre 2020 octroyant 65 millions de dollars au cours des prochaines années pour lutter contre les réseaux criminels et la violence liée aux armes à feu, veuillez nous indiquer, pour 2024-2025 :
a) La ventilation du 65 M\$ par mesure, par année;
b) Pour chacune des mesures, les investissements en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.

Le financement alloué à la Sûreté du Québec par l'entremise de la mesure "Intensifier la lutte contre le crime organisé", qui prend fin le 31 mars 2025, est de 8,3 M\$ pour l'année 2024-2025. Celui-ci se répartit entre trois projets :

- La mise en place de l'Équipe d'intervention en crime organisé (EICO) - Québec;
- L'ajout de ressources dans la structure d'enquêtes en crime organisé afin de bonifier la récupération d'actifs criminels (RAC);
- L'ajout de quatre effectifs policiers dans les équipes dédiées aux enquêtes sur les meurtres et disparitions liés au crime organisé, en soutien administratif et en services spécialisés en enquête.

Pour les années précédentes, veuillez vous référer aux cahiers antérieurs de l'Étude des crédits.

Question **027**

Concernant la lutte contre la violence armée, veuillez nous fournir, par corps de police municipal et pour la Sûreté du Québec :

- a. Les sommes demandées par le corps de police ou la municipalité;
- b. Les sommes transférées par le ministère de la Sécurité publique;
- c. Les investissements prévus pour les quatre prochaines années.

Les sommes versées aux corps de police municipaux et autochtones et à la Sûreté du Québec :

- Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025, les financements suivants sont prévus dans le cadre de la Stratégie CENTAURE :
 - Sûreté du Québec (SQ) : 32 115 000 \$
 - Service de police de la Ville de Montréal : 3 231 310 \$
 - Service de police de la Ville de Québec : 1 500 000 \$
 - Service de police de l'Agglomération de Longueuil (SPAL) : 659 300 \$
 - Service de police de Laval (SPL) : 1 200 000 \$
 - Service de police mohawk d'Akwesasne (SPMA) : 1 043 700 \$
- Pour la même période, afin de permettre l'ajout d'effectifs policiers pour intervenir – notamment, mais non exclusivement – contre la violence armée :
 - SPVM : 45 000 000 \$
 - SPL : 4 000 000 \$

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **029**

Le 16 mai 2023, le gouvernement du Québec annonçait un investissement de 7,5 M\$ pour mettre en place une Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) dans le cadre de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée : CENTAURE. Cette nouvelle unité, coordonnée par la Sûreté du Québec (SQ), permettra de combiner l'expertise d'agents et agentes de renseignements et de spécialistes en cybercriminalité pour centraliser le renseignement et optimiser les occasions d'enquête. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :

- Les sommes prévues en 2024-2025;
- Les sommes réellement investies en 2024-2025;
- La composition de l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée;
- Le bilan des activités de l'Escouade.

A) Sommes prévues en 2024-2025 pour la mise en place de l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) : 2 220 000 \$

B) Dépenses imputées aux activités de EIRVA en 2024-2025 en date du 31 janvier 2025 : 1 080 893 \$

C) Il est prévu qu'EIRVA compte dans ses rangs 14 ressources, soit :

- 3 ressources civiles de la SQ;
- 1 ressource civile des services correctionnels;
- 5 policiers de la SQ;
- 5 policiers provenant de corps de police municipaux.

Au 31 janvier 2025, EIRVA comptait dans ses rangs 11 effectifs : 2 ressources civiles de la SQ, 1 ressource civile des services correctionnels, 4 effectifs policiers de la SQ et 4 policiers provenant de corps de police municipaux.

D) La mise en place de l'EIRVA a débuté en octobre 2023 avec l'affectation de deux officiers de la SQ et l'entrée en fonction, à partir du printemps 2024, de la ressource des services correctionnels et des effectifs de la SQ, de même que du Service de police de la Ville de Montréal et du Service de police de l'agglomération de Longueuil. En 2024-2025, la contribution de EIRVA se traduit par un rehaussement du renseignement colligé sur le terrain et sur les réseaux sociaux et partagé aux corps de police.

Question 030

Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez nous fournir :

- a) Le nombre de nouveaux effectifs policiers;
- b) Le nombre de nouveaux intervenants spécialisés au sein des équipes;
- c) La liste des nouvelles ressources matérielles et incluant les équipements pour le Laboratoire des sciences judiciaires et de médecine légale;
- d) Les montants dépensés et ventilés pour l'achat de ces nouveaux équipements;
- e) Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des policiers;
- f) Les sommes dépensées et ventilées pour la formation des intervenants spécialisés;
- g) Le bilan et les résultats en 2024-2025.

- a) En 2024-2025, la Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée : CENTAURE permet de financer l'équivalent de 162 policiers au sein des équipes suivantes : l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA), les différentes équipes et escouades régionales mixtes au sein de la structure de lutte contre le crime organisé de la Sûreté du Québec (SQ), les équipes d'enquêtes sur les dossiers de meurtres et disparitions liés au crime organisé de la SQ, le projet MALSAIN du Service de police de la Ville de Québec, la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de l'agglomération de Longueuil et l'Équipe dédiée aux armes à feu dans l'escouade du crime organisé du Service de police de la Ville Laval, l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) et le projet de tableau de bord de suivi du renseignement, l'Équipe d'intervention en crime organisé à Montréal (EICO-Montréal) et l'équipe du Centre québécois de dépistage des armes à feu de la SQ.
- b) Le ministère de la Sécurité publique (MSP) ne détient pas de données concernant les intervenants spécialisés au sein des équipes.
- c) Le MSP ne détient pas la liste des ressources matérielles acquises par les partenaires de l'axe 2 de la Stratégie. Toutefois, dans le cadre de la mesure « rehaussement des capacités en analyse balistique du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale », le Laboratoire a procédé en 2024-2025 à l'acquisition d'une caméra haute vitesse, d'un microscope électronique à balayage et d'un appareil d'analyse ADN.
- d) Le coût pour ces acquisitions est de 1 143 404,65 \$.
- e) Pour les effectifs policiers de la structure nationale de lutte contre le crime organisé financés par CENTAURE, de EILTA, de EICO-Montréal de EIRVA et des équipes d'enquête dédiés aux dossiers de meurtres et de disparition liés au crime organisé, 75 600 \$ ont été dépensés en formation.
- f) Le MSP ne détient pas cette information.
- g) Voir les réponses aux questions des fiches QP1-026, QP1-029, QP1-031-2, QP1-092, QP1-093 et QP3-039.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question
031-1

Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes :

- a. L'état d'avancement des travaux ;
- b. Les sommes dépensées en 2024-2025;
- c. Les sommes dépensées depuis l'annonce;
- d. Les prévisions d'investissement pour 2025-2026 ;
- e. Le résultat des actions pour chaque axe;

Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes :

- f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ;
- g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ;
- h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
- i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2024-2025;
- j. Le nombre de ressources embauchées en 2024-2025 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ;
- k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et ventiler la somme de 5,1 M\$;
- l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et ventiler la somme de 2,4 M\$.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a déployé la Stratégie de lutte contre la violence armée : CENTAURE (Stratégie CENTAURE). Cette dernière s'articule autour de 3 axes. Ces 3 axes sont maintenant les suivants :

- Axe 1 est « prévention »;
- Axe 2 est « répression »;
- Axe 3 est « développement de connaissances et compétences ».

La réponse à la présente question porte sur les initiatives de l'axe 1 « prévention » de la Stratégie CENTAURE.

A. État d'avancement des travaux :

Mesures liées au Fonds d'action contre la violence armée et les gangs 2023-2028 (FACVAFG) du gouvernement du Canada

L'Avenant numéro 2 à l'Entente de contribution financière dans le cadre du FACVAFG, permettant sa prolongation et la bonification de l'enveloppe fédérale, a été conclu en décembre 2023. Ce financement permet la réalisation du second plan d'action élaboré par le Québec, qui prévoit pour l'axe prévention des enveloppes visant à appuyer des initiatives complémentaires aux autres projets soutenus par le MSP en prévention de la criminalité.

Concrètement, pour l'année 2024-2025 :

- La mesure concernant la bonification du Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture du Plan d'action 2023-2028 de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, permet, depuis 2023-2024, le financement de cinq (5) projets d'intervention auprès de jeunes vulnérables pour trois (3) ans;

Question **031**
-1

Suite

- Le volet « enjeux de sécurité jeunesse » du programme Prévention Jeunesse, qui vise la mise en commun d'expertises multiples d'un milieu pour intervenir auprès des jeunes vulnérables, assure la reconduction de sept (7) initiatives;
- Le volet « prévention de la criminalité » spécifique pour les Premières Nations et Inuit accordé au Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec (RCAAQ) permet la mise en œuvre d'initiatives en prévention de la criminalité au sein des dix (10) centres affiliés au RCAAQ ainsi qu'aux trois (3) points de services répartis dans huit (8) régions du Québec.

Mesures générales de prévention et d'amélioration de la sécurité en milieu urbain

Les autres mesures de l'axe prévention de la Stratégie CENTAURE regroupent le soutien aux grandes municipalités du Québec financé par le Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires (FBCS) et celles destinées aux organismes communautaires et ont toutes été mises en œuvre en 2024-2025. Ces mesures sont :

- La réalisation de plan de sécurité urbaine adapté à chacune des dix plus grandes municipalités du Québec (Montréal, Laval, Québec, Lévis, Gatineau, Sherbrooke, Trois-Rivières, Terrebonne, Saguenay et Longueuil) dans le cadre du FBCS, auxquelles s'est également jointe la municipalité de Saint-Jean-sur-Richelieu pour 2024-2025;
- Le financement FBCS à l'organisme Saqijuuq a permis de consolider l'Équipe d'intervention mobile dans la communauté de Puvirnituk et le développement des équipes *On the land* dans plus de six (6) villages nordiques afin d'offrir des activités traditionnelles et culturelles aux membres de ces communautés.
- La réalisation d'un diagnostic de sécurité ou la mise en œuvre de mesures préventives découlant d'un plan d'action ou d'une politique en matière de sécurité dans le cadre du Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité destinée aux municipalités de moins de 100 000 habitants (Ancienne-Lorette, Gracefield, Saint-Antonin, Granby, Saint-Jean-sur-Richelieu, Sainte-Marthe-sur-le-Lac et Sainte-Catherine ainsi que les MRC de Portneuf, de Rivière-du-Loup et d'Argenteuil);
- La mise en œuvre d'un programme de soutien à la mission pour les organismes de travail de rue, soit le Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité;
- La bonification des actions visant le renforcement des facteurs de protection chez les jeunes cumulant divers facteurs de risque et de vulnérabilité, soit le Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture (PPDSAC);
- Le soutien à des arrondissements et à des organismes de la Ville de Montréal afin d'assurer et de maintenir un climat sécuritaire dans les espaces publics fréquentés par les jeunes (Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais);
- Le développement d'un projet-pilote, soit PIVOT, visant à prévenir la violence armée à Montréal en intervenant auprès d'individus à risque de commettre un geste de violence, et ce, afin de les inciter à choisir une autre voie. Celui-ci est déployé sur les territoires de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies;

Question **031**
-1

Suite

- L'Équipe multidisciplinaire dans les écoles (EMIE) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui se déployait depuis le 5 décembre 2022 dans les écoles des milieux à risque pour proposer des mesures de prévention dans les écoles et les quartiers touchés par la problématique de la violence armée et apporter un soutien en intervention sur le terrain, lors des situations de violence ou à risque de violence. EMIE a mis fin à ses activités à l'automne 2024. Les outils développés sont dorénavant utilisés par les équipes dans tous les postes de quartier de Montréal.
- L'ajout d'un conseiller en développement communautaire autochtone au SPVM, en poste depuis mai 2022, permet de renforcer ses connaissances et ses partenariats avec les organismes qui œuvrent auprès des communautés autochtones, particulièrement ceux en situation de grande vulnérabilité.
- Enfin, une équipe d'intégration sociale et de liaison dans la région métropolitaine, composée de 6 intervenants du réseau correctionnel, est à l'œuvre depuis juillet 2022 afin de contribuer à combler les besoins d'accompagnement des personnes vulnérables et avec peu de ressources qui sortent des établissements de détention du Réseau correctionnel de Montréal.

Question **031**
-1

Suite

B. et C. Montants autorisés en 2024-2025 et les sommes préalablement versées :

	2024-2025 Montants autorisés	Sommes préalablement versées	Exercices financiers visés
Mesures liées au Fonds d'action contre la violence armée et les gangs 2023-2028 (FACVAFG)			
Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture	500 000 \$	5 000 000 \$	(2020-2021 à 2023-2024)
Prévention Jeunesse - volet « enjeux de sécurité jeunesse »	875 000 \$	- \$	
Volet « prévention de la criminalité » spécifique pour les Premières Nations et les Inuit	200 000 \$	1 050 000 \$	(2019-2020 à 2022-2023)
Mesures générales de prévention et d'amélioration de la sécurité en milieu urbain			
Conseiller en développement communautaire autochtone au SPVM	111 310 \$	254 937 \$	(2021-2022 à 2023-2024)
EMIE du SPVM	325 280 \$	1 613 634 \$	(2022-2023 à 2023-2024)
Équipe d'agents de liaison sociale dans la région métropolitaine	700 000 \$	792 165 \$	(2021-2022 à 2023-2024)
Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires (FBCS) - volet grandes municipalités	11 157 457 \$	16 901 312 \$	(2022-2023 à 2023-2024)
FBCS - volet petites municipalités et initiatives complémentaires	470 760 \$	1 000 000 \$	(2022-2023 à 2023-2024)
FBCS - Saqjuq	576 888 \$	400 000 \$	(2023-2024)
Financement supplémentaire en prévention de la criminalité	- \$	4 576 000 \$	(2021-2022 à 2023-2024)
PIVOT (Projet Prévenir et Intervenir sur les Violences Observées sur le Territoire)	450 000 \$	450 000 \$	(2023-2024)
PPDSAC (Programme prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture)	3 000 000 \$	5 220 000 \$	(2021-2022 à 2023-2024)
Programme de financement à la mission - organismes communautaires en travail de rue	5 175 000 \$	9 200 000 \$	(2022-2023 à 2023-2024)
Soutien création et consolidation d'espaces jeunesse montréalais (CoSSUM)	2 000 000 \$	4 000 000 \$	(2022-2023 à 2023-2024)

Question 031-1	Suite

E. Résultats des actions

Résultats liés aux mesures FACVAFG

Cinq projets dans les régions de Montréal, Laval, Terrebonne et la Montérégie sont progressivement déployés.

Résultats liés aux mesures générales de prévention et d'amélioration de la sécurité en milieu urbain

- Financement supplémentaire en prévention de la criminalité - résultats 2023-2024 :
 - 12 bénéficiaires ont agi en matière de cohabitation harmonieuse de l'espace public, d'itinérance et de santé mentale;
 - 11 bénéficiaires ont embauché du personnel supplémentaire;
 - 13 bénéficiaires ont rehaussé le niveau de leurs activités courantes; 14 bénéficiaires ont bonifié les conditions de travail de leurs employés;
 - 15 bénéficiaires ont maintenu des postes et des bonifications pour les employés.
- Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture – résultats 2023-2024
 - Le PPDSAC a soutenu 38 projets de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture, portés par une grande variété de partenaires provenant de divers milieux, dont :
 - 14 projets se déroulent sur le territoire de la Ville de Montréal, majoritairement situés dans l'est de l'Île, ce qui représente 37 % du budget total;
 - Six (6) projets se déroulent dans la Ville de Québec, ce qui représente 16 % du budget total;
 - Sept (7) projets se déroulent en territoire autochtone. Il s'agit d'une augmentation de trois (3) projets en comparaison avec la précédente cohorte financée.
 - L'actuelle cohorte inclut des projets dans des régions peu rejointes par les programmes de financement du MSP, soit l'Outaouais, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec ainsi que la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine.
- Projet PIVOT – résultats 2023-2024 :
 - Plus de 30 jeunes ont bénéficié d'un suivi;
 - Plus de 150 acteurs de la communauté ont été mobilisés dans le cadre du projet;
 - 17 rencontres d'arrimage avec le SPVM;
 - 51 rencontres de mobilisation et de promotion du projet.

Question **031**
-1

Suite

- Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais – résultats 2023-2024 :
Parmi les 12 projets financés :
 - 4 ont permis de créer ou de rendre accessibles de nouveaux espaces pour les jeunes montréalais;
 - 5 ont permis d'offrir de nouvelles activités aux jeunes;
 - 6 étaient des projets d'intervention auprès des jeunes;
 - 3 ont réalisé des activités de consultations jeunesse.
- Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires – volet grandes municipalités – résultats 2023-2024 :
 - Mise en œuvre d'initiatives en itinérance dans 4 grands centres urbains du Québec;
 - Soutien financier à 55 projets en prévention de la criminalité portés par le milieu communautaire;
 - Démarches de diagnostic local en sécurité dans 6 grands centres urbains du Québec.
- Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires – volet petites municipalités – résultats 2023-2024 :
 - Rédaction de quatre diagnostics locaux de sécurité et plans d'action;
 - Mise en œuvre de six projets en prévention de la criminalité.
- Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires – Saqjuq :
 - Consolidation de l'Équipe d'intervention mobile dans la communauté de Puvirnituq;
 - Développement des équipes *On the land* dans plus de six (6) villages nordiques afin d'offrir des activités traditionnelles et culturelles aux membres de ces communautés.
- Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité – résultats 2023-2024 :
 - Embauche ou consolidation de 112 emplois, dont 81 postes de travailleur de rue;
 - Création d'un filet social pour des jeunes à risque de délinquance;
 - Accès à du soutien clinique pour les travailleurs de rue;
 - Amélioration de la capacité de rétention du personnel des bénéficiaires;
 - Augmentation du sentiment de sécurité de la population.

Question **031**
-1

Suite

- EMIE du SPVM – résultats du 1^{er} avril au 30 septembre 2024 :
 - Dans le cadre du projet « Investissons l'école » à l'école secondaire Antoine de Saint-Exupéry, réalisé au printemps 2024, 1 022 jeunes ont été rejoints;
 - Le lancement du portail « Médias sociaux » s'est traduit par la création de 37 applications et sites web consultés par les jeunes en plus de la diffusion de 6 capsules informatives.
- Conseiller communautaire autochtone au SPVM – résultats du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 :
 - La conseillère contribue activement à la réalisation du plan d'action du SPVM en matière de relation avec les communautés autochtones 2023-2025.
 - Parmi les activités réalisées, mentionnons la participation au projet de patrouilles conjointes avec le Service de police du Nunavik, la sensibilisation de recrues en immersion, la mise en place de sessions d'information entre le SPVM et des organismes autochtones, et différentes activités culturellement adaptées de rapprochement avec les communautés autochtones.
- Équipe d'intégration sociale et de liaison dans la région métropolitaine – résultats du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 :
 - Plus de 480 personnes ont été rencontrées dans le cadre de 1 798 rencontres entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.
 - Parallèlement à l'accompagnement de ces personnes, les membres de cette équipe développent un vaste réseau de collaboration avec des intervenants des différents réseaux. Toujours pour la même période, ce sont 1 120 collaborations qui ont été établies avec des partenaires des réseaux.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question
031-2

Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes :

- a. L'état d'avancement des travaux ;
- b. Les sommes dépensées en 2024-2025;
- c. Les sommes dépensées depuis l'annonce;
- d. Les prévisions d'investissement pour 2025-2026;
- e. Le résultat des actions pour chaque axe;

Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes :

- f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ;
- g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
- h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
- i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2024-2025;
- j. Le nombre de ressources embauchées en 2024-2025 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ;
- k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et ventiler la somme de 5,1 M\$;
- l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et ventiler la somme de 2,4 M\$.

Le ministère de la Sécurité publique a déployé la Stratégie de lutte contre la violence armée : CENTAURE. Cette Stratégie s'articule autour de 3 axes. Ces 3 axes sont maintenant les suivants :

- Axe 1 est « prévention »;
- Axe 2 est « répression »;
- Axe 3 est « développement de connaissances et compétences ».

La réponse à la présente question porte sur les initiatives de l'axe 2 « répression » de la Stratégie CENTAURE.

A. État d'avancement des travaux :

- Dès 2019, grâce au Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG), la Sûreté du Québec (SQ) avait mis en place une équipe de lutte contre le trafic d'armes à feu, à laquelle une partie des effectifs de l'Équipe dédiée à la lutte au trafic d'armes (ELTA) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) s'est jointe en août 2021 pour créer l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA), sous le commandement de la SQ. EILTA poursuit sa mission qui vise à intervenir sur les sources d'approvisionnement illicite en armes à feu.
- La SQ poursuit par ailleurs ses efforts visant à résoudre les dossiers de meurtres et de disparitions associés au crime organisé.
- Le sous-ministériat des services correctionnels poursuit ses efforts visant à renforcer les capacités de renseignement concernant les activités des groupes menaçants à la sécurité dans les établissements de détention et le partage de renseignement avec les corps de police municipaux afin de prévenir la perpétration d'infractions criminelles à l'extérieur du réseau correctionnel.

Question 031
-2

Suite

- Les équipes spécialisées des corps de police de Montréal, Québec, Laval et Longueuil, mises en place ou bonifiées grâce aux investissements du Québec et dans le cadre du FACVAFG, poursuivent leurs activités.
- Le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) poursuit le rehaussement de ses capacités en matière d'analyse balistique grâce à l'embauche de ressources additionnelles et à l'acquisition de matériel et a mis en place un nouveau service d'analyse d'ADN sur les cartouches, les projectiles et les douilles d'armes à feu et service rapide de restauration des numéros de série oblitérés d'armes à feu saisies.
- Le soutien aux interventions policières en matière d'approvisionnement illégal d'armes à feu pour le corps de police d'Akwesasne. Le Service de police mohawk d'Akwesasne a rehaussé les capacités des patrouilles de surveillance contribuant ainsi à intercepter les activités de contrebande et à dissuader les réseaux illégaux de faire traverser des armes à feu illégales sur son territoire.
- En place depuis le 16 janvier 2023, le Centre québécois de dépistage des armes à feu de la SQ traite les demandes de tous les corps policiers du Québec visant à retracer l'origine des armes à feu saisies liées à des crimes.
- Enfin, deux nouvelles équipes spécialisées créées en 2023 sont maintenant bien implantées : l'Équipe d'intervention en crime organisé à Montréal (EICO-Montréal) et l'Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA), pour laquelle un projet connexe de mise en place d'un tableau de suivi du renseignement est lancé fin 2024.

B, C / Sommes dépensées :

- Pour l'exercice financier 2024-2025, un montant s'élevant à 42 002 700 \$ a été prévu pour financer les initiatives de l'axe de répression.
 - Précisons que pour les mesures financées par l'entremise du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG), l'utilisation de sommes non dépensées à l'exercice financier suivant, conformément aux modalités prévues dans l'Entente de contribution financière conclue avec le gouvernement du Canada, explique que des dépenses réelles puissent être supérieures aux projections établies précédemment.
 - L'écart entre les dépenses réelles au 31 janvier 2025 pour la patrouille nautique en appui à la lutte contre le trafic d'armes à feu du Service de police mohawk d'Akwesasne et le montant de subvention prévue s'explique aussi par l'utilisation de sommes qui n'avaient pas été dépensées au cours des exercices financiers précédents.
- Toujours pour l'exercice financier 2024-2025, au 31 janvier 2025, les sommes suivantes ont été dépensées, versées ou en cours de versement, selon le cas :

Question **031**
-2

Suite

	2024-2025	
	Montants prévus	Sommes dépensées*
Bonification - Structure nationale de lutte contre le crime organisé	15 962 600 \$	13 134 188 \$
Effectifs additionnels en renseignement des services correctionnels	500 000 \$	419 279 \$
EICO-Montréal (Équipe d'intervention en crime organisé)	1 740 000 \$	2 165 712 \$
EIRVA (Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée)	2 220 000 \$	1 080 893 \$
Équipe de dépistage des armes à feu	1 610 000 \$	1 106 396 \$
Équipe spécialisée - Brigade d'intervention multisectorielle du SPAL	659 300 \$	493 082 \$
Équipe spécialisée - Escouade crime organisé du SPL	1 200 000 \$	1 175 828 \$
LSJML - Ajout d'effectifs & acquisition d'équipements (dir. Balistique)	1 380 400 \$	1 771 535 \$
LSJML - Service d'analyse ADN (armes à feu)	500 000 \$	466 992 \$
LSMJL - Service de restauration des numéros de série (armes à feu)	210 000 \$	125 370 \$
Patrouille nautique - Service de police mohawk d'Akwesasne	1 043 700 \$	1 117 195 \$
Renforcement des capacités de renseignement en établissement de détention	799 500 \$	590 000 \$
Renforcement des capacités de renseignement dans les palais de justice	107 200 \$	112 229 \$
EILTA (Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes)	4 419 000 \$	3 001 279 \$
Équipes d'enquêtes meurtres et disparitions liées au crime organisé	5 992 300 \$	4 270 873 \$
LSJML - Rehaussement des capacités en analyse balistique (reconduction)	487 600 \$	264 169 \$
Équipe spécialisée - Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF) du SPVM	1 500 000 \$	1 500 000 \$
Équipe spécialisée - Projet MALSAIN du SPVQ	1 500 000 \$	1 500 000 \$
Tableau de bord de suivi du renseignement	171 100 \$	17 546 \$

Pour les sommes dépensées depuis l'annonce, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des précédentes années. * Au 31 janvier 2025.

Question **031**
-2

Suite

J., K. et L. Nombre de ressources embauchées (effectifs policiers et civils) :

	Équivalent de ressources (nombre prévu)	Équivalent de ressources (nombre en poste) au 31 janvier 2025
Bonification - Structure nationale de lutte contre le crime organisé	78	74
Effectifs additionnels en renseignement des services correctionnels	5	5
EICO-Montréal (Équipe d'intervention en crime organisé)	10	10
EILTA (Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes)	24	23
EIRVA (Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée)	14	11
Équipe de dépistage des armes à feu	11	10
Équipe spécialisée - Brigade d'intervention multisectorielle du SPAL	4	4
Équipe spécialisée - Escouade crime organisé du SPL	5	5
Équipe spécialisée - Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF) du SPVM	9	9
Équipe spécialisée - Projet MALSAIN du SPVQ	8	8
Équipes d'enquêtes meurtres et disparitions liées au crime organisé	33	32
LSJML - Ajout d'effectifs & acquisition d'équipements (dir. Balistique)	15	14
LSJML - Service d'analyse ADN (armes à feu)	2	2
LSJML - Rehaussement des capacités en analyse balistique (reconduction)	5	3
LSMJL - Service de restauration des numéros de série (armes à feu)	3	3
Patrouille nautique - Service de police mohawk d'Akwesasne	8	8
Renforcement des capacités de renseignement en établissement de détention	7	7
Renforcement des capacités de renseignement dans les palais de justice	1	1
Tableau de bord de suivi du renseignement	3	2

Question 031
-2

Suite

F, G. et H. Ventilation des sommes annoncées :

	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	TOTAL
Bonification structure de lutte contre le crime organisé	11 325 100 \$	15 730 600 \$	15 697 900 \$	15 962 600 \$	15 933 200 \$	- \$	- \$	74 649 400 \$
Effectifs additionnels à la Direction du renseignement des services correctionnels	140 000 \$	475 000 \$	485 000 \$	495 000 \$	505 000 \$	515 000 \$	- \$	2 615 000 \$
ELTA du SPVM	2 000 000 \$	3 000 000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 000 000 \$
Bonification ELTA du SPVM	657 600 \$	253 500 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	911 100 \$
LSJML - Renforcement des capacités en analyse balistique	151 800 \$	1 135 000 \$	1 163 700 \$	1 380 400 \$	1 320 200 \$	- \$	- \$	5 151 100 \$
LSJML - Service d'analyse ADN cartouches, douilles et projectiles	- \$	- \$	800 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	2 800 000 \$
LSJML - Nouveau service de restauration des numéros de série oblitérés	- \$	- \$	210 000 \$	210 000 \$	220 000 \$	220 000 \$	230 000 \$	1 090 000 \$
Équipe spécialisée – Brigade d'intervention multidisciplinaire du SPAL	348 900 \$	634 000 \$	646 500 \$	659 300 \$	672 300 \$	- \$	- \$	2 961 000 \$
Équipe spécialisée en armes à feu – Escouade crime organisé du SPL	400 000 \$	1 200 000 \$	1 200 000 \$	1 200 000 \$	1 200 000 \$	- \$	- \$	5 200 000 \$
Équipe de dépistage des armes à feu	- \$	- \$	1 970 000 \$	1 610 000 \$	1 630 000 \$	1 660 000 \$	1 670 000 \$	8 540 000 \$
EIRVA – Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée	- \$	- \$	820 000 \$	2 220 000 \$	2 190 000 \$	2 270 000 \$	- \$	7 500 000 \$
EICO – Équipe d'intervention en crime organisé à Montréal	- \$	- \$	1 180 000 \$	1 740 000 \$	1 670 000 \$	680 000 \$	400 000 \$	5 670 000 \$
Patrouille nautique - Service de police mohawk d'Akwesasne	- \$	1 971 600 \$	1 027 500 \$	1 043 700 \$	1 060 200 \$	1 090 000 \$	- \$	6 193 000 \$

Question 031
-2

Suite

E. Résultats de l'axe :

Les ressources de la Sûreté du Québec et des équipes spécialisées au sein des corps de police municipaux ont procédé à plusieurs arrestations et ont effectué un nombre important de saisies d'armes à feu. La portée des nombreuses enquêtes en cours au sein des différentes équipes a en effet été propulsée par la synergie que permettent les mesures structurantes déployées dans le cadre de la Stratégie CENTAURE. L'implantation d'équipes dédiées offre l'opportunité aux enquêteurs qui y sont affectés de développer une expertise permettant de résoudre des dossiers de grande complexité. Les interventions et les enquêtes des équipes spécialisées ont également pour effet de générer de nouvelles opportunités d'enquête et d'appuyer les corps de police de l'ensemble du Québec. Cette concertation des efforts s'observe également par le nombre important d'opérations coordonnées combinant les efforts de plusieurs organisations policières.

Question
031-3

Concernant la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu, veuillez indiquer, pour chacun des trois axes :

- a. L'état d'avancement des travaux ;
- b. Les sommes dépensées en 2024-2025;
- c. Les sommes dépensées depuis l'annonce;
- d. Les prévisions d'investissement pour 2025-2026 ;
- e. Le résultat des actions pour chaque axe;

Veuillez également nous fournir la ventilation des sommes suivantes :

- f. La ventilation de la somme de 5,2 M\$ sur cinq ans pour renforcer l'Escouade crime organisé-armes à feu du Service de police de Laval pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
- g. La ventilation de la somme de 3 M\$ sur cinq ans renforcer la Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de Longueuil pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ;
- h. La ventilation de la somme de 911 000 \$ pour soutenir les équipes du SPVM pour 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
- i. Le bilan des arrestations et des saisies d'armes à feu en 2024-2025;
- j. Le nombre de ressources embauchées en 2024-2025 dans la structure opérationnelle sur les groupes criminels coordonnée par la SQ, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ;
- k. Le nombre de ressources embauchées au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et ventiler la somme de 5,1 M\$;
- l. Le nombre de ressources embauchées à la Direction du renseignement des Services correctionnels pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et ventiler la somme de 2,4 M\$.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) déploie la Stratégie de lutte contre la violence armée CENTAURE. Cette Stratégie s'articule autour de 3 axes :

- Axe 1 est « prévention »;
- Axe 2 est « répression »;
- Axe 3 est « développement de connaissances et compétences ».

La réponse à la présente question porte sur les initiatives de l'axe 3 « développement de connaissances et compétences » de la Stratégie CENTAURE.

A. État d'avancement des travaux :

Plusieurs initiatives ont été mises en place dès 2019 dans le cadre du premier plan d'action élaboré par le Québec dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG). Un montant d'un peu plus de 3,4 M\$ sur quatre (4) ans a permis d'appuyer les initiatives suivantes :

- Une subvention octroyée à l'Administration régionale Kativik a permis le déploiement d'une campagne de sensibilisation à l'entreposage sécuritaire des armes à feu dans les communautés inuit et de soutien à l'immatriculation.
- Des sommes octroyées à l'École nationale de police du Québec ont permis la mise en place d'un nouveau programme de formation à l'intention des policiers sur les lois et règlements en matière d'armes à feu.
- Le ministère de la Sécurité publique (MSP) a également financé la préparation d'états de situation sur les armes à feu et les activités du crime organisé ainsi que des projets de recherche sur la violence liée aux armes à feu et aux gangs et les moyens de la contrer.

Question **031**
-3

Suite

- Le MSP a aussi créé le Programme innovation et développement d'expertise (PIDE), qui soutient le développement, le déploiement et la diffusion de modèles inédits d'intervention et de production de connaissances.
- Enfin, plusieurs activités de transfert de connaissances ainsi que des journées-conférences visant à dresser le bilan du Plan d'action 2019-2023 du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs, ont été réalisées.

En plus d'une campagne de communication gouvernementale visant la prévention de la violence liée aux armes à feu auprès des jeunes, plusieurs mesures du second plan d'action du Québec sont progressivement déployées depuis la conclusion de l'Avenant numéro 2 à l'Entente de contribution financière dans le cadre du FACVAFG avec le gouvernement du Canada.

- En raison l'incertitude quant à la reconduction et la hauteur du financement jusqu'à la conclusion en décembre 2023 de l'entente modificatrice, aucun financement n'avait été prévu pour l'année 1 du Plan d'action 2023-2028 pour de nouveaux projets, à l'exception de la bonification de la Ligne RENFORT du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) pour élargir à l'ensemble du Québec son offre de services de soutien et de référencement;
- L'année 2 (2024-2025) a visé en priorité la reconduction du financement accordé à des initiatives qui ont démontré leur pertinence et leurs impacts positifs.

B, C & D. Sommes dépensées en 2024-2025

Pour 2024-2025, une somme de 1 159 599 \$ a été dépensée au 31 janvier 2025 pour des initiatives de l'axe 3 de la Stratégie CENTAURE.

- Les financements accordés dans le cadre du PIDE pour appuyer des organismes déployant des modèles innovants d'intervention et de production de connaissances s'élèvent à 553 850 \$;
- Une somme de 295 411 \$ a permis au MSP de réaliser des activités de sensibilisation visant à contrer la violence armée chez les jeunes âgés de 13 à 17 ans, de coordonner les efforts déployés dans le cadre de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée et de mettre à profit son expertise pour assurer la cohérence des différentes mesures et politiques;
- Des dépenses d'un montant de 210 338 \$ ont permis la mise à jour et la réalisation d'analyses des phénomènes liés à la violence impliquant les groupes criminels et le démarrage d'un nouveau projet de recherche en prévention de la violence armée;
- Un montant de 100 000 \$ est accordé au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) pour lui permettre d'élargir l'offre de services de la Ligne RENFORT de référencement et de soutien à l'ensemble du Québec.

Question **031**
-3

Suite

Pour les sommes dépensées depuis l'annonce, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années précédentes.

Pour 2025-2026, un montant d'un peu plus de 2 M\$ est prévu pour la réalisation d'initiatives en développement des connaissances et des compétences.

E. Résultat des actions

Les sommes octroyées depuis 2019 pour la réalisation d'initiatives en développement des connaissances et des compétences ont permis les réalisations suivantes :

La sensibilisation de la population aux enjeux liés aux armes :

- Dans le cadre du Plan d'action 2019-2023 du FACVAFG, bien que les restrictions mises en place en raison des vagues successives de la COVID-19 ont eu pour effet de retarder le déploiement de cette initiative, le Service de police du Nunavik a tout de même été en mesure de visiter certaines des communautés, de procéder à l'acquisition des casiers d'entreposage et à la distribution de plus de 600 de ces casiers;
 - En 2023-2024, la publication des vidéos vox pop réalisés par trois créateurs de contenu, dans le cadre de la campagne de sensibilisation à la violence armée impliquant les jeunes, a généré plus de 1,4 M d'impressions sur TikTok et Instagram.
 - Des activités périphériques ont été également réalisées dans le but de favoriser un rapprochement entre la police et les jeunes.
- En 2024-2025, en plus de la création d'une page web d'information proposant des ressources pour aiguiller les jeunes, une vidéo de 30 secondes intégrant le motion design « Vague de paix. La balle est dans ton camp » a été créée et est diffusée sur Twitch, TikTok et YouTube.
- Disponible dans la grande région de Montréal depuis le 28 juin 2023, la Ligne RENFORT offre depuis le 2 octobre 2024 ses services d'écoute et de référencement pour les intervenants, les jeunes et leurs proches de partout au Québec par le biais d'un numéro téléphonique sans frais et de sa page Web bonifiée permettant de localiser les ressources disponibles par régions, types de services et groupe d'âge cibles.

Le développement des compétences des policiers :

- L'École nationale de police du Québec a réalisé et assuré la diffusion à l'ensemble des corps de police de la province de 4 capsules interactives visant à appuyer les policiers dans leurs enquêtes et leurs interventions impliquant des armes à feu. Des états de situation sur les armes à feu et activités illicites impliquant des groupes criminels ont été préparés et diffusés au sein de la communauté policière.

Le partage des connaissances sur les phénomènes criminels afin de développer des leviers d'actions basés sur des études probantes :

Question **031**
-3

Suite

- Les rapports finaux des 3 projets de recherche portant sur des enjeux en lien avec la violence liée aux armes à feu et aux gangs ont été déposés, analysés et ont fait l'objet d'une diffusion au sein des communautés policière et scientifique. Un nouveau projet de recherche portant sur l'offre de services visant à prévenir la violence armée a démarré au cours de 2024-2025.
- Le programme innovation et développement d'expertise a permis notamment :
 - ✓ Le renforcement de collaborations avec les réseaux, l'embauche et la formation de pairs-aidants, et la consolidation et le rayonnement de cette pratique dans le cadre du projet ACTES (2019-2020 à 2022-2023) et du projet Spirale (à partir de 2024-2025) de la Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants ;
 - ✓ Le déploiement, par le Centre international pour la prévention de la criminalité du Laboratoire en sécurité urbaine qui permet de centraliser les données liées à la sécurité urbaine et la production de rapports et de diagnostics sur la violence chez les jeunes et autres aspects liés aux armes à feu et aux gangs à Montréal, en plus de contribuer à mieux comprendre le phénomène du recrutement des groupes criminels
 - ✓ Le maintien des suivis personnalisés réalisés par l'organisme Mesures alternatives jeunesse de Laval auprès de jeunes à risque et de diffuser son modèle innovant d'intervention afin d'en permettre la réplication ailleurs au Québec.
- La direction du renseignement du sous-ministériat des services correctionnels a pu tenir cinq rencontres annuelles, en plus de la journée de concertation qui avait permis aux différents intervenants de circonscrire et planifier les projets à réaliser pour renforcer les capacités à identifier, prévenir et contrer les activités des groupes menaçants à la sécurité dans le réseau des établissements de détention.
- Le sous-ministériat de la coordination et de la lutte contre la criminalité a tenu deux journées de travail en mars 2023 afin de faire le point, avec les partenaires du FACVAFG, sur le niveau d'atteinte des objectifs, les résultats obtenus et les angles d'intervention additionnels à envisager et poursuit depuis ses efforts en matière de coordination et de vigie.

Question 032

- Concernant l'équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes (ELTA), veuillez indiquer, par région :
- a) Le budget alloué pour cette équipe ;
 - b) Les sommes dépensées à ce jour, les sommes pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ;
 - c) Le nombre d'arrestations en 2024-2025 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ;
 - d) Le nombre d'enquêtes en 2024-2025 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ;
 - e) La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.

Aucune somme n'a été versée pour l'année 2024-2025. L'ELTA a été remplacé par l'équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA) sous l'égide de la Sûreté du Québec.

Pour les années précédentes, veuillez-vous référer aux cahiers antérieurs de l'Étude des crédits.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 033	Concernant l'équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes (EILTA), veuillez indiquer, par région : a) Le budget alloué pour cette équipe; b) Les sommes dépensées à ce jour, les sommes pour 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026; c) Le nombre d'arrestations en 2024-2025 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2025-2026; d) Le nombre d'enquêtes en 2024-2025 par cette équipe, ainsi que les prévisions pour 2025-2026; e) La ventilation de la somme de 5 M\$ accordée à cette équipe.

- a) Dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG), 21 075 084 \$ sont alloués à l'équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu de la Sûreté du Québec (SQ), pour la période 2019-2020 à 2025-2026.
- Cette équipe a été fusionnée en août 2021 à l'Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA).

De plus, dans le cadre de l'annonce du 24 septembre 2021, un investissement de 74 649 400 \$ sur 5 ans a été accordé à la SQ pour l'ajout de 78 ressources au sein de la structure nationale de lutte contre le crime organisé. Une partie de ces sommes visent à financer 17 ressources dédiées à l'EILTA.

- b) Concernant le financement octroyé dans le cadre du FACVAFG,
- 12 329 684 \$ ont été dépensés au cours des exercices financiers 2019-2020 à 2023-2024;
 - Une somme de 4 419 000 \$ a été allouée en 2024-2025.

Concernant l'investissement de 74 649 400 \$, les sommes dépensées à ce jour sont les suivantes :

- D'octobre 2021 au 31 mars 2024 : 39 721 872 \$ dont une partie de ces dépenses ont permis le financement des 18 ressources dédiées à l'EILTA;
- Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025 : 13 134 188 \$ dont une partie de ces dépenses ont permis le financement des 18 ressources dédiées à l'EILTA.

- c) À eux seuls, les membres de EILTA ont procédé à 26 arrestations pour des dossiers de violence armée liés au crime organisé entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025.
- d) Pour la même période, les membres de EILTA ont travaillé sur 22 dossiers d'enquête dont 14 portent sur des réseaux d'approvisionnement illicites en armes à feu.
- e) Voir la fiche QP1-032.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 034

Le 5 décembre 2021, le gouvernement annonçait 52 M\$ pour bonifier l'axe prévention de la lutte contre les armes à feu. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer, pour chacune des 6 mesures annoncées :

a) La ventilation des sommes consacrées à chacune des mesures, par année, par région;

b) Les sommes prévues en 2024-2025 pour chacune des 6 mesures, par région;

c) Les sommes dépensées en 2024-2025 pour chacune des 6 mesures, par région;

d) Les sommes prévues pour 2025-2026, par région;

e) L'état d'avancement de chacune des mesures.

Année	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées	Prévues	Dépensées
	Mesure 1 : Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture (PPDSAC)		Mesure 2 : Financement supplémentaire en prévention de la criminalité		Mesure 3 : Programme de financement des organismes communautaires de travail de rue en prévention de la criminalité (TRPC)		Mesure 4 : Soutien à la création et à la consolidation d'espaces jeunesse montréalais		Mesure 5 : Équipe d'intégration sociale et de liaison de la région métropolitaine		Mesure 6 : Embauche d'un conseiller en développement communautaire autochtone	
2024-2025	3,0 M\$	3,0 M\$	2,0 M\$	0,0 M\$	5,2 M\$	5,2 M\$	2,0 M\$	2,0 M\$	0,7 M\$	0,34M\$	0,11 M\$	0,108M\$
État d'avancement	L'ensemble des travaux liés à la gestion du PPDSAC 2024-2025 ont été effectués.		Cette mesure d'aide d'urgence aux organismes d'action communautaire n'a pas été poursuivie en 2024-2025.		En raison d'une bonification des sommes attribuées à ce programme en 2024-2025, cinq nouveaux bénéficiaires ont été ajoutés. Tous les travaux liés à la gestion du TRPC 2024-2025 ont été effectués.		Tous les travaux liés à la gestion de ce programme ont été effectués pour l'année 2024-2025.		L'équipe s'est déployée en juillet 2022. Le service a été implanté dans les trois établissements de détention du Réseau correctionnel de Montréal. La collaboration avec les partenaires communautaires qui offrent des services en détention se poursuit, contribuant ainsi à assurer une complémentarité de services.		La conseillère en développement communautaire autochtone du SPVM a été embauchée le 2 mai 2022.	

Au 31 janvier 2025

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 035

Le 1er juin 2021, le gouvernement du Québec annonçait 1,375 M\$ aux municipalités, dans le cadre du programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir :

- a. La liste et le nombre de projets reçus en 2024-2025;
- b. La liste et le nombre de projets refusés en 2024-2025, indiquer le motif du refus;
- c. La liste des projets retenus en 2024-2025 et le montant accordé, par projet.

Le Programme de soutien aux municipalités en prévention de la criminalité (PSM) visait à soutenir les organisations municipales et les communautés autochtones dans la mise en œuvre de mesures adaptées à leurs propres réalités afin d'assurer des milieux de vie plus sécuritaires à leurs citoyens.

a) Aucun financement n'a été octroyé en 2024-2025 dans le cadre du PSM. Les normes de ce programme prenaient fin au 31 mars 2024 et n'ont pas été reconduites.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 036	Pour chaque communauté autochtone, veuillez nous dire :		
	a. Les besoins budgétaires demandés en 2024-2025;		
	b. Le budget octroyé en 2024-2025;		
	c. Le budget demandé pour 2025-2026;		
	d. Les prévisions budgétaires pour 2025-2026.		

COMMUNAUTÉS	DEMANDES BUDGÉTAIRES EN 2024-2025	MONTANTS ACCORDÉS EN 2024-2025	PROJET
Administration régionale Kativik	285 173 \$	285 173 \$	Entente pour le financement de certaines infrastructures et équipements prévus dans le projet de schéma de couverture de risques de l'Administration régionale Kativik (rénovation de cinq casernes et mise à niveau des véhicules d'intervention de deux municipalités).
Administration régionale Kativik	1 400 000 M\$	1 050 000 \$	Deuxième et dernière année du projet pilote pour la prise d'appels d'urgence au Nunavik. Il vise à assurer un service continu de prise d'appels d'urgence police et incendie de façon optimale de sept villages nordiques.
Innu	869 408 \$	825 938 \$	Hébergement dans la communauté de personnes contrevenantes autochtones en vue de leur réinsertion sociale

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 036

Pour chaque communauté autochtone, veuillez nous dire :
a) Les besoins budgétaires demandés en 2024-2025;
b) Le budget octroyé en 2024-2025;
c) Le budget demandé pour 2025-2026;
d) Les prévisions budgétaires pour 2025-2026.

COMMUNAUTÉS	DEMANDES BUDGÉTAIRES EN 2024-2025	MONTANT ACCORDÉS EN 2024-2025	PROJET
Programme Prévention Jeunesse			
Première Nation des Innus de Nutashkuan	125 000 \$	125 000 \$	Projet du Centre de santé et de services sociaux de Tshukuminu Kanani. <i>Le processus de signature de l'entente de financement est en cours.</i>
Sous-total	125 000 \$	125 000 \$	
Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture			
Première Nation des Pekuakamiulnuatsh	126 191 \$	90 000 \$	Projet de la Mobilisation Uauitishitutau.
Hors communautés	100 000 \$	90 000 \$	Projet du Conseil en Éducation des Premières Nations.
Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam	100 000 \$	95 000 \$	Projet de Les productions Innu Nikamu.

Question **036**

Suite

Villages nordiques du Nunavik	100 000 \$	100 000 \$	Projet de Nurrait Jeunes Karibus.
Les Atikamekw de Manawan	95 749 \$	84 749 \$	Projet du Centre Mihawoso – Centre de Pédiatrie Sociale de Manawan.
Micmacs de Gesgapegiag	89 700 \$	89 700 \$	Projet du Département de police de Gesgapegiag.
Nation Anishnabe du Lac Simon	90 000 \$	90 000 \$	Projet du Service de police Lac-Simon.
Sous-total	701 640 \$	639 449 \$	
Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle			
Hors communautés	113 263 \$	113 263 \$	Financement accordé au Centre d'amitié autochtone La Tuque. <i>Le processus de signature de l'entente de financement est en cours.</i>
Sous-total	113 263 \$	113 263 \$	

Question **036**

Suite

Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité			
Nation Anishnabe du Lac Simon	Ne s'applique pas.	942 \$	Cette somme est versée à la communauté en raison des opérations policières menées par le Service de police Lac-Simon dans le cadre du Décret 349-99.
Organisation administrative autochtone : Gouvernement de la Nation Crie	Ne s'applique pas.	187 \$	Cette somme est versée à la communauté en raison des opérations policières menées par le Eeyou Eenou Police Force dans le cadre du Décret 349-99.
Organisation administrative autochtone : Administration régionale Kativik	Ne s'applique pas.	13 294 \$	Cette somme est versée à la communauté en raison des opérations policières menées par le Service de Police du Nunavik dans le cadre du Décret 349-99.
Atikamekw d'Opitciwan	Ne s'applique pas.	430 \$	Cette somme est versée à la communauté en raison des opérations policières menées par la Sécurité publique d'Opitciwan dans le cadre du Décret 349-99.
Bande des Innus de Pessamit	Ne s'applique pas.	7 438 \$	Cette somme est versée à la communauté en raison des opérations policières menées par la Sécurité publique de Pessamit dans le cadre du Décret 349-99.
Sous-total	Ne s'applique pas.	22 291 \$	
Programme de soutien aux pratiques policières concertées en itinérance et en santé mentale			
Odanak	190 260 \$	194 000	Projet du Corps de police des Abénakis. <i>Le processus de signature des ententes pour ce programme est en cours.</i>
Micmacs de Gesgapegiag	247 000 \$	248 000 \$	Projet du Département de police de Gesgapegiag. <i>Le processus de signature des ententes pour ce programme est en cours.</i>
Conseil de la Première Nation Abitibiwinini	98 460 \$	98 400 \$	Projet du Service de police de Pikogan. <i>Le processus de signature des ententes pour ce programme est en cours.</i>
Sous-total	535 720 \$	540 400 \$	

Question **036**

Suite

Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires			
Principalement les villages nordiques de : - Puvirnituk - Kuujuaq Inukjuak	576 888,46 \$	576 888,46 \$	Projet de Saqjuq.
Sous-total	576 888,46 \$	576 888,46 \$	
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs 2023-2028			
Mesure Programme Premières Nations et Inuit – Volet 1 : Initiatives en prévention de la criminalité			
Hors communautés	200 000 \$	200 000 \$	Financement accordé au Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
Sous-total	200 000 \$	200 000 \$	
Stratégie québécoise de lutte contre la violence armée			
Patrouille nautique - Service de police mohawk d'Akwesasne	Entente de subvention jusqu'au 31 mars 2027.	1 043 700 \$	Ajout de ressources
Sous-total	Ne s'applique pas	1 043 700 \$	
GRAND TOTAL	2 252 511,46 \$	3 260 991,46 \$	

Question 037

Pour l'année 2024-2025, les échanges du ministre, son cabinet et/ou le ministère avec le ministre des Affaires autochtones, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.

Au cours de 2024-2025, une rencontre s'est tenue avec le Service de police du Nunavik pour aborder, plus largement, des mesures additionnelles de sécurisation des armes à feu au Nunavik.

Question **038**

Nombre d'avertissements remis pour contravention à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu en 2024-2025.

Le projet de loi no 25, Loi modifiant principalement la Loi sur l'immatriculation des armes à feu, a été sanctionné le 30 octobre 2019. Cette loi permet notamment aux agents de protection de la faune d'appliquer la Loi sur l'immatriculation des armes à feu. Ils peuvent également donner un avis enjoignant le propriétaire d'une arme à feu qui n'est pas immatriculée d'en demander l'immatriculation dans un délai de 14 jours et d'en fournir la preuve. Ces pouvoirs sont effectifs depuis le 1^{er} décembre 2019.

Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, 12 avis demandant une immatriculation dans les 14 jours et 12 constats d'infraction générale ont été émis.

Question **039**

Toute directive opérationnelle émise par le ministère, ses organismes ou ses agences, au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

Le ministère de la Sécurité publique n'a émis aucune directive opérationnelle au sujet de l'application de la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

En ce qui a trait aux activités de la Sûreté du Québec, veuillez-vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

Question 040

État de situation des activités du Centre de prévention à la radicalisation depuis sa création. Sommes totales versées en subvention en 2024-2025. Sommes totales prévues en subvention pour 2025-2026.

Le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) a pour mission de développer une expertise de pointe, d'identifier les facteurs de risque et de protection, ainsi que de soutenir et d'outiller les proches, les enseignants, les intervenants et la communauté. Il s'agit d'un organisme à but non lucratif qui ne fait pas partie du portefeuille « Sécurité publique ». À ce titre, il est exclu de l'exercice de l'étude des crédits du MSP.

En 2024-2025, un montant de 500 k\$ a été alloué au CPRMV. En 2025-2026, un montant de 600 k\$ sera alloué à l'organisme.

Cette contribution financière vise à offrir un soutien à sa mission d'aide aux individus radicalisés ou en voie de se radicaliser, à l'entourage de ces individus et aux différents intervenants de leur communauté et à maintenir l'offre de services du CPRMV sur l'ensemble du territoire québécois. Il opère entre autres une ligne téléphonique sans frais accessible à l'ensemble des citoyens du Québec. Ce service permet à ceux qui observent ou estiment observer des signes de radicalisation dans leur milieu ou qui ont des préoccupations à l'égard du phénomène de s'adresser de façon confidentielle à des intervenants multidisciplinaires qui détiennent l'expertise requise.

Conformément à l'entente en vigueur, le CPRMV a fait parvenir au MSP les données statistiques relatives aux activités de l'organisme. Au cours de la période de référence, voici les données disponibles* :

- Nombre de demandes reçues pour l'année 2023 : 1 030
- Nombre de demandes d'assistance pour des cas liés à la radicalisation et aux incidents haineux en 2023 : 181 (inclus dans le nombre total de 1 030 demandes)

* Les données 2024 ne sont pas disponibles au moment de la constitution des fiches de l'étude des crédits 2025-2026. Ces chiffres ne comprennent pas les demandes de la ligne Renfort, dédiée à la violence armée.

À cela s'ajoute un financement supplémentaire au CPRMV pour la bonification de la ligne RENFORT. Depuis son implantation en juin 2023, la ligne RENFORT prend les appels de personnes et de familles ayant des préoccupations en matière de violence armée. Le financement complémentaire du gouvernement du Québec permet d'élargir la couverture du service au niveau national, depuis janvier 2024. Ce financement de 200 000 \$ par année sur 3 ans à compter de 2023-2024 est assumé à parts égales entre le MSP et le ministère de l'Éducation. Cette mesure s'inscrit au Plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles 2023-2028.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 041	Concernant le comité d'experts chargé de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur les sites des entreprises enregistrées au Québec, indiquer : a) les représentants sur ce comité; b) les dates des rencontres; c) la liste des participants; d) les ordres du jour; e) les procès-verbaux; f) Le budget alloué à ce comité.

Ce comité n'est plus actif. Il a terminé ses travaux en 2022-2023. Veuillez-vous référer aux cahiers des années antérieures de l'étude des crédits.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 042

Concernant le comité interministériel formé de 16 ministères et organismes pour la mise en œuvre d'un plan d'action pour l'exploitation sexuelle des mineurs, indiquer :

a) Les dates des rencontres;
b) Les listes des participants;
c) Les ordres du jour;
d) Les procès-verbaux.

Le ministère de la Sécurité publique a tenu une rencontre du Comité interministériel de suivi de la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs* (PACSESM) le 13 septembre 2024.

Les listes des participants :

- Ministère de la Sécurité publique;
- Directeur des poursuites criminelles et pénales;
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation;
- Ministère de l'Éducation;
- Ministère de l'Enseignement supérieur;
- Ministère de la Justice du Québec;
- Ministère de la Santé et des Services sociaux;
- Ministère du Tourisme;
- Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration;
- Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit;
- Secrétariat à la condition féminine;
- Secrétariat à la Jeunesse.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 043	En juin 2021, le gouvernement annonçait 100 M\$ sur 5 ans dans des mesures de répression pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer :
	a) Les sommes prévues en 2024-2025;
	b) Les sommes investies en 2024-2025
	c) Les prévisions pour les 4 prochaines années;
	d) Le bilan et les résultats;
	e) Le suivi de chacune des mesures.

Le MSP a mis en place deux mesures de répression pour lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs, soit : Renforcer la capacité d'action de l'équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) et Créer la première escouade virtuelle au Québec pour contrer la pornographie juvénile (EILP-J). Voici pour chacune des mesures l'information demandée.

L'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) (79,2 M\$ sur 5 ans)

Réponses aux questions a) et b) : Les sommes prévues et investies en 2024-2025

Organisations	Sommes investies en 2024-2025 ¹
Sûreté du Québec	8 714 300 \$
Service de police de la Ville de Montréal	3 555 400 \$
Service de police de la Ville de Québec	2 639 700 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	739 700 \$
Service de police de Laval	559 600 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	362 500 \$
Ministère de la Sécurité publique	95 400 \$
Total 2024-2025	16 666 600 \$

¹ Sommes approuvées par le SCT

d) Bilan et résultats

Les résultats de l'EILP :

Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, il y a eu :

- 16 perquisitions;
- 121 arrestations;
- 178 chefs d'accusation.

Question **043**

Suite

Escouade virtuelle au Québec pour contrer la pornographie juvénile (EILP-J) (12,6 M\$ sur 5 ans)

Réponses aux questions a) et b) : Les sommes prévues et investies pour l'année 2024-2025

Organisations	Sommes investies en 2024-2025 ¹
Sûreté du Québec	1 575 400 \$
Service de police de la Ville de Montréal	399 300 \$
Service de police de la Ville de Québec	423 400 \$
Service de police de la Ville de Gatineau	169 800 \$
Service de police de Laval	192 900 \$
Service de police de l'agglomération de Longueuil	175 700 \$
Total 2024-2025	2 936 500 \$

¹ Sommes approuvées par le SCT

d) Bilan et résultats

Résultats de l'EILP-J :

Pour la période du 1er avril 2024 au 31 janvier 2025, il y a eu :

- 62 perquisitions;
- 52 arrestations;
- 29 dossiers avec accusations de distribution de pornographie juvénile;
- 7 dossiers avec accusations de production de pornographie juvénile;
- 9 dossiers avec autres accusations.

e) Suivi de chacune des mesures

L'EILP et l'EILP-J sont en place et opérationnelles. Le suivi de ces deux mesures est inclus dans le suivi général du Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs – Briser le cycle de l'exploitation sexuelle.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 044	En octobre 2021, le gouvernement du Québec annonçait 19 M\$ pour les mesures de prévention pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Pour chacune des mesures annoncées, veuillez nous indiquer :
	a) Les sommes prévues en 2024-2025;
	b) Les sommes investies en 2024-2025;
	c) Les prévisions pour les 4 prochaines années;
	d) Le bilan et les résultats;
	e) Le suivi de chacune des mesures.

Le MSP a annoncé, en octobre 2021, un investissement de près de 19,3 M\$ sur cinq ans afin de poursuivre son engagement à mettre en œuvre les recommandations formulées par la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. Les sommes versées seront consacrées à cinq mesures en prévention et en intervention auprès des victimes actuelles et potentielles.

a), b) Les sommes prévues et investies en 2024-2025.

Mesures	2024-2025	
	Sommes prévues	Sommes investies
10. Soutien à la mission des organismes communautaires	3 493 300 \$	3 380 037 \$
11. Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	0 \$	1 418 230 \$
12. Documenter et expérimenter la pratique d'intervention dans le cyberspace	25 000 \$	25 000 \$
13. Consolidation des tables de concertation	1 500 000 \$	1 250 000 \$
15. Formation spécialisée en exploitation sexuelle	50 000 \$	50 000 \$
16. Formation non spécialisée en exploitation sexuelle	0 \$	0 \$

d) et e) Bilan, résultats et suivis des mesures

Mesures	Bilan et résultats	Suivi de la mesure
10. Soutien à la mission des organismes communautaires	Un bilan sera produit par le MSP le 31 juillet 2025.	Création du Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle (PMES). - Lancement d'un appel de candidatures à l'automne 2022 et à l'automne 2024. - Soutien de 29 bénéficiaires pour l'année 2024-2025. - Processus de signature des ententes avec les bénéficiaires du programme en cours.

Question 044

Suite

11. Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Un bilan de programme a été produit à l'hiver 2024.	Financement de 20 projets en prévention de l'exploitation sexuelle pour l'année 2024-2025. - Processus de signature des ententes avec les bénéficiaires du programme en cours.
12. Documenter et expérimenter la pratique d'intervention dans le cyberspace	L'organisme bénéficiaire de la mesure (Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ)) produit un bilan après chaque année d'activités, conformément à l'entente de subvention. Le dernier bilan présente les résultats suivants: - Mise à jour du répertoire des stratégies et des outils numériques utilisés auprès des jeunes pour les sensibiliser, prévenir et intervenir en matière d'exploitation sexuelle; - Présence soutenue et continue sur le Web afin d'informer, accompagner et référer les jeunes selon leurs besoins; - Rédaction d'un Guide d'implantation de l'intervention Web <i>Monde numérique et exploitation sexuelle : défis et perspectives</i>; - Lancement du <i>Guide d'implantation de l'intervention Web</i> lors d'un Webinaire destiné aux intervenants œuvrant en prévention de l'exploitation sexuelle; - Offre de formation sur l'intervention Web auprès de divers milieux d'intervention; - Animation d'un groupe de discussion abordant l'utilisation des technologies de l'information et de communication dans un contexte de prévention de l'exploitation sexuelle; - Le prochain bilan du bénéficiaire sera transmis au MSP en mars 2025.	Processus de signature de l'entente avec les bénéficiaires du programme en cours. (PIPQ).

Question **044**

Suite

13. Consolidation des tables de concertation	Un bilan de programme a été produit à l'hiver 2024.	Financement de 9 tables régionales de concertation en exploitation sexuelle (Saguenay, Outaouais, Montréal, Québec, Laval, Longueuil, Lanaudière, Drummondville et Salaberry-de-Valleyfield) et d'une table nationale de concertation en exploitation sexuelle. - Processus de signature des ententes avec les bénéficiaires du programme en cours.
15. Formation spécialisée en exploitation sexuelle	L'organisme bénéficiaire de la mesure (Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN)) produit un bilan après chaque année d'activités, conformément à l'entente de subvention. Le dernier bilan présente les résultats suivants : - Mise à jour de la formation des formateurs sur la prévention et l'intervention en exploitation sexuelle; - Offre de la formation des formateurs dans différentes régions (Drummondville, Québec, Montréal); - Animation de communautés de pratiques auprès des intervenants ayant reçu la formation des formateurs; - Le prochain bilan sera transmis au MSP en mars 2025.	Entente signée avec le bénéficiaire de la mesure (CIUSSS-CN).
16. Formation non spécialisée en exploitation sexuelle	L'organisme bénéficiaire de la mesure (CIUSSS-CN) produit un bilan après chaque année d'activités, conformément à l'entente de subvention. Le dernier bilan présente les résultats suivants : - Création d'une plateforme Web de formation accessible aux personnes susceptibles d'être en contact avec des victimes d'exploitation sexuelle et au public; - Lancement de la plateforme de formation lors d'un événement de reconnaissance.	Entente signée avec le bénéficiaire de la mesure (CIUSSS-CN).

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 045

Le 18 janvier 2023, le gouvernement du Québec annonçait un financement total de 2 038 900 \$ pour les 18 organismes communautaires luttant contre l'exploitation sexuelle des mineurs pour l'année 2024-2025, veuillez nous indiquer :

a) Le nombre total de demandes reçues;
b) Le nombre de demandes refusées, indiquer le motif du refus;
c) La liste des projets retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu.

a. et b. Le nombre de demandes reçues, le nombre de demandes refusées et le motif de refus :

- Rappelons que pour l'année 2023-2024, 20 bénéficiaires ont été soutenus.
- Pour l'année 2024-2025, le financement de ces 20 bénéficiaires a été reconduit.
- Par ailleurs, un appel de candidatures a eu lieu à l'automne 2024. Le MSP a reçu 33 demandes de financement :
 - 9 demandes ont été retenues;
 - 24 demandes ont été refusées :
 - 17 demandes ont été refusées pour le motif suivant : *Le dossier soumis ne répond pas à l'ensemble des critères d'analyse des demandes de soutien.*
 - 6 demandes ont été refusées pour le motif suivant : *La demande ne respecte pas les critères d'admissibilité du programme.*
 - 1 demande a été refusée par les autorités au terme du processus d'analyse et de sélection.

c. La liste des organismes retenus, la date de l'aide financière et le montant reçu :

Bénéficiaires PMES 2024-2025	
Organismes	Montant attribué
Service de travail de rue de Chicoutimi	113 263 \$
CALACS du Saguenay	113 263 \$
Maison de Marthe	113 263 \$
Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ)	113 263 \$
SQUAT Basse-Ville	113 263 \$
CALACS Agression Estrie	113 263 \$
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'Île (AJOI)	113 263 \$
En Marge 12-17	113 263 \$
L'Anonyme	113 263 \$
La Sortie	113 263 \$

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 045

Suite

Alliance Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière	113 263 \$
CALACS La Chrysalide	113 263 \$
Milieu d'Intervention et de Thérapie en Agression Sexuelle (MITAS)	113 263 \$
CALACS Coup de cœur	113 263 \$
Le TRAJET	113 263 \$
CALACS des Rivières	113 263 \$
Le refuge La Piaule Inc.	113 263 \$
Répit jeunesse	113 263 \$
Projet L.U.N.E	113 263 \$
La Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	113 263 \$
*Maison Marie Frédéric	113 263 \$
*Centre d'amitié autochtone de La Tuque	113 263 \$
*Centre d'expertise Marie-Vincent	113 263 \$
*Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille	113 263 \$
*CALAS de l'Outaouais	113 263 \$
*Le phare des affranchies	113 263 \$
*Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	113 263 \$
*Justice alternative du Suroît	113 263 \$
*Le 2159	113 263 \$
Total	3 284 627 \$

Concernant la liste des organismes retenus en 2022-2023, veuillez-vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits de l'année dernière.

* Les organismes ajoutés en 2024-2025.

Question **046**

Pour chacune des recommandations du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, veuillez nous indiquer l'état d'avancement de la recommandation.

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 1 La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare formellement et solennellement que la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs constitue une priorité nationale. Qu'à cette fin, le gouvernement du Québec élabore un plan d'action à partir des présentes recommandations de la Commission. Que ce plan d'action soit révisé périodiquement par un comité interministériel qui devra faire rapport à l'Assemblée nationale tous les deux ans sur la mise en œuvre des actions et que ce rapport soit étudié par la commission compétente.	Réalisé	3 décembre 2020 : L'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion déclarant formellement la lutte à l'exploitation sexuelle des mineurs une priorité nationale pour le Québec. 3 décembre 2021 : Le ministère de la Sécurité publique lançait le <i>Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs</i> (PACSESM).
Recommandation n° 2 La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare le 4 mars de chaque année comme étant la Journée de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs et qu'il souligne, en association avec l'ONU, la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains le 30 juillet de chaque année.	Réalisé	10 mars 2021 : L'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion visant à faire le 4 mars la Journée nationale de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs.
Recommandation n° 3 La Commission recommande que le gouvernement du Québec déclare la première semaine du mois de mars de chaque année la Semaine nationale de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs.	Réalisé	10 mars 2021 : L'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion visant à faire du 1^{er} au 7 mars la Semaine nationale de la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs.

Question 046

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 4 La Commission recommande que soit créée, et soutenue financièrement, une chaire de recherche de stature internationale en partenariat avec l'UNESCO se penchant sur le phénomène de l'exploitation sexuelle des mineurs et les réponses à y apporter.	Réalisé	Mesure n° 1 : Soutenir la réalisation de projets de recherche portant sur l'exploitation sexuelle au Québec (MSP)
Recommandation n° 5 La Commission recommande que le gouvernement du Québec confie à des experts le mandat de produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur des sites liés à des entreprises enregistrées au Québec et les mesures mises en place pour la prévenir et la réprimer.	Réalisé	Mesure n° 2 : Mettre sur pied un comité d'experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne (MSP)
Recommandation n° 6 La Commission recommande que le gouvernement du Québec élabore de vastes campagnes de sensibilisation multiplateformes et récurrentes visant à : • Informer sur l'exploitation sexuelle des mineurs en s'adressant à l'ensemble de la population et que des volets spécifiques s'adressent aux familles et aux jeunes, aux organismes communautaires (par exemple les maisons des jeunes ou les maisons de la famille), aux intervenants sociaux, au milieu de la restauration et de l'hôtellerie et aux organisateurs de grands événements. • Rappeler le caractère criminel de l'achat de services sexuels.	En cours	Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l'exploitation sexuelle (MSP) Mesure A2 : Mener des actions de communication ciblées sur le phénomène de l'exploitation sexuelle s'adressant aux employeurs et aux travailleurs en régions éloignées

Question 046

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 7 La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, une campagne de sensibilisation pour les visiteurs à l'entrée de leurs territoires.	Réalisé	Mesure A1 : Mener des activités de sensibilisation destinées spécialement aux membres des Premières Nations et aux Inuit (MSP)
Recommandation n° 8 La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, une campagne de sensibilisation ciblant les jeunes Autochtones et leurs communautés sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Réalisé	Mesure A1 : Mener des activités de sensibilisation destinées spécialement aux membres des Premières Nations et aux Inuit (MSP)

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 9 La Commission recommande que le gouvernement du Québec, avec le soutien du gouvernement fédéral, mène une campagne de sensibilisation, spécifiquement aux portes d'entrées et de sorties des aéroports, des ports et des postes-frontières, s'adressant à tous les voyageurs, quel que soit leur statut, visant à rappeler le caractère criminel de l'achat de services sexuels et de la traite des personnes sur le territoire canadien.	Non réalisé	Lors de l'élaboration du PACSESM, le Québec était aux prises avec les deuxième et troisième vagues de la pandémie de COVID-19. Conséquemment, les efforts déployés par les gouvernements fédéraux et provinciaux aux portes d'entrées et de sorties des aéroports, des ports et des postes-frontières se concentraient à ce moment essentiellement sur cette problématique. Cette recommandation avait donc été jugée complexe à mettre en œuvre dans ce contexte. Le ministère de la Sécurité publique a donc choisi de prioriser la sensibilisation directe des acteurs de l'industrie du tourisme (mesures n^{os} 21 et 22 du PACSESM) et des personnes immigrantes (mesure n° 6 du PACSESM). Maintenant que le contexte est plus propice à la mise en œuvre de cette recommandation, le ministre de la Sécurité publique, M. François Bonnardel, a écrit à son homologue fédéral, le 30 mai 2023, pour demander au gouvernement du Canada de mettre en œuvre une telle campagne dans les meilleurs délais et pour offrir la collaboration du Québec à cette démarche.

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 10 La Commission recommande que le ministère de l'Éducation intègre un contenu adapté, spécifique à la prévention et aux risques de l'exploitation sexuelle des personnes mineures au cours d'éducation à la sexualité au primaire et au secondaire. La Commission recommande que les thèmes suivants soient abordés au cours d'éducation à la sexualité, notamment le consentement, le respect, l'accomplissement personnel, l'estime de soi, les relations interpersonnelles saines, l'exploitation sexuelle, les méthodes de recrutement, un usage sécuritaire des médias sociaux et des technologies de l'information.	En cours	Mesure n° 8 : Intégrer la prévention de l'exploitation sexuelle aux contenus d'éducation à la sexualité présentés aux élèves du primaire et du secondaire et soutenir le personnel scolaire dans sa mise en œuvre (MEQ)
Recommandation n° 11 La Commission recommande que les cours d'éducation à la sexualité soient donnés par du personnel enseignant formé à cet effet et appuyé par des sexologues ou autres professionnels qualifiés.	En cours	Mesure n° 8 : Intégrer la prévention de l'exploitation sexuelle aux contenus d'éducation à la sexualité présentés aux élèves du primaire et du secondaire et soutenir le personnel scolaire dans sa mise en œuvre (MEQ)
Recommandation n° 12 La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène une vaste campagne de sensibilisation pour les enfants et leurs parents afin de faire connaître les conséquences liées à un usage risqué des technologies, des applications et des réseaux sociaux ainsi qu'à les outiller pour reconnaître les situations à risque d'exploitation sexuelle dans l'univers virtuel.	En cours	Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l'exploitation sexuelle (MSP) Mesure n° 6 : Sensibiliser les personnes immigrantes, notamment les personnes nouvellement arrivées, à l'exploitation sexuelle des mineurs (MIFI)

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 13 La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette en place un système d'avis sur Internet qui cible directement les personnes recherchant des services sexuels de mineurs et des sites d'annonces de services sexuels.	En cours	Mesure n° 2 : Mettre sur pied un comité d'experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne (MSP)
Recommandation n° 14 La Commission recommande que le gouvernement du Québec soutienne des initiatives visant la prévention et le dépistage de l'exploitation sexuelle des mineurs dans l'ensemble des lieux fréquentés par les jeunes.	Réalisé	Mesure n° 11 : Reconduire et bonifier le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle (MSP) Mesure n° 12 : Documenter et expérimenter la pratique d'intervention en matière d'exploitation sexuelle dans le cyberspace (MSP)
Recommandation n° 15 La Commission recommande, en s'inspirant d'initiatives développées localement, de créer et de généraliser des programmes d'éducation à la sexualité adaptés directement aux jeunes en centre jeunesse.	En cours	Mesure n° 9 : Rendre disponibles et offrir des programmes d'éducation à la sexualité adaptés aux besoins des jeunes hébergés en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (MSSS)
Recommandation n° 16 La Commission recommande que le gouvernement du Québec mène une campagne d'information multilingue pour les victimes afin de leur faire connaître leurs droits, particulièrement lorsqu'elles sont liées à un crime et qu'elles sont manipulées par ce fait.	Réalisé	Mesure n° 7 : Effectuer des activités de sensibilisation ciblées à l'intention des jeunes victimes d'exploitation sexuelle pour leur faire connaître leurs droits ainsi que les ressources d'aide à leur disposition (MJQ)

Question 046

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 17 La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée avec les organismes du milieu, au cours de la prochaine année, une plateforme unique et interactive dédiée à la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Que cette plateforme offre de l'information et un registre interactif regroupant toutes les ressources d'aide en matière d'exploitation sexuelle des mineurs sur l'ensemble du territoire québécois. Qu'à cette fin, le gouvernement du Québec recense tous les outils éducatifs, les initiatives et les organismes de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des mineurs déployés au Québec.	Réalisé	Mesure n° 5 : Bonifier les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle sur le site Québec.ca (MSP) Mesure n° 32 : Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24h/24, 7j/7 par l'entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle (MJQ)
Recommandation n° 18 La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée et offre aux parents, à même la plateforme unique et interactive, les outils nécessaires afin de les conscientiser, de les accompagner et de les instruire à la problématique de l'exploitation sexuelle des mineurs et à un usage sécuritaire des technologies, des applications et des réseaux sociaux ainsi qu'à les soutenir dans les interventions auprès de leurs enfants, et ce, dès le jeune âge.	Réalisé	Mesure n° 5 : Bonifier les contenus relatifs à l'exploitation sexuelle sur le site Québec.ca (MSP) Mesure n° 32 : Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24 h/24, 7j/7 par l'entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle (MJQ)
Recommandation n° 19 La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette en place dans les plus brefs délais une formule de financement à la mission pour les organismes communautaires luttant contre l'exploitation sexuelle des mineurs plutôt que par projet. Que ce financement soit bonifié.	Réalisé	Mesure n° 10 : Mettre en place un programme de soutien à la mission globale pour les organismes communautaires dont l'expertise et le savoir-faire en matière d'exploitation sexuelle sont reconnus (MSP)

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 20 La Commission recommande que le gouvernement du Québec s'assure que sera désignée dans chaque région administrative une table de concertation composée des différents acteurs impliqués dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs. Que le mandat, la mission et l'appellation de ces tables soient uniformisés. Que la réalité de chaque région soit prise en compte dans la composition des tables avec la participation des acteurs des milieux institutionnels et communautaires. Que le partage d'information entre ces tables de concertation soit établi. La Commission recommande de reconduire les mandats des projets du programme Prévention Jeunesse en assurant le financement récurrent ainsi que d'en élargir la portée partout au Québec.	Réalisé	Mesure n° 13 : Bonifier le programme Prévention jeunesse pour y inclure un volet de soutien aux tables régionales de concertation en matière d'exploitation sexuelle (MSP)
Recommandation n° 21 La Commission recommande que le gouvernement du Québec uniformise un protocole approprié de partage des renseignements personnels et d'information entre les intervenants des services sociaux et des services policiers dans l'optique de prévenir et d'intervenir pour protéger les mineurs de situations d'exploitation sexuelle.	Réalisé	Mesure n° 14 : Clarifier les règles de partage et de communication de renseignements confidentiels entre les professionnels travaillant avec des jeunes bénéficiant de services de protection de la jeunesse pour mieux les protéger en situation de risque ou d'exploitation sexuelle (MSSS)

Question 046

Suite

Recommandation n° 22

La Commission recommande que le gouvernement du Québec bonifie la formation initiale et la formation continue des intervenantes et des intervenants susceptibles d'être impliqués dans les dossiers d'exploitation sexuelle des mineurs.

Que les différents corps d'emploi ciblés comprennent entre autres :

- Les intervenantes et les intervenants du réseau de la santé et des services sociaux (incluant les services préhospitaliers)
- Le personnel de première ligne dans les communautés autochtones
- Les pharmaciennes et les pharmaciens
- L'ensemble du personnel enseignant et les intervenants des niveaux primaires et secondaires
- La magistrature de la Chambre criminelle et pénale ainsi que de la Chambre de la jeunesse
- Les procureurs et les procureures aux poursuites criminelles et pénales ainsi qu'aux cours municipales
- Le personnel policier et civil au sein des organisations policières
- Les autres intervenantes et les intervenants auprès des jeunes (les organismes de loisirs, etc.)
- Les agentes et les agents des services correctionnels et de probation.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux s'assure que l'ensemble des professionnels œuvrant auprès des jeunes connaissent l'obligation de dénoncer des situations à risque d'exploitation sexuelle en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse.

Que le contenu de la formation soit développé en partenariat entre les tables régionales et la Chaire de recherche.

En cours

Mesure n° 15 : Poursuivre, bonifier et adapter la formation de formateurs Prévention et intervention en exploitation sexuelle du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS-CN) pour les intervenantes et les intervenants spécialisés (MSP)

Mesure n° 16 : Sensibiliser les intervenantes et les intervenants susceptibles d'être en contact avec des mineurs victimes d'exploitation sexuelle à l'importance de la détection, du référencement et du signalement en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse (MSP)

Mesure n° 17 : Offrir une formation initiale et une formation de perfectionnement sur l'intervention auprès des personnes victimes d'exploitation sexuelle à l'intention des policières et des policiers ainsi que des agentes et des agents des services correctionnels (MSP)

Mesure n° 19 : Rendre accessible une formation sur l'exploitation sexuelle des mineurs aux membres de la magistrature qui officient à la Chambre criminelle et pénale de la Cour du Québec (DPCP)

Mesure n° 20 : Développer et diffuser une formation visant les étudiantes et les étudiants de programmes d'enseignement supérieur menant à des corps d'emploi et à des professions liées à des dossiers d'exploitation sexuelle (MESQ)

Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle.

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 23 La Commission recommande que l'École nationale de police du Québec développe et diffuse une formation sur l'accompagnement des victimes d'exploitation sexuelle des mineurs dans le processus judiciaire.	En cours	Mesure n° 18 : Tenir une journée d'actualisation des connaissances sur l'accompagnement des personnes victimes d'exploitation sexuelle dans le processus judiciaire à l'intention des policières et des policiers de même que pour les procureurs et procureures.
Recommandation n° 24 La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un sceau « Non à l'exploitation sexuelle des mineurs » et en fasse la promotion notamment en partenariat avec l'industrie hôtelière, les festivals, les grands événements, l'industrie du transport de personnes, et ce, sur l'ensemble du territoire du Québec. Que le sceau soit disponible pour l'ensemble des commerces et que son obtention repose sur des conditions dont la formation obligatoire du personnel concernant le dépistage de l'exploitation sexuelle des mineurs et l'affichage au sein du commerce d'une publicité sensibilisant à l'exploitation sexuelle des mineurs.	En cours	Mesure n° 21 : Mettre en place un programme de formation pour outiller l'industrie hôtelière et celle du transport de personnes dans leur rôle relativement à l'exploitation sexuelle (SCF)
Recommandation n° 25 La Commission recommande que le gouvernement du Québec impose aux plateformes locatives numériques, aux établissements hôteliers, aux propriétaires de lieux d'hébergement touristique, aux salons de massage érotique et aux saunas l'obligation d'un affichage bien en vue rappelant le caractère criminel de l'achat de services sexuels.	Partiellement réalisé	Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l'exploitation sexuelle (MSP)

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 26 La Commission recommande que le gouvernement du Québec exige que les plateformes locatives numériques, les établissements hôteliers, les propriétaires de lieux d'hébergement touristique, les salons de massage érotique et les saunas affichent de manière visible les coordonnées pour rapporter un crime d'exploitation sexuelle des mineurs.	Partiellement réalisé	Mesure n° 3 : Réaliser une campagne nationale de communication pour sensibiliser la population aux conséquences de l'exploitation sexuelle (MSP)
Recommandation n° 27 La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende les subventions ou autres incitatifs fiscaux aux grands événements, représentés par le Regroupement des événements majeurs internationaux, conditionnels à la mise en œuvre de mesures de sensibilisation, de formation de leur personnel et de prévention de l'exploitation sexuelle des mineurs. Que la formation sur l'exploitation sexuelle des mineurs soit admissible en tant que dépense de formation pour les entreprises assujetties à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (loi du 1 %). Que cette démonstration d'actions concrètes (par exemple la sensibilisation du public) contre l'exploitation sexuelle des mineurs soit élaborée de concert avec la table de concertation régionale et qu'elle soit validée par la Chaire de recherche. Que les promoteurs déposent obligatoirement un rapport faisant état des mesures mises en place pour lutter contre l'exploitation sexuelle des mineurs.	En cours	Mesure n° 22 : Outiller les promoteurs de festivals et d'événements touristiques pour susciter leur engagement quant à la prévention de l'exploitation sexuelle (MTO)

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 28 La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande formellement au gouvernement fédéral de prendre le décret permettant l'entrée en vigueur de la disposition autorisant l'imposition de peines consécutives pour les trafiquants de la traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans.	En cours	Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)
Recommandation n° 29 La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement fédéral de proposer une modification au Code criminel afin d'ajouter l'ensemble des crimes liés au proxénétisme aux activités visées par la confiscation des produits de la criminalité.	En cours	Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)
Recommandation n° 30 La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement du Canada de proposer une modification au Code criminel afin de diminuer la pression sur les victimes en retirant l'étape de l'enquête préliminaire lors d'accusations d'exploitation sexuelle des mineurs et de traite de personnes.	En cours	Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)

Question	046	Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 31 La Commission recommande que le gouvernement du Québec s'assure que les clients abuseurs reconnus coupables sont inscrits au Registre national des délinquants sexuels.	Réalisé	L'inscription au Registre est effectuée sur ordonnance d'un juge. Cette ordonnance doit être rendue à l'égard de certaines infractions désignées. L'obtention de services sexuels moyennant rétribution d'une personne mineure, la traite d'une personne mineure et le proxénétisme impliquant une victime mineure figurent parmi les infractions sexuelles désignées. Le Centre québécois d'enregistrement des délinquants sexuels procède aux inscriptions dans le Registre national des délinquants sexuels à la réception des jugements.
Recommandation n° 32 La Commission recommande que le gouvernement du Québec rappelle aux établissements hôteliers, aux propriétaires de lieux d'hébergement touristique, aux salons de massage érotique et aux saunas leur obligation de signaler toute situation à risque d'exploitation sexuelle de mineurs.	En cours	Mesure n° 21 : Mettre en place un programme de formation pour outiller l'industrie hôtelière et celle du transport de personnes dans leur rôle relativement à l'exploitation sexuelle (SCF)
Recommandation n° 33 La Commission recommande que le ministère de la Justice examine la possibilité de modifier le Code civil du Québec afin d'accorder aux victimes d'exploitation sexuelle un recours en dommages et intérêts imprescriptible contre un établissement hôtelier qui n'a pas agi ou alerté la police alors qu'il savait ou devait savoir qu'une personne mineure y était sexuellement exploitée.	Réalisé	Les dispositions actuelles du Code civil du Québec permettent déjà à une personne victime de poursuivre toute personne qui aurait commis une faute contributive aux préjudices résultant de l'exploitation sexuelle qu'elle aurait subie. La Loi modifiant le Code civil est entrée en vigueur en 2020. Elle vient notamment rendre imprescriptibles les actions civiles en matière d'agression à caractère sexuel, de violence subie pendant l'enfance et de violence conjugale.

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 34 La Commission recommande que le gouvernement du Québec exerce son leadership lors de rencontres fédérales-provinciales-territoriales et au sein du Conseil de la fédération afin d'assurer une plus grande collaboration entre les provinces dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs, dans l'arrimage des différentes lois en matière de protection de la jeunesse et dans les interventions interprovinciales.	En cours	Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)
Recommandation n° 35 La Commission recommande que le gouvernement du Québec demande au gouvernement fédéral de proposer une modification afin de mettre à jour les définitions de « lieu », d'« endroit public » et d'« endroit quelconque » dans les définitions inscrites au Code criminel afin d'y inclure le cyberspace privé ou public.	En cours	Mesure n° 23 : Effectuer des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue d'apporter des modifications au <i>Code criminel</i> pour faciliter les enquêtes et les poursuites en matière d'exploitation sexuelle (MSP)
Recommandation n° 36 La Commission recommande que le gouvernement du Québec développe avec le soutien de l'Union des municipalités du Québec et de la Fédération québécoise des municipalités une stratégie provinciale visant à recenser la réglementation municipale liée à l'industrie du sexe, notamment en ce qui a trait à l'octroi de permis, et à l'uniformiser afin de mieux sévir en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs, et ce, dans l'ensemble des municipalités et des arrondissements.	En cours	Mesure n° 24 : Documenter l'encadrement de l'industrie du sexe par le milieu municipal afin de proposer des pistes de solution pour contribuer à un meilleur contrôle des activités qui ont cours dans ces établissements (MAMH)

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 37 La Commission recommande que le ministère de la Sécurité publique augmente les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme et ajoute des équipes régionales (satellites) ayant comme mandat prioritaire d'effectuer des opérations ciblant les clients-abuseurs.	Réalisé	Mesure n° 25 : Bonifier les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (MSP)
Recommandation n° 38 La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un poste de procureur coordonnateur désigné à l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme afin de faciliter l'arrimage des poursuites liées aux dossiers de marchandisation de services sexuels de mineurs	Réalisé	Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle (DPCP)
Recommandation n° 39 La Commission recommande que le Directeur des poursuites criminelles et pénales désigne des procureurs attitrés aux dossiers sur l'exploitation sexuelle, dans les régions, afin d'assurer une expertise et une uniformité dans le traitement des dossiers au sein du système judiciaire.	Réalisé	Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle (DPCP)

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 40 Afin de mettre la victime mineure au centre des interventions, de faciliter la coordination et le partage d'expertise, la Commission recommande que soient greffés à l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme : • Une agente ou un agent de liaison interprovinciale • Un ou des membres des services de police autochtones • Une procureure ou un procureur coordonnateur désigné • Les centres d'aide aux victimes d'actes criminels • Le programme Les Survivantes du Service de police de la Ville de Montréal. Et que l'Équipe agisse en partenariat avec les intervenants des tables de concertation régionales et qu'un lien soit établi avec la Chaire de recherche.	Réalisé	Mesure n° 25 : Bonifier les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (MSP) Mesure n° 27 : Bonifier les ressources humaines et financières du Directeur des poursuites criminelles et pénales en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle (DPCP) Mesure n° 28 : Mettre en place une équipe spécialisée en accompagnement des personnes victimes d'exploitation sexuelle au sein du Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (MJQ)
Recommandation n° 41 La Commission recommande que le ministère de la Sécurité publique, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit, évalue les moyens de mieux outiller les corps de police autochtones pour faire face aux enjeux liés à l'exploitation sexuelle des mineurs.	En cours	Mesure A4 : Évaluer les moyens pour mieux outiller les services de police autochtones pour faire face aux enjeux liés à l'exploitation sexuelle des mineurs (MSP)

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 42 La Commission recommande de bonifier les ressources humaines et financières afin de renforcer les équipes spécialisées dans l'analyse des nouvelles technologies et des médias sociaux et que ces ressources appuient l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme dans ses enquêtes.	Réalisé	Mesure n° 25 : Bonifier les ressources humaines et financières de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (MSP)
Recommandation n° 43 La Commission recommande que le ministre de la Justice développe des orientations et des mesures permettant de déjudiciariser les victimes d'exploitation sexuelle lorsqu'elles déposent une plainte contre un proxénète ou un client-abuseur et qu'elles reçoivent de l'information complète sur leurs droits.	Réalisé	Mesure n° 29 : Développer des critères pour l'orientation des victimes vers un programme de mesures de rechange en lien avec les infractions qu'elles auraient pu commettre en contexte d'exploitation sexuelle (MJQ)
Recommandation n° 44 La Commission recommande que les services de police augmentent les patrouilles mixtes, associant policiers et intervenants psychosociaux, ou misent sur une approche de type « police communautaire » centrée sur les victimes afin de favoriser l'efficacité des opérations, d'assurer la sécurité des victimes et de renforcer la confiance des personnes marginalisées envers les autorités.	Réalisé	Cette recommandation est réalisée dans le cadre du <i>Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026</i> : Mesure n° 2.4 : Mettre en œuvre et consolider des pratiques mixtes d'interventions psychosociales et policières de proximité

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 45 La Commission recommande d'étendre à l'ensemble du Québec des mesures pour faciliter le témoignage des victimes au tribunal, leur assurer un soutien et un accompagnement, par exemple en les préparant à rendre témoignage.	Réalisé	Mesure n° 28 : Mettre en place une équipe spécialisée en accompagnement des personnes victimes d'exploitation sexuelle au sein du Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels. Mesure n° 30 : Favoriser la participation des personnes victimes d'exploitation sexuelle dans le processus judiciaire, notamment celles d'âge mineur, par des mesures de facilitation du témoignage.
Recommandation n° 46 La Commission recommande que le ministère de la Justice finance et développe, en collaboration avec le Directeur des poursuites criminelles et pénales et la Chaire de recherche, un programme unique au Québec de mesures de rechange axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels. Le programme doit exclure les clients de services sexuels de mineurs, les récidivistes et ceux qui en ont déjà bénéficié. Que ce programme comprenne les éléments suivants : une contribution volontaire des contrevenants, une formation et un suivi avec un organisme qui offre une aide psychosociale aux contrevenants.	Réalisé	Mesure n° 33 : Créer un programme unique au Québec de mesures de rechange axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels.

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 47 La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose une modification à la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles afin, notamment : • D'accorder l'aide sociale aux victimes mineures d'exploitation sexuelle et aux personnes sans statut • De réduire le délai d'obtention d'un premier chèque • De revoir l'allocation afin qu'elle s'accorde davantage au coût de la vie • D'exclure l'indemnité accordée par le programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels du calcul des revenus considéré pour établir le montant des prestations d'aide sociale • De modifier le processus d'enquête dans les cas de fraude en raison de revenus de prostitution non déclarés (en excluant le proxénète) • De reconnaître les séquelles de l'exploitation sexuelle comme une contrainte sévère à l'emploi • De tenir compte des réalités régionales dans l'attribution des ressources financières.	Partiellement réalisé	Le Règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1, r. 1), qui introduisait notamment une exclusion relative aux indemnités accordées en matière d'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles du calcul de l'aide financière de dernier recours, a été édicté le 6 octobre 2021. Les dispositions visant l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles sont entrées en vigueur le 1er janvier 2022. Mesure n° 31 : Mettre en place un comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale.
Recommandation n° 48 La Commission recommande que le gouvernement du Québec révise les dossiers d'aide sociale des personnes exploitées sexuellement qui ont fait l'objet d'enquêtes pour fraude commise par un proxénète ou en raison des gains provenant de la prostitution et, le cas échéant, d'effacer leurs dettes et le remboursement des intérêts.	Réalisé	L'article 104 de la <i>Loi sur l'aide aux personnes et aux familles</i> permet déjà à une personne de demander l'annulation de sa dette pour des circonstances telles que violence conjugale ou violence liée à l'exploitation sexuelle.

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 49 La Commission recommande que le gouvernement du Québec instaure un programme spécial de sortie de la prostitution ayant pour objet le versement de prestations d'aide financière à toutes les victimes en processus de reconstruction leur assurant notamment un revenu, un accès aux services de santé physique et psychologique et un logement, tout en tenant compte des spécificités régionales. Que ce programme soit simple en matière de critères d'admissibilité.	En cours	Mesure n° 31 : Mettre en place un comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale.
Recommandation n° 50 La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose une modification à la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels afin d'ajouter le proxénétisme et la traite des personnes à la liste des crimes indemnisés, de reconnaître les victimes d'exploitation sexuelle des mineurs, d'abolir le délai de prescription, et ce, même si le crime a été commis ailleurs au Canada.	Réalisé	13 octobre 2021 : Entrée en vigueur de la <i>Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement</i> (LAPVIC) ainsi que son règlement d'application. Notamment, cette loi élargit la notion de personne victime afin d'inclure les proches de la personne qui subit l'infraction criminelle. Elle permet l'admissibilité de toutes les infractions criminelles contre la personne, dont celles commises hors Québec. Pour les infractions criminelles commises en contexte de violence conjugale, de violence sexuelle et de violence subie pendant l'enfance, il n'y a plus de délai pour présenter une demande.
Recommandation n° 51 La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende accessibles aux victimes d'exploitation sexuelle des mineurs des soins et du soutien psychologique dès que requis, remboursés par la Régie de l'assurance maladie du Québec, et que l'accès à ces soins se poursuive après l'atteinte de la majorité.	Réalisé	Le MSSS entend réviser en profondeur l'offre de service en Centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (CRJDA) afin de répondre aux besoins des jeunes, notamment ceux à risque ou victime d'exploitation sexuelle ainsi que les abuseurs mineurs. Cette Mesure est inscrite au Plan d'action : Les fugues en centre de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation (2018) et la Commission

Question 046

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 52 La Commission recommande que le gouvernement du Québec interdise la mixité des clientèles dans les centres jeunesse afin d'optimiser le rétablissement des victimes d'exploitation sexuelle.	Réalisé	spéciale sur le droit des enfants et la protection de la jeunesse a également émis des recommandations à cet égard. Plusieurs actions ont été et seront posées dans les prochaines années. Par exemple, un investissement de 25 M\$ annoncé à l'automne 2020 afin d'accroître l'accessibilité aux services en santé mentale pour les jeunes, un financement de 40 M\$ visant le déploiement du programme Aire Ouverte (services adaptés pour les jeunes de 12 à 25 ans), un appel à projets novateurs en CRJDA, un mandat confié à l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux afin de connaître les bonnes pratiques, etc.
Recommandation n° 53 La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée sur l'ensemble de son territoire, des lieux d'hébergement spécifiques et hautement sécuritaires dotés de services psychosociaux et éducatifs afin de protéger, de soigner et de contribuer à la réinsertion sociale des victimes d'exploitation sexuelle.	Réalisé	
Recommandation n° 54 La Commission recommande que le gouvernement du Québec crée un fonds dédié destiné à soutenir les initiatives visant l'offre d'hébergement aux victimes d'exploitation sexuelle des mineurs. Que ce fonds soit alimenté, entre autres, par l'entièreté des sommes saisies dans les affaires d'exploitation sexuelle des mineurs et les contributions volontaires des personnes condamnées pour l'achat de services sexuels.	Non réalisé	Cette recommandation n'avait pas été retenue puisque les jeunes filles victimes d'exploitation sexuelle ayant besoin d'hébergement peuvent déjà être accueillies au sein des CRJDA. D'ailleurs, la Loi sur la protection de la jeunesse a été modifiée en 2017 pour assurer une meilleure protection des jeunes hébergés en CRJDA en empêchant notamment les sorties des jeunes qui présentent un risque élevé de fugue qui pourrait les mettre en danger, notamment dans les cas d'exploitation sexuelle. Par ailleurs, il importe de souligner que la thématique des besoins résidentiels des personnes victimes d'exploitation sexuelle a été ciblée parmi les chantiers prioritaires du Comité interministériel visant à proposer des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir la réinsertion sociale, soit la mesure n° 31 du PACSESM.

Question **046**

Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 55 La Commission recommande que le gouvernement du Québec propose les modifications législatives qui auraient pour effet de forcer les fournisseurs et toutes les plateformes du Web (existantes, passées et à venir) à effacer et déréférencer les renseignements sur les victimes d'exploitation sexuelle et à collaborer de façon étroite avec les services de police.	Réalisé	22 septembre 2021 : Sanction de la Loi modernisant les dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels. La loi octroie, à l'article 28.1, des droits à une personne concernée par un renseignement personnel, dont celui d'exiger que cesse la diffusion d'un tel renseignement ou que soit désindexé ou réindexé un hyperlien rattaché à son nom permettant d'accéder à ce renseignement par un moyen technologique. Cet article est entré en vigueur le 22 septembre 2023. Mesure n° 2 : Mettre sur pied un comité d'experts sur le renforcement de la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne (MSP)
Recommandation n° 56 La Commission recommande que le gouvernement du Québec mette sur pied des équipes spécialisées d'aide et d'accompagnement des parents dont un ou une enfant est victime d'exploitation sexuelle.	Réalisé	Mesure n° 32 : Rendre disponible un nouveau service de clavardage 24 h/24, 7j/7 par l'entremise de la ligne-ressource Info-aide violence sexuelle (MJQ)
Recommandation n° 57 La Commission recommande que le gouvernement du Québec rende disponibles des programmes de réhabilitation qui s'adressent spécifiquement aux clients-abuseurs et aux proxénètes afin d'éviter la récidive.	Réalisé	Mesure n° 33 : Créer un programme unique au Québec de mesures de rechange axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels. Par ailleurs, le MSP soutient le développement d'une activité clinique sur la traite des personnes et l'exploitation sexuelle visant à prévenir le proxénétisme chez les jeunes contrevenants hébergés en <i>Centres de réadaptation pour jeunes en difficulté d'adaptation</i>.

Question 046	Suite

RECOMMANDATION	ÉTAT D'AVANCEMENT	MESURE(S) PACSESM / INFORMATIONS
Recommandation n° 58 La Commission recommande que le gouvernement du Québec, tel qu'adopté dans une motion unanime de l'Assemblée nationale, dépose dans les plus brefs délais son nouveau plan d'action en santé et bien-être des femmes. Que ce plan mette de l'avant des mesures contribuant à une sortie durable des situations d'exploitation sexuelle.	Réalisé	Le Plan d'action en santé et bien-être des femmes 2020-2024 a été lancé le 18 décembre 2020.

Question **047**

Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir, pour chacune des dix dernières années :
a) Le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières;
b) Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

a) TABLEAU : NOMBRE D'INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS

CATÉGORIES D'INFRACTIONS	2022 ^a	2023 ^p
TOTAL	12 128	12 752
Agressions sexuelles graves	27	25
Agressions sexuelles armées	106	137
Agressions sexuelles simples	7 480	8 124
Total des agressions sexuelles	7613	8286
Autres infractions d'ordre sexuel ¹	4 515	4 466

Données 2024 non disponibles. Le traitement des données 2024 sera effectué en mai 2025.

a : données actualisées

p : données provisoires

¹ Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'entente ou l'arrangement d'infractions d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans (infraction abrogée le 21 juin 2019), la bestialité, la corruption d'enfants, le leurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur, le voyeurisme, la publication non consensuelle d'une image intime, le fait de rendre accessible à un enfant du matériel sexuellement explicite, le fait qu'un parent ou un tuteur serve d'entremetteur pour qu'un enfant commette des actes sexuels interdits et enfin, toute infraction sexuelle survenue avant le 4 janvier 1983.

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

Les statistiques annuelles concernant les infractions sexuelles sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/securite-publique/publications/statistiques-criminalite-quebec>

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **047**

Suite

b) TABLEAU : INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT (NOMBRE)

TYPE DE CLASSEMENT ¹	2022 ^a	2023 ^p
TOTAL	12 128	12 752
Classées par accusation recommandée	5 240	4 394
Classées sans accusation recommandée	1 379	1 008
Total des infractions classées	6 619	5 402
Infractions non classées	5 509	7 350

TABLEAU : INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT (POURCENTAGE)

TYPE DE CLASSEMENT ¹	2022 ^a	2023 ^p
TOTAL	100,0 %	100,0 %
Classées par accusation recommandée	43,2 %	34,5 %
Classées sans accusation recommandée	11,4 %	7,9 %
Total des infractions classées	54,6 %	42,4 %
Infractions non classées	45,4 %	57,6 %

¹Les statistiques concernent toutes les infractions enregistrées par la police durant l'année correspondante (2022 ou 2023) selon leur état de classement lors de l'extraction des données en mai 2023.

Données 2024 non disponibles. Le traitement des données 2024 sera effectué en mai 2025.

a : données actualisées

p : données provisoires

Source : ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

c) Les données du Programme DUC 2 ne permettent pas de fournir ces renseignements.

Question 048

Concernant les crimes à caractère sexuel impliquant la drogue du viol, veuillez nous fournir, pour chacune des dix dernières années :
a. Le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces policières ;
b. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ;
c. Le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

Un nouveau code mesurant spécifiquement les intoxications involontaires à l'aide des données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité est en application depuis le 1^{er} janvier 2024. Les données demandées pour 2024 pourront être diffusées à partir du mois de juillet 2025, à l'issue du processus de validation des données annuelles du Programme de déclaration de la criminalité mené par le ministère de la Sécurité publique.

Pour les données sur le nombre de plainte et/ou dénonciations à caractère sexuel enregistrées par les forces policières, ainsi que le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation, voir la réponse à la question QP1-047.

Le ministère de la Sécurité publique ne possède pas de données sur le nombre et le pourcentage des plaintes et/ou de dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

Question 049

Les sommes investies en 2024-2025 pour la prévention des crimes à caractère sexuel impliquant une drogue du viol et les prévisions pour 2025-2026.

La mesure 3.1 (Mise en place d'une cellule de coordination et de dépistage toxicologique pour les cas d'intoxication d'une personne à son insu) des *Mesures clés déployées pour prévenir et contrer l'intoxication d'une personne à son insu (GHB et autres substances)* a bénéficié d'une enveloppe de 300 000 \$ en crédits réguliers en 2024-2025.

La mesure 3.2 (Élargissement du mandat du Comité ACCES Alcool¹ au regard des enquêtes ponctuelles et des enquêtes administratives) des *Mesures clés déployées pour prévenir et contrer l'intoxication d'une personne à son insu (GHB et autres substances)* a bénéficié d'une enveloppe de 250 000 \$ en crédits réguliers en 2024-2025.

Outre les sommes précitées, les mesures clés annoncées le 21 juin 2023 qui se sont poursuivies en 2024-2025 ont été réalisées à même les crédits réguliers du ministère de la Sécurité publique.

¹ Actions Concertées pour Contrer les Économies Souterraines (ACCES) : ACCES Alcool est un comité qui vise à lutter contre les économies souterraines qu'entraîne le commerce illégal des boissons alcooliques au Québec. Les corps de police (CP) impliqués réalisent des inspections systématiques dans les établissements détenteurs d'un permis d'alcool pour consommation sur place, conduisent des enquêtes de réseaux d'approvisionnement illégal d'alcool et mènent des enquêtes ponctuelles ciblant des opérations de contrebande. Le financement des CP provient du Fonds de lutte contre les dépendances sous la responsabilité du ministère des Finances.

Question 050
A

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- a. Définir et faire connaître la trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas subi une agression sexuelle;
 - i. Les sommes prévues en 2024-2025;
 - ii. Les sommes réellement investies en 2024-2025;
 - iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;
 - iv. Le bilan de la mesure.

La trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas subi une agression sexuelle est une initiative qui a été réalisée de manière conjointe entre le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de la Sécurité publique (MSP). La participation du MSP à la réalisation de cette mesure a été effectuée à même ses crédits.

Depuis le 1^{er} décembre 2023, il est possible pour une personne présumément victime d'intoxication à son insu, sans agression sexuelle, de se présenter dans un service d'urgence, afin d'obtenir un test de détection de substances au moyen d'une trousse urinaire légale dans un délai de 48 heures et moins suivant l'intoxication. Pour la période débutant le 1^{er} avril 2024 et se terminant le 31 janvier 2025, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale a reçu 334 demandes d'expertises pour l'analyse de trousses urinaires légales.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **050**
B

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- b. Réaliser des actions de sensibilisation pour rappeler le caractère criminel de l'intoxication d'une personne à son insu;
- i. Les sommes prévues en 2024-2025;
 - ii. Les sommes réellement investies en 2024-2025;
 - iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années;
 - iv. La liste des actions de sensibilisation réalisées et le nombre de personnes rejointes.

À l'occasion de la rentrée scolaire et en prévision de la période des fêtes, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a fait la publication de contenus de sensibilisation pour rappeler le caractère criminel de l'intoxication d'une personne à son insu sur ses réseaux sociaux :

6 septembre 2024 : Publication sur les pages Facebook (4 451 impressions et 29 partages) et Instagram (590 vues) du MSP du message (incluant un visuel) :

« Lors d'une soirée entre étudiants, collègues ou amis, intoxiquer une personne à son insu (alcool, drogue, etc.) est un crime, peu importe l'intention
Amusez-vous en toute sécurité!
Protégez-vous et vos ami.e.s.
Visitez Quebec.ca/agression-intoxication
#SécuritéDabord #FêtesResponsables #Rentrée2024 »

7 et 12 décembre 2024 : Publication sur les pages Facebook (3 110 impressions et 9 partages) et Instagram (981 vues) du MSP du message (incluant un visuel) :

« Intoxiquer une personne à son insu ne devrait pas être sur votre menu.
Peu importe l'intention, c'est CRIMINEL.
Vous êtes témoin ou pensez avoir vu un tel geste ? Dénoncez
Quebec.ca/agression-intoxication »

Ces publications ont été développées à même les crédits réguliers du MSP.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 050 C	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : c. Sensibiliser les détenteurs de permis d'alcool (bars et restaurants) aux meilleures pratiques de prévention et d'intervention et les outiller, par l'entremise de la Régie des alcools, des courses et des jeux; i. Les sommes prévues en 2024-2025; ii. Les sommes réellement investies en 2024-2025; iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv. Le nombre de détenteurs de permis d'alcool rejoints.

Le 13 décembre 2023, une trousse d'outils conçue par le ministère de la Sécurité publique (MSP) et ses partenaires a été transmise aux associations représentatives des bars et des restaurants suivants par la Régie des alcools, des courses et des jeux :

- L'association Restauration Québec qui représente plus de 6 500 établissements de restauration;
- La corporation des propriétaires de Bars, Brasseries et Tavernes du Québec qui représente plus de 5 000 établissements;
- La nouvelle Association des Bars du Québec qui représente plus de 200 établissements;
- L'association des microbrasseries qui représente plus de 160 microbrasseries.

Cette mesure n'a pas fait l'objet d'investissement du MSP en 2024-2025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 050 D	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : d. Sensibiliser les détenteurs de permis d'alcool et de permis d'agent de sécurité privé sur les meilleures pratiques de prévention et d'intervention et les outiller par l'entremise du Bureau de la sécurité privée; i. Les sommes prévues en 2024-2025; ii. Les sommes réellement investies en 2024-2025; iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv. Le nombre de détenteurs de permis d'Alcool et de permis d'Agent de sécurité privé rejoints.

Le 13 décembre 2023, une trousse d'outils conçue par le ministère de la Sécurité publique (MSP) et ses partenaires a été transmise par le Bureau de la sécurité privée à :

- 38 158 agents titulaires de permis en gardiennage. Le taux d'ouverture de la correspondance comprenant la trousse est de 80 %;
- 225 agences titulaires de permis en gardiennage. Le taux d'ouverture de la correspondance comprenant la trousse est de 80 %;
- 10 entreprises de formation en gardiennage.

Cette mesure n'a pas fait l'objet d'investissement du MSP en 2024-2025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 050 E	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : e. Effectuer des activités de sensibilisation du personnel des établissements licenciés ciblés par les corps de police sur l'intoxication d'une personne à son insu; i. Les sommes prévues en 2024-2025; ii. Les sommes réellement investies en 2024-2025; iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv. La liste des activités de sensibilisation offertes au personnel des établissement licenciés et le nombre de personnes formées.

Les corps de police du Québec ont effectué les activités de sensibilisation entre le 15 janvier et le 11 février 2024. Un bilan final des activités de sensibilisation a été produit et présente les résultats suivants :

- Nombre de visites d'établissement / activités réalisées : 1 433
- Nombre de personnes rencontrées : 3 481

Les corps de police ont également médiatisé leurs actions dans les médias régionaux et locaux, de même que sur les médias sociaux.

Cette mesure n'a pas fait l'objet d'investissement du ministère de la Sécurité publique en 2024-2025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 050 F	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : f. Promouvoir et faire connaître le protocole d'accréditation « Commande un Angelot » de l'organisme Collectif social pour accroître le nombre d'établissements y adhérant; i. Les sommes prévues en 2024-2025; ii. Les sommes réellement investies en 2024-2025; iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv. Les activités de promotion mises en place pour faire connaître le protocole.

Cette mesure n'a pas fait l'objet d'investissement du ministère de la Sécurité publique en 2024-2025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **050**

G

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- g. Mener des travaux avec les corps de police et les partenaires concernés pour améliorer le décompte des infractions criminelles relatives à l'intoxication d'une personne à son insu au Québec;
- i. Un état de situation des travaux effectués;
- ii. La liste des partenaires et des corps de police participant aux travaux;
- iii. La liste des rencontres en indiquant les dates, les personnes présentes et l'ordre du jour.

État de la situation des travaux effectués :

Un groupe de travail regroupant des partenaires du ministère de la Sécurité publique et des représentants de corps de police s'est formé à l'automne 2023. Le mandat du groupe de travail était d'identifier le moyen le plus adéquat pour mesurer spécifiquement le phénomène des intoxications involontaires à l'aide des données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité. Ce moyen devait permettre d'isoler, dans les systèmes de gestion des données policières, toutes les allégations d'intoxications involontaires qui seront rapportées à un corps de police du Québec, incluant en contexte d'agression sexuelle.

À l'issue des travaux, il a été convenu qu'un code spécifique soit créé en lien avec les articles 245 (a), 245 (b) et 246 (b) du Code criminel, soit l'administration d'une substance délétère pour mettre la vie en danger (245. (a)), l'administration d'une substance délétère afin d'affliger, de tourmenter (245. (b)) et vaincre la résistance à la perpétration d'une infraction en administrant ou faisant administrer à une personne ou tenter d'administrer à une personne ou tenter de lui faire prendre une drogue, matière ou chose stupéfiante ou soporifique (246.(b)).

Le 21 décembre 2023, le ministère de la Sécurité publique informait par mémo l'ensemble des directeurs des corps de police de la mise en opération de ce nouveau code à partir du 1^{er} janvier 2024. Des travaux de programmation des systèmes informatiques du ministère de la Sécurité publique sont menés actuellement pour recevoir ce nouveau code. Les données pourront être diffusées à partir de juillet 2025.

Liste des partenaires et des corps de police participant aux travaux :

Ministère de la Sécurité publique;
Sûreté du Québec;
Service de police de la Ville de Montréal;
Service de police de la Ville de Québec;
Service de police de la Ville de Gatineau;
Service de police de Laval;
Service de police de l'agglomération de Longueuil;
Association des directeurs de police du Québec;
Centre de renseignement policier du Québec.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 050 H	Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions : h. Déployer le projet pilote d'Éduc'alcool (protège-verres) dans les bars de Montréal; i. Les sommes prévues en 2024-2025; ii. Les sommes réellement investies en 2024-2025; iii. Les sommes prévues pour les 4 prochaines années; iv. Le nombre de protège-verres achetés en indiquant les coûts; v. Le nombre de protège-verres distribués.

Il est à noter que ce projet-pilote était à l'initiative et sous la responsabilité d'Éduc'alcool, en partenariat avec le Service de police de la Ville de Montréal. Le soutien financier versé par le ministre de la Sécurité publique s'est donc effectué sur une base ponctuelle, à partir de son enveloppe discrétionnaire, en raison de la pertinence et du caractère mobilisateur du projet. Conséquemment, le ministère de la Sécurité publique (MSP) ne détient pas d'information sur le prix unitaire des protège-verres ou de bilan de la distribution de ceux-ci.

Cette mesure n'a pas fait l'objet d'investissement du MSP en 2024-2025.

Question 050

I

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- i. Sensibiliser le gouvernement fédéral à l'importance de mettre en place un mécanisme d'homologation pour assurer l'efficacité des tests rapides autoadministrés de détection du GHB et d'autres substances;
- i. Une copie des échanges avec le gouvernement fédéral à ce sujet.

Le 19 septembre 2023, une correspondance sous la signature du ministre de la Sécurité publique, Monsieur François Bonnardel, était transmise à son homologue fédéral, Monsieur Dominic Leblanc. Il est à noter que les ministres provincial et fédéral de la santé, messieurs Christian Dubé et Mark Holland, figuraient en copie conforme de la correspondance.

Dans sa lettre, le ministre indique que :

- Le 15 mars 2023, l'Assemblée nationale du Québec a adopté à l'unanimité une motion reconnaissant que l'intoxication à son insu menace la santé et la sécurité des Québécoises et des Québécois et visant à ce que le gouvernement poursuive et bonifie les efforts pour la contrer;
- Le ministère de la Sécurité publique a récemment annoncé 11 mesures clés pour prévenir et contrer l'intoxication d'une personne à son insu (GHB et autres substances);
- Il apparaît essentiel pour le ministère de la Sécurité publique que le gouvernement fédéral amorce des travaux visant à mettre en place un mécanisme d'homologation pour assurer l'efficacité des tests rapides autoadministrés de détection du GHB et d'autres substances qui sont disponibles en vente libre;
- Le Québec est disponible pour échanger à ce sujet le plus rapidement possible.

Le 2 décembre 2023, le MSP recevait une réponse de Sécurité publique Canada indiquant que le gouvernement fédéral déployait déjà, par l'entremise d'une approche globale, des efforts importants pour contrer les méfaits découlant de la consommation de substances. Il soulignait également que le gouvernement du Canada continuera de donner la priorité aux efforts visant à mettre fin à la crise de surdoses et à l'utilisation illégale des substances à des fins criminelles.

Question 050

J

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

- j. Identifier les meilleures pratiques encadrant la gestion des cas d'intoxication d'une personne à son insu et les communiquer aux policiers;
- i. Veuillez nous fournir le bilan des meilleures pratiques effectuées.

Les meilleures pratiques encadrant la gestion des cas d'intoxication d'une personne à son insu ont été transmises aux policiers lors de l'exercice 2023-2024. Veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits 2024-2025.

Question 050

K

Le 21 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait 11 mesures pour prévenir et contrer les intoxications des personnes à leur insu au moyen de substances telles que l'alcool, le GHB ou toute autre substance. En lien avec chacune des mesures ci-dessous, veuillez répondre aux questions :

k. Faire connaître la trajectoire de détection et de signalement pour les victimes présumées d'intoxication à leur insu n'ayant pas lieu de croire qu'elles ont subi une agression sexuelle.

i. Veuillez nous fournir la trajectoire produite.

Les informations sur la trajectoire sont disponibles sur [Aide aux personnes victimes | Gouvernement du Québec \(quebec.ca\)](#)

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **051**

Le 1er décembre 2023, les ministres de la Santé et de la Sécurité publique annonçait la distribution dans les urgences des hôpitaux du Québec, des trousses afin de détecter les traces d'intoxication aux substances psychoactives, dont le GHB, dans l'urine. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :

- a. Le nombre de trousses distribuées dans les urgences depuis la mise en place de la mesure ventilé par région;
- b. L'investissement nécessaire pour l'acquisition des trousses;
- c. L'investissement nécessaire pour la distribution des trousses;
- d. Le coût unitaire d'une trousse;
- e. Le nombre de formations données dans le réseau de la santé concernant la trousse;
- f. Le nombre de trousses utilisées depuis l'implantation de la mesure;
- g. Le nombre de trousses remises au service de police de sa localité;
- h. Le nombre de trousses analysées par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML);
- i. Le nombre de trousses analysées ayant un résultat positif;
- j. Le nombre d'enquêtes déclenchées suite aux résultats obtenus grâce à la trousse;
- k. Le nombre d'accusations portées par le DPCP suite aux résultats obtenus avec l'utilisation d'une trousse;
- l. Le nombre de condamnations.

h) Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, 323 trousses ont été analysées (dont le rapport d'expertise a été émis pendant cette période) par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML).

i) Parmi les 323 trousses analysées par le LSJML pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, 288 trousses avaient un résultat positif (dont au moins une substance a été mise en évidence, peu importe la substance).

Les autres questions ne relèvent pas du ministère de la Sécurité publique.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 052

Concernant l'annonce de 71 M\$ pour une meilleure prise en charge des victimes et une surveillance accrue des contrevenants, indiquer :
a) La ventilation du montant de 44 M\$ alloué au DPCP;
b) La ventilation du montant de 27 M\$ pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale au sein des corps de police au Québec et des services correctionnels.

Afin d'assurer un meilleur accompagnement des victimes de violence conjugale et d'accroître la surveillance accrue des contrevenants, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a accordé un montant total de 27 M\$ sur 5 ans pour l'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale, soit 24,225 M\$ pour les ressources au sein de corps de police au Québec et 2,775 M\$ pour les ressources œuvrant au sein des services correctionnels. Les investissements de 24,225 M\$ sur 5 ans pour les corps de police sont répartis ainsi :

Corps de police	Contribution réelle du MSP (\$)					
	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	Total
SQ	696 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	5 336 000
Gatineau	174 000	247 860	252 450	257 220	261 990	1 193 520
Laval	174 000	290 000	290 000	290 000	290 000	1 334 000
Lévis	79 569	140 715	144 540	145 000	145 000	654 824
Longueuil	174 000	284 850	290 000	290 000	290 000	1 328 850
Québec	261 000	435 000	435 000	435 000	435 000	2 001 000
Roussillon	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Sherbrooke	81 345	142 058	144 899	145 000	145 000	658 302
Trois-Rivières	86 580	143 280	144 090	145 000	145 000	663 950
Collines-de-l'Outaouais	55 080	94 590	94 590	94 590	94 590	433 440
Saint-Eustache	49 140	75 960	77 490	79 110	80 730	362 430
Thérèse-De Blainville	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Mirabel	57 870	94 770	97 020	99 270	101 610	450 540
Saint-Jérôme	73 530	145 000	145 000	145 000	145 000	653 530
Montréal	696 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	1 160 000	5 336 000
Terrebonne	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Granby	84 195	107 370	110 250	81 450	83 700	466 965
Richelieu Saint-Laurent	87 000	145 000	145 000	145 000	145 000	667 000
Saguenay	43 200	108 531	110 340	112 230	114 120	488 421
Total	3 133 509	5 209 984	5 235 669	5 218 870	5 231 740	24 029 772*

*La différence entre le montant annoncé de 24,225 M\$ et celui de la contribution réelle prévue de 24,030 M\$ (total du tableau) s'explique par le fait que certains corps de police ont proposé des projets à coûts moindres que le maximum accordé par le MSP. Pour la ventilation du montant de 44 M\$, veuillez-vous référer au DPCP.

Question 053

Fournir le bilan détaillé des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2024-2025 dans la mise en œuvre des actions 6, et A4 du feuillet Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026.

Pour l'action 6 « Ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police et des services correctionnels afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d'interventions », voir réponse à la QP1-052.

Pour l'action A4 « Ajouter du personnel en violence conjugale au sein de corps de police autochtones, afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d'interventions » :

- Le MSP dispose d'une enveloppe de 9,8 M\$ pour mettre en œuvre la mesure. Une partie de cette enveloppe est utilisée pour verser une subvention à l'Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuit du Québec (ADPPNIQ) pour la mise en place d'une structure de services partagés pour les corps de police autochtones (CPA). Cette subvention est de 675 000 \$ pour l'année 2024-2025.
 - L'ADPPNIQ compte à son effectif deux conseillers (coordonnateurs de projet) attitrés aux relations avec les CPA, un conseiller aux communications et une adjointe administrative.
 - De la promotion a été effectuée auprès des CPA : rencontre avec l'ADPPNIQ, appel de projets aux Conseils de bande et aux CPA, rencontres personnalisées, visites dans les communautés, colloque des directeurs de police des Premières Nations et des Inuit, etc.
- Au cours de l'année 2024-2025, 18 ententes sont en vigueur et 18 effectifs (policiers et civils) chargés des dossiers de violence conjugale et violence sexuelle ont été ajoutés à 18 CPA. Ces ressources sont maintenant toutes en fonction. Aussi, des travaux de stabilisation sont en cours de réalisation afin de rendre pérennes ces effectifs en les incluant dans les ententes tripartites.
- Des subventions d'un montant de 2 262 337 \$ ont donc été accordées aux CPA en 2024-2025.

Question **054**

Concernant les bracelets antirapprochement (BAR) au Québec, veuillez nous indiquer :

- a) Par région, le nombre de BAR actuellement en circulation;
- b) Par région, le nombre de nouveaux BAR imposés en 2024-2025;
 - i. Par un juge
 - ii. Par la Commission québécoise des libérations conditionnelles
 - iii. Par le Directeur d'établissement de détention
- c) Concernant les nouveaux BAR imposés en 2024-2025, veuillez nous dire combien ont été imposés par mesures judiciaires suivantes :
 - a. Emprisonnement avec sursis;
 - b. Probation avec surveillance;
 - c. Remise en liberté provisoire;
 - d. Permission de sortir aux fins de réinsertion sociale;
 - e. Article 810.2 du Code criminel.
- d) Le nombre :
 - iv. d'interventions de la centrale de surveillance suite à une alerte;
 - v. d'interventions policières suite à une alerte;
 - vi. Le délai d'intervention moyen suite au déclenchement d'une alerte.
- e) Le nombre de personnes victimes protégées grâce à la mesure en 2024-2025;
- f) Le nombre de BAR ordonnés par le réseau correctionnel;
- g) En 2024-2025, veuillez nous dresser la liste des incidents survenus suite à un problème avec le BAR. Pour chacun des événements, veuillez nous indiquer la date, la région, le problème survenu et les correctifs apportés;
- h) En 2024-2025, le nombre de personnes contrevenantes incarcérées à la suite d'un rapprochement ou d'un franchissement d'une zone interdite;

- a) Au 31 janvier 2025, 377 bracelets antirapprochement étaient en opération à l'échelle provinciale. Pour des raisons de confidentialité et de sécurité relatives aux personnes victimes, le nombre de bracelets antirapprochement en circulation n'est pas ventilé par région.
- b) Veuillez vous référer au site internet [Québec.ca](https://quebec.ca) pour accéder aux données qui sont rendues publiques de façon trimestrielle. Pour des raisons de confidentialité et de sécurité, les données ne sont pas ventilées par région.
- c) Veuillez vous référer au site internet Québec [Québec.ca](https://quebec.ca) pour accéder aux données qui sont rendues publiques de façon trimestrielle. Pour des raisons de confidentialité et de sécurité, les données ne sont pas ventilées par région.
- d) Veuillez vous référer au site internet [Québec.ca](https://quebec.ca) pour accéder aux données qui sont rendues publiques de façon trimestrielle.
- e) La mesure du bracelet antirapprochement a contribué à protéger près de 650 victimes de violence conjugale ou d'exploitation sexuelle. Le nombre de victimes protégées correspond au nombre de bracelets antirapprochement qui ont été en opération et qui ont donc protégé une victime réellement. Cette donnée diffère donc du nombre de bracelets antirapprochement imposé qui correspond au nombre de décisions rendues par la partie décisionnelle.
- f) Veuillez vous référer au site internet [Québec.ca](https://quebec.ca) pour accéder aux données qui sont rendues publiques de façon trimestrielle.
- g) Depuis l'implantation de la mesure du bracelet antirapprochement, le ministère de la Sécurité publique a rencontré quelques situations qui ont permis de mettre en lumière des besoins d'amélioration sur les plans technologique et/ou procédural. Chaque fois, des mesures correctives ou préventives ont rapidement été mises en place afin d'optimiser

Question 054

Suite

l'efficacité et la fiabilité de la mesure au Québec qui figure parmi les plus rigoureuses au monde en matière de protocoles. La liste des incidents survenus ne peut être rendue disponible afin d'assurer la confidentialité des dossiers et pour des raisons de sécurité.

h) Veuillez vous référer au site internet [Québec.ca](https://quebec.ca) pour accéder aux données qui sont rendues publiques de façon trimestrielle.

*Période de référence du site [Québec.ca](https://quebec.ca), du début de l'implantation en mai 2022 au 31 décembre 2024. Mis à jour de façon trimestrielle.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 055

Le Plan stratégique du ministère déposé en 2023 proposait de mettre en place une Cellule Identification-Disparition au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) afin de réanalyser le contenu de dossiers de disparition et à l'identification de restes humains inconnus. En lien avec cette intention identifiée dans le Plan stratégique, veuillez nous indiquer :

a. Le nombre de ressources affectées à temps plein à cette Cellule;
b. Le nombre de ressources affectées à temps partiel à cette Cellule;
c. La date d'entrée en fonction de la Cellule;
d. Le nombre de dossiers réanalysés pour l'année financière 2024-2025.

- a) Le nombre de ressources affectées à temps plein à cette Cellule : 2
- b) Le nombre de ressources affectées à temps partiel à cette Cellule : 0
- c) La date d'entrée en fonction de la Cellule : 2022
- d) Le Nombre de dossiers réanalysés pour l'année financière 2024-2025 : 176

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 056

État de situation, au 31 mars 2025, du Centre des opérations gouvernementales. Fournir pour les cinq dernières années :
a) Le budget pour chacune des années;
b) Nombre d'employés;
c) Nombre de postes vacants;
d) Nombre de postes vacants en raison de la directive du Conseil du Trésor émise le 1er novembre 2024;
e) Temps supplémentaire enregistré en 2024-2025;
f) Temps supplémentaire obligatoire enregistré en 2024-2025;
g) Liste des interventions pour chacune des années.

a) 970 700 \$ (2024-2025)

b)

Nombres d'employés	
Techniciens et assimilés	13
Professionnels	2
Personnel de bureau	3
Cadres	1
TOTAL	19

c) Nombre de postes vacants :1

d) Poste vacant en raison de la directive du SCT : 1

e) Nombre d'heures supplémentaires : 678 heures

f) N/A

Question	056	Suite

g)

Listes des interventions	
Points d'information produits	103
Rapports d'événement produits	162
Bulletins de l'opération déglaçage produits	10
Bulletins du suivi de la crue printanière	9
Demandes d'autorisation d'intervention en sécurité incendie en territoire non organisé	2
Demandes reçues en recherche et sauvetage (opération, formation/exercices, Radio Amateur du Québec inc.)	147
Bilan des événements signalés à la sécurité civile	827
Nombre total d'appels traités par le COG (lignes partenaires et lignes sécurité civile)	32 449
Nombre de comptes rendus produits pour les lignes partenaires au COG	15 944

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'étude des crédits antérieurs.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 057

Au 31 mars 2025, veuillez nous fournir la liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Veuillez également préciser :

- a) Le nombre d'effectifs (policiers et civils) pour chaque corps de polices, par corps d'emploi;
- b) Les effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire;
- c) Le nombre de postes vacants, par corps d'emploi;
- d) Le nombre de postes à combler (policiers et civils);
- e) Le nombre de départs à la retraite, par corps d'emploi;
- f) Le nombre de démissions, par corps d'emploi.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2023)					
DESSERTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX					
Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population pour l'année 2023 (décret 1831-2022)
1	Unique	Bromont	Brome-Missisquoi	Bromont	11 757
	Unique	Granby	La Haute-Yamaska	Granby	70 823
	Multiple	Memphrémagog (régie)	Memphrémagog	Austin	1 727
				Magog	28 300
				Orford	5 189
				Sainte-Catherine-de-Hatley	2 773
	Unique	Saint-Jérôme	La Rivière-du-Nord	Saint-Jérôme	82 061
	Unique	Blainville	Thérèse-De Blainville	Blainville	62 643
2	Multiple	Châteauguay	Beauharnois-Salaberry	Beauharnois	14 412
	Multiple	Châteauguay	Roussillon	Châteauguay	51 614
	Multiple	L'Assomption	Roussillon	Léry	2 451
	Multiple	Châteauguay	L'Assomption	Saint-Isidore	2 930
	Multiple	L'Assomption	Roussillon	L'Assomption	24 202
	Multiple	L'Assomption	L'Assomption		
	Unique	Lévis	L'Assomption	Saint-Sulpice	3 413
			Hors MRC-Lévis		

Question **057**

Suite

	Multiple	L'Assomption	L'Assomption	Lévis	154 091
	Unique	Lévis	Hors MRC-Lévis	Mascouche	53 009
	Unique	Mascouche	Les Moulins		
	Unique	Mercier	Roussillon	Mercier	15 239
	Multiple	Mirabel	Hors MRC-Mirabel	Mirabel	64 032
	Multiple	Mirabel	La Rivière-du-Nord	Saint-Colomban	18 443
	Multiple	MRC des Collines-de-l'Outaouais			
	Multiple	Mirabel	Les Collines-de-l'Outaouais	Cantley	11 615
	Multiple	MRC des Collines-de-l'Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	Chelsea	8 337
	Multiple	MRC des Collines-de-l'Outaouais	Deux-Montagnes		
	Multiple	Lac des Deux Montagnes (régie)			
				La Pêche	8 640
	Multiple	MRC des Collines-de-l'Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	L'Ange-Gardien	6 574
	Multiple	Lac des Deux Montagnes (régie)	Deux-Montagnes	Pontiac	6 208
	Multiple	Lac des Deux Montagnes (régie)	Deux-Montagnes	Val-des-Monts	13 061
	Multiple	Région de Roussillon (régie)	Roussillon	Deux-Montagnes	18 394
				Pointe-Calumet	6 377
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	20 922
	Multiple	Lac des Deux Montagnes (régie)	Deux-Montagnes	Saint-Joseph-du-Lac	7 338
	Multiple	Région de Roussillon (régie)	Roussillon	Candiac	23 685
	Multiple	Région de Roussillon (régie)	Roussillon	Delson	8 468
	Multiple	Repentigny	L'Assomption		
				La Prairie	26 460
	Multiple	Région de Roussillon (régie)	Roussillon	Saint-Constant	31 000
	Multiple	Repentigny	L'Assomption	Sainte-Catherine	17 374
	Multiple	Repentigny	L'Assomption	Saint-Mathieu	2 378
	Multiple	Richelieu - Saint-Laurent (régie)	La Vallée-du-Richelieu	Saint-Philippe	7 972
				Charlemagne	6 357

Question 057

Suite

	Multiple Multiple Multiple Unique	Repentigny	L'Assomption	Repentigny	88 088
		Richelieu - Saint-Laurent (régie)	La Vallée-du-Richelieu	Beloeil	24 806
		Richelieu - Saint-Laurent (régie)	La Vallée-du-Richelieu	Carignan	11 931
		Saint-Jean-sur-Richelieu	Marguerite-d'Youville		
	Multiple Unique Multiple	Richelieu - Saint-Laurent (régie) Saint-Jean-sur-Richelieu	La Vallée-du-Richelieu Marguerite-d'Youville Marguerite-d'Youville Rouville	Chambly	31 462
				McMasterville	5 894
				Mont-Saint-Hilaire	19 415
				Otterburn Park	8 624
				Saint-Basile-le-Grand	17 500
				Saint-Jean-Baptiste	3 380
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 975
				Calixa-Lavallée	567
				Contrecoeur	10 174
				Saint-Amable	13 587
		Marguerite-d'Youville Rouville Rouville Le Haut-Richelieu		Sainte-Julie	31 030
				Varennnes	21 584
				Verchères	5 844
				Richelieu	5 619
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 648
		Rouville Le Haut-Richelieu Le Fjord-du-Saguenay		Saint-Jean-sur-Richelieu	100 188
				Larouche	1 676
	Multiple Unique	Saguenay	Hors MRC-Saguenay	Saguenay	147 952
		Saint-Eustache			
	Multiple Unique	Saguenay	Deux-Montagnes	Saint-Eustache	46 434
		Saint-Eustache	Hors MRC-Sherbrooke	Sherbrooke	175 114

Question **057**

Suite

	Unique	Sherbrooke			
	Multiple	Terrebonne	Thérèse-De Blainville	Bois-des-Filion	10 480
	Multiple	Terrebonne	Thérèse-De Blainville	Sainte-Anne-des-Plaines	15 905
	Multiple	Thérèse-de-Blainville (régie)	Les Moulins		
	Multiple	Terrebonne	Thérèse-De Blainville	Terrebonne	122 098
	Multiple	Thérèse-de-Blainville (régie)	Les Moulins	Boisbriand	28 122
	Multiple	Thérèse-de-Blainville (régie)	Thérèse-De Blainville		
	Unique	Trois-Rivières	Thérèse-De Blainville	Lorraine	9 715
			Hors MRC-Trois-Rivières		
	Multiple	Thérèse-de-Blainville (régie)	Thérèse-De Blainville	Rosemère	14 535
	Unique	Trois-Rivières	Hors MRC-Trois-Rivières	Sainte-Thérèse	26 702
	Unique	Gatineau	Hors MRC-Gatineau	Trois-Rivières	142 598
3				Gatineau	292 281
	Unique	Laval	Hors MRC-Laval	Laval	446 369
	Multiple	Longueuil	Hors MRC-Longueuil	Boucherville	42 425
	Multiple	Longueuil	Hors MRC-Longueuil		
	Multiple	Québec	Hors MRC-Québec	Brossard	91 693
	Multiple	Longueuil	Hors MRC-Longueuil	Longueuil	253 629
	Multiple	Québec	Hors MRC-Québec	Saint-Bruno-de-Montarville	27 147
	Multiple	Québec	Hors MRC-Québec	Saint-Lambert	22 789
	Multiple	Montréal	Hors MRC-Montréal	L'Ancienne-Lorette	16 777
4				Québec	556 066
	Multiple	Québec	Hors MRC-Québec	Notre-Dame-des-Anges	321
	Multiple	Montréal	Hors MRC-Montréal	Saint-Augustin-de-Desmaures	20 213
	Multiple	Montréal	Hors MRC-Montréal	Baie-D'Urfé	3 889
				Beaconsfield	19 755
5	Multiple	Montréal	Hors MRC-Montréal	Côte-Saint-Luc	35 419

Question	057	Suite

				Dollard-des-Ormeaux	49 908
				Dorval	19 993
				Hampstead	7 372
				Kirkland	19 930
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 800 055
				Montréal-Est	4 456
				Montréal-Ouest	5 389
				Mont-Royal	21 439
				Pointe-Claire	34 548
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 026
				Senneville	1 003
				Westmount	19 938
				Population totale desservie :	5 866 751
				Nombre de municipalités desservies :	95
				Nombre de CPM :	28

Il s'agit des données de 2023 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2024 seront traitées à partir de juillet 2025. À noter que le Service de police de la Ville de Thetford Mines a été aboli le 22 mars 2023. Les services policiers sur le territoire de cette ville sont désormais assurés par la Sûreté du Québec. De plus, en 2023, le corps de police de Saint-Jean-sur-Richelieu a été reconnu comme étant un corps de police de niveau 2.

Question **057**

Suite

A - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE UNIQUE

Corps de police ¹	Population de l'année 2023 (décret 1831-2022)	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ²
Blainville	62 643	2	63
Bromont	11 757	1	20
Gatineau	292 281	3	261
Granby	70 823	1	59
Laval	446 369	3	357
Lévis	154 091	2	104
Mascouche	53 009	2	52
Mercier	15 239	2	12
Saint-Eustache	46 434	2	50
Saint-Jean-sur-Richelieu ³	100 188	2	124
Saint-Jérôme	82 061	1	109
Sherbrooke	175 114	2	182
Trois-Rivières	142 598	2	134
Population totale :	1 652 607		
Nombre de policiers permanents (surveillance) :			1 527
Nombre de CPM :	13		

Il s'agit des données de 2023 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2024 seront traitées à partir de juillet 2025.

¹ Le Service de police de la Ville de Thetford Mines a été aboli le 22 mars 2023. Les services policiers sur le territoire de cette ville sont désormais assurés par la Sûreté du Québec.

² Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

³ En 2023, le corps de police de Saint-Jean-sur-Richelieu a été reconnu comme étant un corps de police de niveau 2.

Question **057**

Suite

B - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE MULTIPLE

Corps de police	Population de l'année 2023 (décret 1831-2022)	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population de l'année 2023 (décret 1831-2022)
Châteauguay	71 407	2	96	Beauharnois	14 412
				Châteauguay	51 614
				Léry	2 451
				Saint-Isidore (paroisse)	2 930
L'Assomption	27 615	2	29	L'Assomption	24 202
				Saint-Sulpice	3 413
Longueuil	437 683	3	453	Boucherville	42 425
				Brossard	91 693
				Longueuil	253 629
				Saint-Bruno-de-Montarville	27 147
				Saint-Lambert (ville)	22 789
Memphrémagog (régie)	37 989	1	36	Austin	1 727
				Magog	28 300
				Orford	5 189
				Sainte-Catherine-de-Hatley	2 773
Mirabel	82 475	2	55	Mirabel	64 032
				Saint-Colomban	18 443
Montréal	2 048 125	5	2 622	Baie D'Urfé	3 889
				Beaconsfield	19 755
				Côte-Saint-Luc	35 419
				Dollard-des-Ormeaux	49 908

Question 057

Suite

				Dorval	19 993
				Hampstead	7 372
				Kirkland	19 930
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 800 055
				Montréal-Est	4 456
				Montréal-Ouest	5 389
				Mont-Royal	21 439
				Pointe-Claire	34 548
				Sainte-Anne-de-Bellevue	5 026
				Senneville	1 003
				Westmount	19 938
				Cantley	11 615
MRC Les Colline-de-l'Outaouais	54 435	2	56	Chelsea	8 337
				L'Ange-Gardien (82 005)	6 574
				La Pêche	8 640
				Pontiac	6 208
				Val-des-Monts	13 061
				L'Ancienne-Lorette	16 777
Québec	593 377	4	637	Notre-Dame-des-Anges	321
				Québec	556 066
				Saint-Augustin-Desmaures	20 213
				Deux-Montagnes	18 394
Lac des Deux Montagnes (régie)	53 031	2	45	Pointe-Calumet	6 377
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	20 922

Question **057**

Suite

				Saint-Joseph-du-Lac	7 338
Roussillon (régie)	117 337	2	125	Candiac	23 685
				Delson	8 468
				La Prairie	26 460
				Saint-Constant	31 000
				Sainte-Catherine	17 374
				Saint-Mathieu	2 378
				Saint-Philippe	7 972
Repentigny	94 445	2	81	Charlemagne	6 357
				Repentigny	88 088
Richelieu-Saint-Laurent (régie)	219 040	2	211	Beloeil	24 806
				Calixa-Lavallée	567
				Carignan	11 931
				Chambly	31 462
				Contrecoeur	10 174
				McMasterville	5 894
				Mont-Saint-Hilaire	19 415
				Otterburn Park	8 624
				Richelieu	5 619
				Saint-Amable	13 587
				Saint-Basile-le-Grand	17 500
				Sainte-Julie	31 030
				Saint-Jean-Baptiste	3 380
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 648
				Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 975

Question	057	Suite

				Varenes	21 584	
				Verchères	5 844	
Saguenay	149 628	2	135	Larouche	1 676	
				Saguenay	147 952	
Terrebonne	148 483	2	172	Bois-des-Filion	10 480	
				Sainte-Anne-des-Plaines	15 905	
				Terrebonne	122 098	
Thérèse-De Blainville (régie)	79 074	2	94	Boisbriand	28 122	
				Lorraine	9 715	
				Rosemère	14 535	
				Sainte-Thérèse	26 702	
Nombre de CPM :			15	4 847	Population totale :	4 214 144
					Nombre de municipalités desservies :	82

Il s'agit des données de 2023 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2024 seront traitées à partir de juillet 2025.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

Question 058

Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipale.

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crime (contre la personne ou la propriété, drogue, autres) sur les différents territoires (SQ, corps de police municipaux), 2023^p

Infractions au <i>Code criminel</i>																Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales							
Infractions - Contre la personne				Infractions - Contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules																Total			
	Infractions classées ¹				Infractions classées ¹				Infractions classées ¹				Infractions classées ¹				Infractions classées ¹				Infractions classées ¹				Infractions classées ¹						
Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées	Nbre	Par accusation recommandée	Sans accusation recommandée	% classées				
112 070	61 669	16 495	69,7 %	170 630	24 589	7 919	19,1 %	33 735	27 429	1 977	87,2 %	32 690	14 621	1 555	49,5 %	349 125	128 308	27 946	44,8 %	9 612	6 762	467	75,2 %	621	576	32	97,9 %	8 833	6 048	407	73,1 %

Source : ministère de la Sécurité publique. Données 2023 (année civile) du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondée sur l'affaire (DUC 2) recueillies par les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec.

p : données provisoires

¹ Ces statistiques concernent toutes les infractions classées en 2023, qu'elles aient ou non été enregistrées en 2023.

Notes :

Les données 2024 ne sont pas disponibles. Elles seront disponibles à l'automne 2025. Les statistiques de la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles sont officielles. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **059**

Pour l'année 2024-2025, fournir la liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal, qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

- Nouvelles ententes intermunicipales :
 - Le 30 avril 2024, le ministre de la Sécurité publique approuvait l'entente de desserte policière de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent, laquelle implique 17 municipalités et est d'une durée de dix ans (mai 2024-mai 2034). Cette entente a fait l'objet d'un décret publié à la Gazette officielle du Québec le 20 avril 2024, et ce, par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.
 - Le 31 décembre 2024, les ententes de desserte policière conclues par la Ville de Terrebonne avec les villes de Bois-des-Filion et de Sainte-Anne-des-Plaines ont pris fin. Aux termes de négociations, les parties en sont venues à des ententes de principe permettant la continuité de la desserte par le corps de police de la Ville de Terrebonne pour une durée de dix ans (expiration en 2035). Les deux projets d'entente devraient être soumis, au cours de 2025, au ministre de la Sécurité publique pour approbation.
- Opté pour la Sûreté du Québec :
 - Aucune

Question 060

Indiquer les municipalités ayant entrepris des démarches pour être desservies par la Sûreté du Québec et l'état de la situation au MSP.

Aucune municipalité n'a entrepris officiellement des démarches pour être desservie par la Sûreté du Québec en 2024-2025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question	061	Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police.
		Fournir une copie du dernier rapport d'inspection des corps de police autochtones en vertu de l'article 269 de la Loi sur la police. Préciser également les dates auxquelles les inspections ont eu lieu, pour chaque corps de police autochtone.

Les documents demandés ne peuvent être communiqués en application des articles 28, 29, 37 et 39 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

La liste des services de police inspectés avec l'année de la dernière inspection pour chacun d'eux est présentée ici-bas. À noter que certains ont été inspectés à plus d'une reprise au cours des cinq dernières années, sur différentes thématiques. Le tableau ne présente que la plus récente.

Dernières inspections des corps de police (en date du 31 janvier 2025).

Services de police	Année d'inspection la plus récente
Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville	2025
Sécurité publique de Pakua Shipi	2025
Sûreté du Québec	2024
Service de police de la Ville de Montréal	2024
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	2024
Service de police de la Ville de Blainville	2024
Service de police de Terrebonne	2024
Régie intermunicipale de police de Roussillon	2024
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	2024
Service de police de Pikogan	2024
Service de police de Sherbrooke	2024
Service de police de Wemotaci	2024
Corps de police d'Opitciwan	2024
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	2023
Service de police Kebaowek	2023

Question **061**

Suite

Service de police Timiskaming	2023
Service de police de Mirabel	2023
Sécurité publique Uashat Mak Mani-Utenam	2023
Service de police de la Ville de Mercier	2023
Service de la sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	2023
Kahnawake Peacekeepers	2023
Service de police de la Ville de Granby	2023
Service de police de la Ville de Gatineau	2023
Régie de police de Memphrémagog	2023
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	2023
Sécurité publique Mashteuiatsh	2023
Gesgapegiag Police	2023
Listiguj Police Department	2023
Service de police de la Ville de Bromont	2023
Akwesasne Mohawk Police Service	2022
Service de police de Nunavik	2022
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	2022
Service de la sécurité publique - Ville de Mascouche	2022
Service de police de la Ville de Québec	2022
Service de police de l'agglomération de Longueuil	2022
Service de police de Lac Simon	2022
Service de police de Laval	2022

Question 061	Suite

Service de police de la Ville de Lévis	2022
Corps de police de Manawan	2021
Corps de police de Pessamit	2021
Corps de police de Wendake	2021
Corps de police du village Naskapi	2021
Service de la sécurité publique de Saguenay	2021
Service de police de la Ville de Châteauguay	2021
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	2021
Service de police de L'Assomption/Saint-Sulpice	2021
Service de police de Repentigny	2021
Bureau des enquêtes indépendantes	2020
Corps de police de Essipit	2020
Corps de police de Kitigan Zibi	2020
Corps de police des Abénakis ¹	2018

¹ L'inspection du Corps de police des Abénakis est planifiée dans la semaine du 17 mars 2025.

Question 062

La liste des corps policiers autochtones en précisant la communauté et la population desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS ¹	POPULATION DESSERVIE ²	COÛT ANNUEL ³ 2024-2025	DISTRICTS COUVERTS ⁴
Abénaquis	Odanak - Wôlinak	Corps de police	7	704	549 809 \$	17
Algonquins	Eagle Village (Kebaowek)	Corps de police	7	302	502 143 \$	8
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps de police	10	1 233	775 542 \$	7
Algonquins	Lac Simon	Corps de police	14	1 570	1 439 913 \$	8
Algonquins	Pikogan (Abitibiwinni)	Corps de police	6	558	456 780 \$	8
Algonquins	Timiskaming	Corps de police	8	528	686 066 \$	8
Atikamekw	Manawan	Corps de police	10	2 203	1 010 815 \$	14
Atikamekw	Opitciwan	Corps de police	15	2 135	1 815 874 \$	4
Atikamekw	Wemotaci	Corps de police	10	1 318	856 011 \$	4
Cris	Baie-James (9 communautés)	Corps de police	97	18 889	12 264 936 \$	10
Hurons	Wendake	Corps de police	10	2 210	941 582 \$	3

¹ Effectifs minimums prévus aux ententes de prestation des services policiers (postes équivalents temps complets).

² Source : Gazette officielle. Décret de population 1792-2024 du 18 décembre 2024.

³ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel de l'entente tripartite pour l'année financière 2024-2025. Ce montant inclut les montants supplémentaires accordés aux avenants.

⁴ Le district couvert correspond à la région administrative.

Question **062**

Suite

NATION	COMMUNAUTÉ	STATUT	NOMBRE DE POLICIERS	POPULATION DESSERVIE	COÛT ANNUEL 2024-2025	DISTRICT COUVERT
Innus	Essipit	Corps de police	6	278	391 671 \$	9
Innus	Mashteuiatsh	Corps de police	11	2 087	1 092 155 \$	2
Innus	Pakua Shipi	Corps de police	7	231	792 257 \$	9
Innus	Pessamit	Corps de police	10	2 429	1 030 892 \$	9
Innus	Uashat-Malietenam	Corps de police	21	3 252	1 728 110 \$	9
Inuit	Kativik (14 villages nordiques)	Corps de police	85	14 673	15 706 481 \$	10
Micmac	Gesgapegiag	Corps de police	7	708	651 022 \$	11
Micmac	Listuguj	Corps de police	14	1 564	1 272 442 \$	11
Mohawk	Akwesasne	Corps de police	35 ⁵	2 426	2 638 769 \$ ⁶	16
Mohawk	Kahnawake	Corps de police	36	10 269	2 939 324 \$	16
Naskapis	Kawawachikamach	Corps de police	11	636	1 177 440 \$	9

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

⁵ La fluctuation du montant s'explique par le fait que la durée de l'avenant 2 couvrait uniquement la période du 1er avril 2024 au 30 septembre 2024, afin de permettre des échanges visant la conclusion d'une nouvelle entente.

⁶ Ce nombre inclut les policiers supplémentaires de l'entente bilatérale dans le cadre du renforcement de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu.

⁷ L'entente avec Akwesasne est quadripartite. La quote-part de chacune des parties est la suivante : Canada 52 %, Ontario 24 %, Québec 24 %. Le montant inclut les sommes versées en 2024-2025 dans une entente bilatérale dans le cadre du renforcement de la Stratégie québécoise de lutte contre la violence liée aux armes à feu.

Question 063

Pour chaque corps policier autochtone, la somme investie par le gouvernement fédéral pour son financement.

Communautés	Montant fédéral (52 %)
Akwesasne	3 587 086 \$
Eagle Village-Kipawa (Kebaowek)	558 949 \$
Eeyou-Eenou (Cris)	13 818 495 \$
Essipit	435 978 \$
Gesgapegiag	724 668 \$
Kahnawake	3 271 835 \$
Kativik	8 741 638 \$ ¹
Kawawachikamach	1 549 270 \$
Kitigan Zibi	863 275 \$
Lac-Simon	1 602 803 \$
Listuguj	1 416 387 \$
Manawan	1 125 164 \$
Mashteuiatsh	1 215 704 \$
Odanak-Wôlinak	612 006 \$
Opitciwan	2 021 294 \$
Pakua Shipi	881 883 \$
Pessamit	1 147 478 \$
Pikogan (Abitibiwinini)	508 453 \$
Timiskaming	763 677 \$
Uashat-Malotenam	1 923 603 \$
Wemotaci	952 847 \$
Wendake	1 048 098 \$

Note : Cette information provient des ententes tripartites sur la prestation des services policiers et couvre l'année financière 2024-2025 ainsi que les montants supplémentaires accordés aux avenants.

¹ La fluctuation du montant s'explique par le fait que la durée de l'avenant 2 couvrirait uniquement la période du 1^{er} avril 2024 au 30 septembre 2024, afin de permettre des échanges visant la conclusion d'une nouvelle entente.

Question 064

Tout analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solutions de reconnaissance faciale.

Le MSP ne détient aucune analyse ou document réalisé concernant l'utilisation de banque de caractéristiques ou de mesures biométriques ou de solution de reconnaissance faciale.

Question **065**

Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2024-2025.

Territoire desservi par le corps de police	2021	2022a	2023p
Service de police de la Ville de Gatineau	33	40	46
Service de police de la Ville de Montréal	s. o.	s. o.	s. o.
Service de police de la Ville de Québec	14	9	32
Service de police de la Ville de Lévis	0	0	19
Service de police de la Ville de Laval	22	19	15
Service de police de la Ville de Longueuil	3	5	13
Service de police de la Ville de Sherbrooke	9	3	7
Service de police de la Ville de Terrebonne	3	3	6
Régie intermunicipale de police de Roussillon	0	3	6
Régie intermunicipale de police de Richelieu-Saint-Laurent	6	3	4
Sûreté du Québec, MRC de Lotbinière	0	0	4
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	0	3	3
Sûreté du Québec, MRC de Lac-St-Jean-Est	0	0	3
Sûreté du Québec, MRC de Pierre-de Saurel	0	5	2
Service de police de la Ville de Granby	1	0	2
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	0	1	2
Sûreté du Québec, MRC de Papineau	0	0	2
Service de la sécurité publique de Trois-Rivières	1	1	1
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	0	2	1
Sûreté du Québec, MRC d'Acton	4	0	1
Service de police de Mirabel	0	1	1
Sûreté du Québec, MRC de Matawinie	0	0	1
Sûreté du Québec, MRC de Sept-Rivières	0	1	1
Sûreté du Québec, MRC de La Vallée-de-la-Gatineau	1	0	1
Sûreté du Québec, MRC de l'Île-d'Orléans	0	1	1
Service de sécurité publique de Saguenay	1	0	1
Sûreté du Québec, MRC de Charlevoix	0	1	1
Sûreté du Québec, MRC de Beauce-Sartigan	0	0	1

Question **065**

Suite

Territoire desservi par le corps de police	2021	2022a	2023p
Sûreté du Québec, MRC de Maskinongé	0	0	1
Service de police de l'Assomption-Saint-Sulpice	0	0	1
Sûreté du Québec, MRC de l'Érable	0	0	1
Sûreté du Québec, Poste de la Ville de la Tuque	0	8	0
Sûreté du Québec, MRC de Beauharnois-Salaberry	1	1	0
Sûreté du Québec, MRC de La Jacques-Cartier	1	0	0
Sûreté du Québec, MRC de Joliette	1	0	0
Service de police de Mashteuiatsh	3	0	0
Sûreté du Québec, MRC de la Vallée-de-l'Or	0	2	0
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	1	0	0
Sûreté du Québec, MRC de Vaudreuil-Soulanges Ouest	0	0	0
Sûreté du Québec, MRC des Maskoutains	1	0	0
Sûreté du Québec, MRC des Laurentides	0	1	0
Sûreté du Québec, MRC de Drummond	1	0	0
Sûreté du Québec, Poste de la Ville de Shawinigan	0	1	0
Régie de police du Lac des Deux Montagnes	0	1	0
Sûreté du Québec, MRC du Granit	1	0	0
Sûreté du Québec, MRC de Montcalm	1	0	0
Sûreté du Québec, MRC de La Haute-Yamaska	0	0	0
Sûreté du Québec, MRC du Val-Saint-François	0	0	0
Sûreté du Québec, MRC de Rouville	0	0	0
Sûreté du Québec, MRC de Mekinac	1	0	0
Sûreté du Québec, MRC de D'Autray	0	0	0

¹ Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) procède différemment en ce qui concerne la transmission des données en lien avec le crime organisé. Certains enjeux résultant de cette façon de faire ne permettent pas de fournir une information fiable pour ce corps de police.

a : données actualisées p : données provisoires

Les données sont présentées selon le corps de police attribué au territoire, mais un autre corps de police peut avoir traité le dossier. Données 2024 non disponibles : elles seront disponibles à l'été 2025.

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

<https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/criminalite.html>

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 067

Concernant l'usage des pistolets Taser, fournir :
a) Copie des études, scénarios ou analyse réalisés ou obtenus en 2024-2025;
b) Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région pour les cinq dernières années, et ce, par année;
c) Le nombre d'interventions policières incluant l'usage du pistolet Taser pour les cinq dernières années, par année financière, par corps policier et par région;
d) Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone, par année, pour les cinq dernières années;
e) Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage du pistolet Taser, par année, pour les cinq dernières années.

- A) Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.
- B) Depuis la collecte de données 2022, cette donnée n'est plus collectée sous cette forme auprès des corps de police.
Pour les années antérieures, veuillez-vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
- C)

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS SELON LE MODE D'UTILISATION¹

CORPS DE POLICE ²	2024 ³					2023 ⁴				
	Démonstration ⁵	Projection ⁶	Projection-contact	Contact ⁷	Mode inconnu	Démonstration ⁵	Projection ⁶	Projection-contact	Contact ⁷	Mode inconnu
Blainville	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	6	4	N/A	N/A	N/A
Bromont	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	1	0	0	0	0
Châteauguay	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	5	1	0	0	0
Gatineau	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	3	109	0	17	0
Granby	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	12	3	0	1	0
L'Assomption/Saint-Sulpice	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	0	0	0	0	0
Laval	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	234	107	1	23	0
Lévis	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	11	2	2	2	0
Longueuil	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	54	10	1	8	1
Mascouche	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	5	2	0	0	0
Memphrémagog (régie)	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	4	2	1	0	0
Mercier	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	0	0	0	0	0
Mirabel	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	7	3	0	3	0
Montréal	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	475	80	3	4	0

Question **067**

Suite

MRC Les Collines-de-l'Outaouais	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	15	2	0	0	0
Québec	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	157	28	0	1	NC
Lac des Deux-Montagnes (régie)	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	10	5	0	1	0
Roussillon (régie)	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	7	2	0	0	0
Repentigny	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	26	3	0	1	0
Richelieu-Saint-Laurent (régie)	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	23	3	0	0	0
Saguenay	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	5	3	0	4	0
Saint-Eustache	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	33	3	0	2	0
Saint-Jean-sur-Richelieu	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	26	2	0	7	0
Saint-Jérôme	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	29	7	2	1	0
Sherbrooke	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	85	9	2	0	0
Terrebonne	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	29	7	0	1	0
Thérèse-De Blainville (régie)	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	7	4	0	4	0
Trois-Rivières	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	19	2	0	5	0
Sûreté du Québec (SQ)	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	473	142	9	21	0
TOTAL	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	1 761	545	21	106	1

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

¹ Ces données ne sont pas cumulables, car plus d'un mode peut avoir été utilisé au cours du même événement.

² Le Service de police de la Ville de Thetford Mines a été aboli le 22 mars 2023. Les services policiers sur le territoire de cette ville sont désormais assurés par la Sûreté du Québec.

³ Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2024 non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2025.

⁴ Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec.

⁵ Utilisation qui consiste en l'une ou l'autre des actions suivantes : présenter l'arme en la sortant de l'étui, utiliser les lasers de visée sur le sujet et faire la démonstration des arcs électriques afin d'obtenir la coopération du sujet.

⁶ Utilisation d'une cartouche afin de projeter, sur le sujet, deux sondes reliées à l'AIE par un filin qui les alimente électriquement afin de créer une neutralisation neuromusculaire (NNM).

⁷ Application de l'arme directement sur une partie du corps du sujet afin de créer une douleur locale.

Question 067

Suite

D)

NOMBRE DE TASER¹

COMMUNAUTÉS	2024 ²	2023 ³
Akwesasne	S. O.	40
Eagle Village	S. O.	8
Eeyou-Eenou Police Force/9 communautés cries	S. O.	S. O.
Essipit	S. O.	1
Gesgapegiag	S. O.	17
Kahnawake	S. O.	21
Nunavik/14 villages nordiques	S. O.	80
Kawawachikamach	S. O.	6
Kitigan Zibi	S. O.	S. O.
Lac Simon	S. O.	9
Listuguj	S. O.	S. O.
Manawan	S. O.	6
Mashteuiatsh	S. O.	3
Odanak/Wôlinak	S. O.	3
Opitciwan	S. O.	6
Pakua Shipi	S. O.	3
Pessamit	S. O.	5
Pikogan	S. O.	2
Timiskaming	S. O.	8

Question 067	Suite

Uashat-Maliotenam	S. O.	9
Wemotaci	S. O.	4
Wendake	S. O.	3

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
¹ Il s'agit du nombre total d'armes à impulsions électriques dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.
² Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2024 non disponibles. Ces données seront traitées à partir de juillet 2025.
³ Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec.

E)

NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS¹

COMMUNAUTÉS	2024 ²				2023 ³			
	Démonstration ⁴	Projection ⁵	Projection-contact	Contact ⁶	Démonstration ⁴	Projection ⁵	Projection-contact	Contact ⁶
Akwesasne	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	ND	ND	ND	S. O.
Eagle Village	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	0	0	0	0
Essipit	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	0	0	0	0
Eeyou-Eenou Police Force	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.
Gesgapegiag	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	0	0	0	0
Kahnawake	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	0	0	2	0
Nunavik	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	5	17	0	0
Lac Simon	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	10	3	0	3
Listuguj	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.
Kawawachikamach	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	0	0
Kitigan Zibi	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.
Manawan	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	NC	NC	NC	NC

Question	067	Suite

Mashteuiatsh	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	0	1	0	0
Odanak/Wôlinak	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	NC	1	1	0
Opitciwan	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	3	0	0	0
Pakua Shipi	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	4	4	0	0
Pessamit	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	0	0	0	0
Pikogan	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	3	1	1	1
Timiskaming	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	0	0	0	0
Uashat-Maliotenam	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	4	1	0	0
Wemotaci	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	0	0	0	0
Wendake	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	1	1	1	0
Total	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	30	29	5	4

* Pour les années antérieures, veuillez-vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

¹ Ces données ne sont pas cumulables, car plus d'un mode peut avoir été utilisé au cours du même événement.

² Données du Questionnaire sur l'administration des activités policières 2024 non disponibles. Elles seront traitées à partir de juillet 2025.

³ Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières rempli annuellement par chacun des corps de police du Québec.

⁴ Utilisation qui consiste en l'une ou l'autre des actions suivantes : présenter l'arme en la sortant de l'étui, utiliser les lasers de visée sur le sujet et faire la démonstration des arcs électriques afin d'obtenir la coopération du sujet.

⁵ Utilisation d'une cartouche afin de projeter, sur le sujet, deux sondes reliées à l'AIE par un filin qui les alimente électriquement afin de créer une neutralisation neuromusculaire (NNM).

⁶ Application de l'arme directement sur une partie du corps du sujet afin de créer une douleur locale.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 068

Le 14 février 2025, le ministre de la Sécurité publique annonçait une ligne directrice qui prévoit que tout policier doit se requalifier au moins une fois par année pour chaque arme pour laquelle il est qualifié. Cette ligne directrice s'adresse à tous les corps de police du Québec et à leurs membres. Elle prévoit également qu'un policier qui ne s'est pas requalifié dans l'année civile ne peut plus faire l'usage de l'arme tant qu'il n'a pas réussi la requalification. En lien avec cette nouvelle ligne directrice, veuillez nous dire, pour chacun des corps de police au Québec :

- a. Le nombre et le pourcentage de policiers qui respectent la ligne directrice;
- b. Le nombre et le pourcentage de policiers qui excèdent le délai d'un an prévu avec la ligne directrice;
- c. Le nombre et le pourcentage de policiers qui ont obtenu d'un directeur d'un corps de police, une prolongation d'une durée maximale de 45 jours;
- d. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant échoué une requalification;
- e. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant réussi la reprise de la requalification suite à un échec;
- f. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant été réaffecté dans des fonctions ne nécessitant pas l'usage d'une arme jusqu'à ce que la requalification soit réussie.

La ligne directrice sur les requalifications des policiers en matière d'armes à feu et d'agents chimiques est entrée en vigueur le 24 janvier 2025. Elle n'a pas d'effet rétroactif. En effet, les obligations découlant de la ligne directrice ne s'appliquent que depuis la fin janvier 2025 et les policiers doivent se requalifier au cours de l'année civile 2025. Ce n'est qu'au début de l'année 2026 que le ministère de la Sécurité publique sera en mesure d'obtenir des données relatives aux requalifications des policiers québécois.

Question **069**

Le nombre et la valeur des saisies de tabac de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années.

SAISIES	2024-2025 ¹	
	NOMBRE	VALEUR (\$)
Cartouches	56 130	5 881 699 \$
Sac de type Ziploc (200 cigarettes)	19 014	1 859 611 \$
Cigarettes (autres formats, à l'unité)	140 456	77 103 \$
Tabac en vrac (sac 200 grammes)	143	14 104 \$
Tabac en vrac (kilos)	3	965 \$
Chicha (kilos)	690	296 127 \$
Cigares et cigarillos ²	115 054	58 115 \$
Autres produits du tabac (kilos)	18	10 892 \$

¹ Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2024-2025 sont calculées pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025. Pour les quatre années précédentes, se référer aux études des crédits antérieures.

² Les différents emballages de cigarillos saisis ont été convertis en cigarillos à l'unité.

Question 070

La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2024-2025.

Le ministère de la Sécurité publique dispose des données sur le montant des amendes imposées à la suite d'un jugement en matière de contrebande de tabac. Ces données lui sont transmises par Revenu Québec dans le cadre des activités du Comité ACCES Tabac.

Année financière	2024-2025 ¹
Amendes imposées (en M\$)	6,41

¹ Le montant des amendes pour l'exercice 2024-2025 est calculé pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2024.
Le ministère de la Sécurité publique ne dispose cependant pas des données sur le montant des amendes encaissées.

Question 071

Le nombre et la valeur des saisies de cannabis de contrebande, et ce, pour les cinq dernières années

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) compile ces renseignements depuis la mise en place, en octobre 2018, du comité Actions concertées contre les économies souterraines (ACCES) Cannabis. Pour la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, les policiers ont saisi l'équivalent de 5 427,56 kilogrammes de cannabis séché.

Le MSP n'est pas en mesure de convertir cette donnée, puisqu'aucune source officielle ne détermine la valeur du cannabis de contrebande à l'heure actuelle.

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers des études des crédits précédents.

Question **073**

Actions mises en œuvre afin de sensibiliser aux enjeux du profilage racial et social.

Voici le détail des actions posées par le MSP en 2024-2025 :

Déploiement d'une formation destinée aux policiers et policières du Québec

Des travaux sont en cours, de concert avec l'École nationale de police du Québec et en étroite collaboration avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et le Commissaire à la déontologie policière afin d'offrir des capsules de sensibilisation sur le profilage racial et social aux policiers. Le gouvernement a annoncé un budget de 930 000 \$ sur 4 ans, pour la réalisation de ce projet. Les travaux ont débuté au cours de l'année financière 2021-2022. Les trois premières capsules de sensibilisation ont déjà été déployées. Les objectifs visés par cette offre de formation sont : d'améliorer la compréhension des enjeux complexes auxquels font face les policiers et les policières dans une société diversifiée, de situer le cadre législatif et jurisprudentiel de la pratique policière au regard des droits de la personne, d'outiller l'agent de la paix pour lui permettre de détecter les situations à risque de constituer une atteinte aux droits de la personne, de stimuler l'introspection, de donner des orientations claires quant aux attentes envers les corps de police. La dernière capsule sera déployée au printemps 2025. Finalement, les travaux sont en cours afin que les contenus de formation développés soient intégrés au parcours de formation des policiers.

Ligne directrice concernant les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière (C.s.r.)

Conformément aux dispositions de la *Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues*, le ministre de la Sécurité publique a établi, à l'égard des corps de police et de leurs membres, une ligne directrice concernant les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière (C.s.r.). En vigueur depuis le 5 décembre 2023, cette ligne directrice a pour objectif de prévenir toute forme de profilage racial et social lors des interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du C.s.r., afin de maintenir un haut niveau de confiance de la population envers les policiers. Elle prévoit également que les corps de police doivent obligatoirement collecter, depuis le 1^{er} avril 2024, les données sur l'interpellation policière et depuis janvier 2025, les données sur l'interception routière effectuée en vertu de l'article 636 du C.s.r.

Ainsi, le ministre de la Sécurité publique recevra les rapports annuels de données sur l'interpellation policière à compter du 31 mars 2025. Une première diffusion de ces données pour l'année courante (du 1^{er} avril 2024 au 31 décembre 2024) serait donc disponible en 2025-2026 sur le site Internet du MSP.

Équipes mixtes d'intervention composées de policiers et d'intervenants communautaires (ÉMIPIC)

Afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA), de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens) et parallèlement du Groupe d'action contre le racisme, le MSP a annoncé en 2021-2022, la somme de 11,6 M\$ sur 4 ans pour la mise en place d'ÉMIPIC dans quatre municipalités desservies par la Sûreté du Québec (SQ) : Roberval, Chibougamau, Joliette et Maniwaki. Ces équipes sont formées pour agir auprès de personnes autochtones et allochtones aux prises avec différentes problématiques (p. ex. : la consommation d'alcool et

Question 073

Suite

de drogues, la rupture sociale, la judiciarisation fréquente et l'itinérance). Ces services sont offerts par des policiers de la SQ, ainsi que par des intervenants communautaires du ministère de la Santé et des Services sociaux. Cette collaboration a permis d'offrir des services adaptés à la clientèle vulnérable, notamment des interventions concertées qui limitent la judiciarisation de certains individus. Certaines équipes sont soutenues par un agent de liaison civil autochtone ou des services de liaison autochtone civile, en partenariat avec des organisations autochtones de ces milieux. Les membres de ces équipes reçoivent de la formation spécialisée abordant, entre autres, les thèmes de l'itinérance, de la violence conjugale et des interventions culturellement sécurisantes.

Question **074**

État de situation des travaux du Comité provincial en matière de profilage racial et social.

Au cours de la dernière année, voici les actions mises en œuvre par le Comité sectoriel issu du milieu policier sur le profilage racial et social (Comité).

La formation des policières et des policiers est identifiée comme un moyen essentiel et prioritaire permettant de lutter contre le racisme et le profilage racial et social. C'est pourquoi le ministère de la Sécurité publique travaille activement au développement d'un programme d'activités de sensibilisation pour lutter contre le racisme et le profilage racial et social, et ce, en étroite collaboration avec l'École nationale de police du Québec, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse ainsi que le Commissaire à la déontologie policière. Pour ce faire, le gouvernement a accordé un budget de 930 000 \$ sur quatre ans, pour la réalisation de ce projet. Conséquemment, les travaux du Comité ont porté principalement, au cours de l'exercice financier 2024-2025, à fournir une expertise-conseil quant à l'élaboration de l'offre de formation destinée aux organisations policières.

Le Comité s'est réuni trois fois au cours de la période allant du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025.

Question 075

Budget dédié aux travaux sur le profilage racial et social et budget réellement investi en 2024-2025.

Un total de 930 000 \$ sur 4 ans ont été alloués pour la réalisation de la formation sur le profilage racial et social aux policiers (en coll. avec l'ENPQ, la CDPDJ et le COMDP). De cette somme, 220 000 \$¹ sont rendus disponibles pour l'année 2024-2025.

Un total de 11 600 000 \$ sur 4 ans ont été alloués pour le financement d'équipes mixtes d'intervention composées de policiers et d'intervenants communautaires (ÉMIPIC). De cette somme, 3 M\$¹ sont rendus disponibles pour l'année 2024-2025.

¹ Au 31 janvier 2025, le versement de l'ensemble des sommes engagées n'avait pas encore été réalisé. Les sommes inscrites représentent donc le budget alloué qui devrait être investi au terme de l'année financière 2024-2025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 078

Veuillez nous fournir l'ensemble des données transmises au ministre par les directeurs des corps de police, par corps de police, via l'article 265 de la Loi sur la police (article 88 du projet de loi 14) concernant :

a. Les données concernant les mandats de perquisition demandés;

b. Les données faisant état des interpellations policières effectuées, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2)

A. Les données concernant les mandats de perquisition demandés par les corps de police :

Corps de police	Nombre de mandats de perquisition demandés - 2023 ¹
Ensemble des corps de police du Québec	7 091

¹ Il s'agit du nombre de mandats de perquisition demandés au cours de l'année 2023 en vertu des articles 487, 487.01, 487.05 et 487.091 du Code criminel, des autres lois fédérales et des lois provinciales. Ces données proviennent du formulaire *Mandats de perquisition – 2023* qui est complété annuellement par les corps de police en vertu de l'article 265 de la *Loi sur la police*. Les données de 2024 seront disponibles à partir de juillet 2025.

B. Le 5 décembre 2023, entré en vigueur la Ligne directrice sur les interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du *Code de la sécurité routière* (C.s.r.) par un policier. En outre, les modifications apportées à l'article 265 de la Loi sur la police créent une nouvelle obligation au directeur de tout corps de police de transmettre au ministre, avant le 1^{er} avril de chaque année, un rapport faisant état des interpellations policières, y compris les interceptions routières effectuées en vertu de l'article 636 du C.s.r., selon la forme et le contenu déterminé par le ministre. Les corps de police ont l'obligation de transmettre leur rapport pour ces collectes selon les dates suivantes :

- Le 31 mars 2025, pour la collecte de données sur l'interpellation policière visant à recueillir les données du 1^{er} avril au 31 décembre 2024;
- Le 31 mars 2026, pour la collecte de données sur l'interception routière effectuée en vertu de l'article 636 du C.s.r. visant à recueillir les données du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025.

Par conséquent, les données demandées ne sont pas disponibles.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **079**

Le 18 août 2023, le ministre annonçait le déploiement d'une formation issue d'un partenariat entre le ministère de la Sécurité publique, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), l'École nationale de police du Québec (ENPQ) et le Commissaire à la déontologie policière. La formation sur le profilage racial est composée notamment de quatre capsules vidéo. En lien avec cette formation, veuillez nous indiquer, pour chacune des 4 capsules vidéo :

a. Le sujet de la capsule;
b. La date de mise en ligne de la capsule;
c. La durée de la formation;
d. Le nombre et le pourcentage de policiers ayant suivi la formation, ventilé par capsule;
e. Le coût de production de la capsule;
f. La compagnie en charge de la production de la capsule.

La diffusion de la formation sur le profilage racial et social s'articule autour d'un réseau de plus de 200 répondants provenant de tous les corps de police du Québec dont le mandat est d'animer auprès de leurs pairs des activités dans lesquelles s'intègrent les capsules. Pour la capsule 3, les répondants ont reçu une formation d'une journée en présentiel qui a eu lieu en octobre 2024. Au sujet des capsules, plus précisément :

- a. Capsule 1 : La société en changement
Capsule 2 : Les biais inconscients
Capsule 3 : Les situations à risques de profilage racial et social
Capsule 4 (en développement) : Intervention policière dans un contexte de droits.
- b. Les 3 premières capsules ont été déposées sur l'environnement d'apprentissage numérique de l'École nationale de police du Québec (ENPQ) en octobre 2024. Il n'y a pas d'échéance pour la diffusion des capsules au sein des corps de police. Ces derniers sont responsables de déterminer un calendrier et des modalités de diffusion selon leurs besoins et leur réalité.
- c. La durée de l'activité de diffusion d'une capsule est d'un minimum de 40 minutes, mais la méthode de diffusion choisie permet aux organisations policières d'avoir la flexibilité nécessaire pour aller plus loin. La capsule 1 est d'une durée de 14,48 minutes, la capsule 2 est d'une durée de 10,12 minutes et la capsule 3 est d'une durée de 11,52 minutes en n'incluant pas les discussions et animations prévues dans l'activité.
- d. La responsabilité d'assurer le suivi du déploiement des capsules de sensibilisation relève des organisations policières. L'ENPQ a tout de même mis à la disposition de celles-ci un rapport de diffusion à compléter, de façon facultative. Ainsi, selon un rapport partiel, il y a eu 1 674 visionnements pour la capsule 1, 1 316 visionnements pour la capsule 2 et 1 050 visionnements pour la capsule 3.
- e. Les coûts suivants sont les coûts du projet dans son ensemble, incluant le développement et la diffusion de la formation des répondants, ainsi que le développement des capsules et des activités de formation qui y sont associées.

Année budgétaire	Dépenses
2024-2025	200 000 \$*

* Sommes prévues à l'entente pour l'année financière 2024-2025.

- f. L'ENPQ a pris en charge la conception des capsules.

Question **080**

Le nombre de crimes haineux par année, pour les cinq dernières années.

ANNÉE	NOMBRE DE CRIMES HAINEUX
2022 ^a	411
2023 ^p	711

a : données actualisées p : données provisoires
Données 2024 non disponibles : elles seront disponibles à l'été 2025.
Les statistiques sur la criminalité sont diffusées annuellement dans le site Web du ministère de la Sécurité publique.
<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/securite-publique/publications/statistiques-criminalite-quebec>
* Pour les années antérieures, veuillez-vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question 081

Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme depuis cinq ans ainsi que les prévisions pour 2025-2026. Veuillez également nous fournir les budgets réellement dépensés.

Le budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ), pour 2024-2025, est de 1 147 752 \$¹.

¹ Ce montant correspond à la dépense réelle du Centre de gestion de l'information de sécurité pour la période s'échelonnant du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025. Pour les années antérieures, veuillez-vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **082**

Sommes ventilées accordées lors des cinq dernières années, pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes faites par le ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire. Sommes ventilées prévues pour 2025-2026.

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux et les agents de sécurité gouvernementaux (ASG) à l'emploi du ministère (salaires), et par des agents de sécurité à contrat.

Les sommes accordées pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (8). Ces sommes incluent également les salaires du personnel d'encadrement et de soutien dans les palais de justice :

	Salaires (\$)	Contrats (\$)	TOTAL
Secteur Est 4271	3 777 396	420 777	4 198 173
Secteur Centre-du-Québec 4272	2 471 168	346 514	2 817 682
Secteur Palais de justice Québec 4273	2 515 110	179 523	2 694 633
Secteur Sud 4274	3 096 677	611 257	3 707 934
Secteur Laval - Laurentides 4275	2 145 238	356 504	2 501 742
Secteur Abitibi - Outaouais 4279	1 825 583	243 124	2 068 707
Secteur Île de Montréal 4269	8 395 220	915 028	9 310 248
Central – unité de formation et personnel d'encadrement	1 128 466	-	1 128 466

*Données au 31 janvier 2025

**Pour les années antérieures, veuillez-vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **083**

La liste et le nombre de pratiques mixtes d'interventions psychosociales et policières de proximité déployées en 2024-2025 en indiquant la date d'entrée en fonction et les prévisions pour les 5 prochaines années.

ÉQUIPES MIXTES		
Corps de police	PROJETS	Financement 2024-2025
Projets financés par l'enveloppe Réforme policière : Lors du discours sur le budget 2021-2022, le gouvernement du Québec a annoncé des investissements de 25 M\$ sur trois ans pour entreprendre la réforme du modèle policier.		
Service de police de la Ville de Montréal	Équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR)	Soutenu avec les crédits 2023-2024 jusqu'au 31 décembre 2024
Service de police de la Ville de Montréal	Équipe de soutien aux urgences psychosociales (ESUP)	
Service de police de l'agglomération de Longueuil	Réseau d'entraide sociale et organisationnelle (RESO)	Soutenu avec les crédits 2023-2024 jusqu'au 31 décembre 2024
Corps de police	PROJETS	Financement 2024-2025
Projets financés par le programme de soutien à l'innovation et au développement de pratiques exemplaires en matière policière 2022-2024 (PSIP)		
Service de police de Saguenay	Groupe d'interventions psychosociales Saguenay (GIPS).	Soutenu avec les crédits 2023-2024 jusqu'au 31 décembre 2024
Service de police de Saguenay	Situation Analysée en Partenariat et Orientée Ressource Adaptée » (SAPORA).	Soutenu avec les crédits 2023-2024 jusqu'au 31 décembre 2024
Sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	« MAINtenir le lien »	Soutenu avec les crédits 2023-2024 jusqu'au 31 décembre 2024
Service de police de la Ville de Lévis	Intégration de deux postes d'intervenants psychosociaux dans les locaux du Service de police de la Ville de Lévis afin de bonifier l'offre de services à la population de la région.	Soutenu avec les crédits 2023-2024 jusqu'au 31 décembre 2024
Service de police de la Ville de Repentigny	Concertation, Intervention, Désescalade et Déjudiciarisation (CIDD)	Soutenu avec les crédits 2023-2024 jusqu'au 31 décembre 2024
Service de police intermunicipal de Terrebonne	Centre de Concertation et d'Intervention de Proximité (CCIP)	Soutenu avec les crédits 2023-2024 jusqu'au 31 décembre 2024

Question	083	Suite

Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	PACIFIQUE	Soutenu avec les crédits 2023-2024 jusqu'au 31 décembre 2024
Régie intermunicipale de police Thérèse-De Blainville	Présence de dix agents de proximité dans les endroits ciblés problématiques ou déterminés en fonction de la vulnérabilité de la clientèle qui s'y retrouve.	Soutenu avec les crédits 2023-2024 jusqu'au 31 décembre 2024
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	Création d'une équipe mixte en intervention de proximité, dans un partenariat avec le Centre intégré de santé et des services sociaux de la Montérégie-Centre.	Soutenu avec les crédits 2023-2024 jusqu'au 31 décembre 2024
Régie intermunicipale de police de Roussillon	Ajout de deux ressources en intervention psychosociale dans les locaux de la Régie intermunicipale de police Roussillon.	Soutenu avec les crédits 2023-2024 jusqu'au 31 décembre 2024
Corps de police	PROJETS	Financement 2024-2025
Projets financés par le Programme de soutien aux pratiques policière concertées en itinérance et en santé mentale (PSPPC)		
Service de police de Châteauguay	Le projet a pour objectif de réduire la judiciarisation des individus vulnérables et de diminuer leur recours aux services d'urgence à l'aide des équipes d'intervention mixtes, composées d'agents de police et de professionnels de la santé mentale.	Oui
Service de police de la Ville de Gatineau	Le projet vise à consacrer deux ressources dédiées à temps plein, soit une ressource spécialisée civile qui agira à titre de coordonnateur de projet et inspecteur-cadre policier afin d'optimiser les collaborations avec les partenaires œuvrant en itinérance et en santé mentale dans la Ville de Gatineau.	Oui
Service de police de Sherbrooke	Un projet pilote réalisé en 2024 explique le projet PSPPC à Sherbrooke : la création d'une équipe de policiers spécialisés consacrée exclusivement à la gestion proactive des personnes en situation d'itinérance, en partenariat avec les ressources spécialisées de leurs partenaires. L'équipe réalisera un travail de proximité auprès de ces personnes et adaptera ses stratégies d'intervention en conséquence.	Oui
Service de police de Trois-Rivières	Le projet vise à accueillir une ressource psychosociale pour compléter et bonifier l'offre de service actuelle du Centre intégré universitaire de santé	Oui

Question **083**

Suite

	et de service sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec, tout en disposant d'un intervenant terrain disponible 7 jours sur 7, et ce, après les heures ouvrables des services courants du Centre multiservice de santé et de services sociaux.	
Service de police intermunicipal de Terrebonne	Reconduction du projet CCIP. La mission première du Centre de concertation et d'intervention de proximité (CCIP) est d'aller au-devant des citoyens en situation d'itinérance, des personnes souffrant de problèmes de santé mentale sur le territoire par le biais d'une approche préventive, d'interventions de proximité et de concertation avec les partenaires.	Oui
Service de police de la Ville de Saint-Jérôme	Continuité du projet PSIP (Projet PACIFIQUE) - Ce projet consiste en la création d'une équipe spécialisée en intervention psychosociale (ÉSIP) composée d'un coordonnateur en intervention psychosociale et de deux intervenants sociaux. Cette équipe travaillera en collaboration avec les deux intervenantes du Centre intégré de santé et des services sociaux des Laurentides.	Oui
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	La subvention accordée permettra de couvrir une partie des frais admissibles des trois membres de l'équipe mixte en intervention de proximité (ÉMIP) (deux (2) policiers et une (1) travailleuse sociale). ÉMIP est une équipe mixte active sur le terrain auprès des personnes en situation d'itinérance.	Oui
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	Le SPVSE initie le projet UMAIN. Ce projet unique vise principalement à agir en amont auprès des clientèles vulnérables, à développer une stratégie proactive dans la gestion des appels et à assurer des suivis de dossiers. La nouvelle ressource civile travaillera en binôme avec une autre ressource civile extérieure au SPVSE.	Oui
Service de police de la ville de Repentigny	Créé dans le cadre du PSIP, ce projet consiste à consolider la concertation entre le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Lanaudière et l'équipe Concertation, intervention, désescalade, déjudiciarisation (CIDD). Cette dernière est composée de quatre	Oui

Question **083**

Suite

	intervenants sociaux de la ville et de deux intervenants sociaux du CISSS de Lanaudière.	
Service de police de Saguenay	Le projet consiste en une collaboration entre le Service de police de Saguenay et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean dans le but de maintenir le projet Situation analysée en partenariat et orientée en ressources adaptées (SAPORA) dans le but d'améliorer les pratiques auprès des personnes en situation de vulnérabilité.	Oui
Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville	C'est l'ensemble des policiers qui sera appelé à travailler de pair avec la ressource civile spécialisée et les agents de proximité sur le terrain auprès des personnes aux prises avec des problèmes d'itinérance et de santé mentale sur leur territoire. La ressource civile spécialisée devra soutenir les interventions policières dans un contexte de vulnérabilité et assurer des suivis auprès des personnes touchées.	Oui
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	Le projet vise à bonifier le poste à temps partiel de l'intervenante en service social pour un poste à temps plein. En étroite collaboration avec le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie, la ressource agira dans le cadre de leurs opérations dans un contexte d'intervention de nature psychosociale, principalement en deuxième ligne.	Oui
Service de police de la Ville de Québec	En continuité avec le programme existant, le SPVQ souhaite bonifier son offre de services en ajoutant des constables spécialisés en santé mentale et augmenter la complémentarité de ses expertises en ajoutant un conseiller en stratégie policière (profil criminologie) dédié à la santé mentale et à l'itinérance.	Oui
Service de police de Pikogan	Cette initiative vise à renforcer la collaboration entre les services de police et les services de santé afin de répondre aux enjeux croissants de santé mentale et d'itinérance dans les communautés de Pikogan et les environs.	Oui
Sécurité publique de la MRC des Collines-de-l'Outaouais	Bonification de l'équipe existante MAINtenir (un agent coordonnateur et d'une ressource civile du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais) avec l'ajout d'une ressource civile spécialisée en intervention	Oui

Question **083**

Suite

	et liaison communautaire, visant l'axe de la prévention dans les milieux à risque identifiés par les ressources communautaires œuvrant sur leur territoire.	
Corps de police des Abénakis-Odanak-Wôlinak	Ce projet concerne l'intégration de deux ressources civiles spécialisées afin de renforcer la collaboration entre les services de police et les services de santé pour répondre aux enjeux croissants en santé mentale et en itinérance dans les communautés d'Odanak, Wôlinak, et leurs environs	Oui
Service de police de l'Assomption/Saint-Sulpice	Ce projet vise à dégager un policier afin de le dédier aux enjeux de santé mentale et d'itinérance dans les villes de l'Assomption et de Saint-Sulpice. Cet agent travaillera en partenariat étroit avec le Centre intégré de santé et des services sociaux et les organismes communautaires, permettant des interventions conjointes et des suivis prolongés pour réduire la judiciarisation et les recours aux urgences.	Oui
Service de police de la Ville de Granby	Le projet Uniformiser Nos Interventions en Résolution de problèmes (UNIR) a pour objectif de renforcer l'engagement des policiers en faveur d'une approche de police de proximité, centrée sur la communauté. Instauré en 2023, celui-ci vise la concertation avec les différents acteurs du milieu pour offrir la meilleure mesure au bon moment pour les personnes vulnérables, dont les cas de santé mentale et d'itinérance.	Oui
Service de police de la Ville de Lévis	Le projet a pour objectif de réduire la judiciarisation des individus vulnérables et de diminuer leur recours aux services d'urgence à l'aide des équipes d'intervention mixtes, composées d'agents de police et de professionnels de la santé mentale.	Oui
Service de police de Mirabel	Le projet vise à constituer de façon officielle l'équipe mixte Escouade mixte en sécurité communautaire (EMSC) composée d'un policier et de deux ressources en travail social. Cette équipe se chargera des cas en situation de crise non imminente, notamment les appels qui ne seront pas pris en charge par le Centre hospitalier ou le Centre intégré universitaire de santé et des services sociaux.	Oui

Question 083

Suite

Service de police de l'agglomération de Longueuil	L'équipe Réseau d'entraide social et organisationnel (RESO) a développé une expertise auprès des personnes vulnérables. Composée de deux intervenants psychosociaux de concertation et d'une vingtaine de policiers, elle agit en amont auprès des gens les plus susceptibles de commettre un délit ou d'être victimes d'un crime, des personnes marginalisées ou à risque de l'être et des citoyens en voie de désaffiliation sociale, et ce, en collaboration avec les organismes et les institutions déjà en place.	Oui
Service de police de Gesgapegiag	Le projet propose une approche intégrative qui relie les services de santé mentale et le soutien aux sans-abris grâce à la collaboration d'une ressource en travail social, un intervenant psychosocial et un policier. En établissant des partenariats stratégiques et un conseil consultatif, le projet garantit que les besoins de la communauté sont prioritaires.	Oui

Question **084**

Le 17 février 2025, le ministre de la Sécurité publique annonçait une aide financière de 5,5 M\$ pour soutenir l'implantation de projets de pratiques mixtes dans 11 corps de police supplémentaires. Veuillez nous fournir la liste des corps de police qui vont recevoir l'aide et nous fournir les coûts, par année, par corps de police.

Le Programme de soutien aux pratiques policières concertées en itinérance et en santé mentale 2025-2027 (PSPPC) a permis à 11 nouveaux corps de police de mettre en place un premier projet de pratiques mixtes Le tableau présente les 8 corps de police municipaux et les 3 corps de police autochtones en question.

Corps de police municipaux et autochtones	2024-2025 (\$)	2025-2026 (\$)	2026-2027 (\$)	Total accordé (\$)
Implantation de pratiques mixtes – nouveaux projets				
Corps de police des Abénakis (CPA)	194 000	189 000	177 000	560 000
Service de police de Châteauguay	115 000	115 000	115 300	345 300
Service de police de la Ville de Gatineau	248 300	242 100	242 300	732 700
Gesgapegiag Police Department (CPA)	248 000	193 500	241 100	682 600
Service de police de L'Assomption/Saint-Sulpice	75 300	77 200	79 200	231 700
Service de police de Pikogan (CPA)	98 400	113 620	81 980	294 000
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	240 00	250 000	250 000	740 000
Service de police de la Ville de Saint-Eustache	137 000	131 000	127 000	395 000
Service de police de Sherbrooke	250 000	250 000	250 000	750 000
Direction de la police de Trois-Rivières	108 000	134 000	134 000	76 000
Régie intermunicipale de police de Thérèse-de-Blainville	110 000	115 000	120 000	345 000
Total nouveaux projets				5 452 300

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **085**

Suite au décès de la sergente Maureen Breault en 2023, un plan d'action a été mis en place. La mesure 5 du plan d'action, soit la Création d'un comité de liaison permanent, est sous la responsabilité du MSSS et du MSP. En lien avec ce comité, veuillez nous fournir :

- a. La liste des rencontres en indiquant la date et la liste des personnes présentes;
- b. Les ordres du jour;
- c. Les procès-verbaux;
- d. Les documents distribués;
- e. Les documents produits pour ou par le comité;
- f. Les recommandations formulées;
- g. Les analyses ou tout autre document produit par ou pour le comité.

Dans les jours suivant les événements ayant mené au décès de la sergente Maureen Breaux, les instances concernées au sein du gouvernement du Québec se sont rapidement mises en action, de façon concertée, pour documenter la situation, identifier les enjeux, trouver des pistes de solutions pour optimiser le suivi des personnes prises en charge par la Commission d'examen des troubles mentaux (CETM) et ce, pour une meilleure protection de tous. Ces instances sont :

- Le ministère de la Justice du Québec;
- Le ministère de la Sécurité publique;
- Le ministère de la Santé et des Services sociaux;
- Le Tribunal administratif du Québec;
- Le Directeur des poursuites criminelles et pénales;
- La Commission des services juridiques.

Le plan de travail adopté par les ministères et organismes concernés comporte cinq actions qui se subdivisent en douze mesures. Le comité de liaison permanent est en charge du suivi du plan d'action.

Les mesures portées ou co-portées par le ministère de la Sécurité publique (MSP) sont les suivantes :

Question **085**

Suite

Mesure	État d'avancement
Action 2 : Optimiser et uniformiser la cueillette et l'utilisation de l'information rendues disponibles aux policiers sur les accusés ayant été reconnus criminellement non-responsable	
Mesure 2.1 : Uniformiser l'inscription des données provenant des décisions de la CETM au Centre de renseignements policiers du Québec (CRPQ) et évaluer la possibilité de centraliser cette tâche	Des informations extraites des décisions de la CETM sont accessibles aux policiers via le CRPQ. Les modalités d'échange de ces informations ainsi que les règles d'inscriptions au CRPQ sont prévues dans le document « Processus entre la CETM et le CRPQ » qui est en vigueur depuis 2010. La mise à jour des informations à la suite de nouvelles décisions de la CETM est déjà prévue dans ce document. Au cours des derniers mois, le MSP a effectué plusieurs travaux pour mettre en œuvre ces deux mesures : – Le MSP a travaillé en partenariat avec l'équipe du CRPQ à la Sûreté du Québec pour l'envoi d'un bulletin CRPQ – CETM en octobre 2023, rappelant aux organisations policières l'importance d'inscrire au CRPQ les décisions de la CETM selon les règles en vigueur. – Le MSP, en collaboration, avec l'équipe du CRPQ et de la CETM, a effectué une vérification de conformité des dossiers à partir d'un échantillon de dossiers sélectionnés par la CETM. Cette analyse a permis de cibler les informations à clarifier et à mettre de l'avant dans le cadre des travaux de révision du document « Processus entre la CETM et le CRPQ » (comprenant les modalités d'échange de informations concernant les décisions de la CETM ainsi que les règles d'inscription au CRPQ). Ces travaux sont en cours. – Le MSP a débuté, à l'hiver 2023, les travaux d'élaboration d'une nouvelle pratique policière portant spécifiquement sur les interventions auprès de personnes sous ordonnance de la CETM. Cette pratique sera distincte de la pratique policière 2.2.8 <i>Intervention auprès d'une personne dont l'état mental est perturbé</i>. – Finalement, la Direction générale de l'audit interne, des enquêtes, de l'inspection et de l'évaluation de programmes du MSP procède depuis janvier 2023 à des inspections dans les corps de police municipale et à la Sûreté du Québec sur les interventions policières auprès des personnes dont l'état mental est perturbé. En septembre 2023, des vérifications au sujet des délais d'alimentation des conditions émises par la CETM au CRPQ ont été ajoutées au programme d'inspection comme élément de vérification.
Mesure 2.3 : Élaborer un processus de mise à jour des informations contenues au CRPQ à la suite de la tenue d'une audience à la CETM.	

Question **085**

Suite

Mesure	État d'avancement
Action 3 : Favoriser la cohérence de l'évaluation de la dangerosité des individus effectuée par les différents organismes chargés de les surveiller	
Mesure 3.2 : Analyser les façons d'optimiser les suivis des conditions des accusés jugés non criminellement responsables (mesure ajoutée le 23 mai 2023 – co-portée avec le MSSS).	La Loi visant à renforcer le suivi des personnes faisant l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou d'inaptitude à subir leur procès, aussi appelée « Loi Maureen Breau » est entrée en vigueur le 3 octobre 2024. L'équipe d'agents de liaison du MSP est en place et les activités de formation sont en cours. Les travaux se poursuivent avec les différents partenaires impliqués. Une formation sur le service d'agents de liaison du MSP a été offerte aux juges de la CETM les 15 et 22 novembre 2024. En date du 21 janvier 2025, la CETM avait rendu cinq décisions de libération avec modalités impliquant un suivi par un agent de liaison du MSP et une décision demandant un éclairage prédécisionnel.
Action 5 : Optimiser la collaboration entre les intervenants	
Mesure 5.1 : Mettre en place un comité de liaison permanent, soit en relançant les travaux d'un comité existant ou en créant un nouveau comité (co-portée avec le MSSS)	Le Comité de liaison a été créé. Il a tenu quatre rencontres, soit le 26 février 2024, le 29 mai 2024, le 21 octobre 2024 et le 21 janvier 2025. La prochaine rencontre est prévue le 30 avril 2025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 086

Le projet de loi 66 entré en vigueur le 3 octobre 2024 prévoit la mise en place d'agents de liaison. En lien avec ce nouveau poste, veuillez nous dire :
a. Le nombre d'agents de liaison en poste en 31 mars 2024, ventilé par région;
b. Le nombre de personnes sous la responsabilité des agents de liaison, ventilé par région;
c. Le nombre d'agents de liaison à venir en 2025-2026, ventilé par région.

- p
a. Les agents de liaison en poste étaient au nombre de 8, en date du 31 janvier 2025.

DSPC	Clientèle Féminine et Activités Spécialisées (Montréal)	Mauricie Centre-du-Québec	Montréal Nord- Est	Ontario	Québec-Charlevoix	Saguenay-Lac St- Jean
Nombre de poste	3	1	1	1	1	1

- b. En date du 31 janvier 2025, les agents de liaison étaient impliqués dans 6 dossiers.

Régions	Abitibi- Témiscamingue	Capitale Nationale	Estrie	Ontario
Nombre de dossiers	2	1	2	1

- c. Le nombre de postes d'agents de liaison à venir est au nombre de 5 pour 2025-2026.

DSPC	Clientèle Féminine et Activités Spécialisées (Montréal)	Estrie	Laval - Lanaudière	Laurentides	Ontario
Nombre de poste	1	1	1	1	1

Question 087

Le projet de loi 14 entré en vigueur le 5 octobre 2023 prévoit qu'une personne qui ne remplit pas la condition prévue au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 115 de la Loi sur la police peut être embauchée comme policier pour exercer des fonctions d'enquête, dans un corps de police autre qu'un corps de police spécialisé. En lien avec cette nouvelle disposition, veuillez nous dire, par corps de police, le nombre de personnes visées par cette exemption, par catégorie d'emploi.

L'habilitation réglementaire permettra l'embauche de personnes initialement civiles par entrées latérales (soit, par le biais d'un parcours de formation alternatif) pour exercer des fonctions d'enquête spécialisée. Pour 2024-2025, aucune personne n'a bénéficié de la mesure puisque celle-ci est toujours en élaboration.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 088

Depuis l'adoption de la loi visant à aider à retrouver des personnes disparues, veuillez nous dire :

a. Le nombre de fois où l'article 3 visant à permettre à un juge de la Cour du Québec ou un juge de paix magistrat, d'ordonner à une personne, une société ou un autre groupement de personnes de communiquer des renseignements concernant la personne disparue ou la personne qui l'accompagne qui sont en sa possession ou à sa disposition au moment où il reçoit l'ordonnance a été utilisé. Veuillez nous fournir cette information ventilée par région;

b. Le nombre de fois où l'article 6 permettant à un juge de la Cour du Québec ou un juge de paix magistrat peut accorder l'autorisation de pénétrer dans un lieu, y compris une maison d'habitation s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que la personne disparue se trouve dans ce lieu et qu'il est nécessaire d'y pénétrer pour assurer sa santé ou sa sécurité a été utilisé. Veuillez nous fournir cette information par région.

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas ces renseignements.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 090

- Concernant Québec En Alerte, l'alerte Amber et l'alerte Silver, veuillez nous fournir :
- a. La liste des alertes en 2024-2025 en indiquant la date et la raison;
 - b. Les crédits alloués à ce service notamment en logiciel, équipement, mise à jour et paiements divers ;
 - c. Le coût pour chaque utilisation ;
 - d. Le taux d'erreur de diffusion ou d'échec relativement à la technologie.

- a. Au Québec, seuls le ministère de la Sécurité publique (MSP) et Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) peuvent émettre des alertes au public par le biais du système Québec En Alerte. ECCC se charge de l'émission autonome des alertes concernant des événements météorologiques, comme les tornades. Du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025, le Centre des opérations gouvernementales (COG) a diffusé 5 alertes par l'entremise du système Québec En Alerte, soit;

1	27 mai 2024	Alerte AMBER en lien avec l'enlèvement présumé d'un enfant à Saint-Vallier en Chaudière-Appalaches
2	26 juin 2024	Alerte de menace imminente (AMMI) à Natashquan sur la Côte-Nord
3	5 août 2024	Alerte AMBER en lien avec l'enlèvement présumé d'un enfant à Montréal
4	27 août 2024	Alerte AMBER en lien avec l'enlèvement présumé d'un enfant à Brossard en Montérégie
5	11 décembre 2024	Alerte AMBER en lien avec l'enlèvement présumé d'un enfant à Marieville en Montérégie

En ce qui a trait au projet pilote Alerte SILVER, en janvier 2024, il a été décidé de le prolonger du 22 janvier 2024 au 21 juin 2024, avec l'ajout de la MRC Pierre-De Saurel, la MRC des Maskoutains et la Ville de Rouyn-Noranda afin de s'assurer d'obtenir un maximum de données. Du 23 janvier 2023 au 21 juin 2024, il y a eu 16 dossiers de disparitions qui concernaient des personnes présentant un trouble neurocognitif majeur ou des symptômes apparents. De ce nombre, 13 dossiers ont fait l'objet d'une évaluation des critères de déclenchement d'une Alerte SILVER. Parmi ceux-ci, deux ont mené au déclenchement d'une alerte. La première alerte a eu lieu le 25 décembre 2023 dans la MRC de Joliette et la seconde le 6 février 2024 dans la MRC Pierre-de-Saurel.

- b. Aucun crédit alloué au MSP pour ce système. Annuellement, deux rencontres du comité de gouvernance de l'alerte pancanadien auquel le MSP siège sont prévues. Depuis l'automne 2018, le MSP assume les dépenses associées à ces rencontres.
- c. L'accès et l'utilisation du système national d'alerte au public - Québec En Alerte est sans frais pour le Québec. Ce système est développé et administré par la société Pelmorex Communications inc. (Pelmorex) qui possède un statut de chaîne obligatoire des canaux de base selon le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), lui permettant de recevoir un financement à même les canaux de base. L'accès sans frais à ce système ainsi que ses conditions d'utilisations sont régis par une entente établie entre le MSP et Pelmorex.
- d. Les taux d'échec ou d'erreur ne sont pas répertoriés. Toutes les alertes émises par le COG ont été acheminées avec succès au système de Pelmorex et elles ont été par la suite relayées aux distributeurs de fin de lignes (DFL) pour diffusion (radio, télé et appareils cellulaires compatibles LTE). Les DFL (soit les radiodiffuseurs, télédiffuseurs et fournisseurs cellulaires) ont l'obligation à l'égard du CRTC de diffuser les alertes transmises par le système. Lorsque des problèmes techniques surviennent lors des essais annuels ou des alertes réelles, ils sont rapidement investigués et corrigés par les DFL.

Question 091

Le suivi apporté à chacune des 38 recommandations de la coroner Me Géhane Kamel concernant les décès de Mme Maureen Breau et de M. Isaac Brouillard Lessard survenus le 27 mars 2023 lors d'une intervention policière à Louiseville

Dans le cadre du rapport d'enquête publique de la coroner Me Géhane Kamel concernant les décès de Maureen Breau et d'Isaac Brouillard Lessard, le ministère de la Sécurité publique (MSP) est spécifiquement ciblé dans sept recommandations et l'École nationale de police du Québec (ENPQ) dans trois recommandations. Le tableau ci-bas présente le suivi apporté à chacune d'entre elles.

RECOMMANDATION	SUIVI APPORTÉ
N° 17 – Veiller à ce que soient encadrées par règlement la qualité et la quantité de formation continue obligatoire des policiers; Responsable : MSP	Le projet de loi 14, adopté en octobre 2023, a introduit dans la Loi sur la police un pouvoir réglementaire permettant au gouvernement de déterminer les obligations relatives à la formation continue auxquelles les policiers devraient se conformer. Les travaux sont en cours et se poursuivent pour donner suite à cette recommandation.
N° 18 – Mandater un groupe d'étude pour produire des recommandations concernant l'établissement d'un cycle de requalification permettant aux policiers de maintenir leurs compétences et, le cas échéant, mettre en place ce cycle de requalification; Responsable : MSP	La ligne directrice concernant la requalification des policiers en matière d'armes à feu et d'agents chimiques est entrée en vigueur le 24 janvier 2025. Elle vient notamment identifier les requalifications obligatoires permettant aux policiers de maintenir leurs habiletés pour assurer leur sécurité et celle du public, tout en établissant la périodicité de ces requalifications.
N° 19 – Déployer le formulaire d'analyse du risque, au niveau de la patrouille de gendarmerie, dans tous les corps de police au Québec; Responsable : MSP	Une pratique policière sur l'évaluation du risque d'une intervention planifiée a été créée puis communiquée à l'ensemble des directeurs de corps de police le 23 janvier 2025. En parallèle, plusieurs outils d'aide à la décision complémentaire à la pratique policière, dont un formulaire d'analyse du risque destiné au patrouilleur, ont été produits.
N° 20 – Prévoir un mécanisme afin d'aviser les corps de police de l'arrivée d'un individu sur leur territoire lorsque des modalités particulières sont ordonnées par la Commission d'examen des troubles mentaux; Responsable : MSP	Toutes les décisions de la Commission d'examen des troubles mentaux (CETM) sont systématiquement transmises à l'agence policière responsable de l'inscription au Centre de renseignements policier du Québec (CRPQ). Ces renseignements sont accessibles à l'ensemble des policiers du Québec ayant à intervenir avec une personne faisant l'objet d'une décision de la CETM. Le MSP effectue actuellement une mise à jour du <i>Processus entre la Commission d'examen des troubles mentaux et le Centre de renseignements policiers du Québec</i> , soit l'annexe A de la pratique policière 2.2.8 Intervention auprès d'une personne dont l'état mental est perturbé. Cette mise à jour permettra de bonifier l'alimentation au CRPQ qu'effectuent les

Question 091	Suite
	corps de police, notamment, pour qu'ils puissent recevoir davantage d'informations concernant les cas où des enjeux de sécurité publique sont présents sur leur territoire, permettant ainsi de mieux planifier et adapter leurs interventions.
N° 21 – Poursuivre le déploiement des agents de liaison relevant du ministère de la Sécurité publique en lien avec le suivi des personnes sous la Commission d'examen des troubles mentaux; Responsable : MSP	Les agents de liaison relevant du MSP en lien avec le suivi et l'évaluation de certaines personnes sous la CETM sont déployés partout dans la province depuis la sanction de la <i>Loi visant à renforcer le suivi des personnes faisant l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou d'inaptitude à subir leur procès</i> .
N° 22 – Prendre les mesures requises pour que les agents de liaison relevant du MSP disposent des pouvoirs nécessaires leur permettant d'agir pour le suivi ou en cas de manquements aux modalités qui sont constatés par une personne ayant un intérêt véritable pour le patient, notamment ses proches et son équipe traitante; Responsable : MSP	Le projet de loi 66 <i>Loi visant à renforcer le suivi des personnes faisant l'objet d'un verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux ou d'inaptitude à subir leur procès</i> a été déposé le 30 mai 2024 par le ministre de la Sécurité publique et a été sanctionné le 3 octobre 2024.
N° 23 – En obtenant la collaboration du ministère de la Santé et des Services sociaux, du Directeur des poursuites criminelles et pénales et des corps de police, s'assurer que les intervenants de chacune des organisations travaillent en concertation et que la répartition du rôle et des responsabilités de chacun soit définie et comprise de tous. Responsable : MSP	Un comité de liaison permanent a été créé afin d'optimiser, de façon continue, les processus de prise en charge des personnes ayant été déclarées non criminellement responsables. Le comité est composé de membres du ministère de la Sécurité publique, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de la Justice du Québec, du Directeur des poursuites criminelles et pénales, de la Commission d'examen des troubles mentaux et de la Commission des services juridiques.
N° 30 – Inclure au cursus scolaire du programme initial en patrouille de gendarmerie l'enseignement du formulaire d'analyse du risque Responsable : ENPQ	Tenue d'une Rencontre provinciale d'échanges à la suite des enquêtes liées au décès de Maureen Breau le 24 octobre 2024 autour des 4 grands thèmes suivants : intervention planifiée et évaluation du risque, méthode de travail sécuritaire, maintien des compétences et supervision. Cette rencontre réunissait l'ensemble des corps de police du Québec, des membres de la CNESST, du Bureau du coroner et de l'ENPQ et a mis la table à une compréhension commune des recommandations et à la mise en place des mesures.

Question 091

Suite

	Organisation d'un webinaire pour les corps de police conjointement avec le MSP portant sur la pratique policière sur l'évaluation du risque d'une intervention planifiée. Cette demi-journée se tiendra en ligne le mercredi 16 avril 2025. L'objectif du webinaire est d'informer sur la nouvelle pratique policière sur l'évaluation du risque d'une intervention planifiée et de présenter, notamment, le formulaire à l'usage de la patrouille qui en découle. Bonification au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie (PFIPG) pour l'aspirant policier : • Intégration et application du nouveau formulaire d'évaluation du risque d'une intervention planifiée.
N° 31 – Inclure, dans le programme de formation initiale en patrouille de gendarmerie, les enseignements relatifs aux interventions planifiées et non planifiées par des scénarios réalistes; Responsable : ENPQ	Bonification au PFIPG pour l'aspirant policier : • Augmentation du nombre d'activités d'enseignement relatives aux interventions planifiées et non planifiées par des mises en situation réalistes dans les compétences « prendre en charge et tactique » et leurs rétroactions respectives. Intégration de plus de réalité virtuelle en formation afin d'améliorer les compétences en tir, notamment sur le plan de transférabilité dans un contexte représentatif de la réalité. L'ENPQ a fait l'acquisition de plusieurs outils technologiques qui seront graduellement intégrés en formation afin de bonifier le réalisme et la complexité des activités de formation offertes : • Simulateur d'intervention et de tir réel sur écran 2D; • Simulateur d'intervention et de tir virtuel sur écran 2D - réception prévue en juin 2025; • Simulateur d'intervention et d'entraînement tactique et de tir en réalité virtuelle (environnement immersif en 3D) - réception prévue en juin 2025 Bonification au perfectionnement pour les policiers en service : • Déploiement continu du cours Désescalade – État mental perturbé – (en ligne et en présence) : huit groupes de 25 policiers provenant des différentes organisations policières au Québec ont complété la formation aux sessions d'automne 2024 et d'hiver 2025. De plus, plusieurs inscriptions et demandes sont en traitement. Les clientèles de sécurité publique ont également emboité le pas avec 9 diffusions du cours pendant la même période.
N° 32 – Intégrer à la formation « supervision de patrouille », l'acquisition des connaissances théoriques et des habiletés spécifiques qui permettront aux gestionnaires de la gendarmerie d'évaluer adéquatement le risque associé à une intervention	Les livrables suivants sont en cours de réalisation : • Intégration de notions de gestion de risques dans le cadre du développement du nouveau Programme de formation initiale en gestion policière pour le superviseur de 1^{er} niveau (parcours universitaire).

Question 091

Suite

planifiée et d'approuver la méthode d'intervention préconisée.

Responsable : ENPQ

- Plus précisément, une formation en ligne de type synchrone d'une durée de 4h est en cours de développement pour les superviseurs actuels. Les contenus seront également réinvestis au volet 2 dans le nouveau Programme de formation initial en gestion (actuellement en développement).

Rappelons finalement qu'une formation en évaluation du risque d'une intervention planifiée en enquête est déjà offerte.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **092**

Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le trafic d'armes de poing en précisant notamment :
a) toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme;
b) bilan et état des lieux;
c) toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations;
d) effectifs dédiés.

Aucune initiative législative ou réglementaire n'a été mise en œuvre par le ministère de la Sécurité publique (MSP) au cours de l'année 2024-2025 concernant l'interdiction des armes de poing. Il importe de préciser que le contrôle des armes à feu est de compétence fédérale.

La lutte contre l'approvisionnement illégal des armes à feu est l'un des angles d'intervention prioritaires par la Stratégie CENTAURE. Spécifiquement pour coordonner les enquêtes et les interventions visant le trafic d'armes à feu, les mesures suivantes sont en place :

- Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA) :
 - Dès 2019, la Sûreté du Québec (SQ) a mis en place une équipe d'enquête dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu, dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG).
 - Cette équipe a été renommée Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu (EILTA) dans la foulée de l'annonce en août 2021 d'une intégration d'une partie de l'Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu (ELTA) du Service de police de la Ville Montréal (SPVM) à l'équipe coordonnée par la SQ.
 - Les effectifs de EILTA ont été augmentés et la structure bonifiée pour implanter deux équipes (une EILTA-Montréal couvrant l'Ouest et une EILTA-Québec couvrant l'Est) dans le cadre de l'annonce du 24 septembre 2021.
- Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF) :
 - Initialement, le Centre québécois de dépistage des armes à feu (CQDAAF), mis en place par la SQ, était un projet-pilote dans le cadre du FACVAFG pour appuyer les efforts notamment de EILTA.
 - ✓ L'objectif visé était d'augmenter la proportion des armes à feu saisies liées à des crimes faisant l'objet d'un dépistage, c'est-à-dire pour lesquelles une enquête était effectuée afin d'établir la chaîne de possession et ultimement, de démanteler le réseau d'approvisionnement ayant permis à cette arme à feu d'être utilisée à des fins criminelles.
 - ✓ Rapidement après le lancement des opérations du CQDAAF le 16 janvier 2023, la contribution de l'équipe de dépistage s'est avérée être centrale pour la poursuite de plusieurs enquêtes en cours et identifier de nouvelles opportunités.
 - Afin d'appuyer cette initiative, la mesure « Poursuivre la lutte contre la violence armée » du Budget 2023-2024 prévoit la reconduction et la bonification de l'équipe pour les cinq prochaines années (2023-2024 à 2027-2028).

Question 092

Suite

- Bonification de la structure de lutte contre le crime organisé de la SQ :
 - Dans le cadre de l'annonce du 24 septembre 2021, un financement de 74,6 M\$ sur cinq ans permet d'augmenter la capacité des différentes équipes constituant la structure de lutte contre le crime organisé pour leur permettre de prioriser les dossiers d'enquête en matière d'armes à feu, tout en poursuivant les efforts pour lutter contre les activités du crime organisé n'impliquant pas des armes à feu. Concrètement, la bonification consiste en :
 - ✓ L'ajout de 78 ressources, dont 10 pour les corps de police municipaux;
 - ✓ Une enveloppe réservée pour soutenir les corps de police municipaux de niveaux 1 et 2 et les corps de police autochtones dans la réalisation de projets d'enquête ponctuels impliquant des armes à feu.
- Le rehaussement de l'offre de services du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) :
 - Pour que le LSJML soit en mesure de maintenir ses capacités en analyse balistique malgré l'accélération du nombre de demandes qui lui sont soumises dans le cadre des enquêtes policières appuyées par la Stratégie CENTAURE, le LSJML reçoit un financement par l'entremise du FACVAFG et de la Mise à jour économique de 2021 (annonce du 24 septembre 2021).
 - ✓ Ce soutien permet au LSJML d'augmenter le nombre de ressources et de faire l'acquisition d'équipements permettant de réaliser des expertises plus précises et plus rapides.
 - L'offre de services du LSJML est également bonifiée par l'ajout de nouvelles capacités :
 - ✓ L'implantation d'un nouveau service d'analyse d'ADN sur les cartouches, les projectiles et les douilles d'armes à feu permettant de réaliser des analyses rapides sur les scènes de crime;
 - ✓ La mise en place d'un service rapide de restauration des numéros de série oblitérés d'armes à feu saisies visant à appuyer les efforts de l'équipe de dépistage des armes à feu de la SQ.
- Patrouille nautique du Service de police mohawk d'Akwesasne :
 - Par sa situation géographique, le territoire d'Akwesasne est une zone prisée par certains réseaux criminels pour mener leurs activités de contrebande.
 - Pour renforcer les capacités du Service de police mohawk d'Akwesasne, prévenir et contrer les activités de contrebande en collaboration avec ses partenaires, un financement a été accordé au service de police par l'entremise d'une mesure du Budget 2022-2023 afin d'augmenter ses effectifs et de procéder à l'acquisition de véhicules VTT, de motoneiges et d'un bateau afin d'augmenter la surveillance à la frontière.
- Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu (ELTA) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) :
 - Dans la foulée de la création en décembre 2021 par le SPVM d'une équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu (ELTA), le gouvernement du Québec avait alloué un financement total de 5,9 M\$ sur deux ans (2021-2022 à 2022-2023) visant à ajouter des effectifs et financer une partie des coûts associés à leurs activités.

Question **092**

Suite

Bilan : Les ressources de la Sûreté du Québec et des équipes spécialisées au sein des corps de police municipaux ont procédé à plusieurs arrestations et ont effectué un nombre important de saisies d'armes à feu. Le nombre et la portée des nombreuses enquêtes en cours au sein des différentes équipes ont en effet été propulsés par la synergie que permettent les mesures structurantes déployées dans le cadre de la Stratégie CENTAURE. L'implantation d'équipes dédiées offre l'opportunité aux enquêteurs qui y sont affectés de développer une expertise permettant de résoudre des dossiers de grande complexité. Les interventions et les enquêtes des équipes spécialisées ont également pour effet de générer de nouvelles opportunités d'enquête et d'appuyer les corps de police de l'ensemble du Québec. Cette concertation des efforts s'observe également par le nombre important d'opérations coordonnées combinant les efforts de plusieurs organisations policières. Pour des informations concernant toutes les opérations mises en œuvre et le bilan de ces opérations, veuillez-vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

Concernant les équipes et initiatives visant la lutte contre le trafic d'armes à feu, les investissements dans le cadre de la Stratégie CENTAURE permettent le financement des effectifs additionnels suivants :

	Effectifs financés en 2024-2025	
	Nombre de ressources prévues	Nombre de ressources en poste au 31 janvier 2025
EILTA Équipe intégrée de lutte contre le trafic d'armes à feu	36*	34
Centre québécois de dépistage des armes à feu	11	10
Bonification de la structure de lutte contre le crime organisé de la SQ	78 (17 à EILTA, 61 dans la structure)	74 (16 à EILTA, 58 dans la structure)
LSJML - Renforcement des capacités en analyse balistique	19	18**
LSJML - Nouveau service d'analyse ADN sur les cartouches, douilles et projectiles	2	2
LSJML - Nouveau service de restauration des numéros de série oblitérés	3	3
Patrouille nautique - Service de police mohawk d'Akwesasne	8	8
ELTA Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes à feu du SPVM	Financement terminé	Financement terminé

* La variation par rapport aux données de l'année précédente s'explique par la façon de calculer les effectifs financés par le FACVAFG selon qu'ils soient exclusivement dédiés au mandat de l'équipe ou en appui à plus d'une équipe. Ainsi, le chiffre de 42 ressources comprenait des effectifs en services spécialisés et en soutien administratif. Cette année, il a été possible de mieux distinguer les membres des équipes des effectifs en soutien à cette dernière.

** L'un des postes a dû être converti en heures rémunérées afin de respecter l'enveloppe budgétaire autorisé malgré la grande disponibilité que requièrent certains des postes comblés.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **093**

Crédits alloués, plan d'action et toutes actions afin de combattre le crime organisé notamment en ce qui concerne les gangs de rue, en précisant :

- a) toutes initiatives législatives ou réglementaires afin d'interdire ce type d'arme;
- b) bilan et état des lieux;
- c) toutes opérations mises en œuvre et bilan de ces opérations ;
- d) effectifs dédiés.

Aucune initiative législative ou réglementaire n'a été mise en œuvre au cours de l'année 2024-2025.

L'intervention auprès des groupes criminels responsables de la violence armée et des auteurs présumés qui en sont membres est l'un des angles d'intervention priorisé par la Stratégie CENTAURE. **Spécifiquement** pour coordonner les enquêtes et les interventions visant les activités criminelles dont ces groupes sont responsables, les mesures suivantes sont en place :

- **Équipes d'enquête dédiées aux dossiers de meurtres et de disparitions liés au crime organisé :**
 - Dès 2019, la Sûreté du Québec (SQ) a mis en place des équipes d'enquête dédiées à la résolution de dossiers complexes d'homicides au sein ou en lien avec le crime organisé dans le cadre du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs (FACVAFG).
 - Ces équipes ont pour mandat de résoudre les dossiers de meurtres, de tentatives de meurtres et de disparitions liés au crime organisé, pour lesquels les auteurs présumés sont souvent les mêmes, et de faire avorter certains complots de meurtre.
- **Renforcement des capacités de renseignement des services correctionnels :**
 - Dans le cadre du FACVAFG, la Direction du renseignement du Sous-ministériat des services correctionnels a démarré dès 2019 un projet visant à rehausser les capacités de renseignement dans les établissements de détention afin de permettre aux équipes de mieux détecter, prévenir et contrer les activités criminelles dans les établissements de détention.
 - L'ajout d'effectifs additionnels dans le cadre de l'annonce du 24 septembre 2021, qui vise à rehausser le partage de renseignement avec les corps de police, permet aux policiers d'intervenir sur des activités criminelles en dehors du réseau correctionnel qui sont influencées par des personnes incarcérées.
- **Soutien aux équipes spécialisées des corps de police municipaux :**
 - Des financements sont octroyés pour appuyer la mise sur pied ou le renforcement des capacités des équipes d'intervention ayant pour mandat d'intervenir auprès des individus les plus à risque de recourir à la violence armée :
 - ✓ Projet MALSAIN du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ);
 - ✓ Équipe Quiétude (2019-2021) et Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF) (depuis 2021) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM);
 - ✓ Brigade d'intervention multidisciplinaire du Service de police de l'Agglomération de Longueuil (SPAL);
 - ✓ Équipe spécialisée en armes à feu de l'escouade crime organisé du Service de police de Laval (SPL).

Question **093**

Suite

- **Bonification de la structure de lutte contre le crime organisé de la SQ :**
 - La SQ reçoit dans le cadre de la Stratégie CENTAURE un financement qui vise à augmenter la capacité des différentes équipes qui compose la structure nationale de lutte contre crime organisé, c'est-à-dire les équipes d'enquêtes et de coordination du crime organisé, les escouades régionales mixtes et l'Escouade nationale de répression du crime organisé.
 - L'ajout de 78 ressources, dont 10 pour des ressources provenant des corps de police municipaux, vise à permettre aux enquêteurs de prioriser les dossiers d'enquête sur les infractions liées aux armes à feu tout en poursuivant les efforts pour lutter contre les activités du crime organisé n'impliquant pas des armes à feu.
- **Mise en place d'une Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée (EIRVA) :**
 - La création d'une escouade intégrée combinant l'expertise d'agents de renseignements et d'experts en cybercriminalité de divers corps de police et des services correctionnels vise à développer une expertise en renseignement sur les groupes impliqués dans la violence armée et sur leurs modes opératoires afin d'identifier des opportunités d'enquêtes.
 - Coordonnée par la SQ, l'escouade a débuté ses activités au printemps 2024 et assure la transmission optimale des opportunités d'enquêtes et d'intervention aux différentes équipes spécialisées de la Stratégie CENTAURE et aux corps de police municipaux.
- **Tableau de bord de suivi du renseignement :**
 - Progressivement mise en place au cours de l'année 2024-2025, une équipe composée à terme de trois (3) ressources de la SQ a pour mandat spécifique d'identifier les avenues permettant d'optimiser le renseignement colligé par l'EIRVA et les autres équipes de renseignement.
- **Création d'une nouvelle équipe d'intervention en crime organisé spécifiquement pour Montréal (EICO-Montréal) :**
 - À l'instar des autres équipes d'intervention en crime organisé de la SQ, EICO-Montréal, en activités depuis octobre 2023, vise à accentuer la pression sur les individus impliqués dans la violence armée.
 - Une présence policière accrue dans ces endroits ciblés contribue à localiser et identifier davantage d'individus reliés au trafic de stupéfiants et d'armes à feu et de colliger du renseignement permettant de générer de nouvelles opportunités d'enquêtes pour les différentes équipes policières.

Bilan : Les ressources de la Sûreté du Québec et des équipes spécialisées au sein des corps de police municipaux ont procédé à plusieurs arrestations et ont effectué un nombre important de saisies. La portée des nombreuses enquêtes en cours au sein des différentes équipes a en effet été propulsée par la synergie que permettent les mesures structurantes déployées dans le cadre de la Stratégie CENTAURE. L'implantation d'équipes dédiées offre l'opportunité aux enquêteurs qui y sont affectés de développer une expertise permettant de résoudre des dossiers de grande complexité. Les interventions et les enquêtes des équipes spécialisées ont également pour effet de générer de nouvelles opportunités d'enquête et d'appuyer les corps de police de l'ensemble du Québec. Cette concertation des efforts s'observe également par le nombre important d'opérations coordonnées combinant les efforts de plusieurs organisations policières.

Question 093

Suite

Pour des informations concernant toutes les opérations mises en œuvre et le bilan de ces opérations, veuillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

Concernant les équipes et initiatives visant la lutte contre le crime organisé et les gangs, les investissements dans le cadre de la Stratégie CENTAURE permettent le financement des effectifs additionnels suivants :

	Effectifs financés en 2024-2025	
	Nombre de ressources prévues	Nombre de ressources en poste au 31 janvier 2025
Équipes d'enquête dédiées aux dossiers de meurtres et de disparitions liés au crime organisé	33	32
Renforcement des capacités de renseignement des services correctionnels	12	12
Bonification de la structure de lutte contre le crime organisé de la SQ	78 (17 à EILTA, 61 dans la structure)	74 (16 à EILTA, 58 dans la structure)
EIRVA Escouade intégrée en renseignement sur la violence armée	14	11
Tableau de bord de suivi du renseignement de la SQ	3	2
EICO-Montréal Équipe d'intervention en crime organisé à Montréal	10	10
Projet MALSAIN du SPVQ	8	8
EMAF du SPVM	9	9
Brigade d'intervention multidisciplinaire du SPAL	4	4
Équipe spécialisée en armes à feu de l'ECO du SPL	5	5

Question **095**

Veuillez nous fournir, pour les cinq dernières années, la liste des mesures mises en place et les sommes investies par les différents corps de police et par le Ministère pour la prévention du suicide chez les policiers.

Plusieurs mesures ont été mises en place en lien avec la santé psychologique du personnel de la sécurité publique.

Dans le cadre du Budget 2022-2023, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a obtenu 2,9 M\$ sur cinq ans, pour la mise en place d'un continuum de services permettant d'assurer un filet de sécurité pour les policiers en détresse psychologique. Cette somme est répartie comme suit :

- Développement par le biais de formations offertes par l'École nationale de police du Québec (ENPQ) d'un réseau provincial de pairs aidants pour un total de 721 794 \$;
- Développement d'un programme de formation pour les psychologues et professionnels de la relation d'aide œuvrant auprès des policiers, pour laquelle l'ENPQ recevra 1 655 763 \$;
- Soutien financier de l'organisme La Vigile afin de bonifier son offre de services à l'ensemble de la communauté policière relativement à sa ligne d'écoute 24/7 à raison de 100 000 \$ par année pour un total de 500 000 \$.

Grâce à des sommes obtenues en lien avec le déploiement de la Stratégie nationale en prévention du suicide 2022-2026, le MSP a :

- Bonifié son soutien financier auprès de la Chaire de recherche sur la prévention des problèmes psychologiques au travail en sécurité publique pour une somme de 60 000 \$ sur quatre ans. Cette Chaire est dirigée par l'ENPQ, qui s'est adjoint des chercheurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières;
- Consolidé son intervention en la matière, par une subvention de 15 000 \$ par année à la Chaire de recherche en prévention de la santé psychologique au travail de l'ENPQ et par un financement de 50 000 \$ par année pour assurer la formation continue du personnel correctionnel en prévention du suicide.
- Développé une stratégie de sensibilisation et de prévention du suicide s'adressant au personnel de la sécurité publique, dont les policiers. Cette stratégie, bénéficiant de 200 000 \$ sur quatre ans, permettra notamment de :
 - sensibiliser un large bassin de travailleurs du domaine de la sécurité publique sur le sujet de la prévention du suicide;
 - former le personnel de la sécurité publique sur comment détecter, dépister et intervenir, avec soi-même et avec les autres, en contexte de prévention du suicide;
 - encourager la recherche d'aide et faire connaître les ressources disponibles dans des milieux d'emploi où l'admission de ses vulnérabilités est plus stigmatisée.

Finalement, pour améliorer l'accessibilité des services spécialisés en matière d'aide psychologique chez le personnel de la sécurité publique, notamment dans les régions éloignées, le MSP a octroyé une subvention de 750 000 \$ sur trois ans au programme PSPNET, seul organisme offrant des services de psychothérapie en ligne adaptés notamment aux besoins des pompiers, des policiers, des agents de services correctionnels, des constables spéciaux et des télécommunicateurs d'urgence, et ce, débutant à l'année financière 2023-2024.

Question 098

Tout analyse ou document réalisé au sujet de villes de 50 000 habitants et plus qui souhaiteraient se départir de leur corps de police municipale en optant pour une couverture par la Sûreté du Québec, incluant l'estimation des coûts et les effets sur l'effectif policier.

Aucune ville de 50 000 habitants et plus n'a manifesté officiellement auprès du ministère de la Sécurité publique son intention de se départir de son corps de police municipal en 2024-2025.

Question **099**

Tout analyse ou document réalisés au sujet de modifications à la tarification des services de la Sûreté du Québec aux municipalités, notamment au chapitre de la formule servant à répartir les coûts entre le provincial et le palier municipal.

Les modalités de calcul de la facturation des services de base rendus aux municipalités par la Sûreté du Québec (SQ) sont prévues au Règlement sur la somme payable par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec (Règlement) dont la formule se retrouve à l'article 1.1.

Les tableaux de la somme payable par les municipalités pour les services de la SQ, pour les années 2022 à 2024, sont disponibles sur le site Internet de Québec.ca :
<https://www.quebec.ca/securite-situations-urgence/police-prevention-criminalite/structure-fonctionnement-police/types-corps-police/tarification-services-surete-du-quebec>

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 100

Le nombre de constables spéciaux en ventilant l'information par lieu de travail (palais de justice, assemblée nationale, etc.). De ce nombre, veuillez nous indiquer combien de constables ont été embauchés en 2024-2025 et le nombre de postes vacants au 31 mars 2025, par lieu de travail.

	Secteur d'activités	
	Édifices gouvernementaux	Palais de justice
Constables spéciaux à l'emploi du ministère de la Sécurité publique (MSP)	22	351
Constables spéciaux embauchés	2	98
Effectifs non comblés	5	34

Au 31 janvier 2025
Source : EI SAGIR – Rapport sur les postes et l'effectif
Les prêts de service sont exclus.

La répartition des effectifs par lieu de travail est de nature confidentielle.
Notez que les constables spéciaux de l'Assemblée nationale ne sont pas à l'emploi du MSP.

Question 101

Le nombre d'agents de sécurité pour chaque palais de justice

19 agents de sécurité à l'emploi du ministère sont spécifiquement attitrés à la sécurité des palais de justice du Québec.

Au 31 janvier 2025

Source : EI SAGIR – Rapport sur les postes et l'effectif

Ce nombre n'inclut pas les agents de sécurité qui sont en prêt de service et qui assurent la sécurité pour d'autres édifices gouvernementaux. De plus, il ne tient pas compte du nombre d'agents provenant des agences pour lesquelles le ministère a octroyé un contrat pour répondre aux besoins de sécurité dans les palais de justices.

La répartition des agents de sécurité par palais de justice est de nature confidentielle.

Question **102**

Le 18 janvier 2024, le ministre annonçait son intention de former 144 constables spéciaux additionnels. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire le nombre de constables qui ont débuté leur formation et la date prévue de fin de la formation. Pour les cohortes ayant terminé la formation, veuillez nous indiquer le nombre de constables qui sont actuellement à l'emploi du gouvernement comme constables spéciaux, par lieu de travail et le nombre de constables qui ont quitté leur emploi.

Le ministre a annoncé la formation de 144 constables spéciaux au cours de l'année 2024-2025. En doublant le nombre de cohortes initialement prévues (36 aspirants constables par cohorte), cela permettra de répondre aux besoins courants en sécurité dans les palais de justice à travers le Québec, et d'assurer le rehaussement des mesures de sécurité par le déploiement de nouveaux points de contrôle de sécurité dans différents palais de justice. La formation des constables spéciaux se fait à l'École nationale de police du Québec (ENPQ) pour une durée de 8 semaines. Le nombre d'aspirants constables par cohorte est déterminé par l'ENPQ en fonction de sa capacité et des impératifs pédagogiques. Bien que la majorité des aspirants passent à travers le programme de formation, il arrive que certains se désistent en cours de formation. Le programme de formation initiale des constables spéciaux diffusé par l'ENPQ a permis de rehausser les effectifs affectés à la sécurité dans les palais de justice. Au cours de l'année 2024-2025, trois cohortes de constables spéciaux ont été assermentées. La cohorte suivante a débuté le 5 février 2025, selon la répartition prévue au tableau. La répartition dans les lieux de travail est sujette à des changements selon l'évolution des besoins dans les différentes régions.

Répartition prévue des aspirants constables de la cohorte 20	
Lieu de travail (Secteur)	Cohorte n° 20 – février à avril 2025
Secteur Est	10
Secteur Centre du Québec	3
Secteur Québec	4
Secteur Sud	4
Secteur Laval-Laurentides	0
Secteur Abitibi-Outaouais	2
Secteur Île de Montréal	9
Sécurité exécutive	2
Partenaires	2
Total prévu	36

Question 102

Suite

Répartition par secteur ^[1] des constables formés en 2024-2025			
Lieu de travail (Secteur)	Cohorte 17	Cohorte 18	Cohorte 19
Secteur Est	3	5	6
Secteur Centre du Québec	1	2	
Secteur Québec	1	4	2
Secteur Sud	1	2	9
Secteur Laval-Laurentides			3
Secteur Abitibi-Outaouais	3	1	3
Secteur Île de Montréal	11	16	3
Protection des personnalités			1
Assemblée nationale	4		
TOTAL	24	30	27

Du nombre total de constables assermentés à la suite de la formation et embauchés au cours de 2024-2025, 6 constables ont quitté leur emploi au MSP.

^[1] Pour de raisons de sécurité, le lieu exact de travail est présenté par secteur.

Question 103

Le nombre de constables spéciaux en arrêt de travail en indiquant la raison de l'arrêt de travail et en ventilant l'information par lieu de travail

Secteur d'activités	Arrêt de travail
Édifices gouvernementaux	0
Palais de justice	26

Au 31 janvier 2025
Source : EI SAGIR – Rapport sur les postes et l'effectif
Les motifs d'arrêt de travail incluent : congé plein salaire, congé parental, congé sans salaire, assurance-salaire et lésion professionnelle ou retrait préventif.

Les raisons des arrêts de travail sont de nature confidentielle.

Question	104	Le nombre de constables spéciaux qui ont démissionné au cours de l'année 2024-2025

	2024-2025
Nombre de démissions	35

Au 31 janvier 2025
Source : EI SAGIR – Rapport sur les départs

Question 105

Le nombre d'armes saisies dans les palais de justice par les constables spéciaux

En 2024*, aucune arme à feu n'a été saisie dans les palais de justice de la province, tandis que 46 armes prohibées ont été saisies.

* À noter que les données sont pour l'année civile 2024, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Question 106

Les investissements pour l'achat de matériel pour les constables spéciaux en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 (armes, vestes pare-balles, radios, etc.). Veuillez énumérer les équipements et nous dire où ils ont été envoyés.

Les investissements pour l'achat de matériel pour les constables spéciaux pour 2024-2025 se situent à 512 679 \$ en date du 31 janvier 2025. Cela inclut les dépenses de matériel renouvelables et les dépenses de matériel requis à la formation continue pour les employés du ministère de la Sécurité publique qui travaillent à la sécurité dans les palais de justice. À titre d'exemple, ces dépenses incluent les équipements de sécurité et de radiocommunication, les armes de service, les uniformes, etc. L'année 2024-2025 représente la première année où il y a eu la formation de quatre cohortes de constables spéciaux au lieu de deux. Cela se traduit naturellement par une augmentation des besoins en équipement. Le matériel est distribué par lieu de travail en fonction du déploiement du personnel et des besoins de renouvellement.

Question 108	Le nombre d'interventions ayant nécessité l'utilisation de la P38, ventilé par corps de police, depuis 2020.

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas ces renseignements.

Question 109	Nombre d'interventions policières, par corps de police, concernant des incidents de violence homophobe ou transphobe. Veuillez nous fournir le nombre de ces interventions ayant mené à des accusations;

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas ces renseignements.

Question 110	Nombre d'interventions policières, par corps de police, concernant des incidents de racisme. Veuillez nous fournir le nombre de ces interventions ayant mené à des accusations;

Le ministère de la Sécurité publique ne détient pas ces renseignements.

Question 111

Concernant les travaux menés par le ministère de la Santé concernant la révision de la P38, veuillez nous dire :
a. Les comités sur lesquels le ministère de la Sécurité publique participe;
b. La liste des rencontres;
c. Les recommandations formulées par le Ministère.

Le ministère de la Sécurité publique ne siège sur aucun comité piloté par le ministère de la Santé et des Services Sociaux concernant la révision de P-38.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 157

Pour les cinq dernières années, par année financière, les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités. Veuillez également nous fournir les prévisions pour les 3 prochaines années.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
46 005	Abercorn	345	90 040 316	80 738
NR880	Abitibi	192	12 655 195	11 409
NR870	Abitibi-Ouest	62	2 604 381	2 194
48 028	Acton Vale	7 823	785 660 910	1 172 016
31 056	Adstock	3 102	497 785 623	472 580
98 030	Aguanish	223	14 429 491	12 725
92030	Albanel	2 200	166 963 625	149 628
07025	Albertville	266	23 241 567	20 623
84 050	Alleyn-et-Cawood	227	66 477 390	59 676
93 042	Alma	30 649	3 572 955 534	5 330 020
78 070	Amherst	1 622	386 786 000	346 208
88055	Amos	12 757	1 409 911 909	2 103 135
07047	Amqui	6 129	545 928 705	814 400
55 008	Ange-Gardien	3 021	619 037 575	566 482
NR790	Antoine-Labelle	5	77 286 531	69 329
19 037	Armagh	1 449	132 508 451	118 474
78 060	Arundel	607	120 339 474	107 504
41 055	Ascot Corner	3 546	375 642 101	405 445
50 013	Aston-Jonction	456	55 638 961	49 584
13 045	Auclair	461	44 611 566	39 930
30 055	Audet	717	79 851 888	71 523
83 090	Aumond	783	99 005 407	88 636
87 050	Authier	293	14 778 660	13 164

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
87 100	Authier-Nord	295	15 322 448	13 603
NR060	Avignon	0	753 028	878
45 035	Ayer's Cliff	1 230	239 528 551	214 570
96 020	Baie-Comeau	20 684	1 924 012 633	2 870 146
08080	Baie-des-Sables	620	54 505 982	48 706
50 100	Baie-du-Febvre	979	219 810 936	196 579
98 035	Baie-Johan-Beetz	79	7 660 124	7 021
15 065	Baie-Sainte-Catherine	163	21 528 602	19 307
16 013	Baie-Saint-Paul	7 600	1 305 367 580	1 947 364
96 005	Baie-Trinité	426	32 253 751	28 960
78 050	Barkmere	82	92 786 395	82 932
44 045	Barnston-Ouest	557	123 083 104	110 137
88 022	Barraute	1 936	151 317 760	135 587
37 210	Batiscan	1 028	130 336 431	116 719
85 020	Béarn	777	67 350 745	60 115
27 028	Beauceville	6 285	576 542 952	860 034
31 008	Beaulac-Garthby	948	251 050 237	224 662
19105	Beaumont	3 096	435 905 141	398 863
21 025	Beaupré	4 194	753 201 103	924 976
38 010	Bécancour	14 438	2 031 757 916	3 031 183
46 035	Bedford	2 659	250 807 777	224 662
46 040	Bedford	681	120 169 643	107 504
94 250	Bégin	871	70 211 801	62 747
89 050	Belcourt	214	10 881 155	9 653

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
85 065	Belleterre	297	14 776 614	13 164
88 070	Berry	541	42 731 718	38 175
18 065	Berthier-sur-Mer	1 784	263 090 450	235 632
52 035	Berthierville	4 477	473 425 220	607 290
48 005	Béthanie	348	60 022 846	53 533
13 055	Biencourt	435	35 955 540	32 032
98 005	Blanc-Sablon	1 113	96 182 932	86 003
83 045	Blue Sea	710	203 427 496	182 099
80115	Boileau	396	104 118 548	93 024
21 045	Boischatel	8 854	1 162 435 651	1 734 110
83 085	Bois-Franc	410	41 530 639	37 297
45 095	Bolton-Est	1 208	355 439 343	318 125
46 065	Bolton-Ouest	732	293 490 478	262 837
05045	Bonaventure	2 746	275 090 607	246 163
NR050	Bonaventure	66	15 528 902	14 041
98 010	Bonne-Espérance	679	32 743 773	29 399
42 040	Bonsecours	664	125 249 921	111 892
83 050	Bouchette	755	163 197 525	146 118
80 145	Bowman	684	143 661 907	128 566
78 075	Brébeuf	1 006	127 485 736	114 086
46 090	Brigham	2 331	306 999 355	274 684
84 005	Bristol	1 133	270 055 876	241 775
46 070	Brome	355	50 804 822	45 634
76 043	Brownsburg-Chatham	7 764	941 970 866	1 405 015

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
84 025	Bryson	652	35 733 944	32 032
41070	Bury	1 259	174 228 746	155 772
12 057	Cacouna	1 873	216 349 113	193 508
84 030	Campbell's Bay	706	48 805 479	43 879
NR972	Caniapiscau	15	12 899 237	11 409
04047	Cap-Chat	2 573	171 655 586	153 578
05060	Caplan	1 984	171 152 164	153 139
18 045	Cap-Saint-Ignace	3 156	313 954 420	298 379
34 030	Cap-Santé	3 750	395 283 463	448 008
06013	Carleton-sur-Mer	4 140	420 197 679	516 021
05077	Cascapédia-Saint-Jules	767	66 731 353	59 676
07018	Causapscal	2 146	139 226 609	124 617
83 040	Cayamant	944	182 374 309	163 231
91 020	Chambord	1 800	231 929 198	207 549
37 220	Champlain	1 945	250 030 674	223 784
88 005	Champneuf	88	4 575 978	3 949
02028	Chandler	7 419	541 018 975	806 941
99 020	Chapais	1 436	83 824 770	75 034
51 080	Charette	1 109	94 005 855	84 248
NR160	Charlevoix	0	32 839 633	29 399
NR150	Charlevoix-Est	165	115 132 417	103 116
41 020	Chartierville	319	64 064 228	57 482
21 035	Château-Richer	4 540	532 166 675	693 293
87 095	Chazel	286	16 960 196	15 358

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
80 103	Chénéville	902	99 629 934	89 075
62 047	Chertsey	5 478	931 971 675	1 390 097
39 030	Chesterville	901	131 721 616	118 035
99 025	Chibougamau	7 321	688 958 823	1 027 653
84 090	Chichester	356	53 126 240	47 390
96 035	Chute-aux-Outardes	1 413	67 570 711	60 553
79 065	Chute-Saint-Philippe	1 095	173 568 762	155 333
84 015	Clarendon	1 181	290 153 067	259 766
56 010	Clareville	1 432	264 251 990	236 509
15 035	Clermont	3 083	263 700 078	241 336
87 110	Clermont	479	35 219 763	31 593
87 075	Clerval	360	37 412 531	33 348
42 110	Cleveland	1 639	220 488 433	197 457
03010	Cloridorme	624	36 533 073	32 909
44 037	Coaticook	8 893	1 039 981 447	1 551 572
95 050	Colombier	618	35 323 993	31 593
44 071	Compton	3 320	497 146 330	506 806
41 038	Cookshire-Eaton	5 468	579 586 633	864 422
71 040	Coteau-du-Lac	7 681	1 302 138 462	1 942 537
98 015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	790	53 259 328	47 828
29 027	Courcelles-Saint-Évariste	1 337	177 585 600	158 843
46 080	Cowansville	16 434	1 615 455 823	2 409 852
61 013	Crabtree	4 210	412 401 000	514 704
40 047	Danville	3 925	345 955 708	409 394

Question **157**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
39 152	Daveluyville	2 422	205 166 932	183 854
13 005	Dégelis	2 913	222 819 232	199 651
83 070	Déléage	1 955	141 440 552	126 811
83 005	Denholm	559	127 568 513	114 086
93 005	Desbiens	1 008	63 895 073	57 043
38 070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	938	114 116 731	102 239
34 058	Deschambault-Grondines	2 269	449 188 320	401 934
31 015	Disraeli	2 362	179 333 661	160 598
31 020	Disraeli	1 186	194 735 977	174 201
44 023	Dixville	821	107 489 312	96 096
92 022	Dolbeau-Mistassini	13 717	1 192 840 186	1 779 306
34 025	Donncona	7 653	826 426 293	1 233 009
33 040	Dosquet	954	106 173 636	95 218
49 058	Drummondville	82 790	8 871 024 322	15 219 100
41 117	Dudswell	1 777	265 199 339	237 387
80135	Duhamel	536	289 921 891	259 327
85 030	Duhamel-Ouest	941	127 652 833	114 086
69 075	Dundee	384	111 270 001	99 606
46 050	Dunham	3 612	608 218 252	674 425
87 005	Duparquet	735	64 572 705	57 921
87085	Dupuy	962	55 984 054	50 022
49015	Durham-Sud	1 055	125 152 411	111 892
41 060	East Angus	3 969	297 997 835	352 790
31122	East Broughton	2 279	129 367 359	115 841

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
46085	East Farnham	682	67 187 803	60 115
44010	East Hereford	306	50 441 860	45 196
45093	Eastman	2 499	689 018 665	616 943
83 075	Egan-Sud	520	52 868 676	47 390
69 050	Elgin	383	98 924 275	88 636
62 053	Entrelacs	1 045	324 694 703	290 481
06025	Escuminac	628	52 504 920	46 951
10 005	Esprit-Saint	324	24 038 971	21 501
77 011	Estérel	292	381 527 434	341 381
46 112	Farnham	10 848	1 069 252 319	1 595 013
80 005	Fassett	471	57 112 357	51 339
94 220	Ferland-et-Boilleau	696	68 999 926	61 870
79 097	Ferme-Neuve	2 785	293 340 549	262 398
97 035	Fermont	2 181	797 309 119	713 478
95 045	Forestville	2 842	177 905 233	159 282
84 060	Fort-Coulonge	1 251	67 948 254	60 992
38 047	Fortierville	677	75 926 667	68 013
22 010	Fossambault-sur-le-Lac	2 421	476 653 046	426 507
26 005	Frampton	1 382	183 687 527	164 547
69 010	Franklin	1 707	293 674 728	262 837
96 015	Franquelin	294	19 463 490	17 552
46 010	Frelighsburg	1 266	290 695 660	260 204
30 025	Frontenac	1 839	263 596 993	236 071
85 055	Fugèreville	336	35 968 638	32 032

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
87020	Gallichan	480	39 269 491	35 103
03005	Gaspé	15 137	1 500 338 749	2 238 284
92 055	Girardville	1 030	76 227 676	68 013
96 010	Godbout	279	17 957 288	16 235
69 060	Godmanchester	1 480	262 489 478	234 754
76025	Gore	2 574	464 860 837	415 976
99 060	Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James	1 224	546 200 711	488 816
83 032	Gracefield	2 454	522 295 326	467 315
02015	Grande-Rivière	3 324	231 849 723	236 509
35 040	Grandes-Piles	588	112 409 849	100 484
03020	Grande-Vallée	1 069	89 896 005	80 299
09060	Grand-Métis	212	28 212 007	25 450
83 095	Grand-Remous	1 171	139 662 387	125 056
50 065	Grand-Saint-Esprit	481	66 956 925	60 115
76 055	Grenville	1 879	160 736 606	143 924
76 052	Grenville-sur-la-Rouge	3 006	483 704 649	442 742
98 014	Gros-Mécatina	358	22 503 808	20 184
01042	Grosse-Île	509	37 617 717	33 787
08015	Grosses-Roches	403	31 094 314	27 644
85 095	Guérin	335	30 453 744	27 205
39 010	Ham-Nord	903	97 567 382	87 320
41 075	Hampden	198	30 971 898	27 644
40 005	Ham-Sud	224	66 500 886	59 676
76 065	Harrington	939	346 936 165	310 666

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
45 043	Hatley	804	283 719 406	254 061
45 055	Hatley	2 298	463 250 824	414 659
69 005	Havelock	745	156 155 923	139 975
98040	Havre-Saint-Pierre	3 347	411 323 659	419 486
93 020	Hébertville	2 518	268 772 211	240 459
93 025	Hébertville-Station	1 263	97 616 684	87 320
68 010	Hemmingford	895	82 183 259	73 717
68 015	Hemmingford	2 152	429 406 750	384 383
56 042	Henryville	1 558	381 284 757	341 381
35035	Hérouxville	1 492	122 551 354	109 698
69045	Hinchinbrooke	2 298	303 210 322	271 613
19070	Honfleur	875	129 614 402	115 841
05025	Hope	601	42 135 542	37 736
05020	Hope Town	335	27 782 377	25 011
69025	Howick	884	74 079 324	66 258
78 065	Huberdeau	866	108 448 436	96 973
71 110	Hudson	5 542	1 405 760 907	2 096 992
69 055	Huntingdon	2 778	196 941 861	176 395
32 058	Inverness	951	203 572 677	182 099
31 040	Irlande	898	106 278 239	95 218
78 042	Ivry-sur-le-Lac	388	291 515 316	261 082
61 025	Joliette	21 919	2 423 443 609	3 615 216
14 050	Kamouraska	620	138 271 739	123 740
NR140	Kamouraska	5	4 727 410	4 388

Question **157**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
83 015	Kazabazua	1 100	172 299 569	154 016
79 025	Kiamika	799	114 463 010	102 239
42070	Kingsbury	135	13 207 767	11 847
39097	Kingsey Falls	2 050	259 511 164	232 122
31 105	Kinnear's Mills	421	65 856 476	58 798
85010	Kipawa	429	69 608 611	62 309
90 017	La Bostonnais	586	56 290 835	50 461
78 115	La Conception	1 612	440 698 288	394 475
88 030	La Corne	827	103 513 755	92 585
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	94 307 502	84 248
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	5 891 543	5 266
91 050	La Doré	1 401	102 843 481	92 147
19 090	La Durantaye	820	98 958 713	88 636
29 030	La Guadeloupe	1 846	136 111 584	121 984
NR950	La Haute-Côte-Nord	0	53 057 129	47 390
NR040	La Haute-Gaspésie	175	33 533 565	29 838
NR220	La Jacques-Cartier	0	7 780 479	7 021
79 047	La Macaza	1 098	253 323 706	226 856
15 013	La Malbaie	8 442	929 316 826	1 386 147
04030	La Martre	189	16 349 013	14 480
NR080	La Matanie	16	10 276 468	9 215
NR070	La Matapédia	40	65 418 799	58 359
78 130	La Minerve	1 471	450 331 077	403 251
NR090	La Mitis	0	31 447 466	28 083

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
88 012	La Morandière-Rochebaucourt	353	21 953 486	19 746
88 045	La Motte	504	48 882 704	43 879
41 027	La Patrie	808	106 226 714	95 218
14 085	La Pocatière	4 123	426 521 724	523 919
54 035	La Présentation	2 684	612 294 774	548 053
09005	La Rédemption	388	26 717 588	24 134
87 080	La Reine	301	16 936 137	15 358
87 090	La Sarre	7 188	652 143 143	972 804
10 010	La Trinité-des-Monts	242	25 490 990	22 817
90 012	La Tuque	11 307	1 149 869 735	1 715 242
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	8	29 656 907	26 328
52 050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	710	106 930 015	95 657
50 085	La Visitation-de-Yamaska	301	93 252 000	83 371
78 120	Labelle	2 845	481 136 952	430 456
93 055	Labrecque	1 376	135 225 142	121 107
22 040	Lac Beauport	8 396	1 516 779 024	2 262 856
22 030	Lac Delage	796	108 339 902	96 973
22 015	Lac Saint-Joseph	278	369 986 241	331 289
07057	Lac-au-Saumon	1 480	87 781 731	78 544
35 010	Lac-aux-Sables	1 409	277 817 673	248 796
91 005	Lac-Bouchette	1 185	142 466 719	127 689
46 075	Lac-Brome	6 252	1 820 942 100	2 716 568
13 062	Lac-des-Aigles ¹	578	51 990 480	46 512

¹ La Municipalité de Lac-des-Aigles est issue du regroupement des municipalités de Lac-des-Aigles et de Saint-Guy (31 juillet 2024).

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
79 078	Lac-des-Écorces	3 029	293 332 599	268 541
80 130	Lac-des-Plages	522	166 769 462	149 190
77 055	Lac-des-Seize-Îles	187	113 935 767	101 800
30 080	Lac-Drolet	1 080	130 699 367	117 158
79 015	Lac-du-Cerf	495	122 550 620	109 698
90 027	Lac-Édouard	218	67 423 891	60 553
28 053	Lac-Etchemin	4 076	445 607 884	536 205
18 010	Lac-Frontière	187	23 867 591	21 501
76 020	Lachute	14 941	1 511 034 523	2 254 080
30 030	Lac-Mégantic	5 820	603 155 290	899 965
56 023	Lacolle	2 701	422 415 217	378 240
29 095	Lac-Poulin	174	60 818 276	54 410
79 060	Lac-Saguay	541	100 670 836	89 953
83 020	Lac-Sainte-Marie	716	320 701 229	286 971
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	10	16 837 651	14 919
79 105	Lac-Saint-Paul	564	92 755 265	82 932
34 120	Lac-Sergent	598	129 297 761	115 841
80 095	Lac-Simon	1 107	483 886 528	433 089
78 095	Lac-Supérieur	2 024	652 851 080	584 472
78 127	Lac-Tremblant-Nord	76	199 311 854	178 589
85 070	Laforce	552	13 073 963	11 847
93 060	Lamarche	498	61 721 382	55 288
30 095	Lambton	1 717	317 290 325	283 899
88 035	Landrienne	915	75 122 343	67 135

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
21 040	L'Ange-Gardien	3 919	497 971 940	589 299
52 017	Lanoraie	5 387	704 741 751	1 037 307
94 210	L'Anse-Saint-Jean	1 332	187 517 418	168 058
78 015	Lantier	926	276 434 860	247 479
79 050	L'Ascension	959	152 670 124	136 465
93 065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 196	205 529 359	183 854
06060	L'Ascension-de-Patapédia	158	12 870 967	11 409
85 060	Latulipe-et-Gaboury	322	24 812 854	22 378
88 080	Launay	213	16 306 735	14 480
33 060	Laurier-Station	2 684	290 305 630	259 766
32 072	Laurierville	1 364	167 266 704	149 628
52 007	Lavaltrie	15 807	1 652 960 902	2 466 017
49 025	L'Avenir	1 405	172 803 741	154 455
85 052	Laverlochère-Angliers	977	93 658 692	83 809
42 045	Lawrenceville	616	59 529 912	53 094
NR910	Le Domaine-du-Roy	41	81 485 389	72 840
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	82	645 593 962	577 891
NR020	Le Rocher-Percé	0	1 363 793	1 316
99 005	Lebel-sur-Quévillon	2 153	150 792 647	135 148
33 123	Leclercville	507	82 651 952	74 156
49 020	Lefebvre	928	105 410 909	94 341
13 050	Lejeune	240	30 088 082	26 766
38 020	Lemieux	281	41 968 095	37 736
60 037	L'Épiphanie	9 090	968 405 309	1 237 397

Question **157**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
NR110	Les Basques	0	905 581	878
95 018	Les Bergeronnes	625	59 994 428	53 533
71 050	Les Cèdres	7 226	1 113 936 967	1 661 709
71 033	Les Coteaux	5 938	639 344 506	953 936
16 048	Les Éboulements	1 570	303 229 342	271 613
95 025	Les Escoumins	1 800	154 208 292	138 220
09015	Les Hauteurs	476	32 957 751	29 399
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 428	1 168 157 513	1 742 447
08005	Les Méchins	990	83 368 234	74 595
71 095	L'Île-Cadieux	125	88 370 036	78 983
98 020	L'Île-d'Anticosti	199	43 057 537	38 614
84 035	L'Île-du-Grand-Calumet	663	112 372 731	100 484
71 060	L'Île-Perrot	11 678	1 499 113 604	2 236 528
41 085	Lingwick	441	92 528 203	82 932
84 082	L'Isle-aux-Allumettes	1 398	331 151 680	296 624
16 023	L'Isle-aux-Coudres	1 099	177 208 219	158 404
17 078	L'Islet	3 903	355 144 650	420 364
12 043	L'Isle-Verte	1 404	147 827 329	132 516
84 040	Litchfield	500	124 750 699	111 453
80055	Lochaber	485	59 356 557	53 094
80 060	Lochaber-Partie-Ouest	998	125 457 097	112 331
98 045	Longue-Pointe-de-Mingan	414	32 191 076	28 960
95 032	Longue-Rive	917	50 012 782	44 757
85 037	Lorrainville	1 276	107 025 675	95 657

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
33 115	Lotbinière	865	179 864 726	161 037
51 015	Louiseville	7 565	695 200 492	1 037 307
83 010	Low	1 055	211 589 249	189 559
32 065	Lyster	1 676	200 048 070	179 028
87 058	Macamic	2 684	186 799 102	167 180
39 165	Maddington Falls	436	35 987 744	32 032
89015	Malartic	3 470	360 308 233	378 240
52 095	Mandeville	2 437	415 284 457	371 658
NR960	Manicouagan	93	74 859 275	67 135
83 065	Maniwaki	3 784	266 274 269	301 890
38 028	Manseau	873	92 589 183	82 932
84 065	Mansfield-et-Pontefract	2 317	266 765 713	238 703
06005	Maria	2 728	274 548 502	245 724
NR920	Maria-Chapdelaine	235	149 068 540	133 393
42 065	Maricourt	469	77 966 909	69 768
55 048	Marieville	11 778	1 414 927 992	2 110 595
04025	Marsoui	273	14 009 939	12 725
30 035	Marston	806	115 810 898	103 555
44 060	Martinville	455	56 458 732	50 461
51 008	Maskinongé	2 408	266 610 067	238 703
53 010	Massueville	543	41 971 369	37 736
99 015	Matagami	1 340	98 097 508	87 759
08053	Matane	14 316	1 278 268 312	1 906 995
06045	Matapédia	561	54 446 637	48 706

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
NR620	Matawinie	131	104 224 504	93 463
80 065	Mayo	693	119 277 847	106 627
NR350	Mékinac	16	98 511 867	88 197
42 075	Melbourne	1 135	204 577 796	182 977
83 060	Messines	1 638	240 339 772	215 009
93 012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 184	433 576 042	532 695
09048	Métis-sur-Mer	588	115 273 111	103 116
30 040	Milan	314	61 925 348	55 288
76 030	Mille-Isles	1 803	329 801 529	295 308
85 075	Moffet	210	27 052 187	24 134
78 047	Mont-Blanc	3 948	760 388 204	899 965
78 055	Montcalm	648	163 039 449	146 118
14 005	Mont-Carmel	1 154	109 925 124	98 290
83 088	Montcerf-Lytton	655	67 560 257	60 553
80 010	Montebello	965	124 047 688	111 015
09077	Mont-Joli	6 426	523 146 544	780 613
79 088	Mont-Laurier	14 521	1 571 242 542	2 344 033
18 050	Montmagny	10 952	1 141 501 793	1 702 956
80 090	Montpellier	1 188	149 669 693	133 832
56 097	Mont-Saint-Grégoire	3 133	640 888 050	608 606
79 110	Mont-Saint-Michel	586	69 707 294	62 309
04015	Mont-Saint-Pierre	202	13 418 907	11 847
78 102	Mont-Tremblant	11 621	4 654 544 168	6 943 462
77 050	Morin-Heights	4 894	1 084 895 519	1 467 324

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
80 085	Mulgrave-et-Derry	500	172 068 437	154 016
03025	Murdochville	613	21 713 655	19 307
80 110	Namur	612	65 144 486	58 359
30 045	Nantes	1 423	142 085 265	127 250
68 030	Napierville	4 179	480 751 318	590 616
98 025	Natashquan	267	19 531 535	17 552
85 100	Nédélec	373	33 784 398	30 277
34007	Neuville	4 575	620 296 152	808 257
05040	New Carlisle	1 366	109 759 420	98 290
05070	New Richmond	3 806	332 857 171	385 699
41037	Newport	708	155 541 790	139 097
50 072	Nicolet	8 726	1 029 246 691	1 535 337
79 030	Nominuingue	2 206	527 690 393	472 141
92040	Normandin	3 027	255 456 463	233 877
87 115	Normétal	774	22 599 351	20 184
45 050	North Hatley	691	211 286 533	189 120
19 010	Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	792	103 148 462	92 147
80 015	Notre-Dame-de-Bon-Secours	288	111 937 577	100 045
39 015	Notre-Dame-de-Ham	418	35 930 374	32 032
62 055	Notre-Dame-de-la-Merci	1 084	360 511 065	322 513
80 020	Notre-Dame-de-la-Paix	701	77 431 838	69 329
80 087	Notre-Dame-de-la-Salette	857	116 254 480	137 849
71 065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	11 699	1 906 100 430	2 843 379
92 060	Notre-Dame-de-Lorette	161	18 125 236	16 235

Question **157**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
32 080	Notre-Dame-de-Lourdes	838	107 247 328	96 096
61 045	Notre-Dame-de-Lourdes	3 232	305 292 753	300 573
35 005	Notre-Dame-de-Montauban	819	149 084 123	133 393
79 010	Notre-Dame-de-Pontmain	813	207 856 634	186 048
30 010	Notre-Dame-des-Bois	1 105	148 036 070	132 516
15 025	Notre-Dame-des-Monts	805	54 839 926	49 145
11 045	Notre-Dame-des-Neiges	1 164	167 308 695	149 628
29 120	Notre-Dame-des-Pins	1 894	174 557 899	156 210
61 030	Notre-Dame-des-Prairies	9 528	1 100 533 557	1 641 964
12 045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	70	39 669 065	35 542
46 100	Notre-Dame-de-Stanbridge	672	146 282 049	130 760
49 075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 771	138 439 950	123 740
49 080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	906	185 152 927	165 864
79 005	Notre-Dame-du-Laus	1 828	479 790 903	429 578
37 235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	6 400	476 600 699	710 845
85 090	Notre-Dame-du-Nord	1 105	101 291 765	90 830
12 080	Notre-Dame-du-Portage	1 307	216 265 044	193 508
18 040	Notre-Dame-du-Rosaire	394	50 890 166	45 634
33 085	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	902	116 134 963	103 994
06020	Nouvelle	1 791	148 807 556	133 393
56 015	Noyan	1 453	297 547 455	266 347
45020	Ogden	801	273 606 701	244 847
72 032	Oka	6 059	614 083 572	916 200
69 037	Ormstown	4 121	546 395 054	670 915

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
84 055	Otter Lake	964	239 207 387	214 131
13 015	Packington	586	57 719 528	51 778
09040	Padoue	253	17 150 568	15 358
87 025	Palmarolle	1 430	116 194 127	103 994
80 037	Papineauville	2 257	245 317 380	219 397
38 055	Parisville	513	64 738 976	57 921
05032	Paspébiac	3 079	248 922 568	227 734
02005	Percé	3 126	278 076 875	264 153
92 010	Péribonka	535	142 594 741	127 689
16 005	Petite-Rivière-Saint-François	1 245	443 642 586	397 108
03015	Petite-Vallée	148	13 400 787	11 847
94 205	Petit-Saguenay	630	56 531 178	50 461
77 030	Piedmont	3 557	776 372 555	837 656
50 113	Pierreville	2 192	267 807 381	239 581
46 025	Pike River	470	128 725 262	115 403
71070	Pincourt	15 095	2 072 313 580	3 091 297
30 020	Piopolis	403	106 136 511	95 218
80 045	Plaisance	1 184	106 788 040	95 657
32 043	Plessisville	9 497	846 830 778	1 242 223
13 095	Pohénégamook	2 473	234 328 344	209 743
06030	Pointe-à-la-Croix	1 316	91 665 440	82 054
96 030	Pointe-aux-Outardes	1 429	104 079 302	93 024
71 055	Pointe-des-Cascades	1 834	209 182 861	187 365
71 140	Pointe-Fortune	593	74 732 911	66 697

Question **157**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
96 025	Pointe-Lebel	1 831	133 503 296	119 352
NR840	Pontiac	5	27 835 375	25 011
34 017	Pont-Rouge	10 993	1 075 611 960	1 604 666
84 020	Portage-du-Fort	231	22 407 914	20 184
97 022	Port-Cartier	6 545	713 426 281	1 064 073
02047	Port-Daniel-Gascons	2 300	298 106 690	266 786
34 048	Portneuf	3 461	335 691 240	352 351
NR340	Portneuf	10	64 777 592	57 921
95 040	Portneuf-sur-Mer	579	34 551 881	30 716
45 030	Potton	2 131	930 018 083	832 391
87 035	Pouliaries	661	38 608 440	34 665
88 090	Preissac	950	165 963 513	148 751
75 040	Prévost	13 957	1 771 342 643	2 642 412
09065	Price	1 714	79 808 932	71 523
32 033	Princeville	6 334	637 970 468	951 742
42 032	Racine	1 416	292 531 299	261 959
96 040	Ragueneau	1 306	66 566 127	59 676
87 010	Rapide-Danseau	397	38 214 372	34 226
84 100	Rapides-des-Joachims	147	23 816 491	21 501
62 037	Rawdon	12 234	1 477 129 361	2 203 619
85 105	Rémigny	294	34 920 816	31 154
42 098	Richmond	3 440	253 228 455	265 909
71 133	Rigaud	7 951	1 318 658 246	1 967 109
10 043	Rimouski	50 019	5 310 476 035	8 555 728

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
NR100	Rimouski-Neigette	31	9 993 089	8 776
80 078	Ripon	1 767	237 118 494	212 376
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	169	15 061 215	13 603
04020	Rivière-à-Claude	151	10 518 802	9 215
34 135	Rivière-à-Pierre	625	142 273 248	127 250
98 055	Rivière-au-Tonnerre	287	25 327 360	22 817
71 005	Rivière-Beaudette	2 651	354 402 376	317 247
13 025	Rivière-Bleue	1 306	85 891 914	76 789
12 072	Rivière-du-Loup	20 472	2 220 811 567	3 312 888
94 215	Rivière-Éternité	440	40 512 943	36 420
89 010	Rivière-Héva	1 537	160 594 739	143 924
14 065	Rivière-Ouelle	1 017	165 996 642	148 751
79 037	Rivière-Rouge	4 734	628 468 961	837 656
98 050	Rivière-Saint-Jean	225	12 966 042	11 409
91 025	Roberval	9 887	946 983 533	1 412 914
87 015	Roquemaure	385	26 392 917	23 695
55 037	Rougemont	2 726	431 162 107	386 138
86 042	Rouyn-Noranda	42 827	5 116 059 804	7 631 928
48 015	Roxton	1 154	209 999 976	187 803
48 010	Roxton Falls	1 378	114 695 701	102 678
47047	Roxton Pond	4 597	573 796 493	747 703
95 010	Sacré-Coeur	1 688	135 256 374	121 107
31 130	Sacré-Coeur-de-Jésus	554	82 493 133	73 717
17 015	Saint-Adalbert	484	59 696 489	53 533

Question **157**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
08030	Saint-Adelme	490	38 508 412	34 665
35 015	Saint-Adelphe	941	118 058 779	105 749
77 065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 821	1 201 499 246	1 392 290
40 010	Saint-Adrien	563	68 252 844	60 992
31 095	Saint-Adrien-d'Irlande	365	47 843 162	43 002
33 045	Saint-Agapit	4 703	435 661 331	580 523
53 015	Saint-Aimé	455	230 651 349	206 233
15 030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 175	148 936 927	133 393
79 022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	860	109 188 633	97 851
34 097	Saint-Alban	1 238	187 182 194	167 619
39 085	Saint-Albert	1 718	199 818 387	179 028
56 055	Saint-Alexandre	2 693	517 271 116	462 927
14 035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	2 367	205 472 240	183 854
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	305	20 289 863	17 991
63 023	Saint-Alexis	1 450	261 928 638	234 316
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	503	29 497 128	26 328
51 065	Saint-Alexis-des-Monts	3 082	457 109 464	418 170
27 015	Saint-Alfred	535	61 864 392	55 288
05065	Saint-Alphonse	723	46 526 275	41 685
47 010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 517	522 894 774	564 288
62 025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 487	544 376 360	571 309
94 255	Saint-Ambroise	4 153	350 828 827	430 895
61 040	Saint-Ambroise-de-Kildare	4 421	545 863 216	700 314
10 030	Saint-Anaclet-de-Lessard	3 019	268 314 558	245 285

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
80 027	Saint-André-Avellin	3 811	387 620 880	449 324
76 008	Saint-André-d'Argenteuil	3 161	423 748 814	402 373
14 040	Saint-André-de-Kamouraska	662	73 028 000	65 380
06040	Saint-André-de-Restigouche	147	12 678 164	11 409
91 010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	477	41 922 852	37 736
69 070	Saint-Anicet	2 757	660 299 540	591 054
19 062	Saint-Anselme	4 368	494 878 434	624 841
18 070	Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	112	44 168 284	39 491
33 095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 752	313 314 516	280 389
57 075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 800	362 396 665	324 268
12 015	Saint-Antonin	4 526	372 275 300	484 866
33 090	Saint-Apollinaire	8 689	867 692 376	1 294 440
46 017	Saint-Armand	1 222	264 356 214	236 509
12 065	Saint-Arsène	1 215	111 147 476	99 606
13 100	Saint-Athanase	298	25 669 243	22 817
17 055	Saint-Aubert	1 446	220 276 941	197 018
92 005	Saint-Augustin	330	25 581 429	22 817
98 012	Saint-Augustin	680	30 530 738	27 205
30 005	Saint-Augustin-de-Woburn	672	96 453 564	86 442
51 025	Saint-Barnabé	1 208	126 843 791	113 647
54 105	Saint-Barnabé-Sud	1 025	286 821 652	256 694
52 055	Saint-Barthélemy	2 083	305 884 108	273 807
34 038	Saint-Basile	2 781	301 785 639	270 297
28 025	Saint-Benjamin	1 189	99 876 179	89 514

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
29 100	Saint-Benoît-Labre	1 676	207 924 498	186 048
26 055	Saint-Bernard	2 637	335 582 704	300 573
68 005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 637	425 954 150	381 311
54 115	Saint-Bernard-de-Michaudville	642	200 779 076	179 905
56 065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 129	472 039 809	422 558
49 125	Saint-Bonaventure	1 061	181 459 623	162 353
51 085	Saint-Boniface	5 329	454 928 650	669 598
93 030	Saint-Bruno	2 888	276 529 664	247 479
85 045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 211	135 654 794	121 546
14 010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	523	55 335 212	49 584
63 055	Saint-Calixte	7 194	710 905 466	1 060 563
40 025	Saint-Camille	568	72 174 373	64 503
28 070	Saint-Camille-de-Lellis	745	73 809 323	66 258
34 078	Saint-Casimir	1 466	138 494 062	124 178
50 030	Saint-Célestin	929	72 046 389	64 503
50 035	Saint-Célestin	609	129 863 387	116 280
55 023	Saint-Césaire	6 129	919 528 501	1 371 667
61 035	Saint-Charles-Borromée	16 178	1 626 421 473	2 426 087
19 097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 652	314 962 249	281 705
94 260	Saint-Charles-de-Bourget	806	80 267 145	71 962
09010	Saint-Charles-Garnier	226	18 718 522	16 674
57 057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 781	396 375 696	354 984
39 060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 274	342 400 662	336 993
69 017	Saint-Chrysostome	2 631	370 318 096	331 289

Question **157**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
42 100	Saint-Claude	1 193	187 296 946	167 619
11 005	Saint-Clément	491	40 773 613	36 420
07090	Saint-Cléophas	315	23 256 954	20 623
52 075	Saint-Cléophas-de-Brandon	300	35 229 082	31 593
71 045	Saint-Clet	1 734	332 582 370	297 502
62 065	Saint-Côme	2 718	555 996 605	497 591
29 057	Saint-Côme--Linière	3 406	271 629 228	285 216
52 062	Saint-Cuthbert	1 933	363 414 046	325 146
12 005	Saint-Cyprien	1 058	81 080 629	72 401
28 040	Saint-Cyprien	473	48 755 039	43 441
68 035	Saint-Cyprien-de-Napierville	1 878	485 846 259	434 844
17 045	Saint-Cyrille-de-Lessard	770	98 084 542	87 759
49 070	Saint-Cyrille-de-Wendover	5 042	524 269 569	727 519
07105	Saint-Damase	384	34 328 832	30 716
54 017	Saint-Damase	2 434	543 178 035	486 183
17 040	Saint-Damase-de-L'Islet	567	63 515 500	57 043
62 075	Saint-Damien	2 464	394 063 829	352 790
19 030	Saint-Damien-de-Buckland	1 867	197 563 068	176 834
53 005	Saint-David	885	287 394 428	257 133
94 245	Saint-David-de-Falardeau	3 065	910 940 387	833 268
14 055	Saint-Denis-De La Bouteillerie	509	108 367 611	96 973
42 025	Saint-Denis-de-Brompton	4 990	841 817 124	1 150 954
57 068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 333	493 552 672	441 865
52 090	Saint-Didace	748	162 203 338	145 241

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
54 060	Saint-Dominique	2 916	468 308 022	419 047
88 065	Saint-Dominique-du-Rosaire	461	35 547 626	32 032
09030	Saint-Donat	876	85 185 232	76 350
62 060	Saint-Donat	4 731	1 801 912 998	2 401 515
77 022	Sainte-Adèle	14 763	2 269 890 461	3 386 166
33 017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 048	173 201 487	154 894
78 032	Sainte-Agathe-des-Monts	11 726	1 866 885 550	2 785 020
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici	1 046	65 595 630	58 798
55 030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 832	316 068 738	283 022
51 055	Sainte-Angèle-de-Prémont	640	56 265 749	50 461
21 030	Sainte-Anne-de-Beaupré	3 067	310 448 376	283 899
37 205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 037	224 614 409	200 967
14 090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 596	165 706 559	148 312
42 050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	627	91 126 303	81 616
56 060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	2 214	404 272 220	362 004
77 035	Sainte-Anne-des-Lacs	4 037	905 677 025	1 089 962
53 065	Sainte-Anne-de-Sorel	6 090	482 106 664	719 182
04037	Sainte-Anne-des-Monts	2 716	321 223 915	287 409
79 115	Sainte-Anne-du-Lac	562	85 125 087	76 350
18 025	Sainte-Apolline-de-Patton	529	77 229 553	69 329
28 015	Sainte-Aurélie	856	112 203 287	100 484
69 065	Sainte-Barbe	1 893	288 979 071	258 449
62 020	Sainte-Béatrix	2 314	312 850 024	279 950
56 105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 502	423 776 398	379 117

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
22 045	Sainte-Brigitte-de-Laval	8 781	886 849 147	1 322 961
49 085	Sainte-Brigitte-des-Saults	815	158 613 242	142 169
22 005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	9 161	1 041 915 593	1 554 205
38 060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	363	54 215 172	48 706
47 055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 292	324 138 664	290 042
30 050	Sainte-Cécile-de-Whitton	892	112 375 028	100 484
48 020	Sainte-Christine	821	140 409 511	125 495
34 105	Sainte-Christine-d'Auvergne	687	176 430 224	157 966
19 055	Sainte-Claire	3 619	414 729 651	459 855
68 020	Sainte-Clotilde	3 296	381 592 947	375 607
31 060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	601	72 010 450	64 503
39 117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 626	184 420 590	164 986
33 102	Sainte-Croix	2 628	343 738 452	307 594
49 100	Saint-Edmond-de-Grantham	818	135 872 600	121 546
92 050	Saint-Edmond-les-Plaines	359	24 924 620	22 378
68 045	Saint-Édouard	1 458	302 241 672	270 735
85 015	Saint-Édouard-de-Fabre	681	60 198 161	53 972
33 080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 311	176 562 390	157 966
51 050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	806	70 889 129	63 625
44 055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	549	101 106 087	90 391
52 030	Sainte-Élisabeth	1 446	311 982 520	279 072
39 090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	393	66 615 076	59 676
62 070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 784	239 004 547	214 131
50 005	Sainte-Eulalie	1 020	161 768 997	144 802

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
18 035	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	371	35 434 897	31 593
20 010	Sainte-Famille-de-l'Île-d'Orléans	875	163 361 220	146 118
08023	Sainte-Félicité	1 080	73 213 383	65 380
17 025	Sainte-Félicité	367	32 905 396	29 399
09085	Sainte-Flavie	940	97 423 870	87 320
07010	Sainte-Florence	350	21 414 885	19 307
11 030	Sainte-Françoise	423	35 711 088	32 032
38 035	Sainte-Françoise	482	65 904 377	58 798
37 215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 130	158 672 952	142 169
52 040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 254	330 274 387	295 747
87 030	Sainte-Germaine-Boulé	941	58 167 850	52 216
88 085	Sainte-Gertrude-Manneville	782	58 899 685	52 655
91 030	Sainte-Hedwidge	920	69 110 235	61 870
54 095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 798	319 891 777	286 532
39 035	Sainte-Hélène-de-Chester	400	71 373 218	64 064
14 025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	876	81 457 284	72 840
87 070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	398	25 954 841	23 256
26 040	Sainte-Hénédine	1 469	160 388 467	143 485
07040	Sainte-Irène	407	48 930 929	43 879
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	214	26 506 795	23 695
92 015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 108	85 418 653	76 350
63 060	Sainte-Julienne	11 993	1 129 213 136	1 684 527
28 045	Sainte-Justine	1 812	145 908 978	130 760
71 115	Sainte-Justine-de-Newton	978	311 505 861	278 634

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
51 075	Saint-Élie-de-Caxton	2 020	261 189 775	233 877
11 035	Saint-Éloi	318	36 039 593	32 471
17 060	Sainte-Louise	695	65 410 391	58 359
50 095	Saint-Elphège	255	85 468 158	76 350
09092	Sainte-Luce	2 870	294 586 000	263 715
18 020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	280	28 492 364	25 450
78 020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 561	228 963 994	204 916
05050	Saint-Elzéar	464	31 594 193	28 083
26 022	Saint-Elzéar	2 792	293 742 065	262 837
13 085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	334	27 161 515	24 134
54 025	Sainte-Madeleine	2 274	254 495 187	227 734
04005	Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	290	29 040 465	25 889
62 030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 841	234 251 995	209 743
26 035	Sainte-Marguerite	1 262	152 778 958	136 903
77 012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	3 651	742 504 712	823 176
07005	Sainte-Marguerite-Marie	186	12 096 505	10 970
26 030	Sainte-Marie	13 374	1 514 338 529	2 258 907
38 015	Sainte-Marie-de-Blandford	474	63 444 650	56 604
54 030	Sainte-Marie-Madeleine	2 873	511 711 616	458 100
63 005	Sainte-Marie-Salomé	1 277	142 744 194	127 689
71 110	Sainte-Marthe	1 023	344 884 054	308 910
70 012	Sainte-Martine	5 734	816 567 380	1 218 090
61 050	Sainte-Mélanie	3 387	421 869 115	430 017
80 125	Saint-Émile-de-Suffolk	550	90 946 755	81 616

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
50 057	Sainte-Monique	531	117 481 673	105 310
93 075	Sainte-Monique	859	168 126 082	150 506
08040	Sainte-Paule	254	36 113 762	32 471
17 030	Sainte-Perpétue	1 684	113 855 207	101 800
50 050	Sainte-Perpétue	950	176 316 160	157 966
20 030	Sainte-Pétronille	1 091	212 096 439	189 997
29 112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 411	245 439 071	219 835
12 030	Saint-Épiphanie	852	66 389 319	59 237
31 050	Sainte-Praxède	384	127 499 430	114 086
11 015	Sainte-Rita	318	32 008 028	28 522
28 030	Sainte-Rose-de-Watford	756	78 257 848	70 207
94 230	Sainte-Rose-du-Nord	450	63 474 940	56 604
28 065	Sainte-Sabine	362	41 202 208	36 859
46 105	Sainte-Sabine	1 123	191 402 007	171 129
39 105	Sainte-Séraphine	449	66 958 531	60 115
75 028	Sainte-Sophie	18 890	1 869 171 508	2 788 530
38 040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	750	94 872 572	85 126
32 023	Sainte-Sophie-d'Halifax	603	112 553 334	100 922
63 030	Saint-Esprit	2 294	403 352 094	361 127
35 050	Sainte-Thècle	2 453	251 119 868	224 662
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 012	63 237 244	56 604
83 055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	567	127 237 222	114 086
70 030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	1 117	228 256 783	204 478
45 100	Saint-Étienne-de-Bolton	864	218 201 930	195 263

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
51 090	Saint-Étienne-des-Grès	4 706	408 176 735	544 103
49 105	Saint-Eugène	1 191	231 881 135	207 549
92 065	Saint-Eugène-d'Argentenay	497	38 675 787	34 665
85 085	Saint-Eugène-de-Guigues	463	63 012 590	56 604
10 075	Saint-Eugène-de-Ladrière	408	47 623 814	42 563
51 040	Sainte-Ursule	1 343	152 248 583	136 465
13 030	Saint-Eusèbe	589	52 114 310	46 512
53 025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 525	355 163 055	317 686
10 070	Saint-Fabien	1 857	176 167 351	157 527
18 015	Saint-Fabien-de-Panet	1 010	86 311 766	77 228
91 042	Saint-Félicien	10 224	1 070 423 637	1 596 768
88 060	Saint-Félix-de-Dalquier	1 011	76 836 200	68 891
49 005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 525	221 864 789	198 773
62 007	Saint-Félix-de-Valois	7 308	835 898 745	1 247 050
94 225	Saint-Félix-d'Otis	1 171	161 637 886	144 802
32 013	Saint-Ferdinand	2 049	341 705 821	305 839
21 010	Saint-Ferréol-les-Neiges	3 915	812 410 356	961 396
33 052	Saint-Flavien	1 666	183 776 608	164 547
31 030	Saint-Fortunat	272	49 069 537	43 879
06055	Saint-François-d'Assise	655	35 938 357	32 032
18 060	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	1 586	190 288 319	170 252
20 005	Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	569	147 351 079	132 077
91 015	Saint-François-de-Sales	629	46 782 523	41 685
50 128	Saint-François-du-Lac	1 921	226 964 319	203 161

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
42 020	Saint-François-Xavier-de-Brompton	2 601	274 560 899	245 724
12 025	Saint-François-Xavier-de-Viger	247	23 574 070	21 062
27 065	Saint-Frédéric	1 156	113 574 652	101 800
94 235	Saint-Fulgence	2 166	209 509 342	187 365
52 080	Saint-Gabriel	2 934	191 334 906	171 129
52 085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 736	385 044 398	344 453
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 233	98 305 084	88 197
22 025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 314	492 230 132	501 979
14 075	Saint-Gabriel-Lalemant	646	45 579 577	40 808
93 035	Saint-Gédéon	2 320	345 108 615	308 910
29 013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 144	185 300 814	165 864
29 073	Saint-Georges	33 546	3 390 649 948	5 057 968
40 032	Saint-Georges-de-Windsor	1 003	127 273 134	114 086
53 085	Saint-Gérard-Majella	236	93 645 031	83 809
49 048	Saint-Germain-de-Grantham	5 004	656 681 615	910 934
14 045	Saint-Germain-de-Kamouraska	303	43 116 987	38 614
19 075	Saint-Gervais	2 192	267 750 727	239 581
34 060	Saint-Gilbert	308	34 533 551	30 716
33 035	Saint-Gilles	3 185	303 398 553	288 287
05015	Saint-Godefroi	366	24 038 872	21 501
49 113	Saint-Guillaume	1 504	251 866 472	225 540
19 068	Saint-Henri	6 009	751 844 989	1 121 555
93 070	Saint-Henri-de-Taillon	804	146 722 611	131 199
44 015	Saint-Herménégilde	722	164 057 142	146 996

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
29 020	Saint-Hilaire-de-Dorset	99	47 253 411	42 124
16 050	Saint-Hilarion	1 201	131 247 086	117 597
75 045	Saint-Hippolyte	11 650	1 696 494 129	2 530 959
94 240	Saint-Honoré	6 740	581 145 118	867 055
29 038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 615	191 031 010	171 129
13 090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	763	60 881 423	54 410
12 010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 478	174 892 399	156 649
54 100	Saint-Hugues	1 367	332 164 372	297 502
54 048	Saint-Hyacinthe	59 448	7 836 517 976	13 443 874
52 045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 122	250 954 910	224 662
46 095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	700	152 703 800	136 465
15 005	Saint-Irénée	698	152 389 276	136 465
26 063	Saint-Isidore	3 462	431 604 487	452 834
41 012	Saint-Isidore-de-Clifton	713	114 323 728	102 239
63 013	Saint-Jacques	4 618	593 077 104	781 491
31 140	Saint-Jacques-de-Leeds	728	89 520 210	80 299
31 025	Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	197	44 940 466	40 369
68 040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 929	391 076 893	350 157
33 065	Saint-Janvier-de-Joly	1 141	118 645 058	106 188
31 100	Saint-Jean-de-Brébeuf	365	57 395 539	51 339
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	166	11 107 358	10 092
11 010	Saint-Jean-de-Dieu	1 691	105 672 257	94 779
13 010	Saint-Jean-de-la-Lande	245	32 231 317	28 960
20 015	Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	1 114	271 738 293	243 091

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
62 015	Saint-Jean-de-Matha	5 053	689 978 751	957 447
17 070	Saint-Jean-Port-Joli	3 307	391 310 404	398 863
21 020	Saint-Joachim	1 425	166 051 012	148 751
47 040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 548	234 161 391	209 743
27 043	Saint-Joseph-de-Beauce	5 208	451 757 239	653 802
31 045	Saint-Joseph-de-Coleraine	1 893	243 841 179	218 080
14 030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	387	40 450 414	36 420
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	580	47 942 844	43 002
27 050	Saint-Joseph-des-Érables	390	52 054 554	46 512
53 050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 577	204 329 778	182 977
54 110	Saint-Jude	1 354	279 294 889	250 112
27 055	Saint-Jules	543	61 308 725	54 849
31 035	Saint-Julien	401	62 481 409	55 727
18 005	Saint-Just-de-Bretenières	652	52 643 952	46 951
13 040	Saint-Juste-du-Lac	555	56 634 949	50 900
51 045	Saint-Justin	957	148 557 479	132 954
87 120	Saint-Lambert	194	7 891 716	7 021
26 070	Saint-Lambert-de-Lauzon	6 955	813 648 487	1 213 702
20 020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 773	345 449 127	309 349
71 105	Saint-Lazare	22 761	3 569 000 091	5 324 315
19 050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 345	146 695 341	131 199
08065	Saint-Léandre	378	33 574 572	29 838
50 042	Saint-Léonard-d'Aston	2 621	321 773 921	287 848
34 115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 181	147 261 697	131 638

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
19 020	Saint-Léon-de-Standon	1 037	116 462 450	104 433
07030	Saint-Léon-le-Grand	973	66 830 579	59 676
51 035	Saint-Léon-le-Grand	889	152 467 784	136 465
54 072	Saint-Liboire	3 056	465 262 462	425 629
63 065	Saint-Liguori	2 199	328 061 837	293 553
63 048	Saint-Lin--Laurentides	25 908	2 374 170 777	3 541 938
54 120	Saint-Louis	727	176 834 450	158 404
39 170	Saint-Louis-de-Blandford	1 095	147 490 896	132 077
28 035	Saint-Louis-de-Gonzague	382	51 211 595	45 634
70 035	Saint-Louis-de-Gonzague	2 380	369 431 027	330 850
13 080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 358	83 624 811	75 034
28 060	Saint-Luc-de-Bellechasse	470	70 939 132	63 625
37 225	Saint-Luc-de-Vincennes	553	60 298 374	53 972
49 030	Saint-Lucien	1 923	233 587 128	208 866
30 072	Saint-Ludger	1 071	113 198 445	101 361
93 080	Saint-Ludger-de-Milot	642	67 358 006	60 115
28 075	Saint-Magloire	732	89 163 312	79 860
49 095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 382	178 019 110	159 282
19 025	Saint-Malachie	1 726	173 876 166	155 772
44 003	Saint-Malo	532	88 748 312	79 422
88 040	Saint-Marc-de-Figuery	895	99 618 946	89 075
34 065	Saint-Marc-des-Carières	2 875	264 478 962	236 948
13 020	Saint-Marc-du-Lac-Long	375	44 156 057	39 491
17 020	Saint-Marcel	440	55 605 506	49 584

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
54 125	Saint-Marcel-de-Richelieu	507	191 267 323	171 129
10 025	Saint-Marcellin	414	53 071 050	47 390
57 050	Saint-Marc-sur-Richelieu	2 244	444 354 336	397 547
29 045	Saint-Martin	2 645	210 319 828	188 242
11 050	Saint-Mathieu-de-Rioux	715	105 288 767	94 341
88 050	Saint-Mathieu-d'Harricana	818	92 816 960	82 932
51 070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 554	292 395 857	261 521
37 230	Saint-Maurice	3 720	317 585 342	360 249
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 046	68 566 742	61 431
11 025	Saint-Médard	221	13 359 664	11 847
68 050	Saint-Michel	3 821	603 249 107	698 997
19 110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 902	305 799 661	273 807
62 085	Saint-Michel-des-Saints	2 760	583 045 963	521 725
13 065	Saint-Michel-du-Squatec	1 031	85 311 447	76 350
12 020	Saint-Modeste	1 201	113 507 346	101 800
07095	Saint-Moïse	551	41 902 540	37 297
37 240	Saint-Narcisse	1 832	172 582 777	154 455
33 030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 207	159 622 327	143 047
10 015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 146	113 938 118	101 800
93 045	Saint-Nazaire	2 106	171 967 427	154 016
48 050	Saint-Nazaire-d'Acton	870	215 370 505	192 630
19 015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	336	41 239 149	36 859
19 045	Saint-Nérée-de-Bellechasse	748	91 262 783	81 616
07100	Saint-Noël	385	20 212 839	17 991

Question **157**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
52 070	Saint-Norbert	1 112	176 761 385	158 404
39 043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 305	167 921 943	150 506
09055	Saint-Octave-de-Métis	500	39 837 776	35 542
27 035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 436	144 198 273	129 005
17 005	Saint-Omer	295	37 012 482	32 909
14 080	Saint-Onésime-d'Ixworth	530	45 006 292	40 369
53 032	Saint-Ours	1 744	331 708 429	297 063
14 070	Saint-Pacôme	1 572	125 897 196	112 770
17 010	Saint-Pamphile	2 337	174 588 250	156 210
14 018	Saint-Pascal	3 520	300 817 206	324 707
33 025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 092	140 897 325	125 934
68 025	Saint-Patrice-de-Sherrington	2 308	458 317 203	410 272
61 005	Saint-Paul	6 956	722 861 425	1 078 553
55 015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 968	502 813 868	450 202
12 035	Saint-Paul-de-la-Croix	325	31 024 429	27 644
56 035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 194	379 718 837	340 065
18 030	Saint-Paul-de-Montminy	821	101 075 876	90 391
51 060	Saint-Paulin	1 590	142 871 783	127 689
19 005	Saint-Philémon	702	115 484 951	103 555
29 065	Saint-Philibert	361	49 968 574	44 757
14 060	Saint-Philippe-de-Néri	829	63 766 904	57 043
54 008	Saint-Pie	5 965	889 343 496	1 326 910
49 130	Saint-Pie-de-Guire	462	106 468 008	95 218
61 020	Saint-Pierre	298	52 174 368	46 512

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
32 050	Saint-Pierre-Baptiste	588	109 642 536	98 290
31 135	Saint-Pierre-de-Broughton	895	118 952 571	106 627
13 075	Saint-Pierre-de-Lamy	141	16 594 142	14 919
18 055	Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	832	120 909 638	108 382
20 025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 756	276 867 403	247 918
38 065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 187	141 078 263	126 372
72 043	Saint-Placide	1 776	340 170 678	304 522
71 020	Saint-Polycarpe	2 509	473 819 817	424 313
91 035	Saint-Prime	2 814	256 651 810	229 928
28 020	Saint-Prosper	3 720	276 966 170	314 176
37 250	Saint-Prosper-de-Champlain	474	81 575 247	72 840
19 082	Saint-Raphaël	2 497	268 046 895	240 020
34 128	Saint-Raymond	11 547	1 443 394 155	2 153 158
68 055	Saint-Rémi	9 684	1 267 995 845	1 891 637
39 020	Saint-Rémi-de-Tingwick	476	80 551 074	71 962
29 050	Saint-René	987	88 823 636	79 422
08035	Saint-René-de-Matane	942	65 653 101	58 798
53 020	Saint-Robert	1 863	275 582 390	246 602
30 070	Saint-Robert-Bellarmin	521	66 659 774	59 676
63 035	Saint-Roch-de-l'Achigan	5 631	883 867 464	1 318 573
35 045	Saint-Roch-de-Mékinac	323	79 050 676	70 646
53 040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 798	298 486 581	267 225
17 065	Saint-Roch-des-Aulnaies	965	128 867 866	115 403
63 040	Saint-Roch-Ouest	283	106 684 018	95 657

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
30 100	Saint-Romain	699	122 568 046	109 698
39 145	Saint-Rosaire	986	150 261 982	134 709
39 130	Saint-Samuel	781	87 109 353	78 105
26 010	Saints-Anges	1 315	144 278 731	129 005
77 043	Saint-Sauveur	11 939	2 794 033 015	4 168 096
30 085	Saint-Sébastien	690	76 727 638	68 891
56 050	Saint-Sébastien	726	303 900 548	272 052
51 030	Saint-Sévère	361	52 022 047	46 512
27 070	Saint-Séverin	311	52 686 939	46 951
35 020	Saint-Séverin	792	73 316 389	65 819
05055	Saint-Siméon	1 190	95 008 656	85 126
15 058	Saint-Siméon	1 157	132 413 409	118 474
54 090	Saint-Simon	1 395	305 546 450	273 368
11 055	Saint-Simon-de-Rimouski	475	67 034 601	60 115
29 125	Saint-Simon-les-Mines	593	62 379 011	55 727
80 070	Saint-Sixte	523	57 394 889	51 339
39 005	Saints-Martyrs-Canadiens	293	107 694 197	96 534
37 245	Saint-Stanislas	1 027	131 767 178	118 035
92 070	Saint-Stanislas	377	33 360 833	29 838
70 040	Saint-Stanislas-de-Kostka	2 091	349 247 582	312 421
38 005	Saint-Sylvère	791	113 419 885	101 361
33 007	Saint-Sylvestre	1 051	159 157 960	142 608
71 015	Saint-Télesphore	771	240 363 619	215 009
07070	Saint-Tharcisius	417	27 472 370	24 572

Question **157**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
48 045	Saint-Théodore-d'Acton	1 624	272 602 674	243 969
29 005	Saint-Théophile	698	118 171 504	105 749
61 027	Saint-Thomas	3 634	556 345 086	616 943
92 045	Saint-Thomas-Didyme	740	65 958 416	59 237
34 085	Saint-Thuribe	316	41 831 702	37 297
35 027	Saint-Tite	3 770	392 191 231	444 497
21 005	Saint-Tite-des-Caps	1 519	201 064 256	179 905
34 090	Saint-Ubalde	1 536	253 865 697	227 295
08073	Saint-Ulric	1 691	136 051 252	121 984
16 055	Saint-Urbain	1 384	159 573 156	143 047
70 005	Saint-Urbain-Premier	1 325	275 001 475	246 163
56 030	Saint-Valentin	432	169 554 318	151 822
39 135	Saint-Valère	1 185	173 715 734	155 333
10 060	Saint-Valérien	944	81 600 452	72 840
54 065	Saint-Valérien-de-Milton	1 782	346 987 433	310 666
19 117	Saint-Vallier	1 026	158 900 953	142 169
44 005	Saint-Venant-de-Paquette	71	30 067 773	26 766
07075	Saint-Vianney	434	32 493 552	28 960
27 008	Saint-Victor	2 358	268 347 924	240 020
50 023	Saint-Wenceslas	1 227	179 926 208	161 037
28 005	Saint-Zacharie	1 654	149 615 817	133 832
62 080	Saint-Zénon	1 342	252 221 980	225 540
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	366	38 294 254	34 226
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	725	162 541 839	145 679

Question **157**

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
71025	Saint-Zotique	10 245	1 188 344 072	1 772 724
70052	Salaberry-de-Valleyfield	44 561	5 025 470 707	7 496 780
07085	Sayabec	1 771	149 967 713	134 271
97040	Schefferville	259	41 939 820	37 736
41080	Scotstown	477	32 534 638	28 960
26048	Scott	2 807	305 455 842	273 368
89040	Senneterre	2 789	207 637 381	186 048
89045	Senneterre	1 192	107 021 073	95 657
97007	Sept-Îles	24 591	3 152 267 508	4 702 546
NR971	Sept-Rivières	121	32 032 112	28 522
22020	Shannon	6 903	665 531 674	992 989
36033	Shawinigan	51 149	3 999 724 433	6 682 714
84010	Shawville	1 707	173 741 867	155 333
84095	Sheenboro	130	90 590 135	81 177
47035	Shefford	7 587	1 163 600 702	1 735 865
05010	Shigawake	332	18 573 741	16 674
53052	Sorel-Tracy	35 849	3 563 389 088	5 315 978
46045	Stanbridge East	862	137 294 622	122 862
46030	Stanbridge Station	288	61 661 524	55 288
45008	Stanstead	2 909	238 185 348	213 253
45025	Stanstead	1 137	709 725 076	635 372
44050	Stanstead-Est	661	153 414 098	137 342
42005	Stoke	3 310	413 391 133	421 241
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	9 947	1 566 985 194	2 337 451

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
30105	Stornoway	539	81 757 771	73 278
30110	Stratford	1 068	314 235 208	281 266
45105	Stukely-Sud	1 214	182 316 615	163 231
46058	Sutton	4 699	1 297 809 595	1 709 977
95005	Tadoussac	804	107 276 526	96 096
87042	Taschereau	893	42 313 149	37 736
85005	Témiscaming	2 349	284 802 050	254 939
NR850	Témiscamingue	106	118 759 569	106 188
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	5 127	516 939 775	732 784
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 929	242 214 418	216 764
31084	Thetford Mines	26 684	2 090 084 433	3 990 881
84045	Thorne	542	145 078 931	129 883
80050	Thurso	3 342	264 566 802	269 858
39025	Tingwick	1 530	214 241 336	191 753
17035	Tourville	569	37 050 272	33 348
88075	Trécesson	1 261	127 513 095	114 086
71125	Très-Saint-Rédempteur	1 080	154 753 447	138 659
69030	Très-Saint-Sacrement	1 231	282 290 877	252 745
27060	Tring-Jonction	1 550	111 599 742	100 045
11040	Trois-Pistoles	3 139	229 950 419	218 519
35055	Trois-Rives	460	198 103 824	177 272
42078	Ulverton	470	76 398 172	68 452
48038	Upton	2 169	348 874 938	312 421
33070	Val-Alain	1 039	110 842 768	99 167

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
07080	Val-Brillant	925	89 547 134	80 299
42055	Valcourt	2 266	228 343 400	204 478
42060	Valcourt	1 062	158 227 205	141 730
78010	Val-David	5 733	816 561 511	1 218 090
80140	Val-des-Bois	941	210 325 085	188 242
78100	Val-des-Lacs	735	233 931 994	209 304
40043	Val-des-Sources	7 285	431 418 186	643 709
89008	Val-d'Or	32 978	3 854 797 151	5 750 384
42095	Val-Joli	1 723	213 313 836	190 875
NR890	Vallée-de-l'Or	270	5 115 621	4 388
26015	Vallée-Jonction	1 982	182 546 752	163 231
78005	Val-Morin	3 210	507 534 167	499 785
30015	Val-Racine	182	42 311 302	37 736
87105	Val-Saint-Gilles	182	8 078 747	7 021
71083	Vaudreuil-Dorion	45 442	7 327 075 468	10 930 336
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 363	286 114 295	256 255
56005	Venise-en-Québec	2 195	347 703 558	311 104
39062	Victoriaville	48 790	4 676 832 906	6 976 810
85025	Ville-Marie	2 409	254 690 718	228 172
32085	Villeroy	530	80 069 305	71 523
84070	Waltham	400	69 535 977	62 309
47030	Warden	390	31 161 202	28 083
39077	Warwick	4 825	567 977 486	768 327
47025	Waterloo	5 333	447 729 558	659 067

Question 157

Suite

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2024	Richesse foncière uniformisée moyenne 6 ans (2018-2023) (\$)	Facture 2025 (\$)
44080	Waterville	2 408	241 437 756	216 325
41098	Weedon	2 800	325 638 075	291 359
76035	Wentworth	643	299 100 656	267 664
77060	Wentworth-Nord	1 711	638 121 521	571 309
41065	Westbury	1 129	129 942 454	116 280
49040	Wickham	2 781	327 791 524	293 553
42088	Windsor	5 380	519 830 931	765 255
40017	Wotton	1 448	156 665 201	140 414
51020	Yamachiche	2 759	373 473 230	334 360
53072	Yamaska	1 747	234 976 180	210 182

* Note : Pour les années antérieures, veuillez-vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs. Il n'est pas possible de calculer le coût pour les trois prochaines années puisque plusieurs variables nécessaires aux calculs sont inconnues, notamment la RFU, l'IPC et la population.

Question **171**

La capacité d'accueil opérationnelle et la capacité totale, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2024-2025.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE MOYENNE ¹	CAPACITÉ DISPONIBLE MOYENNE ²	COÛT/JOUR ³ (\$)	DÉPENSES ⁴ (k\$)
Amos	197	224	475	43 856
Baie-Comeau	51	58	442	8 287
Hull	204	232	276	25 123
Leclerc de Laval	457	519	431	44 561
Montréal	1 284	1 459	271	133 958
New-Carlisle & Havre-Aubert	88	101	423	11 642
Percé	39	44	512	7 745
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	670	761	311	80 587
Rimouski	106	121	360	16 974
Rivière-des-Prairies	476	541	305	65 687
Roberval	243	276	379	37 354
Saint-Jérôme	346	393	303	46 573
Sept-Îles	43	49	1 390	19 090
Sherbrooke	278	316	249	27 276
Sorel-Tracy	275	313	497	55 867
Trois-Rivières	278	316	265	28 522

¹ La capacité opérationnelle moyenne probable correspond à 88 % de la capacité disponible moyenne.

² La capacité disponible moyenne probable correspond à la capacité réelle moyenne moins les places fermées.

³ Coût/jour : = (Dépenses en k\$ x 1000 / 365 jours) / (Population moyenne quotidienne).

⁴ Dépenses probables 2024-2025.

* Les données du taux d'occupation par établissement de détention ne peuvent être rendues disponibles car le croisement avec d'autres informations pourrait révéler des détails sensibles d'un point de vue sécuritaire.

Question 172

Le taux d'occupation maximal atteint pour chaque centre de détention pour l'année financière 2024-2025.

Réseau	TAUX D'OCCUPATION ¹
Réseau Est	106 %
Réseau Montréal	93 %
Réseau Ouest	121 %

¹ Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité disponible quotidienne.

* Les données du taux d'occupation maximal atteint par établissement de détention ne peuvent être rendues disponibles car le croisement avec d'autres informations pourrait révéler des détails sensibles d'un point de vue sécuritaire.

Au 31 janvier 2025.

Question 174

Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention en 2024-2025.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES	DÉPENSES ¹ DES TRANSFERTS
Amos	629	105 710 \$
Baie-Comeau	267	153 226 \$
Hull	754	105 994 \$
Leclerc de Laval ²	462	32 107 \$
Montréal ²	552	
Rivière-des-Prairies ³	1450	
New Carlisle et Havre-Aubert	185	
Percé	65	26 519 \$
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	2529	352 993 \$
Rimouski	359	28 318 \$
Roberval	770	38 813 \$
Saint-Jérôme	697	327 608 \$
Sept-Îles	92	10 709 \$
Sherbrooke	549	117 684 \$
Sorel-Tracy	1291	144 990 \$
Trois-Rivières	606	109 833 \$

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectées à cette activité.

² Les transferts sont effectués par d'autres établissements de détention.

³ Les transferts sont effectués par la Direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas, et ce jusqu'à l'entente relative au transfert des activités de la DSTC vers les établissements de détention de Montréal et de Rivière-des-Prairies le 30 septembre 2024.
Au 31 janvier 2025.

Question **175**

Par établissement de détention et au Québec, veuillez nous fournir le coût moyen par repas.

Établissement de détention	Coût moyen par repas ¹ (\$)
Amos	2,86
Baie-Comeau	2,34
Hull	2,44
Leclerc de Laval	2,72
Montréal	2,32
New Carlisle	3,40
Percé ²	10,21
Québec	2,66
Rimouski	3,42
Rivière-des-Prairies	2,49
Roberval	3,00
Saint-Jérôme	2,47
Sept-Îles	3,31
Sherbrooke	2,69
Sorel-Tracy	2,68
Trois-Rivières	2,82

¹ Excluant les coûts de la main d'œuvre.

² Fait l'objet d'un contrat de service incluant les aliments et la main d'œuvre.

Question 176

Le nombre d'incidents survenus en 2024-2025 lors des transferts ou des déplacements des détenus et des prévenus entre les centres de détention ou vers les palais de justice.

Deux incidents ont été répertoriés en 2024-2025¹ lors de transferts ou de déplacements des personnes incarcérées. Il s'agit, pour les deux incidents, de bris mécanique de véhicule.

¹Au 31 janvier 2025.

Question **177**

Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de justice (pour comparution) en 2024-2025. Ventilation par centre de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES (COMPARUTIONS)	DÉPENSES ¹ DES TRANSFERTS (COMPARUTIONS)
Amos	380	169 125 \$
Baie-Comeau ²	295	- \$
Hull	567	18 612 \$
Leclerc de Laval ³	977	1 874 009 \$
Montréal ³	5 984	
Rivière-des-Prairies ³	3 715	
New Carlisle et Havre-Aubert	399	137 967 \$
Percé ⁴	5	- \$
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	5 433	464 036 \$
Rimouski	665	77 631 \$
Roberval	239	79 499 \$
Saint-Jérôme	1 925	450 499 \$
Sept-Îles	400	36 778 \$
Sherbrooke	636	36 266 \$
Sorel-Tracy	2 485	174 425 \$
Trois-Rivières	1 593	101 842 \$

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

² Le palais de justice étant à proximité de l'établissement de détention, cela ne génère presque aucun frais de transport relatifs aux comparutions.

³ Les transports pour comparutions sont effectués par la Direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas et ce, jusqu'à la fermeture de la DSTC au 30 septembre 2024.

⁴ Les transports pour comparutions sont effectués par l'Établissement de détention de New Carlisle, dans la majorité des cas.
Au 31 janvier 2025.

Question 178

Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention, au 31 mars 2025, ventilation par condamné et prévenu.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	PLACES OCCUPÉES ¹	
	Condamnés	Prévenus
Amos	19 %	81 %
Baie-Comeau	50 %	50 %
Hull	43 %	57 %
Leclerc de Laval ²	46 %	54 %
Montréal	41 %	59 %
New Carlisle	54 %	46 %
Percé	100 %	0 %
Québec (secteur féminin) ³	0 %	0 %
Québec (secteur masculin)	41 %	59 %
Rimouski	46 %	54 %
Rivière-des-Prairies	7 %	93 %
Roberval	47 %	53 %
Saint-Jérôme	50 %	50 %
Sept-Îles	39 %	61 %
Sherbrooke	50 %	50 %
Sorel-Tracy	27 %	73 %
Trois-Rivières	51 %	49 %

¹ Le pourcentage de places occupées correspond au nombre de personnes présentes excluant les peines discontinues.

² L'EDLL accueille les femmes condamnées de l'EDQ depuis le 22 janvier 2025.

³ L'EDQ (secteur féminin) a été temporairement fermé en date du 22 janvier 2025.

*Les données des places occupées par établissement de détention ne peuvent être rendues disponibles car le croisement avec d'autres informations pourrait révéler des détails sensibles d'un point de vue sécuritaire.

Question **179**

Le nombre de places disponibles, pour chaque centre de détention, au 31 mars 2025, ventilé par condamné et prévenu.

Établissements de détention	Capacité disponible (places disponibles ¹)
Amos	224
Baie-Comeau	58
Hull	232
Leclerc de Laval	519
Montréal	1 459
New Carlisle & Havre-Aubert	95
Percé	44
Québec (secteur féminin) ²	57
Québec (secteur masculin)	704
Rimouski	121
Rivière-des-Prairies	541
Roberval	276
Saint-Jérôme	396
Sept-Îles	49
Sherbrooke	316
Sorel-Tracy	295
Trois-Rivières	316

¹ Les places disponibles ne sont pas spécifiquement attribuées en fonction du statut prévenu/condamné.

² Les personnes incarcérées au secteur féminin de l'Établissement de détention de Québec ont été relocalisées temporairement en date du 22 janvier 2025.
Au 31 janvier 2025.

Question **180**

La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2025.

Répartition des condamnations à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal et du dernier établissement																	
SOUS-CLASSE DU DÉLIT PRINCIPAL	AMO	BCO	EDF	EDQ	EDL	EDM	EDP	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TRR
Armes à feu	3	2	1	22	8	57	-	10	5	6	3	13	2	5	13	19	11
Autres délits au code criminel	63	11	46	208	162	333	1	101	7	83	49	85	7	74	137	102	72
Autres infractions aux lois québécoises	-	-	-	2	3	8	-	-	-	-	1	1	-	-	1	1	-
Autres infractions aux règlements municipaux	2	-	4	16	5	18	-	3	1	3	4	-	3	20	14	13	1
Autres infractions aux statuts fédéraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-
Autres infractions contre la personne	28	6	4	79	34	162	3	25	10	33	18	31	10	36	62	44	35
Autres infractions contre la propriété	-	-	-	1	2	17	-	5	1	3	1	1	-	2	5	-	2
Complot, complicité, tentative	-	1	2	8	9	43	1	7	-	4	1	6	2	8	8	3	3
Conservation de la faune	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extorsion	2	-	1	6	2	17	1	1	3	-	1	6	-	4	2	3	1
Fraude, corruption et escroquerie	1	-	1	12	8	29	-	10	1	5	-	2	-	4	4	3	3
Homicide involontaire	-	-	-	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-
Immigration	-	-	-	-	1	4	-	-	-	-	-	-	-	2	-	1	-
Infractions à la circulation routière (code criminel)	-	-	-	-	-	5	-	5	-	-	-	1	-	1	6	1	1
Infractions contre l'état	17	-	6	25	17	70	-	27	2	27	3	17	2	10	32	14	11
Infractions d'ordre sexuel	7	7	-	40	5	65	17	8	8	-	6	17	4	19	42	13	11
Infractions fédérales (boissons & circulation)	37	6	22	141	64	141	-	40	16	11	29	32	8	34	78	42	52
Infractions municipales (circulation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction par effraction	38	4	6	97	59	160	-	44	9	40	13	41	8	44	61	42	41
Loi sur les Indiens	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Méfait, incendie, dommage	13	1	3	38	36	108	-	27	5	28	7	17	4	25	23	12	13

Question 180

Suite

Omissions d'engagement, libertés illégales, évasions	56	5	24	88	87	278	-	59	10	118	14	27	11	43	140	88	26
Paris, prostitution, mœurs	6	4	-	19	3	41	8	2	2	10	2	10	-	11	12	5	7
Recel	3	-	-	14	18	71	-	9	-	9	1	8	4	10	11	9	1
Stupéfiants	18	12	11	93	54	225	-	61	12	46	16	36	7	48	60	43	64
Transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Voies de fait	98	8	25	188	139	440	-	74	23	114	33	70	24	104	203	80	74
Vol qualifié	2	1	-	13	19	107	-	16	1	17	2	11	1	7	13	10	7
Vol simple	6	-	9	35	49	146	-	23	3	56	5	16	2	19	61	38	18
Vol simple de moins de 1000\$	2	1	1	15	26	62	-	35	2	13	3	16	4	26	18	13	3

Au 31 janvier 2025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **181**

La liste des organismes communautaires avec lesquels le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Centres résidentiels communautaires - Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2024-2025 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Association canadienne pour la santé mentale Section Saguenay	10,60	124,94	3 869	459 223	2 831 135	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Bas-St-Laurent	7,00	131,74	2 555	319 766	1 971 478	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	19,00	121,52	6 935	800 604	5 195 792	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	9,00	123,07	3 285	384 071	2 628 324	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	12,84	125,92	4 687	560 630	3 456 466	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	13,99	125,76	5 106	610 066	3 761 072	2023-04-01	2028-03-31
CRC le Pavillon inc.	29,58	125,77	10 797	1 290 006	7 952 934	2023-04-01	2028-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais inc.	17,50	120,74	6 388	732 665	4 516 822	2023-04-01	2028-03-31
Kapatakan Gilles Jourdain	18,00	132,33	6 570	825 938	2 611 700	2023-04-01	2026-03-31
La Maison Painchaud	15,25	118,60	5 566	627 149	3 866 405	2023-04-01	2028-03-31
La Résidence Carpe Diem inc.	11,00	130,34	4 015	497 149	3 065 087	2023-04-01	2028-03-31
Maison Charlemagne	30,00	125,82	10 950	1 308 843	8 069 189	2023-04-01	2028-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	6,50	125,91	2 373	283 785	1 881 527	2023-04-01	2028-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	9,25	129,22	3 376	414 465	2 624 370	2023-04-01	2028-03-31
Maison Radisson inc.	16,00	120,26	5 840	667 202	4 370 422	2023-04-01	2028-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	23,00	124,84	8 395	995 630	6 405 306	2023-04-01	2028-03-31
Réhab	15,75	123,83	5 749	676 274	4 169 250	2023-04-01	2028-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre L'Étape	1,50	131,80	548	68 552	422 633	2023-04-01	2028-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - CRC La Traverse	11,50	124,33	4 198	495 781	3 056 459	2023-04-01	2028-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	13,69	123,72	4 997	587 300	3 620 904	2023-04-01	2028-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	11,41	130,17	4 165	515 007	3 175 029	2023-04-01	2028-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	24,50	125,22	8 943	1 063 791	6 558 320	2023-04-01	2028-03-31
Waseskun	8,00	128,59	2 920	356 709	2 199 171	2023-04-01	2028-03-31

Question 181

Suite

Centres d'hébergement communautaires - Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2024-2025 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Auberge sous mon toit inc.	3,50	105,11	1 278	127 564	786 454	2023-04-01	2028-03-31
Le Répit du Passant inc.	1,00	105,11	365	44 131	224 709	2023-04-01	2028-03-31
Point de rencontre inc.	2,25	105,11	821	82 006	566 249	2023-04-01	2028-03-31
Foyers d'accueil - Service d'hébergement	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2024-2025 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
9321-5218 Québec inc. (Louise Boucher)	1,00	40,54	365	3 892	15 600	2024-04-01	2025-03-31
Centre Communautaire Partage St-François	3,00	40,82	1 095	38 126	138 263	2022-04-01	2025-03-31
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	3,70	40,03	1 351	18 974	167 226	2022-04-01	2025-03-31
Hébergement d'urgence Terrebonne	3,25	40,82	1 186	57 142	203 692	2022-04-01	2025-03-31
L'Aiguillage	2,00	40,82	730	7 511	92 179	2022-04-01	2025-03-31
Loisirs de jeunesse (Rimouski) inc.	1,00	41,71	365	8 175	47 096	2022-04-01	2025-03-31
Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield M.H.D.V.	2,12	40,82	774	62 251	97 709	2022-04-01	2025-03-31
Maison d'hébergement Jeunesse Roland Gauvreau	0,50	40,82	183	6 776	23 048	2022-04-01	2025-03-31
Point de rencontre inc.	0,24	40,03	88	80	10 852	2022-04-01	2025-03-31
Tandem-Jeunesse	0,50	41,71	183	0	23 550	2022-04-01	2025-03-31
Transit Sept-Îles	0,90	40,03	329	2 202	40 683	2022-04-01	2025-03-31
Santé mentale - Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2024-2025 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Accueil Blanche Goulet de Gaspé inc.	0,50	41,71	183	11 736	23 550	2022-04-01	2025-03-31
Association canadienne pour la santé mentale Section Saguenay	4,20	41,71	1 533	30 115	348 489	2022-04-01	2025-03-31
Au Bercail de St-Georges	2,05	41,71	748	12 304	96 535	2022-04-01	2025-03-31
Centre Accalmie	0,50	41,71	183	0	23 550	2022-04-01	2025-03-31
Centre Émilie Gamelin	1,00	41,71	365	758	49 368	2022-04-01	2025-03-31

Question 181

Suite

La Maison à Damas inc.	0,30	41,71	110	0	14 131	2022-04-01	2025-03-31
La Maison de l'Espoir de Mont-Joli inc.	0,86	41,71	314	7 216	40 504	2022-04-01	2025-03-31
Lamy, Pierrette (Maison Valmont)	2,00	41,71	730	33 660	94 182	2022-04-01	2025-03-31
Maison de transition de la Batiscan	1,37	41,71	500	375	64 517	2022-04-01	2025-03-31
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby inc.	1,25	41,71	456	19 905	58 867	2022-04-01	2025-03-31
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	2,00	41,57	730	20 743	33 400	2024-04-01	2025-03-31
Toxicomanie - Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2024-2025 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
CARAT - Centre d'aide et de réhabilitation pour alcooliques et toxicomanes	3,00	26,06	1 095	25 614	141 000	2022-04-01	2025-03-31
Centre d'accueil le programme de Portage inc.	5,00	25,60	1 825	3 738	144 590	2022-04-01	2025-03-31
Centre de traitement des dépendances le Rucher	6,30	26,06	2 300	28 666	185 377	2022-04-01	2025-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	1,50	26,06	548	7 010	44 143	2022-04-01	2025-03-31
La Maison d'hébergement le Séjour inc.	1,00	41,71	365	4 630	47 096	2022-04-01	2025-03-31
La Montée, Centre de prévention et traitement des dépendances au Bas-St-Laurent	0,50	41,71	183	1 877	23 550	2022-04-01	2025-03-31
L'Arrimage, Centre de traitement des dépendances	3,00	41,71	1 095	1 001	141 272	2022-04-01	2025-03-31
Le Tremplin : Thérapie et réinsertion sociale	1,50	41,71	548	3 473	70 640	2022-04-01	2025-03-31
Maison Carignan inc.	12,00	26,06	4 380	89 251	353 095	2022-04-01	2025-03-31
Maison de Job	2,05	26,06	748	5 473	60 327	2022-04-01	2025-03-31
Maison de thérapie Victoriaville-Arthabaska	4,66	26,06	1 701	21 056	137 121	2022-04-01	2025-03-31
Maison d'entraide l'Arc-en-ciel inc.	0,48	26,06	175	0	14 131	2022-04-01	2025-03-31
Maison Eurêka ressource d'hébergement en dépendance - Estrie	2,11	26,06	770	0	62 089	2022-04-01	2025-03-31
Maison Eurêka ressource d'hébergement en dépendance - Shawinigan	6,66	26,06	2 431	13 291	195 969	2022-04-01	2025-03-31
Maison La Passerelle	3,10	26,06	1 132	28 796	91 223	2022-04-01	2025-03-31
Pavillon l'Essence-Ciel	2,00	25,88	730	9 084	19 900	2024-04-01	2025-03-31

Question 181

Suite

Suivi dans la communauté	Nombre de places	Per diem (\$)	Nombre de jours au contrat	Dépense 2024-2025 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
Association canadienne pour la santé mentale Section Saguenay	112,00	4,73	40 880	183 500	1 131 376	2023-04-01	2028-03-31
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	28,00	5,15	10 220	26 306	245 520	2024-04-01	2028-03-31
Centre l'Entre-Toit	84,00	4,73	30 660	137 625	848 530	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Bas-St-Laurent	140,00	4,87	51 100	236 414	1 457 693	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Maria	112,00	5,15	40 880	199 928	1 232 481	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	482,00	4,83	175 930	806 419	4 971 545	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	224,00	5,10	81 760	395 972	2 441 104	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	84,00	4,93	30 660	143 509	884 681	2023-04-01	2028-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	504,00	4,77	183 960	833 615	6 281 252	2023-04-01	2028-03-31
Centre sur l'autre rive inc.	386,00	4,74	140 890	634 963	3 914 577	2023-04-01	2028-03-31
CIVAS L'Optionnel - Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	185,00	4,73	67 525	303 103	1 868 778	2023-04-01	2028-03-31
CIVAS L'Optionnel - Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie (Secteur Sorel)	84,00	4,73	30 660	137 625	249 000	2023-09-01	2025-03-31
Conseil des Mohawks de Akwesasne	28,00	4,73	10 220	0	283 260	2023-04-01	2028-03-31
Conseil des Mohawks de Kahnawake	28,00	4,73	10 220	45 875	108 240	2024-04-01	2026-03-31
CRC le Pavillon inc.	509,00	4,75	185 785	838 002	5 166 479	2023-04-01	2028-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais inc.	390,00	4,83	142 350	653 443	4 028 675	2023-04-01	2028-03-31
La Maison Painchaud	262,00	4,73	95 630	429 259	2 646 591	2023-04-01	2028-03-31
La Résidence Carpe Diem inc.	265,00	4,73	96 725	434 174	2 676 894	2023-04-01	2028-03-31
L'Arrimage, Centre de traitement des dépendances	168,00	5,06	61 320	294 940	1 818 532	2023-04-01	2028-03-31
Les YMCA du Québec - Montréal	252,00	4,73	91 980	412 875	2 545 576	2023-04-01	2028-03-31
Maison Charlemagne	252,00	4,73	91 980	412 875	2 545 576	2023-04-01	2028-03-31
Maison d'accueil Le Joins-Toi - Estrie	216,00	4,80	78 840	359 810	2 218 333	2023-04-01	2028-03-31

Question 181

Suite

Maison d'accueil Le Joins-Toi - Montérégie	608,00	4,74	221 920	999 727	6 163 266	2023-04-01	2028-03-31
Maison Eurêka ressource d'hébergement en dépendance - Shawinigan	196,00	4,87	71 540	331 184	750 000	2023-04-01	2025-03-31
Maison l'Intervalle	84,00	4,73	30 660	137 625	848 530	2023-04-01	2028-03-31
Maison Lyse-Beauchamp (Ressource d'hébergement certifiée)	56,00	4,83	16 240	39 179	199 000	2024-07-01	2026-03-31
Maison Radisson inc.	280,00	4,87	102 200	472 828	2 915 365	2023-04-01	2028-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	196,00	4,73	71 540	321 125	2 262 733	2023-04-01	2028-03-31
Réhab	426,55	4,82	155 691	712 612	4 392 992	2023-04-01	2028-03-31
Ressources Olivier	56,00	4,83	280	1 283	187 256	2023-10-01	2025-03-31
Service Relance Saguenay-Lac-St-Jean inc.	112,00	4,73	40 880	183 655	1 132 370	2023-04-01	2028-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.)	349,00	4,79	127 385	580 029	3 575 728	2023-04-01	2028-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	36,00	5,64	13 140	70 342	244 700	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	234,00	4,73	85 410	383 384	2 363 750	2023-04-01	2028-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	96,00	4,82	35 040	160 548	989 766	2023-04-01	2028-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	54,00	4,73	19 710	88 473	545 485	2023-04-01	2028-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	252,00	4,73	91 980	412 875	2 545 576	2023-04-01	2028-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	97,85	4,92	35 715	179 022	1 103 749	2023-04-01	2028-03-31

Question 181	Suite

Contrats et ententes de service	Titre du programme	Dépense 2024-2025 (\$)	Montant global de l'entente (\$)	Date de début de l'entente	Date de fin de l'entente
A.C.C.R.O.C. Accueil collectif des conjoints en relation opprimante et colérique	Prise en charge de la clientèle correctionnelle qui exerce de la violence conjugale et familiale dans les Laurentides - Basses Laurentides	53 153	159 531	2023-04-01	2026-03-31
Association canadienne pour la santé mentale Section Saguenay	Atelier adapté en délinquance sexuelle pour la clientèle présentant des troubles cognitifs ou de santé mentale	9 815	58 915	2023-04-01	2026-03-31
Association canadienne pour la santé mentale Section Saguenay	Éducation psychosexuelle - Établissement de Roberval	4 246	8 492	2024-04-01	2025-03-31
Association canadienne pour la santé mentale Section Saguenay	Sensibilisation aux toxicomanies	3 282	19 698	2023-04-01	2026-03-31
Association d'entraide pour la santé mentale « La Passerelle»	La santé mentale, pas juste pour les autres! - Établissement de détention de New-Carlisle	9 136	9 136	2024-04-01	2025-03-31
Au coeur de l'il, Centre d'accompagnement Ianaudois pour des relations respectueuses et égalitaires	Suivi et encadrement clinique spécifique de la clientèle correctionnelle ET La violence j'y renonce	39 001	117 055	2023-04-01	2026-03-31
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	Accompagnement des personnes contrevenantes autochtones	60 213	180 722	2023-04-01	2026-03-31
Bérubé, Andréanne	Vivre autrement	3 208	9 628	2023-04-01	2026-03-31
Caron, Audrey (psychothérapeute)	Programme de prévention de la rechute - Établissement de détention de Sept-Îles	4 379	8 757	2024-04-01	2025-03-31

Question **181**

Suite

Caron, Audrey (psychothérapeute)	Programme de prévention de la rechute, Établissement de détention de Baie-Comeau (secteur protection)	8 644	8 644	2024-04-01	2025-03-31
Caron, Audrey (psychothérapeute)	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies, Établissement de détention de Baie-Comeau	3 234	3 234	2024-04-01	2025-03-31
Caron, Audrey (psychothérapeute)	Programme de sensibilisation à la conduite avec les facultés affaiblies, Établissement de détention de Sept-Îles	2 412	4 825	2024-04-01	2025-03-31
Carpentier, Mélanie	Je me choisis	2 147	4 375	2024-04-01	2026-03-31
Centre Alter Agir	Programme d'aide aux usagers référés par le service de probation et les agents d'intervention communautaire de la MRC des Appalaches	8 895	26 696	2023-04-01	2026-03-31
Centre de prévention du suicide de Montréal (CPSM)	Projet de prévention du suicide	34 352	103 103	2023-04-01	2026-03-31
Centre de ressources pour hommes Drummond	Programme de réinsertion sociale de personnes contrevenantes	31 891	62 627	2023-04-01	2025-03-31
Centre de ressources pour hommes Optimum Saguenay Lac-St-Jean	Promotion et sensibilisation à la non-violence et à la prévention du suicide en milieu carcéral	5 499	33 010	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'entraide de la boussole inc.	La Boussole	34 376	103 175	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'évaluation et de traitement des agressions sexuelles (Parents-unis Laurentides)	Conscientisation pour auteurs de délits sexuels	8 015	24 057	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'évaluation et de traitement des agressions sexuelles (Parents-unis Laurentides)	Programme d'accueil et sensibilisation pour auteurs de délits sexuels	54 241	162 798	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille	Services pour adultes ayant abusé sexuellement d'un enfant	24 849	100 555	2024-04-01	2026-03-31

Question **181**

Suite

Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle	28 126	168 833	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	Programme de sensibilisation à la délinquance sexuelle - Détention Montréal et milieu ouvert	38 523	231 246	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	Programme de mobilisation et de conscientisation reliée à la problématique de déviance sexuelle	28 249	28 249	2024-04-01	2025-03-31
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de la Montérégie	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle	52 319	157 027	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'intervention en violence et agressions sexuelles de l'Estrie	Programme de mobilisation et de conscientisation relié à la problématique de déviance sexuelle	49 743	149 296	2023-04-01	2026-03-31
Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais	Programme de prévention et de sensibilisation à la dépendance et aux autres risques liés à la consommation de substances psychoactives	0	52 556	2023-04-01	2026-03-31
Centre EX-EQUO	Programme d'aide aux auteurs de transgression sexuelle (PAATS)	104 722	314 308	2023-04-01	2026-03-31
Centre Femmes aux 3 A de Québec inc.	Programme de réinsertion sociale (programme de base)	39 876	119 681	2023-04-01	2026-03-31
Centre l'Entre-Toit	Accompagnement en santé mentale	8 476	16 953	2024-04-01	2025-03-31
Centre régional de rétablissement Isuarsivik	Programme de sensibilisation à la toxicomanie pour Inuit à l'EDLL	17 211	34 423	2024-04-01	2025-03-31
Centre régional de rétablissement Isuarsivik (Abitibi)	Sensibilisation à la toxicomanie pour la clientèle autochtone	20 299	20 299	2024-04-01	2025-03-31
Centre régional de rétablissement Isuarsivik (Laval-Laurentide-Lanaudière)	Sensibilisation à la toxicomanie pour la clientèle autochtone	23 351	23 351	2024-04-01	2025-03-31

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **181**

Suite

Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Bas-St-Laurent	Programme d'accompagnement spécifique pour la clientèle correctionnelle	11 404	68 457	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire Arc-en-soi inc. - Bas-St-Laurent	Programme d'aide aux agresseurs sexuels (PAAS)	16 347	49 062	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	Prévention de la rechute	10 038	30 127	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire Curé-Labelle inc.	Programme de sensibilisation à la gestion de l'agressivité - PSGA	6 553	19 666	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	10 000	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	Programme de formation	72 632	147 995	2024-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire d'Abitibi-Témiscamingue et du Nord du Québec (CRC D'ATNQ)	Vers ma communauté	11 609	34 844	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Centre résidentiel communautaire de Roberval	Ateliers autochtones - Prévention de la récidive	4 082	24 502	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Conduite-Vie ET Drogues, Conséquences, Société	8 638	25 926	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Conduite-Vie ET Sensibilisation à la toxicomanie	7 737	23 221	2023-04-01	2026-03-31

Question 181		Suite			
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Émotions et violence	10 874	32 638	2023-04-01	2026-03-31
Centre résidentiel communautaire Joliette-Lanaudière inc.	Programme d'accompagnement et de soutien pour les individus à besoins spécialisés	64 690	194 159	2023-04-01	2026-03-31
CHOC Carrefour d'hommes en changement	La violence j'y renonce	21 921	43 952	2024-04-01	2026-03-31
CIUSSS de l'Est de l'Île-de-Montréal, Institut universitaire en santé mentale de Montréal	Hébergement en santé mentale - Urgence psycho-sociale	101 669	203 337	2024-04-01	2025-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Atelier : Je communique avec mon enfant	5 925	17 784	2023-04-01	2026-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Être parent, toute une expérience ET Post-scriptum : je pense fort à toi	8 933	26 812	2023-04-01	2026-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Programme mère-enfants (volet intervention)	101 846	305 676	2023-04-01	2026-03-31
Continuité famille auprès des détenus C.F.A.D.	Programme mère-enfants (volet séjour)	42 666	128 057	2023-04-01	2026-03-31
Convergence - Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	Programme d'intervention et de soutien auprès des hommes judiciairisés, conjoints à comportements violents et hommes en difficulté - milieu ouvert	11 153	33 475	2023-04-01	2026-03-31
Convergence - Service d'aide aux hommes de la Gaspésie	Sensibilisation à la violence - Établissement de détention de New-Carlisle	17 865	65 808	2023-04-01	2026-03-31
Converjance Manicouagan	Programme Vivre sans violence «Vi-Sa-Vi» Établissement de détention de Baie-Comeau (secteur protection)	0	17 742	2023-04-01	2026-03-31
Converjance Manicouagan	Programme Vivre sans violence «Vi-Sa-Vi», Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur régulier	0	8 871	2023-04-01	2026-03-31

Question 181

Suite

CRC le Pavillon inc.	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	10 000	27 444	2023-01-01	2025-03-31
CRC le Pavillon inc.	Conduire et se conduire	5 947	17 850	2023-04-01	2026-03-31
CRC le Pavillon inc.	Contrecoup 1 et 2	14 145	42 454	2023-04-01	2026-03-31
CRC le Pavillon inc.	Délinquant parce que	17 707	53 146	2023-04-01	2026-03-31
CRC le Pavillon inc.	Entrée libre 1et 2	16 588	49 786	2023-04-01	2026-03-31
CRC le Pavillon inc.	Force 7	91 189	273 692	2023-04-01	2026-03-31
CRC le Pavillon inc.	Je t'aime moi non plus	91 568	179 818	2023-04-01	2025-03-31
CRC le Pavillon inc.	Rabaska, santé mentale, dépendance	82 143	82 143	2024-04-01	2025-03-31
CRC le Pavillon inc.	Violence conjugale - Projet d'hébergement au stade de cautionnement	131 536	163 229	2024-01-01	2025-03-31
CRC Outaouais - Agence sociale spécialisée de l'Outaouais inc.	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
C-TA-C (Choix, Transition, Action, Changement)	Programme d'intervention individuelle ou de groupe (Mü et Vie) groupe pré-démarche	12 431	37 311	2023-04-01	2026-03-31
Cyr, Abigaël (intervenante psychosociale)	Ateliers de zoothérapie, Établissement de Percé	2 639	9 826	2024-01-01	2025-03-31

Question 181

Suite

Donnes-toi une chance	Sensibilisation à la violence auprès de la clientèle correctionnelle	0	32 869	2024-04-01	2026-03-31
Donnes-toi une chance	Sensibilisation en prévention des violences pour hommes judiciairisés	16 593	99 601	2023-04-01	2026-03-31
Fortin, Geneviève (sexologue)	Intervenant psychosocial	67 444	137 424	2024-04-01	2026-03-31
Fortin, Geneviève (sexologue)	Suivi sexologique pour la clientèle autochtone	41 567	84 696	2024-04-01	2026-03-31
Grenier, Véronique (Véro et ses animaux)	Accompagnement psychosocial	16 061	48 203	2023-04-01	2026-03-31
Groupe Amorce	Groupe Amorce (support dans la communauté pour délinquants sexuels sur mineurs)	56 254	110 470	2023-04-01	2025-03-31
Halte Bois-Francs	Prise en charge de la clientèle correctionnelle dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme	21 477	64 459	2023-04-01	2026-03-31
Homme aide Manicouagan	Être ou ne pas être un homme et soutien psychosocial pour les hommes	6 384	13 009	2024-04-01	2026-03-31
La Chaudronnée de l'Estrie inc.	Fiducie volontaire Tout compte fait	44 319	133 019	2023-04-01	2026-03-31
La Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador	Agents de liaison autochtones	31 850	127 400	2023-08-01	2025-03-31
La Croisée, un organisme de justice alternative	Vivre sans violence «Vi-Sa-Vi», Établissement de détention de Sept-Îles	10 345	31 048	2023-04-01	2026-03-31
La Maison Painchaud	Départ-Vie	7 696	15 391	2024-04-01	2025-03-31

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 181

Suite

La Maison Painchaud	Dilemme - Programme de sensibilisation sur les valeurs et attitudes	11 627	69 794	2023-04-01	2026-03-31
La Maison Painchaud	Emprise (dépendance affective)	12 162	73 008	2023-04-01	2026-03-31
La Maison Painchaud	Prisme	13 326	26 652	2024-04-01	2025-03-31
La Nation Naskapi de Kawawachikamach	Agents de liaison autochtones	20 000	40 000	2023-08-01	2025-03-31
L'Accord Mauricie inc.	Thérapie pour détenus à comportements violents à l'intérieur de leur relation conjugale	28 691	86 111	2023-04-01	2026-03-31
LARAKI, Mohamed Lotfi	Souverains anonymes - émission radiophonique (EDM)	9 634	37 837	2023-04-01	2025-03-31
Le Seuil de l'Estrie inc.	Coup de pouce	5 866	17 605	2023-04-01	2026-03-31
Le Seuil de l'Estrie inc.	Prise en charge de la clientèle correctionnelle	34 091	102 319	2023-04-01	2026-03-31
L'Entraide pour hommes Vallée-du-Richelieu inc.	Sensibilisation ET Dire non à la violence	79 812	79 812	2024-04-01	2025-03-31
Les YMCA du Québec - Montréal	Services en réinsertion sociale Espadrille	460 102	1 380 933	2023-04-01	2026-03-31
Les YMCA du Québec - Montréal	Sortie carcérale planifiée : réduire la récidive et soutenir la réinsertion sociale des personnes itinérantes (EDM, EDRDP)	34 542	207 345	2023-04-01	2026-03-31
Maison Charlemagne	Programme spécialisé en délinquance sexuelle	71 203	213 706	2023-04-01	2026-03-31

Question 181		Suite			
Maison Charlemagne	SECURE - Prévention en communauté	47 286	47 286	2024-04-01	2025-03-31
Maison d'hébergement Dépannage de Valleyfield M.H.D.V.	EVIT - Équipe volante d'intervention terrain	97 036	291 239	2023-04-01	2026-03-31
Maison le Passeur	Sensibilisation à la non-violence	8 532	51 217	2023-04-01	2026-03-31
Maison l'Intervalle	Accompagnement en santé mentale	33 906	69 086	2024-04-01	2026-03-31
Maison l'Intervalle	Projet d'intervention pour un suivi spécialisé et un accompagnement adapté en déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	48 182	134 292	2023-04-01	2026-03-31
Maison Radisson inc.	Gestion et encadrement de la délinquance sexuelle - GEDS	18 759	112 603	2023-04-01	2026-03-31
Maison Radisson inc.	Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (PAIC)	6 407	38 459	2023-04-01	2026-03-31
Maison Radisson inc.	Programme de gestion des comportements violents (PGCV) et Programme de sensibilisation aux comportements violents (PSCV)	8 510	51 083	2023-04-01	2026-03-31
Maisons de transition de Montréal inc. (Maison St-Laurent)	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Milieu d'Intervention et de Thérapie en Agression Sexuelle (MITAS)	PRICIS (Programme de réhabilitation pour individus ayant commis une infraction sexuelle) – Phase 1 : La motivation au changement ET Accueil spécialisé auprès des contrevenants présentant une déficience intellectuelle	37 388	37 388	2024-04-01	2025-03-31
Mouvement de la relève d'Amos-Région inc.	Travail de rue en établissement de détention	44 281	90 226	2024-04-01	2026-03-31
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	Interventions ponctuelles auprès des personnes vivant avec des problèmes de santé mentale suivies - Milieu ouvert	152 743	458 438	2023-04-01	2026-03-31

Question 181

Suite

Programme d'encadrement clinique et d'hébergement P.E.C.H.	Suivi communautaire d'intensité variable	98 300	295 035	2023-04-01	2026-03-31
Réhab	L'Aзимut	3 137	9 414	2023-04-01	2026-03-31
Réhab	L'Aзимut - Chaudière-Appalaches	14 382	86 334	2023-04-01	2026-03-31
Réhab	L'Aзимut - Québec	17 597	105 633	2023-04-01	2026-03-31
Réhab	L'Aзимut Alter-ego	1 578	3 157	2024-04-01	2025-03-31
Réhab	L'Aзимut Alter-ego à l'établissement de détention de Baie-Comeau	304	1 871	2024-10-01	2026-03-31
Réhab	L'Aзимut Moi et l'autre	14 665	29 329	2024-04-01	2025-03-31
Réhab	L'Aзимut Temps d'arrêt	5 560	11 121	2024-04-01	2025-03-31
Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska	Prise en charge de la clientèle correctionnelle	46 688	140 127	2023-04-01	2026-03-31
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	Programme de prévention de l'utilisation de la violence sous toutes ses formes (français et anglais)	24 848	74 579	2023-04-01	2026-03-31
Service d'aide et de traitement en apprentissage social (S.A.T.A.S)	Programme d'intervention auprès des personnes ayant des comportements violents	40 387	121 217	2023-04-01	2026-03-31
Service de Travail de Rue de Chicoutimi	Services d'intervention, de prévention, d'accompagnement et de travail de proximité en milieu carcéral	5 859	35 170	2023-04-01	2026-03-31

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 181

Suite

Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre L'Étape	ÉtincELLE, appartement supervisé pour les femmes judiciairisées	80 778	242 445	2023-04-01	2026-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre L'Étape	Parrainage social	44 281	132 902	2023-04-01	2026-03-31
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.) - Centre L'Étape	Programme mère-enfant(s)	35 756	72 856	2024-04-01	2026-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Accompagnement psychosocial	60 000	120 000	2024-04-01	2026-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Services d'accompagnement des personnes autochtones en établissement de détention	360 597	1 988 935	2023-04-01	2026-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Services d'accompagnement des personnes autochtones hébergées en centre résidentiel communautaire	0	680 000	2022-11-01	2025-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Services d'intervention spécialisés auprès des femmes autochtones incarcérées ayant un passé de victimisation sexuelle ou conjugale	70 000	140 000	2024-04-01	2026-03-31
Services parajudiciaires autochtones du Québec	Visites d'Aînés des Premières Nations en établissement de détention	64 331	325 686	2022-04-01	2025-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Entraide Vol à l'étalage (E.V.E)	63 630	190 977	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Gestion de la colère pour les services externes	11 599	34 814	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	MAPS (m'appartenir après ma sortie de prison)	56 325	56 325	2024-04-01	2025-03-31

Question **181**

Suite

Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme à la découverte de soi	0	46 865	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme à l'Établissement de détention Leclerc de Laval (préparation à la sortie, sensibilisation à la toxicomanie et support aux clientèles vulnérables)	53 117	159 424	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme face à face - EDLL	16 935	50 828	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Montréal	Programme Moi d'abord (programme d'information, sensibilisation et prévention en matière de violence et d'exploitation sexuelle)	8 253	24 771	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	Ateliers thématiques	5 855	17 574	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	Programmes externes	47 523	142 634	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Outaouais	Un pas en avant	0	5 103	2024-04-01	2025-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	0	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Autonome et libre	6 580	19 750	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Gestion de la colère	6 803	20 420	2023-04-01	2026-03-31
Société Elizabeth Fry du Québec - Québec	Moi d'abord	4 852	9 886	2024-04-01	2026-03-31
Société Makivik	Agents de liaison autochtone	56 300	112 600	2024-04-01	2025-03-31

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 181

Suite

Société Makivik	Intervenant psychosocial	94 500	189 000	2024-04-01	2025-03-31
Société Makivik	Services d'accompagnement des personnes inuites en établissement de détention	159 094	659 527	2024-04-01	2026-03-31
Société Makivik	Services d'accompagnement des personnes inuites hébergées en centre résidentiel communautaire	17 000	68 000	2024-04-01	2026-03-31
Soutien aux hommes agressés sexuellement durant l'enfance SHASE	SHASE - Soutien aux hommes agressés sexuellement en enfance	16 116	48 371	2023-04-01	2026-03-31
Trajectoires Hommes du K.R.T.B.	Programme coup de main, interventions en groupe	6 129	18 394	2023-04-01	2026-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	Adaptation des services par les CRC pour les places autochtones	10 000	27 444	2023-01-01	2025-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	Point final	14 854	44 582	2023-04-01	2026-03-31
Transition Centre-Sud (Maison l'Issue - La Passerelle)	Violence conjugale - Projet d'hébergement au stade de cautionnement	131 536	162 229	2024-01-01	2025-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	Stratégies - Établissement de détention de Baie-Comeau - Secteur particulier	4 073	12 226	2023-04-01	2026-03-31
Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.	Stratégies, Établissement de détention de Baie-Comeau Secteur régulier	4 073	12 226	2023-04-01	2026-03-31
Via l'Anse	Via l'Anse - Interventions	24 610	50 146	2024-04-01	2026-03-31
Waseskun	Waseya pour délinquants autochtones abusifs	36 120	108 411	2023-04-01	2026-03-31

Question 181	Suite

AUTRES	2024-2025 (\$)	Titre du programme
Association des services de réhabilitation sociale du Québec (A.S.R.S.Q.)	109 070	Programme de soutien à l'action communautaire en justice pénale au Québec
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	63 550	Programme d'activités de la S.C.Q. financé par les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique

Au 31 janvier 2025.

Question 182

Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention en 2024-2025.

Établissements de détention	Nombre d'admissions détenus (Condamnés)	Nombre d'admissions (Prévenus)	Total
Amos	153	1 256	1 409
Baie-Comeau	36	120	156
Hull	226	1 129	1 355
Leclerc de Laval ²	130	1 232	1 362
Montréal	1 282	4 219	5 501
New Carlisle	24	278	302
Percé	0	1	1
Québec (secteur féminin) ^{1 3}	163	403	566
Québec (secteur masculin) ¹	682	2 244	2 926
Rimouski	98	381	479
Rivière-des-Prairies ¹	54	3 520	3 574
Roberval	149	792	941
Saint-Jérôme	375	1 746	2 121
Sept-Îles	21	292	313
Sherbrooke	218	1 209	1 427
Sorel-Tracy ¹	342	2 130	2 472
Trois-Rivières	166	1 190	1 356

¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple, à la suite d'une mise en liberté provisoire) ne sont pas considérées comme des admissions.
² L'EDLL accueille les femmes condamnées de l'EDQ depuis le 22 janvier 2025.
³ L'EDQ (secteur féminin) a été temporairement fermé en date du 22 janvier 2025.
Au 31 janvier 2025.

Question **183**

Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur en 2024-2025, ventilation par centre de détention.

ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION	Détenus	Prévenus
Amos	1	1
Baie-Comeau	-	-
Hull	1	1
Leclerc de Laval	-	2
Montréal	2	6
New Carlisle	-	1
Québec (secteur féminin)	2	-
Québec (secteur masculin)	1	1
Rimouski	3	1
Rivière-des-Prairies	2	2
Roberval	1	-
Saint-Jérôme	2	3
Sept-Îles	-	-
Sherbrooke	-	2
Sorel-Tracy	1	1
Trois-Rivières	1	2

Délai moyen entre la sortie et le retour en détention (en jours)	12,6

Au 31 janvier 2025.
* La répartition des détenus et des prévenus a été effectuée sur la base du motif d'incarcération non respecté à la libération.
** Le motif lié à la gestion de l'horaire de libération pour les peines discontinues est exclu.

Question

184

Le nombre d'évasions pour chaque centre de détention en 2024-2025. Pour chacune des évasions, veuillez nous dire le nombre de jours moyen d'évasions. Si le détenu est toujours évadé, veuillez l'indiquer.

	ÉVASION ¹ D'UN ÉTABLISSEMENT		DÉLAI MOYEN ENTRE ÉVASION ET RETOUR EN DÉTENTION
	DÉTENUS	PRÉVENUS	
2024-2025 ²	0	0	N/A

¹ Évasion d'un établissement : Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

² Au 31 janvier 2025.

Question **185**

Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2025 et pour chacune des cinq dernières années.

Répartition des libertés illégales¹ par catégorie

	ÉVASION D'UN ÉTABLISSEMENT ²			ÉVASION D'UNE GARDE LÉGALE ³			ABSENCE ILLÉGALE ⁴ (Nombre de dossiers)		
	NB	REPRIS	TAUX REPRIS	NB	REPRIS	TAUX REPRIS	NB	REPRIS	TAUX REPRIS ⁵
2024-2025	0	0	-	1	1	100 %	1 673	1 466	88 %

¹ Libertés illégales : Le nombre de dossiers en liberté illégale fait référence à la somme des libertés illégales commises au cours de la période. Une personne peut commettre plusieurs libertés illégales au cours de cette même période.

² Évasion d'un établissement : Action pour une personne de s'échapper, par effraction ou non, de l'établissement de détention où elle est détenue.

³ Évasion d'une garde légale : Action pour une personne de s'échapper de celui qui, en conformité avec la loi, est chargé de sa surveillance.

⁴ Absence illégale : Fait pour une personne de se retrouver en liberté en raison du non-respect d'une décision du tribunal ou du non-respect de sa permission de sortir en ce qui concerne le moment de son retour à l'établissement ou d'une erreur administrative, alors qu'elle devrait être incarcérée (comprend une liberté illégale à la suite d'une permission de sortir, une libération par erreur et une absence lors d'une peine discontinue).

⁵ Les taux de repris représentent le nombre d'absences illégales régularisées. Pour les non repris, ceux-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérés comme repris lorsqu'ils seront réinscrits dans un établissement de détention. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès.

Au 31 janvier 2025. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **186**

Le nombre de permissions de sortie accordées par détenu, par centre de détention, par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) en 2024-2025.

Répartition des octrois de permissions de sortir¹ par établissement

Établissements de détention	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR						
	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	PSPLC ²⁻³	Réins. sociale	Visite famille ²
Amos	-	265	22	5	7	25	-
Baie-Comeau	-	34	24	-	5	22	-
Hull	-	334	27	1	4	26	-
Leclerc de Laval	-	575	5	4	13	49	-
Montréal	-	1 255	-	11	42	138	-
New Carlisle	-	134	39	2	7	10	-
Percé	-	29	2	-	-	-	-
Québec (secteur féminin)	-	89	-	-	6	54	-
Québec (secteur masculin)	-	807	14	10	27	336	-
Rimouski	-	311	17	2	4	103	-
Rivière-des-Prairies	-	1 164	-	2	2	2	-
Roberval	-	282	26	2	13	50	-
Saint-Jérôme	-	707	11	3	32	89	-
Sept-Îles	-	59	-	2	-	3	-
Sherbrooke	2	685	10	1	16	32	-
Sorel-Tracy	-	451	73	1	5	32	-
Trois-Rivières	-	204	10	4	8	36	-

¹ Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

² Ces données proviennent de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

³ Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle (PSPLC).

Au 31 janvier 2025.

Question **187**

Répartition de la durée des octrois des permissions de sortie par centre de détention et par année financière en 2024-2025.

Établissements de détention	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours
Amos	60%	13%	4%	23%
Baie-Comeau	43%	33%	19%	6%
Hull	73%	11%	7%	9%
Leclerc de Laval	86%	6%	3%	4%
Montréal	83%	9%	2%	6%
New Carlisle	82%	13%	1%	4%
Percé	100%	0%	0%	0%
Québec (secteur féminin)	47%	17%	11%	24%
Québec (secteur masculin)	49%	13%	11%	27%
Rimouski	75%	9%	10%	6%
Rivière-des-Prairies	66%	27%	6%	1%
Roberval	51%	27%	13%	9%
Saint-Jérôme	56%	9%	13%	22%
Sept-Îles	93%	3%	5%	0%
Sherbrooke	68%	16%	10%	7%
Sorel-Tracy	98%	1%	1%	1%
Trois-Rivières	88%	5%	3%	4%

Au 31 janvier 2025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 188

Par centre de détention, veuillez nous indiquer, pour 2024-2025 :
a. Le nombre de personnes ayant rempli le formulaire « réclamation pour détention illégale résultant d'une erreur administrative »;
b. Le délai de traitement moyen d'une réclamation;
c. Les sommes versées en compensation.

- a) Il y a 15 personnes qui ont rempli le formulaire « réclamation pour détention illégale résultant d'une erreur administratives ».
- b) Le Sous-ministériat des services correctionnels ne fait aucune compilation quant au délai de traitement moyen d'une réclamation.
- c) Aucune compensation financière n'a été versée en lien avec les quinze formulaires reçus par le MSP.

Question **189**

Pour les cinq dernières années, par année financière, par établissement de détention, veuillez nous dire :
a. Le nombre de jours d'absence pour maladie;
b. Le nombre de jours pour accident du travail pour les agents des services correctionnels, par type d'accident (ex : chute, agression, etc.)

Établissements de détention	2024-2025		
	Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
Amos	2 933	268	3 200
Baie-Comeau	981	-	981
Hull	1 368	1 012	2 380
Leclerc de Laval	2 343	868	3 211
Montréal	8 034	6 580	14 613
New Carlisle	657	354	1 011
Percé	418	-	418
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	6 565	2 962	9 527
Rimouski	1 760	259	2 019
Rivière-des-Prairies	3 745	1 199	4 944
Roberval	3 867	174	4 040
Sept-Îles	545	412	957
Sherbrooke	1 525	330	1 855
Sorel-Tracy	2 619	637	3 256
Saint-Jérôme	2 889	269	3 158
Trois-Rivières	1 616	761	2 377

¹ Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.
Données extraites le 31 janvier 2025
Source : EI SAGIR - Avril à décembre 2024

L'information par type d'accident n'est pas comptabilisée de façon centralisée.
Note : Pour les années antérieures, veuillez-vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années antérieures. Également, en raison de l'arrondi au nombre entier, le nombre total peut sembler incohérent, mais reflète la réalité.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **191**

Par établissement de détention, veuillez nous fournir :

a. Le nombre d'agents des services correctionnels en poste. Sur ce nombre, veuillez nous dire :

i. Le nombre d'agents ayant obtenu une attestation d'étude collégiale (AEC) en technique d'intervention en milieu correctionnel ou en milieu carcéral (le nom de la formation peut varier d'un établissement à l'autre).

ii. Le nombre d'agents n'ayant pas la formation exigée par le gouvernement du Québec, soit un AEC en intervention en milieu correctionnel.

b. Le nombre d'années d'expérience moyen des agents de détention;

c. Le nombre de postes vacants;

d. Le nombre de démissions;

e. Le nombre d'agents en arrêt de travail et la durée moyenne des arrêts de travail;

a. Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions b, c, d, e, veuillez vous référer aux réponses des questions suivantes : b) QP1-222, c) QP1-224, d) QP1-223, e) QP1-189 et QP1-196.

Question 192	Par établissement de détention, veuillez nous fournir le nombre d'agent suspendu, avec ou sans solde, en indiquant : a. La raison de la suspension; b. Le nombre de jours moyens de la suspension; c. Le nombre d'agent ayant été congédié suite à une suspension.

Pour des raisons de confidentialité, cette information ne peut être divulguée.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 193

- Par établissement de détention, veuillez nous dire :
- a. Le nombre de postes d'agent de détention;
 - b. Le nombre de postes comblés d'agent des services correctionnels;
 - c. Le nombre de postes vacants d'agent des services correctionnels;
 - d. L'ancienneté moyenne des agents des services correctionnels;
 - e. L'âge moyen des agents en services correctionnels, par sexe;
 - f. L'âge moyen des agents en services correctionnels;
 - g. Le nombre d'agents des services correctionnels en arrêt de travail, par type d'arrêt de travail (ex : grossesse, CNESST, sans solde, etc.)
 - h. Le nombre d'agents des services correctionnels ayant accès à une veste de protection;
 - i. Le nombre d'agents des services correctionnels ayant été victimes d'intimidation ou de menaces de la part d'un détenu ou de son entourage. Sur ce nombre, veuillez nous dire combien ont eu droit à des mesures de protection de la direction de l'établissement.

Pour les sous-question a, b, c, d, g, i, veuillez vous référer aux réponses des questions suivantes : a,b,c) RP1-224, d) RP1-222, g) RP1-189 et RP1-196, i) RP1-225 et RP1-226.

e. f. h. Ces questions ne sont pas pertinentes à l'étude des crédits.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 194	Le 3 décembre 2024, les agents des services correctionnels de la province ont refusé d'ouvrir les cellules des détenus en guise de soutien à leur collègue victime d'une sauvage agression à l'établissement de Sorel-Tracy. En lien avec ces gestes de solidarité, veuillez nous dire, par établissement : a. Le nombre d'agents ayant été convoqués à une rencontre d'équité procédurale; b. Le nombre d'agents ayant reçu des mesures disciplinaires en indiquant la liste des mesures disciplinaires imposées;

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question **195**

Depuis l'agression de l'agent des services correctionnels survenue à Sorel-Tracy le 1er décembre 2024, veuillez nous dresser, par établissement, les mesures mises en place pour mieux protéger les agents de détention.

Annuellement, les directions des établissements de détention sont tenues d'offrir les formations obligatoires aux agents des services correctionnels (ASC), dont une formation de rappel de huit heures sur les techniques d'intervention physique, à laquelle le Sous-ministériat des services correctionnels (SMSC) a ajouté pour cette année, un rappel de deux heures concernant la prévention des risques d'agression, et ce, suivant les événements survenus à l'Établissement de détention de Sorel-Tracy (EDST) le 1^{er} décembre dernier.

- Ces formations sont offertes au personnel ASC et chefs d'unité de tous les établissements de détention.

Par ailleurs, à la suite de cet événement, et ce, pour des considérations sécuritaires et de manière préventive, certaines précisions relatives aux modalités d'exécution des rondes de surveillance ont été transmises au réseau correctionnel en décembre 2024. Toutefois, dans une optique de préservation des méthodes de travail, les détails de ces orientations ne peuvent être divulgués.

Différentes mesures ont également été prise afin de diminuer la pression sur les ASC de l'EDST.

- Des ressources du réseau correctionnel de Montréal (4) ont été prêtées à l'EDST pour les soutenir dans les activités du Palais de justice de Longueuil;
- Le SMSC a transféré 50 détenus de l'EDST vers un autre établissement de détention dans le but de diminuer les heures supplémentaires obligatoires;
- La responsabilité des gardiennages en milieu hospitalier normalement pris en charge par l'EDST a été transféré aux établissements de détention à proximité;
- Les activités du Palais de justice de Drummondville normalement pris en charge par l'EDST ont été dirigés vers un autre établissement de détention.

Des efforts accrus ont été déployés afin de négocier le renouvellement de deux ententes avec le Syndicat des agents de la paix en service correctionnels.

- Une entente permettant l'embauche d'ASC occasionnels (TPO) avant qu'ils aient complétés leur formation au Centre de formation et de perfectionnement correctionnel;
- Une entente facilitant l'embauche d'ASC retraités, qui constituent une main-d'œuvre qualifiée et expérimentée.

Des efforts additionnels sont faits pour favoriser le recrutement et pourvoir les postes d'agent des services correctionnels vacants à cet établissement.

- 21 postes étaient vacants en décembre 2024 alors qu'on en comptait 15 en date du 3 avril 2025 (amélioration de 6 postes);
- 5 aspirants sont présentement en formation et, sous réserve de leur réussite, intégreront leur fonction à partir du 27 mai 2025.

Question **196**

Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre de jours d'absence pour maladie et pour accident du travail pour les gestionnaires des services correctionnels. Ventilation par établissement.

Établissements de détention	2024-2025		
	Absentéisme		
	Nb de jours d'absence en maladie ¹	Nb de jours d'absence en accident de travail	Total
Amos	674	-	674
Baie-Comeau	179	-	179
Hull	232	-	232
Leclerc de Laval	536	-	536
Montréal	1 370	556	1 927
New Carlisle	637	-	637
Percé	105	-	105
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	796	248	1 044
Rimouski	229	404	633
Rivière-des-Prairies	790	202	992
Roberval	475	138	614
Sept-Îles	179	16	195
Sherbrooke	522	3	525
Sorel-Tracy	719	214	933
Saint-Jérôme	857	-	857
Trois-Rivières	304	-	304

¹ Le nombre de jours d'absence en maladie comprend les motifs : maladie et assurance-salaire.

Données extraites le 31 janvier 2025
Source : EI SAGIR - Avril à décembre 2024

Note : Pour les années antérieures, veuillez-vous référer aux cahiers de l'étude des crédits des années antérieures. Également, en raison de l'arrondi au nombre entier, le nombre total peut sembler incohérent, mais reflète la réalité.

Question **197**

Pour les cinq dernières années, par année financière, le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2024-2025	
	NOMBRE D'HEURES ¹	COÛTS
Amos	27 099	1 475 822 \$
Baie-Comeau	6 675	363 514 \$
Hull	21 275	1 158 640 \$
Leclerc de Laval	42 211	2 298 806 \$
Montréal	204 689	11 147 357 \$
New Carlisle et Havre-Aubert	11 373	619 356 \$
Percé	6 072	330 687 \$
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	64 481	3 511 661 \$
Rimouski	15 020	817 993 \$
Rivière-des-Prairies	78 721	4 287 142 \$
Roberval	27 296	1 486 552 \$
Saint-Jérôme	40 148	2 186 447 \$
Sept-Îles	10 555	574 829 \$
Sherbrooke	25 681	1 398 590 \$
Sorel-Tracy	38 585	2 101 336 \$
Trois-Rivières	30 517	1 661 934 \$

¹ Le nombre d'heures est calculé avec un taux horaire moyen estimé en temps supplémentaire.
Au 31 janvier 2025. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 198

Pour les cinq dernières années, par année financière et par établissement, le nombre d'heures en temps supplémentaire obligatoire (réquisition obligatoire - code 99 dans SchedulePro) et les coûts pour :
a. Les agents correctionnels;
b. Les gestionnaires des services correctionnels.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	ASC	
	2024-2025 ¹	
	Heures	Coûts (\$)
Amos	2 337	134 154
Baie-Comeau	2 041	117 135
Hull	595	34 162
Leclerc de Laval	3 060	175 615
Montréal	8 395	481 868
New Carlisle	2 513	144 242
Percé	690	39 620
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	8 647	496 349
Rimouski	1 202	68 980
Rivière-des-Prairies	5 005	287 282
Roberval	4 264	244 750
Saint-Jérôme	754	43 277
Sept-Îles	1 130	64 852
Sherbrooke	2 213	127 041
Sorel-Tracy	5 535	317 709
Trois-Rivières	1 646	94 474

¹ Au 31 janvier 2025.
Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **198**

Suite

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	CU	
	2024-2025 ¹	
	Heures	Coûts (\$)
Amos	-	-
Baie-Comeau	24	1 161
Hull	33	1 556
Leclerc de Laval	93	4 466
Montréal	-	-
New Carlisle	269	12 858
Percé	16	766
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	596	28 522
Rimouski	147	7 028
Rivière-des-Prairies	23	1 101
Roberval	153	7 339
Saint-Jérôme	41	1 975
Sept-Îles	114	5 471
Sherbrooke	181	8 680
Sorel-Tracy	331	15 852
Trois-Rivières	79	3 783

¹ Au 31 janvier 2025.
Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **199**

Pour les cinq dernières années, par année financière, l'effectif de la direction des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie.

Établissements de détention	Cadres		Professionnels		PBTA		ASC		Ouvriers	
	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$	Effectifs ¹	Masse salariale ² k\$
Amos	20	1 856	6	433	8	371	103	7 580	16	604
Baie-Comeau	6	587	3	170	3	134	37	2 462	8	307
Hull	18	1 672	9	488	9	336	120	7 702	11	530
Leclerc de Laval	24	2 044	12	916	13	628	177	11 780	25	892
Montréal	69	5 381	33	2 336	47	2 065	569	40 854	36	1 557
New Carlisle & Havre-Aubert	12	1 069	4	292	3	166	47	3 263	10	396
Percé	7	623	1	87	2	74	36	2 477	-	-
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	50	3 703	23	1 873	24	1 213	350	22 622	26	1 254
Rimouski	14	1 124	5	328	5	211	79	5 494	9	359
Rivière-des-Prairies	48	4 068	14	1 039	32	1 495	314	21 623	30	1 200
Roberval	23	1 827	7	436	9	357	131	8 741	15	616
Saint-Jérôme	31	2 559	19	1 247	17	743	248	16 026	21	807
Sept-Îles	11	959	3	260	2	89	41	2 934	6	303
Sherbrooke	20	1 646	9	587	8	314	127	8 619	15	615
Sorel-Tracy	25	2 026	11	807	11	478	184	11 775	19	791
Trois-Rivières	18	1 499	5	466	8	272	121	7 649	18	772
Autres que les établissements de détention	41	5 914	550	39 710	114	4 766	78	5 616	-	-
TOTAL	437	38 557	714	51 475	315	13 712	2 762	187 217	265	11 003

¹ Le nombre d'effectifs fait référence aux employés réguliers et occasionnels.

² Au 31 janvier 2025.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question 200

Pour les cinq dernières années, par année financière, le ratio d'heure de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative.

Année 2024-2025 - Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	En collectivité (milieu ouvert)								Établissement de détention (milieu fermé)			
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies	
	Nombre	Heures ¹	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁵
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	42	462	-	-	20	30	239	2 629	65	98	52	624
Bas-St-Laurent	108	1 188	2	10	13	20	237	2 607	36	54	77	924
Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches	399	4 389	7	35	25	38	935	10 285	221	332	364	4 368
Côte-Nord	32	352	1	5	4	6	70	770	8	12	22	264
Estrie	173	1 903	1	5	23	35	557	6 127	122	183	146	1 752
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	36	396	3	15	6	9	98	1 078	19	29	47	564
Laval, Laurentides, Lanaudière	209	2 299	3	15	34	51	1 055	11 605	140	210	175	2 100
Mauricie, Centre-du-Québec	132	1 452	4	20	16	24	392	4 312	85	128	118	1 416
Montérégie	256	2 816	6	30	28	42	974	10 714	83	125	156	1 872
Montréal	382	4 202	-	-	39	59	1 005	11 055	759	1 139	602	7 224
Outaouais	117	1 287	18	90	15	23	417	4 587	111	167	108	1 296
Saguenay-Lac-Saint-Jean	123	1 353	-	-	38	57	203	2 233	74	111	97	1 164

Question 200

Suite

- ¹ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel est basé sur une moyenne de 11 heures de travail.
- ² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique est basé sur une moyenne de 5 heures de travail.
- ³ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire est basé sur une moyenne de 1 h 30 heure de travail.
- ⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie en collectivité est basé sur une moyenne de 11 heures de travail.
- ⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie en ED est basé sur une moyenne de 12 heures de travail

Au 31 janvier 2025. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question 201

Pour chaque établissement de détention, veuillez nous fournir une copie de la politique de conciliation travail-famille et les mesures mises en place pour les agents des services correctionnels.

Cette question n'est pas pertinente à l'Étude des crédits.

Question **202**

Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance, par année financière depuis les cinq dernières années et par région administrative.

Régions correctionnelles ³	2024-2025							
	Surveillance ¹						Effectifs ²	
	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires		Agent de probation	ASC
seul					mixte ⁴			
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	152	10	676	1	292	198	25	5
Bas-St-Laurent	77	6	370	2	94	110	14	1
Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches	265	57	1394	10	473	423	44	10
Côte-Nord	40	4	139	1	84	44	10	1
Estrie	255	20	818	4	302	288	25	2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	42	3	180	1	39	50	8	2
Laval, Lanaudière, Laurentides	448	48	1473	6	668	462	42	8
Mauricie, Centre-du-Québec	167	22	518	3	160	134	17	3
Montréal	363	29	1372	4	596	451	46	10
Montréal	419	61	1535	11	793	486	52	24
Outaouais	137	16	611	2	106	139	21	4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	134	13	326	3	243	92	12	4

¹ Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle arrondie des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale. L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit : 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

² Le nombre d'agents de probation et d'ASC (en milieu ouvert) fait référence aux effectifs en affectation active. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes au milieu ouvert, les agents d'intervention social (AIS), les coordonnateurs de dossiers de violence entre partenaires intimes (VPI), ni les agents de liaison pour la Commission d'examen des troubles mentaux (CETM).

³ Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour le Sous-ministériat des services correctionnels.

⁴ Mixte : Il s'agit de travaux communautaires qui incluent d'autres mesures correctionnelles, telles que sursis, libération conditionnelle et probation.
Au 31 janvier 2025. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **203**

Le coût des roulottes dans les centres de détention pour les cinq dernières années, par année financière et par centre de détention.

BÂTIMENTS MODULAIRES

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2024-2025 - Coût (\$)
Québec	1 136 774
Sherbrooke	632 352
Trois-Rivières	1 037 420

Les données couvent la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

Aucun nouveau bâtiment modulaire n'a été installé dans les établissements de détention. Ces bâtiments modulaires temporaires sont en voie d'être remplacés par des installations permanentes.

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **204**

Ventilation détaillée des sommes accordées en 2024-2025 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées (\$)
Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	Ce programme soutient des organismes qui interviennent localement auprès des jeunes en situation de vulnérabilité et des victimes d'exploitation sexuelle. Spécifiquement, il vise à accroître la capacité d'intervention des milieux en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle par l'amélioration ou par la bonification des services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes et aux victimes.	1 418 230
Programme de soutien à la mission en exploitation sexuelle	Ce programme encourage les organismes communautaires possédant une expertise et un savoir-faire reconnus en matière de prévention de l'exploitation sexuelle des jeunes. L'objectif est de permettre à ces organismes de réunir les conditions organisationnelles optimales pour déployer des stratégies durables d'intervention en la matière.	3 284 627
Prévention jeunesse	L'objectif du programme Prévention jeunesse est de mettre en place des projets d'importance et des actions structurantes afin de contrer un problème particulier présentant un enjeu de sécurité pour les jeunes dans une région circonscrite. En 2024-2025, 21 projets sont financés dans le cadre de ce programme. Ceux-ci visent à améliorer les services de prévention, de soutien et de protection offerts aux jeunes dans un milieu donné et à accroître la capacité d'intervention des milieux sur certains phénomènes qui mettent en danger la sécurité des jeunes. De plus, 10 de ces projets permettent de mettre en œuvre le volet exploitation sexuelle du programme.	2 625 000
Mesure d'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violence conjugale dans les corps de police	L'ajout d'effectifs en matière de violence conjugale s'inscrit dans les actions prioritaires pour lutter contre la violence conjugale et prévenir les féminicides et dans la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027. En 2024-2025, 28 corps de police municipaux ont été financés afin d'ajouter 40 ressources à leurs effectifs. La mesure consiste à ajouter des effectifs en violence conjugale au sein des corps de police afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d'intervention.	5 325 930
Mesure d'ajout d'effectifs spécialisés en matière de violences sexuelles dans les corps de police	L'ajout d'effectifs en matière de violences sexuelles s'inscrit dans la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027. En 2024-2025, 13 corps de police municipaux ont été financés afin d'ajouter 24 ressources à leurs effectifs. La mesure consiste à ajouter des effectifs en violences sexuelles au sein des corps de police afin d'assurer une meilleure prise en charge de la victime et une surveillance accrue du contrevenant à toutes les étapes du continuum d'intervention.	3 480 000
Actualiser les connaissances des corps de police en matière de violence sexuelle et de violence conjugale	Dans le cadre de la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer les violences sexuelles, la violence conjugale et Rebâtir la confiance 2022-2027, le ministère de la Sécurité publique (MSP) est responsable de la mesure 37 : Actualiser les connaissances des corps de police en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Le 4 février dernier, le MSP a tenu une journée d'actualisation des connaissances en matière de violence sexuelle, en collaboration avec l'École nationale de police du Québec. Un total d'environ 160 participants a été recensé lors de cet événement.	40 000

Question 204	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2024-2025 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

Nom du programme	Description du programme	Sommes accordées (\$)¹
Moi d'abord – Établissement Leclerc de Laval	Programme d'information, sensibilisation et prévention en matière de violence et d'exploitation sexuelle offert aux femmes incarcérées.	8 253
Moi d'abord - Établissement de détention de Québec - Secteur féminin	Programme d'information, sensibilisation et prévention en matière de violence et d'exploitation sexuelle offert aux femmes incarcérées.	4 852
Je me choisis – EDLL	Programme de sensibilisation des femmes incarcérées sur l'impact de leurs expériences de victimisation sur la trajectoire délictuelle; sensibilisation sur les défis et enjeux d'un passé de victimisation, aider la personne contrevenante à définir un plan de mise en sécurité individualisé - augmenter le sentiment d'efficacité personnelle et la capacité de s'affirmer.	2 147

¹ Au 31 janvier 2025.

Question 205

Pour les cinq dernières années, le nombre de cellulaires qui ont été saisis dans les établissements de détention, par établissement et par année.

RÉSEAU CORRECTIONNEL	2024-2025
Est	307
Montréal	1 467
Ouest	185

Au 31 janvier 2025. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 206

Pour les cinq dernières années, par établissement et par année, pour chacun des établissements, veuillez nous indiquer :

- a. Le nombre de drones signalés dans les établissements de détention ou à proximité;
- b. Le nombre de drones interceptés en indiquant le matériel saisi pour chacune des interceptions;
- c. Le nombre de cellulaires confisqués.
- d. Le nombre d'armes saisies, ventilé par type d'arme.

Nombre de drones signalés	
RÉSEAU CORRECTIONNEL	2024-2025
Est	229
Montréal	596
Ouest	173

* Comprend le nombre d'observations et de saisies.

Nombre de colis saisis (entier ou partiel)	
RÉSEAU CORRECTIONNEL	2024-2025
Est	66
Montréal	318
Ouest	88

Détail des colis saisis 2024-2025	
Couteaux en métal ou en céramique	8
Armes à feu	0
Tabac	88 kg
Stupéfiants	52 kg
Cellulaires	309
Autres articles (exemples) : briquet, accessoires de cellulaire, outils (lame de scie, tournevis et embouts, colle), papier à rouler.	

*Données disponibles à partir de 2024-2025, car un nouvel outil standardisé a été mis en place depuis le 1^{er} avril 2024.

** Les saisies sont celles récupérées dans les colis livrés par drones.

Au 31 janvier 2025. Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 207

Le 24 octobre 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait un investissement de 35,8 M\$ sur cinq ans pour renforcer la sécurité dans les établissements de détention (ED) du Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer :

- a. Les sommes prévues par année, par établissement;
- b. Les sommes réellement investies en 2023-2024 et en 2024-2025, par établissement, en indiquant une courte description des travaux effectués;
- c. Les investissements réalisés pour des brouilleurs d'ondes;
- d. Les prévisions des travaux par établissement pour les 5 prochaines années.

Répartition des crédits de 35,8 M\$ - Sécurisation des établissements de détention				
2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028
6,2 M\$	11 M\$	6,6 M\$	5,8 M\$	6,2 M\$

Pour l'année 2024-2025, aucune somme n'a été dépensée relativement à toute forme de technologie de brouillage des ondes cellulaires en milieu carcéral.

Investissements réalisés en 2024-2025 ¹	
Ajout d'effectifs, frais de déplacement, contrat avec le Conseil national de recherches Canada et outils de détection pour lutter contre la contrebande d'appareils cellulaires	245,2 k\$

¹Au 31 janvier 2025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 208

Le 7 mars 2025, le ministre fédéral de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie annonçait qu'un arrêté d'exemption est entré en vigueur le 3 mars, en vertu de la Loi sur la radiocommunication, selon lequel le sous-ministériat des services correctionnels (SMSC) du ministère de la Sécurité publique du Québec pourra autoriser les employés à exécuter légalement des activités liées au brouillage de fréquences pour ajouter une protection supplémentaire aux établissements. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :

- a. La liste des établissements qui utilisent un mécanisme de brouilleur d'onde;
- b. Les investissements réalisés en 2024-2025 pour les brouilleurs d'onde;
- c. Les investissements prévus en 2025-2026 pour les brouilleurs d'onde

Des analyses sont en cours afin d'évaluer les possibilités offertes par cette nouvelle option afin de lutter contre ce fléau. Aucun investissement n'a été réalisé en 2024-2025.

Question 209

Le nombre total de cours extérieures et de cours grillagées complétées ou présentement en construction, par établissement. Pour celles en construction, fournir la date prévue de la fin des travaux.

Il y a 24 cours grillagées complétées réparties parmi les 18 établissements de détention. Pour des raisons de sécurité, les établissements de détention concernés ne peuvent pas être révélés.

Question **210**

Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

A)

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois-Rivières
								secteur féminin	secteur masculin								
Problématiques																	
Violence																	
- conjugale	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
- générale	✓				✓	✓					✓		✓			✓	✓
Délinquance économique								✓	✓								
Délinquance sexuelle	✓		✓		✓	✓	✓		✓		✓	✓	✓				
Victimes d’abus sexuels				✓							✓				✓	✓	
Alcoolisme	✓	✓	✓	✓		✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓
Toxicomanie	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓
Dépendance affective				✓		✓		✓	✓		✓		✓			✓	✓
Jeu compulsif										✓	✓					✓	
Développement de soi																	
Connaissance et estime de soi		✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓		✓		✓	✓		✓	✓
Résolution de problèmes	✓	✓		✓	✓	✓	✓			✓	✓		✓			✓	✓
Habiletés sociales et parentales		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓		✓			✓	✓
Relations interpersonnelles		✓	✓		✓	✓	✓			✓	✓						✓
Motivation				✓		✓	✓			✓	✓		✓			✓	✓

Question **210**

Suite

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois-Rivières
								secteur féminin	secteur masculin								
Santé																	
Physique ²	✓	✓		✓	✓	✓					✓		✓	✓	✓	✓	✓
Mentale ²	✓			✓	✓			✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓
ITSS	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Loisirs																	
Activités socioculturelles	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Activités sportives	✓	✓	✓			✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Arts		✓	✓	✓	✓	✓		✓		✓	✓	✓	✓				

¹ Les données proviennent de l'inventaire des programmes, activités et services offerts dans les établissements de détention en 2023-2024. Il s'agit des plus récentes disponibles.

² Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un « ✓ » dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

* Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe de soutien, un programme de conscientisation ainsi que des ateliers offerts par différentes ressources de la communauté.

Question **210**

Suite

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	NewCarlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois-Rivières
								secteur féminin	secteur masculin								
Éducation (centres de services scolaires selon le diagnostic des besoins ou formations hors entente)																	
Alphabétisation	✓		✓		✓	✓		✓	✓			✓	✓	✓		✓	
Francisation				✓	✓	✓							✓				
Présecondaire	✓	✓	✓	✓		✓		✓	✓		✓		✓	✓		✓	
Secondaire et préparation au postsecondaire	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Intégration sociale			✓	✓		✓			✓		✓		✓			✓	✓
Intégration socioprofessionnelle		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓				✓				✓
Autre formation	✓		✓	✓	✓		✓		✓	✓	✓		✓			✓	✓
Employabilité																	
Service d'un CMO	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Formation préalable à l'emploi	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓			✓	✓	✓		
Postes de travail rémunérés	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Postes de travail non rémunérés					✓	✓									✓	✓	
Cantine	✓		✓			✓				✓				✓			✓
Postes de stages			✓														✓
Autres			✓						✓			✓	✓			✓	✓

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **210**

Suite

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois-Rivières
								secteur féminin	secteur masculin								
Divers																	
Accueil	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓
Parcours	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓
Prévention du suicide ²	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓
Programme préparatoire à la sortie				✓				✓	✓	✓			✓			✓	✓
Pastorale	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Autres				✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓		✓	✓		
Programmes pour clientèles spécifiques																	
Autochtones	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓		✓	✓	✓	✓		✓	✓
Femmes			✓														
Gangs de rue					✓												
Indigente											✓						
Itinérante			✓	✓	✓						✓				✓	✓	

¹ Les données proviennent de l'inventaire des programmes, activités et services offerts dans les établissements de détention en 2023-2024. Il s'agit des plus récentes disponibles.

² Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un « ✓ » dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

* Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe de soutien, un programme de conscientisation ainsi que des ateliers offerts par différentes ressources de la communauté.

Question 210	Suite

B) Fonds de soutien à la réinsertion sociale (en \$)

Programmes et services offerts en 2023 ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel-Tracy	Trois-Rivières
								secteur féminin	secteur masculin								
Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et avant les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale - 2023	379 954	80 135	476 078	535 591	1 100 283	146 499	52 462	226 741	1 818 616	148 217	128 114	256 200	699 809	88 830	283 938	248 810	167 890
Rémunération des personnes incarcérées	120 213	29 204	135 341	193 816	690 789	65 348	24 377	31 847	589 473	94 439	46 272	126 464	245 940	54 711	150 584	144 320	94 086
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds	61 470	27 074	119 944	111 244	263 743	44 422	33 087	34 619	280 728	71 641	71 037	68 361	281 619	11 425	65 301	65 298	94 855

¹ Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2023 des fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention. Les données de l'exercice 2024 ne seront disponibles qu'à l'automne 2025. Les fonds fonctionnent en année civile (janvier à décembre).

Question 211

Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2024-2025.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2024-2025
Amos	123
Baie-Comeau	39
Hull	323
Leclerc de Laval	249
Montréal	1 225
New Carlisle	65
Percé	4
Québec (secteur féminin)	120
Québec (secteur masculin)	447
Rimouski	136
Rivière-des-Prairies	273
Roberval	133
Saint-Jérôme	167
Sept-Îles	43
Sherbrooke	275
Sorel-Tracy	223
Trois-Rivières	183

Au 31 janvier 2025.

Question 212

État de situation sur la diminution du temps de production des évaluations et l'augmentation du nombre d'évaluations produites et leur qualité.

« Les Services correctionnels procèdent à l'évaluation de toute personne qui leur est confiée dès sa prise en charge et selon des modalités compatibles avec la durée de la peine, le statut de la personne et la nature du délit » (LSCQ, 2002, c.24, art.12).

Le Sous-ministériat des services correctionnels a investi beaucoup d'efforts au cours des dernières années afin d'améliorer les taux de production des évaluations de la clientèle correctionnelle.

En ce qui a trait à la production des évaluations pour la clientèle détenue (sentences de six mois et plus), le taux de production total est de 95 %¹, il a connu une légère baisse de deux points de pourcentage par rapport à 2023-2024.

Les performances actuelles en ce qui a trait à l'évaluation des personnes purgeant une sentence de détention s'avèrent satisfaisantes compte tenu de l'augmentation de 10 % du nombre de personnes incarcérées quotidiennement.

Cette situation favorise la clientèle confiée aux Services correctionnels du Québec en leur permettant de se prévaloir des différentes mesures de libération anticipée, en fonction des critères prescrits dans la Loi sur le système correctionnel du Québec.

Par ailleurs, un exercice rigoureux d'évaluation de la qualité des évaluations est effectué chaque année par les Directions générales des trois réseaux correctionnels, ce qui permet de maintenir une certaine uniformité en matière d'évaluations correctionnelles à travers l'ensemble du Québec.

¹ Au 31 janvier 2025.

Question 213

Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.

En 2018, à la suite de la révision des outils d'évaluation *Profil de prise en charge* et *Évaluation sommaire* pour les personnes contrevenantes purgeant une courte peine, l'ensemble des agents des services correctionnels (ASC) a été formé. Depuis, les nouveaux outils sont utilisés pour évaluer l'ensemble de la clientèle purgeant une peine de moins de six mois. Au cours de l'année 2022-2023, une section a été ajoutée à chacun de ces outils afin de permettre un dépistage systématique des contrevenants ayant été reconnu coupable d'un délit de violence envers un partenaire intime. Ce dépistage vise à mieux encadrer les contrevenants présentant un risque de violence à leur libération.

Aussi, le Sous-ministériat des services correctionnels s'assure de veiller à la qualité des évaluations produites par différentes mesures. Parmi celles-ci, un exercice annuel de contrôle de qualité est effectué par les Directions générales de chacun des trois réseaux correctionnels. Cet exercice, dans une perspective d'amélioration continue, permet d'assurer une certaine uniformité en fournissant de la rétroaction aux différentes unités administratives qui peuvent apporter les correctifs demandés. Par ailleurs, la Direction générale adjointe de l'audit interne, des enquêtes et de l'inspection (DGAAIEI) a déposé à l'automne dernier son rapport d'évaluation sur le processus d'évaluation des personnes purgeant une sentence de moins de 6 mois. Des travaux d'importance ont débuté pour mettre en œuvre le plan d'action qui a découlé des constats de la DGAAIEI. À terme, ces travaux permettront d'améliorer les processus d'évaluation, la formation et l'organisation du travail du personnel attitré à l'évaluation de la clientèle.

Question 214

Pour 2024-2025, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST à la suite d'une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2024 ¹
Amos	0
Baie-Comeau	0
Hull	1
Leclerc de Laval	4
Montréal	3
New Carlisle	0
Percé	0
Québec (secteur féminin)	0
Québec (secteur masculin)	5
Rimouski	0
Rivière-des-Prairies	0
Roberval	1
Saint-Jérôme	1
Sept-Îles	0
Sherbrooke	1
Sorel-Tracy	0
Trois-Rivières	0

¹ Janvier à décembre 2024. Les renseignements sont disponibles par année civile seulement.

Question 215

Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2024-2025.

Établissement	2024-2025	
	Absentéisme	
	Nb d'heures d'absences	Taux d'absentéisme (%)
Amos	22 538	13,8 %
Baie-Comeau	7 294	13,0 %
Hull	19 023	10,8 %
Leclerc de Laval	25 298	9,5 %
Montréal	110 414	13,1 %
New Carlisle	7 761	10,7 %
Percé	3 265	5,8 %
Québec (secteur féminin et secteur masculin)	69 333	13,3 %
Rimouski	13 158	10,7 %
Rivière-des-Prairies	38 229	8,2 %
Roberval	30 982	15,5 %
Sept-Îles	7 582	12,6 %
Sherbrooke	14 840	7,7 %
Sorel-Tracy	25 116	9,3 %
Saint-Jérôme	25 174	6,9 %
Trois-Rivières	17 118	10,0 %
Hors établissements de détention (dispersés dans toutes les régions du Québec)	12 596	10,3 %

Données extraites le 31 janvier 2025

Source : SAGIR - Rapport sur les absences - Avril à décembre 2024
SAGIR - Historique des affectations
SAGIP - Fiche absentéisme

Question **216**

Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées et la liste des effets saisis pour 2024-2025. Ventiler par centre de détention.

Le Sous-ministériat des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique considère essentiel de créer et de maintenir, dans les établissements de détention, un environnement sécuritaire qui permet aux membres du personnel et aux personnes incarcérées d'évoluer dans un tel milieu. Pour ce faire, les agents des services correctionnels procèdent de façon régulière à la fouille des cellules et de tout autre emplacement situé à l'intérieur et à l'extérieur des établissements de détention. Ces activités de fouille peuvent être effectuées à n'importe quel moment et aussi souvent que requis.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	ACTIVITÉS DE FOUILLE ¹⁻²
Amos	824
Baie-Comeau	317
Hull	1 343
Leclerc de Laval	571
Montréal	2 797
New Carlisle	303
Percé	93
Rimouski	179
Québec	4 120
Rivière-des-Prairies	1 029
Roberval	598
Saint-Jérôme	443
Sept-Îles	291
Sherbrooke	154
Sorel-Tracy	1 383
Trois-Rivières	458

¹ L'hétérogénéité du type d'activité de fouille répertorié ne permet pas d'établir de comparatif entre les différents établissements de détention. Depuis l'introduction de nouveaux outils permettant de standardiser les méthodes de comptabilisation, plusieurs interventions ont eu lieu auprès des établissements de détention afin d'uniformiser la saisie de données. À cet effet, de nouveaux outils de comptabilisation ont été introduits durant l'année 2020-2021 afin d'uniformiser les pratiques et un suivi mensuel des activités de fouille est maintenant effectué auprès des établissements de détention. Les outils de comptabilisation ont également été révisés en 2024-2025, afin d'en bonifier la précision.

² Au 31 janvier 2025.

Question 216

Suite

RÉSEAU CORRECTIONNEL	OBJETS SAISIS ¹⁻²⁻³
Est	1 444
Montréal	4 130
Ouest	1 322

¹ Au 31 janvier 2025.

² Données disponibles à partir de 2024-2025, car un nouvel outil de reddition de compte a été mis en place depuis le 1er avril 2024

³ Le Sous-ministériat des services correctionnels a fait le choix de ne pas ventiler, par établissement de détention, les statistiques liées au nombre d'objets saisis, mais plutôt de le faire par réseau correctionnel, et ce, pour des motifs sécuritaires.

Question **216**

Suite

Liste des items saisis (interdits ou non autorisés) recensés dans les établissements de détention⁴ :

accessoires de chargement	console vidéo	Autre: Tout autre objet non autorisé (exemple: jeu de société, ipad, ipod, craies, crayon, vêtements, Cassette, CD, livre, bijou, gants)
aiguille	corde	
alambic et ses composantes	décapant	
alcool frelaté	drone	
arme blanche (tranchante/perforante)	encre	
arme blanche artisanale (pic, slicer...)	filage, adaptateur	
arme contondante (servant à frapper)	lame autre type	
article servant à la consommation de stupéfiants	lame rasoir	
autre accessoire de quincaillerie	liquide à vapoteuse	
autre accessoire lié au trafic	machine à tatouage	
autre accessoire pour cellulaire	médicaments (avec ou sans ordonnance)	
autre accessoire pour la consommation d'alcool/tabac	montre intelligente	
autre stupéfiant	morceau de grillage/métal/plexiglas	
autre type d'arme et munitions	perceuse, scie, taraud et accessoires	
autre type de cellulaire	perche	
batterie	pincettes/tournevis/marteau	
briquet/allumettes	plan	
cannabis et dérivés	seringue	
carte SIM	stupéfiant en comprimé	
cellulaire	stupéfiant en poudre	
cellulaire intelligent	stupéfiant liquide	
cigarette	tabac en vrac	
clé (artisanale ou non)	timbres de nicotine	
colis/plugs	vapoteuse	

⁴ La présente liste est extraite du Bilan annuel de fouille qui regroupe les objets saisis en différentes catégories, facilitant ainsi l'uniformisation et la standardisation de la compilation. À noter que les catégories ont été révisées en 2024-2025 pour regrouper les objets de façon à les comptabiliser de manière uniforme.

Question 217

Produire le plan triennal d'immobilisations (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle.

PROJETS	ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	LIVRAISON	COÛT (M\$)	ÉTAPE EN COURS
Sécurisation des établissements de détention (équipement de sécurité)	Multisites	Été 2025	9,2	Travaux en cours
Nouvel Établissement de détention pour la clientèle féminine	Nouveau site (Montréal)	Automne 2030	452,8	En planification
Remplacement des bâtiments modulaires temporaires	Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières	Hiver 2026	82,0	En conception - planification

Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
Il s'agit des projets approuvés par le Conseil du Trésor. Plusieurs autres projets sont prévus au Plan québécois des infrastructures et sont présentement à l'étude.

Question 218

Crédits alloués en soin de santé mentale et prévention du suicide dans le milieu correctionnel.

Les sommes prévues pour les activités de prévention du suicide et de santé mentale en milieu carcéral proviennent du budget d'opération courant. Toutefois, une mesure bénéficie du soutien de la Stratégie nationale de prévention du suicide 2022-2026. Il s'agit du développement de nouvelles formations pour le personnel correctionnel pour un total de 200 k\$, soit 50 k\$ annuellement. Le financement octroyé par la Stratégie a permis de conclure un contrat avec le Centre de prévention du suicide de Montréal à la hauteur de 44,3 k\$ afin de former des agents de probation et des agents des services correctionnels (ASC) travaillant dans les Directions des services professionnels correctionnels (DSPC). La formation permettra au personnel d'être mieux habileté à repérer un individu présentant un risque suicidaire et d'agir en conséquence. Les services du présent contrat couvrent la période du 20 mars 2023 au 31 mars 2025.

La Stratégie a aussi permis de conclure un contrat de 24 k\$ avec l'Association québécoise de prévention du suicide (AQPS) afin de développer un contenu de formation pour la mise à jour des connaissances des ASC membres des équipes d'intervention spécialisée. Les services de ce contrat ont débuté en 2023-2024, pour se terminer en 2024-2025. La Stratégie a de plus permis de financer la formation *Intervention de crise et crise suicidaire* offerte en septembre 2024 à 15 ASC membres des équipes d'intervention spécialisée. La formation visait à développer plusieurs compétences face à la crise suicidaire. Elle a été offerte par madame Monique Séguin, professeure émérite à l'Université du Québec en Outaouais et scientifique renommée dans le domaine de la suicidologie. Le coût total était de 6 000 \$.

Un contrat annuel de 70,7 k\$ est conclu avec l'AQPS pour la formation des chefs d'unité et des agents des services correctionnels qui souhaitent devenir membres des équipes d'intervention spécialisée pour l'année 2024-2025. En date du 31 janvier 2025, la somme prévue a permis d'assurer la formation en prévention du suicide de 46 chefs d'unité et de 11 ASC.

Question **219**

Le nombre de suicides et le nombre de tentatives de suicide par établissement et par année pour les cinq dernières années.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2020-2021		2021-2022		2022-2023		2023-2024		2024-2025 ¹	
	Décès	Tentatives	Décès	Tentatives	Décès	Tentatives	Décès	Tentatives	Décès	Tentatives
Amos	-	1	-	2	-	-	-	2	-	2
Baie-Comeau	-	-	-	-	-	-	-	2	-	3
Hull	1	4	1	-	1	3	-	2	-	2
Leclerc de Laval	-	2	1	2	-	7	1	2	-	10
Montréal	6	6	2	16	1	14	6	11	-	1
New Carlisle	-	1	-	-	-	1	-	3	-	-
Percé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Québec (secteur féminin)	-	-	-	-	1	6	-	-	-	1
Québec (secteur masculin)	2	24	-	13	1	8	1	10	-	4
Rimouski	-	-	1	2	1	1	-	1	-	-
Rivière-des-Prairies	2	8	2	12	1	18	1	3	2	6
Roberval	-	3	-	3	-	-	-	3	-	3
Saint-Jérôme	2	6	1	3	-	3	-	-	1	2
Sept-Îles	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Sherbrooke	2	6	1	7	3	3	-	2	-	1
Sorel-Tracy	-	4	-	1	1	2	-	4	-	4
Trois-Rivières	2	3	1	3	-	3	2	3	-	5

¹ Au 31 janvier 2025.

Question **220**

Le nombre d'heures de formation moyen par agent correctionnel, par année, par établissement

Établissement	Moyenne d'heures de formation par titulaires d'emploi
Amos	19,0
Baie-Comeau	33,0
Hull	62,5
Leclerc de Laval	25,9
Montréal	27,0
New-Carlisle	31,4
Percé	29,2
Québec (Secteurs Féminin et Masculin)	53,7
Rimouski	54,1
Rivière-des-Prairies	33,1
Roberval	31,8
Sept-Îles	72,1
Sherbrooke	23,7
Sorel-Tracy	41,6
St-Jérôme	62,3
Trois-Rivières	51,0

Au 31 janvier 2025

Source : EI SAGIR – Rapport sur l'effectif et les réserves, les feuilles de temps et les absences en formation
SCHEDULE PRO – Sommaire des quarts de travail – Établissement de détention d'Amos, de Percé, de New-Carlisle et de Sherbrooke

La formation initiale d'introduction à la tâche au Centre de formation et de perfectionnement correctionnels (CFPC) est incluse.
Agents des services correctionnels seulement.
La Direction des services de transport et de comparutions est incluse dans l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies.

Question **221**

La liste des requalifications nécessaires pour les agents correctionnels en indiquant, par établissement, le nombre d'agents ayant participé à la requalification.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	Participation ASC 2024-2025						
	Arme à feu (Requalification)	Arme à feu (Rétention)	Arme à feu (Pratique)	Technique d'intervention physique	Agents inflammatoires	Maintien des compétences utilisateurs APRIA	Équipe correctionnelle d'intervention d'urgence
Amos	47	47	49	-	22	16	11
Baie-Comeau	4	4	10	23	10	-	-
Hull	13	63	63	95	-	-	15
Leclerc de Laval	32	32	22	38	41	40	71
Montréal	104	115	115	112	103	106	143
New Carlisle	21	21	21	39	26	35	6
Percé	22	22	22	30	30	28	4
Québec (secteur féminin)	2	2	2	6	7	6	-
Québec (secteur masculin)	67	67	60	75	35	65	26
Rimouski	50	50	41	35	21	22	12
Rivière-des-Prairies	109	109	119	52	64	61	82
Roberval	83	83	81	59	49	-	44
Saint-Jérôme	86	86	86	169	52	49	24
Sept-Îles	10	-	9	26	11	-	-
Sherbrooke	48	48	59	52	15	12	18
Sorel-Tracy	-	-	-	102	144	56	17
Trois-Rivières	55	55	55	18	1	10	9

Au 31 janvier 2025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 222

Par établissement, veuillez nous fournir le nombre d'agents correctionnels ayant :

- a. Moins de 2 ans d'expérience;
- b. De 2 à 5 ans d'expérience;
- c. De 5 à 10 ans d'expérience;
- d. De 10 à 15 ans d'expérience;
- e. De 15 à 20 ans d'expérience;
- f. Plus de 20 ans d'expérience;
- g. La moyenne d'années d'expérience.

Réseau correctionnel	2024-2025						
	Moins de 2 ans d'expérience	2 à 5 ans d'expérience	5 à 10 ans d'expérience	10 à 15 ans d'expérience	15 à 20 ans d'expérience	Plus de 20 ans d'expérience	Moyenne d'années d'expérience
Est-du-Québec	198	85	139	171	120	131	10,31
Montréal	241	72	190	225	148	182	10,7
Ouest-du-Québec	173	83	186	133	99	110	9,79
Total général	612	240	515	529	367	423	10,31

Au 31 janvier 2025
Source: EI SAGIR – Rapport sur l'effectif et les réserves
Agents des services correctionnels en établissement de détention seulement.

La ventilation des données par établissement de détention ne peut être rendue disponible, car le croisement avec d'autres informations pourrait révéler des détails sensibles d'un point de vue sécuritaire.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 223

Par établissement, pour 2024-2025, veuillez nous fournir :
a. Le nombre de démissions en indiquant les raisons des démissions;
b. Le nombre de congédiements;
c. Le nombre de départs à la retraite anticipée;
d. Le nombre de départs à la retraite.

Établissement	2024-2025		
	Démissions	Congédiements*	Retraites
Amos	6		1
Baie-Comeau	3		1
Hull	6		2
Leclerc de Laval	4		1
Montréal	11		2
New-Carlisle	0		0
Québec (Secteurs Féminin et Masculin)	25		6
Rimouski	3		1
Rivière-des-Prairies	19		4
Roberval	5		3
Sept-Îles	1		1
Sherbrooke	5		0
Sorel-Tracy	9		1
St-Jérôme	8		2
Trois-Rivières	7		4
Total	112	13	29

Au 31 janvier 2025
Source : EI SAGIR – Rapport sur les départs
Agents des services correctionnels seulement.
La Direction des services de transport et de comparutions est incluse à l'Établissement de détention de Rivière-des-Prairies.

*L'identification par établissement de détention risquerait de porter préjudice à ces personnes, conséquemment ces données ne sont pas diffusées.

c) Le nombre de départs à la retraite anticipé n'est pas disponible.

Question **224**

Par établissement, pour 2024-2025, veuillez nous fournir :
a. La liste des postes coupés;
b. La liste des postes vacants.

Réseau correctionnel	2024-2025	
	Effectifs coupés	Effectifs non comblés
Est-du-Québec	0	93
Montréal	5	63
Ouest-du Québec	0	94
Total	5	250

Au 31 janvier 2025
Source : EI SAGIR – Rapport sur les postes et l'effectif
Agents des services correctionnels en établissement de détention seulement.

La ventilation des données par établissement de détention ne peut être rendue disponible, car le croisement avec d'autres informations pourrait révéler des détails sensibles d'un point de vue sécuritaire.

Question 225

Par établissement, le nombre de menaces envers un agent correctionnel :
a. Lorsqu'il est en service;
b. Lorsqu'il n'est pas en service.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2024-2025
Amos	7
Baie-Comeau	5
Hull	6
Leclerc de Laval	2
Montréal	27
New Carlisle	2
Percé	-
Québec (secteur féminin)	-
Québec (secteur masculin)	17
Rimouski	4
Rivière-des-Prairies	19
Roberval	10
Saint-Jérôme	4
Sept-Îles	3
Sherbrooke	12
Sorel-Tracy	9
Trois-Rivières	3

*La tenue statistique ne discrimine pas le lieu de survenance de l'événement.

Au 31 janvier 2025.

Question **226**

Par établissement, le nombre d'agressions envers un agent correctionnel
a. Lorsqu'il est en service;
b. Lorsqu'il n'est pas en service.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2024-2025	
	En service	Pas en service
Amos	-	-
Baie-Comeau	-	-
Hull	-	-
Leclerc de Laval	-	-
Montréal	3	-
New Carlisle	-	-
Percé	-	-
Québec (secteur féminin)	-	-
Québec (secteur masculin)	-	-
Rimouski	-	-
Rivière-des-Prairies	1	-
Roberval	-	-
Saint-Jérôme	-	-
Sept-Îles	-	-
Sherbrooke	-	-
Sorel-Tracy	1	-
Trois-Rivières	-	-

*Agressions graves, soit les comportements causant des blessures graves ou des lésions corporelles ou mettant en danger la vie d'une personne.

Au 31 janvier 2025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 227

Le Plan stratégique du ministère déposé en 2023 prévoyait renforcer la sécurité globale des établissements de détention (page 30 du Plan stratégique). En lien avec ces intentions, veuillez nous détailler les investissements et les actions mises en place en 2024-2025 pour chacune des cibles suivantes :

a. Ajout des équipements de sécurité;
b. Principe de sécurité proactive.

En 2024-2025, deux systèmes de détection de drones ont été mis en service. Les travaux d'infrastructures et le processus d'acquisition de scanners corporels pour la fouille des personnes incarcérées ont été complétés pour six établissements. Le processus contractuel d'acquisition d'arches de détections et de rayons X en vue de couvrir les six derniers établissements s'est conclu en janvier 2025. Les démarches se poursuivent également en vue de la sécurisation de nouvelles cours extérieures.

De plus, le processus d'acquisition d'appareils portatifs de détection de téléphones cellulaires a été complété pour l'ensemble des établissements de détention afin de lutter contre la contrebande de téléphone cellulaire en milieu carcéral. Une analyse de faisabilité est également en cours afin de procéder à un projet pilote impliquant une technologie de perturbation des ondes cellulaires dans un établissement de détention de la province. À cet égard, un arrêté d'exemption est entré en vigueur le 3 mars 2025, en vertu de la *Loi sur la radiocommunication*, permettant d'exécuter des activités liées au brouillage de fréquences afin d'évaluer cette technologie. Enfin, des démarches visant l'acquisition de dispositifs à rayons X portatifs pour trois établissements ayant une importante problématique de livraison d'objets de contrebande sont amorcées.

Les actions en matière de sécurité proactive en 2024-2025 se sont poursuivies. L'ensemble des établissements de détention ont élaboré des plans d'action adaptés à leur besoin. Les pratiques à privilégier ont été partagées à l'ensemble du réseau correctionnel et l'analyse du taux d'atteinte des objectifs fixés par chaque établissement de détention est en cours. Afin de sensibiliser en continu son personnel au principe de sécurité proactive, le Sous-ministériat des services correctionnels s'est également assuré que ce principe soit intégré à tous les aspects de la formation du nouveau personnel.

Au 31 janvier 2025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 229	Le 19 décembre 2022, le ministre de la Sécurité publique annonçait la construction d'un nouvel établissement carcéral pour femmes qui remplacera l'Établissement de détention Maison Tanguay, fermé en 2016. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a) Le montant prévu pour la construction de l'établissement; b) Le montant prévu pour la démolition de la Maison Tanguay; c) L'échéancier des travaux de démolition de la Maison Tanguay; d) L'emplacement choisi pour le nouvel établissement (adresse); e) Le coût du terrain; f) L'échéancier du projet.

Montant prévu de la construction de l'établissement	437,4 M\$ (excluant la démolition de la Maison Tanguay)
Montant prévu de la démolition de la Maison Tanguay	15,4 M\$
Échéancier de la démolition Maison Tanguay	Travaux de démolition d'une durée de 12 mois. Les travaux ont débuté en novembre 2024 et la fin est prévue en novembre 2025, incluant les travaux de déviation des conduites d'alimentation (aqueduc).
Emplacement choisi du nouvel établissement	Entre l'emplacement de la Maison Tanguay et celui de l'Établissement de détention de Montréal (Bordeaux)
Coût du terrain	Propriété de la Société québécoise des infrastructures (SQI), aucun frais
Échéancier du projet	Selon les plus récentes informations obtenues de la SQI (sujet à changement) : • Étape de la planification : De février 2023 à août 2025; • Étape de réalisation : De janvier 2026 à novembre 2029; • Étape de clôture : De novembre 2029 à décembre 2030 (réception sans réserve).

Au 31 janvier 2025

Les informations inscrites dans cette fiche ont été obtenues de la SQI.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **230**

La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

IDENTIFICATION	EFFECTIFS ¹ 2024-2025	BUDGET INITIAL ² 2024-2025 (\$)
Direction régionale Bas-Saint-Laurent 70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	6 9	512 617
Direction régionale Saguenay—Lac-Saint-Jean 3950, boulevard Harvey, RC-03, Saguenay (Québec) G7X 8L6 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 9	445 820
Direction régionale Capitale-Nationale—Chaudière-Appalaches 1122, Grande-Allée Ouest, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	7 2	657 126
Direction régionale Mauricie—Centre-du-Québec 4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	6 7	595 623
Direction régionale Montérégie-Estrie 165, rue Jacques-Cartier Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional 200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	8 2 2 2	843 350
Direction régionale Montréal-Laval 7077, rue Beaubien Est, bureau 201, Montréal (Québec) H1M 2Y2 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	6 8	499 670
Direction régionale Laurentides-Lanaudière 9, chemin de la Grande-Côte, Saint-Eustache (Québec) J7P 5L3 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	8 4	741 885

Question **230**

Suite

Direction régionale Abitibi-Témiscamingue 170, avenue Principale, RC-02, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 0	383 470
Direction régionale Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine 96, montée Sandy Beach, bureau 1.02A, Gaspé (Québec) G4X 2W4 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	4 3	398 130
Direction régionale Côte-Nord 625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	4 3	385 890
Direction régionale Outaouais 817, boulevard Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 3	527 350
Direction régionale Nord-du-Québec 600, 3 ^e Rue, Chibougamau (Québec) G8P 1P1 Autres effectifs des directions centrales présents au bureau régional	5 0	0
Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM) 120-C, chemin de Gros-Cap, Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1K8 (N'inclus pas les ressources du CEGRIM des autres ministères)	6 1	1 390 600

¹ L'effectif correspond aux postes autorisés.

² Le budget inscrit comprend le budget en rémunération, fonctionnement et transfert (excluant le budget Vers une société québécoise plus résiliente aux catastrophes [anciennement PAI]).

Question **231**

Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2024-2025.

Le montant total versé pour cette période est de : 80 442 831 \$.

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
808-2013 2013-07-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif à un accident ferroviaire survenu le 6 juillet 2013, dans la ville de Lac-Mégantic			
	06	MONTRÉAL	O	31 680 \$
	Sous-total			31 680 \$
2015-08-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 24 et 25 août 2015, dans des municipalités du Québec			
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	250 000 \$
	Sous-total			250 000 \$
2016-03-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues 31 mars au 3 avril 2016, dans des municipalités du Québec			
	07	OUTAOUAIS	M	250 000 \$
	Sous-total			250 000 \$
748-2017 2016-12-30S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues le 30 décembre 2016 dans des municipalités du Québec			
	09	CÔTE-NORD	P	157 328 \$
	Sous-total			157 328 \$

Question **231**

Suite

495-2017 2017-04-05S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 5 avril 2017 au 16 mai 2017 dans des municipalités du Québec			
	04	MAURICIE	M	735 000 \$
	06	MONTRÉAL	E	42 188 \$
	07	OUTAOUAIS	E	9 353 \$
	07	OUTAOUAIS	M	139 500 \$
	14	LANAUDIÈRE	M	239 500 \$
	15	LAURENTIDES	E	73 763 \$
	16	MONTÉRÉGIE	P	13 844 \$
	16	MONTÉRÉGIE	M	3 252 \$
	Sous-total			1 256 400 \$
2017-10-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus les 29 et 30 octobre 2017, dans des municipalités du Québec			
	07	OUTAOUAIS	M	687 561 \$
	Sous-total			687 561 \$
2018-07-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 24 et 25 juillet 2018, dans des municipalités du Québec			
	07	OUTAOUAIS	M	22 000 \$
	Sous-total			22 000 \$
2018-08-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant les résidences principales sises aux 3316 et 3326, rue Alfred-Desrochers, dans la ville de Sherbrooke			
	05	ESTRIE	P	27 378 \$
	Sous-total			27 378 \$

Question 231

Suite

2018-09-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au chemin Élie-Auclair, dans la municipalité de Saint-Polycarpe, à la suite d'un mouvement de sol		
	16	MONTÉRÉGIE	M
			142 937 \$
		Sous-total	142 937 \$
403-20192019-04-14G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations et pluies survenues du 14 au 24 avril 2019, dans des municipalités du Québec		
	03	CAPITALE-NATIONALE	P
			81 959 \$
	04	MAURICIE	M
			240 022 \$
	06	MONTRÉAL	P
			39 805 \$
	06	MONTRÉAL	BL
			148 \$
	06	MONTRÉAL	M
			3 455 496 \$
	07	OUTAOUAIS	P
			93 332 \$
	07	OUTAOUAIS	BL
			22 954 \$
	07	OUTAOUAIS	M
			5 531 298 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E
			51 115 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M
			51 551 \$
	13	LAVAL	P
			24 060 \$
	14	LANAUDIÈRE	E
			6 000 \$
	15	LAURENTIDES	P
			154 398 \$
	15	LAURENTIDES	M
			29 515 \$
	16	MONTÉRÉGIE	P
			481 546 \$
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M
			148 132 \$
		Sous-total	10 411 331 \$

Question 231

Suite

2019-09-28G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux dommages causés au rang de la Rivière Nord, dans la municipalité de Saint-Esprit, à la suite d'un mouvement de sol		
	14 LANAUDIÈRE	M	86 000 \$
	Sous-total		86 000 \$
2019-10-31G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête automnale survenue les 31 octobre et 1 ^{er} novembre 2019, dans des municipalités du Québec		
	03 CAPITALE-NATIONALE	P	45 379 \$
	12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	15 312 \$
	17 CENTRE-DU-QUÉBEC	P	83 245 \$
	17 CENTRE-DU-QUÉBEC	M	1 014 \$
	Sous-total		144 949 \$
2020-02-14G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 1863, chemin des Pins, dans la ville de Trois-Rivières		
	04 MAURICIE	P	17 971 \$
	Sous-total		17 971 \$
2020-02-19G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de submersion côtière menaçant la résidence principale sise au 168, rue des Campeurs, dans la ville de Sept-Îles		
	09 CÔTE-NORD	P	151 932 \$
	Sous-total		151 932 \$

Question **231**

Suite

2020-03-29G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Inondations et pluies survenues du 29 mars au 6 avril 2020, dans des municipalités du Québec			
		06	MONTRÉAL	M
				351 009 \$
			Sous-total	351 009 \$
2020-09-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 652, chemin Riverside, dans la municipalité de La Pêche			
		07	OUTAOUAIS	P
				11 243 \$
			Sous-total	11 243 \$
2020-11-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à des inondations survenues en novembre 2020, dans la municipalité de Colombier			
		09	CÔTE-NORD	P
				31 964 \$
			Sous-total	31 964 \$
2020-12-24G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations et pluies survenues du 24 au 26 décembre 2020, dans des municipalités du Québec			
		03	CAPITALE-NATIONALE	M
				74 733 \$
			Sous-total	74 733 \$
2021-01-17G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues le 17 janvier 2021, dans la ville de Chandler			
		11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P
				44 588 \$
			Sous-total	44 588 \$

Question 231

Suite

2021-03-26G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations et pluies survenues du 26 au 31 mars 2021, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	20 375 \$
	14	LANAUDIÈRE	BL	6 619 \$
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	E	36 321 \$
	Sous-total			63 315 \$
2021-06-30G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux pluies abondantes survenues le 30 juin 2021, dans des municipalités du Québec			
	15	LAURENTIDES	M	294 562 \$
	Sous-total			294 562 \$
2021-07-21G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 137, rue Panoramique, dans la ville de Saguenay			
	02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P	5 575 \$
	Sous-total			5 575 \$
2021-09-02G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus du 2 au 4 septembre 2021, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	6 765 \$
	11	GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	19 785 \$
	Sous-total			26 550 \$

Question 231

Suite

2021-12-20G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant les bâtiments locatifs et les résidences principales sis aux 400-404, 425-427, 445-447, 465, 475-477, 480-484 et 490-496, rue Boisclair et aux 480-482, rue Hogue, dans la ville de Shawinigan			
		04 MAURICIE	BL	11 484 \$
			Sous-total	11 484 \$
2022-03-18G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 27, chemin Childs, dans la municipalité de Chelsea			
		07 OUTAOUAIS	P	51 574 \$
			Sous-total	51 574 \$
2022-04-04G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations et pluies survenues du 4 avril au 24 mai 2022, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P	220 792 \$
		02 SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	M	360 000 \$
		06 MONTRÉAL	M	52 110 \$
		07 OUTAOUAIS	M	6 808 \$
			Sous-total	639 710 \$
1247-2022 2022-05-03S	Programme d'indemnisation et d'aide financière spécifique relatif aux mouvements de sol réels et imminents survenus le 3 mai et le 13 juin 2022 dans le talus à l'arrière de la rue du Parc dans la ville de Saguenay			
		02 SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	M	250 000 \$
			Sous-total	250 000 \$

Question 231

Suite

2022-05-21G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents survenus le 21 mai 2022, dans des municipalités du Québec			
	07	OUTAOUAIS	E	31 482 \$
	14	LANAUDIÈRE	E	3 178 \$
	14	LANAUDIÈRE	M	125 756 \$
	15	LAURENTIDES	M	435 879 \$
		Sous-total		596 295 \$
2022-06-14G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 13 juin 2022, dans des municipalités du Québec			
	02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	M	12 893 \$
		Sous-total		12 893 \$
2022-06-16G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 570, sentier Potvin, dans la municipalité de Saint-Félix-d'Otis			
	02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P	314 206 \$
	02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	M	3 501 \$
		Sous-total		317 708 \$
2022-06-21G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues du 21 au 23 juin 2022, dans des municipalités du Québec			
	15	LAURENTIDES	P	16 039 \$
		Sous-total		16 039 \$

Question 231

Suite

2022-08-07G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux pluies abondantes survenues du 7 au 9 août 2022, dans des municipalités du Québec		
	05	ESTRIE	M
			79 986 \$
		Sous-total	79 986 \$
2022-09-23G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête Fiona survenue du 23 au 25 septembre 2022, dans des municipalités du Québec		
	11	GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P
			52 650 \$
	11	GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E
			263 130 \$
		Sous-total	315 780 \$
2022-11-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissement de terrain survenu le 1 ^{er} novembre 2022, dans la municipalité de Pierreville		
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	P
			258 267 \$
		Sous-total	258 267 \$
2022-12-01G	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2022 au 30 mars 2023, dans des municipalités du Québec		
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M
			28 084 \$
	14	LANAUDIÈRE	M
			57 509 \$
	16	MONTÉRÉGIE	M
			46 080 \$
		Sous-total	131 673 \$

Question 231

Suite

2022-12-23G Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête hivernale survenue les 23 et 24 décembre 2022, dans des municipalités du Québec

01	BAS-SAINT-LAURENT	E	18 367 \$
01	BAS-SAINT-LAURENT	M	7 030 \$
02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	M	22 348 \$
03	CAPITALE-NATIONALE	P	4 913 \$
03	CAPITALE-NATIONALE	E	54 456 \$
03	CAPITALE-NATIONALE	M	63 697 \$
09	CÔTE-NORD	P	70 884 \$
09	CÔTE-NORD	M	56 267 \$
11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	13 815 \$
15	LAURENTIDES	M	6 233 \$
Sous-total			318 008 \$

2023-04-05G Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Tempête printanière survenue le 5 avril 2023, dans des municipalités du Québec

05	ESTRIE	M	32 634 \$
07	OUTAOUAIS	M	32 469 \$
15	LAURENTIDES	M	32 631 \$
16	MONTÉRÉGIE	M	523 103 \$
Sous-total			620 838 \$

2023-04-07G Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Inondations et pluies survenues du 7 avril au 2 mai 2023, dans des municipalités du Québec

02	SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	E	43 777 \$
03	CAPITALE-NATIONALE	P	3 926 503 \$

Question 231

Suite

03	CAPITALE-NATIONALE	E	3 017 872 \$
03	CAPITALE-NATIONALE	M	9 100 \$
04	MAURICIE	P	297 \$
04	MAURICIE	M	473 640 \$
06	MONTREAL	E	16 205 \$
07	OUTAOUAIS	P	550 828 \$
07	OUTAOUAIS	E	135 137 \$
07	OUTAOUAIS	M	30 513 \$
13	LAVAL	M	431 834 \$
14	LANAUDIERE	P	1 049 286 \$
14	LANAUDIERE	E	179 272 \$
14	LANAUDIERE	M	128 897 \$
15	LAURENTIDES	P	240 046 \$
15	LAURENTIDES	E	129 237 \$
15	LAURENTIDES	M	116 755 \$
16	MONTREGIE	P	6 395 \$
16	MONTREGIE	E	134 \$
16	MONTREGIE	M	65 196 \$
Sous-total			10 550 925 \$

968-2023
2023-05-31S

Programme d'assistance financière spécifique relatif aux incendies de forêt du printemps et de l'été 2023 au Québec

06	MONTREAL	O	377 000 \$
08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	M	533 438 \$
09	COTE-NORD	P	1 500 \$
09	COTE-NORD	M	153 449 \$

Question 231

Suite

		10	NORD-DU-QUÉBEC	P	3 000 \$
		10	NORD-DU-QUÉBEC	M	270 604 \$
		16	MONTÉRÉGIE	O	43 969 \$
			Sous-total		1 382 960 \$
2023-06-06G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues du 6 au 8 juin 2023, dans des municipalités du Québec				
		11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	451 901 \$
		11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	196 572 \$
			Sous-total		648 473 \$
2023-06-09G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de mouvement de sol menaçant la résidence principale sise au 5692, rue Saint-Laurent, dans la ville de Lévis				
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	145 255 \$
			Sous-total		145 255 \$
2023-06-24G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues du 24 au 26 juin 2023, dans des municipalités du Québec				
		05	ESTRIE	M	23 037 \$
			Sous-total		23 037 \$

Question 231

Suite

2023-07-01G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents violents survenus le 1 ^{er} juillet 2023, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	P	1 245 \$
	02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P	54 090 \$
	02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	E	34 841 \$
	02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	M	410 914 \$
	05	ESTRIE	M	22 449 \$
	Sous-total			523 539 \$
2023-07-04G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres - Pluies abondantes et vents violents survenus le 4 juillet 2023, dans des municipalités du Québec			
	04	MAURICIE	M	5 012 \$
	Sous-total			5 012 \$
2023-07-07G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues du 7 au 11 juillet 2023, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	174 524 \$
	02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	M	4 271 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	P	166 373 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	E	64 032 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	102 681 \$
	04	MAURICIE	P	104 899 \$
	04	MAURICIE	E	77 632 \$

Question 231

Suite

		04	MAURICIE	M	108 000 \$
		05	ESTRIE	P	3 080 \$
		05	ESTRIE	M	318 805 \$
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	113 417 \$
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	E	43 168 \$
		Sous-total			1 280 883 \$
2023-07-13G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents violents survenus du 13 au 16 juillet 2023, dans des municipalités du Québec				
		01	BAS-SAINT-LAURENT	M	56 057 \$
		03	CAPITALE-NATIONALE	P	25 295 \$
		03	CAPITALE-NATIONALE	E	173 189 \$
		03	CAPITALE-NATIONALE	M	2 629 \$
		05	ESTRIE	P	2 742 \$
		05	ESTRIE	M	50 338 \$
		12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	1 674 \$
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	P	5 900 \$
		Sous-total			317 825 \$
2023-07-18G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents violents survenus du 18 au 21 juillet 2023, dans des municipalités du Québec				
		14	LANAUDIÈRE	P	193 725 \$
		14	LANAUDIÈRE	E	42 191 \$
		14	LANAUDIÈRE	M	18 392 \$
		Sous-total			254 308 \$

Question 231

Suite

2023-08-07G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues du 7 au 9 août 2023, dans des municipalités du Québec		
	03	CAPITALE-NATIONALE P	7 136 \$
		Sous-total	7 136 \$
2023-08-13G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues le 13 août 2023, dans des municipalités du Québec		
	02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN M	14 299 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES P	4 347 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES E	40 122 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES M	5 257 \$
		Sous-total	64 025 \$
2023-08-18G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres - Pluies abondantes survenues les 18 et 19 août 2023, dans des municipalités du Québec		
	03	CAPITALE-NATIONALE E	122 372 \$
	09	CÔTE-NORD M	17 387 \$
		Sous-total	139 759 \$
2023-08-29G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 29 et 30 août 2023, dans des municipalités du Québec		
	05	ESTRIE M	30 734 \$
		Sous-total	30 734 \$
2023-09-07G	Programme d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues le 7 septembre 2023, dans la paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha!		
	01	BAS-SAINT-LAURENT M	26 380 \$
		Sous-total	26 380 \$

Question 231

Suite

2023-10-06G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents violents survenus du 6 au 9 octobre 2023, dans des municipalités du Québec			
		02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	M
				3 724 \$
		04	MAURICIE	P
				95 777 \$
		04	MAURICIE	E
				54 309 \$
		04	MAURICIE	M
				82 156 \$
		14	LANAUDIÈRE	P
				43 901 \$
		14	LANAUDIÈRE	E
				7 474 \$
			Sous-total	287 339 \$
2023-10-31G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 18, rue des Frênes, dans la municipalité de Val-des-Monts			
		07	OUTAOUAIS	E
				389 526 \$
			Sous-total	389 526 \$
2023-11-02G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement à l'imminence de submersion menaçant la résidence principale sise au 108, chemin du Moulin, dans la municipalité de Saint-Félix-d'Otis			
		02	SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P
				41 826 \$
			Sous-total	41 826 \$
2023-11-13G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement à l'imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 40, route 138, dans la municipalité de Franquelin			
		09	CÔTE-NORD	E
				38 000 \$
			Sous-total	38 000 \$

Question 231

Suite

2023-11-14G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement à l'imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 4, rue Labrie, dans le village de Pointe-aux-Outardes			
		09	CÔTE-NORD	E
				535 535 \$
			Sous-total	535 535 \$
2023-11-16G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement notamment à l'imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 65, rue Saint-Aimé, dans la municipalité de Maskinongé			
		04	MAURICIE	P
				221 979 \$
			Sous-total	221 979 \$
2023-12-01G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminences d'inondations causées par la formation de glace survenues du 1 ^{er} décembre 2023 au 31 mars 2024, dans des municipalités du Québec			
		03	CAPITALE-NATIONALE	M
				48 707 \$
		14	LANAUDIÈRE	M
				17 310 \$
		16	MONTÉRÉGIE	M
				47 469 \$
		17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M
				21 650 \$
			Sous-total	135 136 \$
2023-12-03G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Risque imminent d'inondation constaté le 3 décembre 2023, dans des municipalités du Québec			
		06	MONTRÉAL	O
				851 000 \$
		15	LAURENTIDES	P
				23 205 \$
		15	LAURENTIDES	M
				322 771 \$
			Sous-total	1 196 976 \$

Question 231

Suite

2023-12-17G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents violents survenus du 17 au 19 décembre 2023, dans des municipalités du Québec		
	02 SAGUENAY–LAC-SAINT-JEAN	P	2 555 \$
	03 CAPITALE-NATIONALE	P	1 100 639 \$
	03 CAPITALE-NATIONALE	E	13 361 \$
	03 CAPITALE-NATIONALE	M	49 714 \$
	04 MAURICIE	M	70 \$
	05 ESTRIE	M	32 826 \$
	11 GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	19 571 \$
	14 LANAUDIÈRE	P	376 331 \$
	16 MONTÉRÉGIE	P	189 216 \$
	16 MONTÉRÉGIE	M	2 534 \$
	Sous-total		1 786 818 \$
2023-12-21G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement à l'imminence d'érosion et de submersion menaçant le bâtiment sis au 110, rue Poirier, dans la paroisse de Sainte-Flavie		
	01 BAS-SAINT-LAURENT	P	211 323 \$
	Sous-total		211 323 \$
2023-12-28G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 2961, boulevard de la Base-du-Roc, dans la ville de Joliette		
	14 LANAUDIÈRE	P	9 652 \$
	Sous-total		9 652 \$

Question 231

Suite

2024-01-08G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement à une inondation survenue du 8 au 15 janvier 2024, dans la municipalité de Trois-Rives			
	04 MAURICIE	P		2 200 \$
	Sous-total			2 200 \$
2024-01-09G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement à une tempête hivernale survenue les 9 et 10 janvier 2024, dans des municipalités du Québec			
	05 ESTRIE	E		18 910 \$
	09 CÔTE-NORD	P		1 609 \$
	09 CÔTE-NORD	E		52 200 \$
	11 GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P		126 442 \$
	Sous-total			199 161 \$
2024-01-13G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Tempête hivernale survenue le 13 janvier 2024, dans des municipalités du Québec			
	11 GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P		683 411 \$
	11 GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E		180 126 \$
	Sous-total			863 537 \$
2024-02-07G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement à l'imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 60, rang Saint-François, dans la paroisse de Saint-Urbain			
	03 CAPITALE-NATIONALE	E		379 126 \$
	Sous-total			379 126 \$
2024-02-29G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 19, chemin de la Fenière, dans la municipalité de Lac-Beauport			
	03 CAPITALE-NATIONALE	P		301 406 \$
	Sous-total			01 406 \$

Question 231

Suite

2024-03-01G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 1140-1142, rue Leclaire, dans la ville de Saint-Césaire			
		16	MONTÉRÉGIE	E
				490 500 \$
			Sous-total	490 500 \$
2024-03-06G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence d'érosion menaçant les installations septiques du bâtiment sis au 22, rue du Rivage, dans la ville de Cap-Chat			
		11	GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P
				12 918 \$
			Sous-total	12 918 \$
2024-03-26G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de submersion et d'érosion menaçant le bâtiment sis au 6975, rue des Chalets, dans la ville de Sept-Îles			
		09	CÔTE-NORD	P
				339 651 \$
			Sous-total	339 651 \$
2024-03-28G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de mouvements de sol menaçant les bâtiments sis aux 413 et 414, chemin de la Plage-Saint-Laurent, dans la ville de Saint-Augustin-de-Desmaures			
		03	CAPITALE-NATIONALE	P
				382 689 \$
		03	CAPITALE-NATIONALE	M
				5 000 \$
			Sous-total	387 689 \$
2024-04-04G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Tempête printanière survenue le 4 avril 2024, dans la municipalité de Très-Saint-Rédempteur			
		16	MONTÉRÉGIE	M
				2 151 \$
			Sous-total	2 151 \$

Question 231

Suite

2024-04-11G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Inondations et pluies survenues du 11 au 18 avril 2024, dans des municipalités du Québec			
	08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	P	179 490 \$
	08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	M	8 569 \$
	14	LANAUDIÈRE	P	2 034 540 \$
	14	LANAUDIÈRE	E	101 489 \$
	15	LAURENTIDES	P	140 270 \$
	15	LAURENTIDES	E	1 150 \$
	Sous-total			2 465 508 \$
2024-05-01G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de mouvements de sol menaçant les bâtiments sis aux 682 et 686, rue Fréchette ainsi qu'aux 97 et 99, rue Paillé, dans la paroisse de Saint-Léon-le-Grand			
	04	MAURICIE	P	40 320 \$
	04	MAURICIE	M	1 329 \$
	Sous-total			41 649 \$
2024-05-03G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 3, chemin des Sapins, dans la municipalité de Lac-Beauport			
	03	CAPITALE-NATIONALE	P	405 323 \$
	Sous-total			405 323 \$
2024-05-08G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 639, chemin de Joliette, dans la municipalité de Lanoraie			
	14	LANAUDIÈRE	P	260 804 \$
	Sous-total			260 804 \$

Question 231

Suite

2024-05-31G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Dommages causés aux installations septiques du bâtiment sis au 34, rue de l'Anse, dans la municipalité de Saint-François-du-Lac, à la suite d'un mouvement de sol			
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	P	24 617 \$
		Sous-total		24 617 \$
2024-06-21G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 219, rue Sainte-Adèle, dans la ville de Saint-Charles-Borromée			
	14	LANAUDIÈRE	P	379 679 \$
		Sous-total		379 679 \$
2024-06-22G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues du 22 au 24 juin 2024, dans des municipalités du Québec			
	14	LANAUDIÈRE	P	4 500 \$
	14	LANAUDIÈRE	E	20 654 \$
	15	LAURENTIDES	P	168 703 \$
	15	LAURENTIDES	E	76 797 \$
		Sous-total		270 654 \$
1013-2024 2024-06-24S	Programme d'assistance financière spécifique relatif aux incendies de forêt du printemps et de l'été 2024 au Québec			
	08	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	P	4 500 \$
	09	CÔTE-NORD	P	493 500 \$
		Sous-total		498 000 \$
2024-07-03G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis 66, rue des Érables, dans la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval			
	03	CAPITALE-NATIONALE	P	338 623 \$
		Sous-total		338 623 \$

Question 231

Suite

2024-07-10G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents violents survenus les 10 et 11 juillet 2024, dans des municipalités du Québec			
	05	ESTRIE	P	35 558 \$
	05	ESTRIE	E	50 347 \$
	05	ESTRIE	M	159 554 \$
		Sous-total		245 459 \$
2024-07-11G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 351, rue Potvin, dans la municipalité de Sainte-Sophie			
	15	LAURENTIDES	P	28 974 \$
		Sous-total		28 974 \$
2024-07-13G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents survenus le 13 juillet 2023, dans la municipalité de Saint-Simon-les-Mines			
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	25 570 \$
		Sous-total		25 570 \$
2024-07-31G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents violents survenus le 31 juillet 2024, dans des municipalités du Québec			
	03	CAPITALE-NATIONALE	E	12 370 \$
		Sous-total		12 370 \$
2024-08-09G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes et vents violents survenus les 9 et 10 août 2024, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	P	3 614 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	P	31 706 \$

Question 231

Suite

03	CAPITALE-NATIONALE	E	14 681 \$
03	CAPITALE-NATIONALE	M	38 289 \$
04	MAURICIE	P	5 871 651 \$
04	MAURICIE	E	986 811 \$
04	MAURICIE	M	277 550 \$
05	ESTRIE	P	121 983 \$
06	MONTRÉAL	P	401 909 \$
06	MONTRÉAL	E	56 093 \$
07	OUTAOUAIS	P	32 880 \$
07	OUTAOUAIS	E	63 328 \$
12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	6 903 \$
13	LAVAL	P	768 161 \$
14	LANAUDIÈRE	P	16 666 458 \$
14	LANAUDIÈRE	E	1 600 421 \$
14	LANAUDIÈRE	M	349 517 \$
15	LAURENTIDES	P	2 319 753 \$
15	LAURENTIDES	E	592 055 \$
15	LAURENTIDES	M	170 000 \$
16	MONTÉRÉGIE	P	1 314 315 \$
16	MONTÉRÉGIE	E	119 354 \$
17	CENTRE-DU-QUÉBEC	P	25 742 \$
Sous-total			31 833 173 \$

Question 231

Suite

2024-08-18G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Pluies abondantes survenues les 18 et 19 août 2024, dans des municipalités du Québec			
		07	OUTAOUAIS	P
				26 820 \$
			Sous-total	26 820 \$
2024-09-30G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 22, chemin du Rocher, dans la municipalité de Lac-Beauport			
		03	CAPITALE-NATIONALE	P
				366 926 \$
			Sous-total	366 926 \$
2024-10-04G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 1884, rue de la Plage, dans la ville de Saint-Lin--Laurentides			
		14	LANAUDIÈRE	P
				399 752 \$
			Sous-total	399 752 \$
2024-10-16G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 2711, rue Buteau, dans la paroisse de Saint-Barthélemy			
		14	LANAUDIÈRE	P
				345 626 \$
			Sous-total	345 626 \$
2024-10-24G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 2230, rue Cartier, dans la municipalité de Sainte-Julienne			
		14	LANAUDIÈRE	P
				346 500 \$
			Sous-total	346 500 \$

Question 231

Suite

2024-11-07G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 1790, rue York, dans la municipalité de Saint-Cuthbert	14	LANAUDIÈRE	P	4 099 \$
			Sous-total		4 099 \$
2024-11-08G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 180, rue York, dans la paroisse de Saint-Barthélemy	14	LANAUDIÈRE	P	3 680 \$
		14	LANAUDIÈRE	E	17 419 \$
			Sous-total		21 099 \$
2024-11-15G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 921, avenue Royale, dans la ville de Louiseville	04	MAURICIE	P	4 139 \$
			Sous-total		4 139 \$
2024-11-18G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 430, rue York, dans la paroisse de Saint-Barthélemy	14	LANAUDIÈRE	P	293 707 \$
			Sous-total		293 707 \$
2024-11-29G	Programme général d'assistance financière lors de sinistres – Imminence de mouvements de sol menaçant les bâtiments sis aux 575, 590, 610 et 620, rang du Haut-de-la-Rivière et le bâtiment sis sur le lot 5744939, dans la municipalité de Pierreville	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	P	409 807 \$
			Sous-total		409 807 \$
			GRAND TOTAL		80 442 831 \$

Question 232

Bilan de l’implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l’obligation et à l’implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Bilan de l’implantation des schémas de couverture de risques incendie

Au 31 janvier 2025, un total de 59 autorités régionales ont un schéma de couverture de risques incendie révisé et mis en œuvre alors que 44 autorités régionales ont un schéma en révision.

Ventilation par régions

RÉGIONS	Schéma révisé mis en œuvre	Schéma en révision	
Bas-Saint-Laurent	5	3	La Matanie, La Matapédia, La Mitis, Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, Les Basques
Saguenay-Lac-Saint-Jean	4	1	Le Domaine-du-Roy, Le Fjord-du-Saguenay, Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine, Saguenay
Capitale-Nationale	7	0	Charlevoix-Est, L’Île-d’Orléans, La Jacques-Cartier, Portneuf, Agglomération de Québec, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix
Mauricie	4	2	Agglomération de La Tuque, Maskinongé, Shawinigan, Trois-Rivières, Mékinac, Les Chenaux
Estrie	4	5	Brome-Missisquoi, Coaticook, Memphrémagog, Sherbrooke, La Haute-Yamaska, Le Val-Saint-François, Le Haut-Saint-François, Les Sources, Le Granit
Montréal	--	1	Agglomération de Montréal
Outaouais	3	2	Les Collines-de-l’Outaouais, Gatineau, Papineau, La Vallée-de-la-Gatineau, Pontiac
Abitibi-Témiscamingue	1	4	Abitibi, Rouyn-Noranda, Témiscamingue, La Vallée-de-l’Or, Abitibi-Ouest
Côte-Nord	3	3	Le Golfe-du-Saint-Laurent, La Haute-Côte-Nord, Manicouagan, Minganie, Sept-Rivières, Caniapiscau
Nord-du-Québec	1	1	Administration régionale Kativik, gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2	4	Bonaventure, La Côte-de-Gaspé, La Haute-Gaspésie, Les Îles-de-la-Madeleine, Le Rocher-Percé, Avignon
Chaudière-Appalaches	3	7	Bellechasse, Les Etchemins, L’Islet, Lévis, Lotbinière, La Nouvelle-Beauce, Montmagny, Beauce-Centre, Les Appalaches, Beauce-Sartigan
Laval	1	--	Laval

Question **232**

Suite

RÉGIONS	Schéma révisé mis en œuvre	Schéma en révision	
Lanaudière	4	2	D'Autray, Les Moulins, Joliette, Matawinie, L'Assomption, Montcalm
Laurentides	5	3	Antoine-Labelle, Argenteuil, Les Laurentides, Les Pays-d'en-Haut, La Rivière-du-Nord, Thérèse-De Blainville, Deux-Montagnes, Mirabel
Montréal	8	5	Acton, Le Haut-Richelieu, Marguerite-D'Youville, Agglomération de Longueuil, Pierre-De Saurel, La Vallée-du-Richelieu, Vaudreuil-Soulanges, Les Maskoutains, Rouville, Le Haut-Saint-Laurent, Les Jardins-de-Napierville, Roussillon, Beauharnois-Salaberry
Centre-du-Québec	4	1	Arthabaska, Bécancour, L'Érable, Drummond, Nicolet-Yamaska

Stratégies et orientations pour les schémas de couverture de risques
Le MSP accompagne en continu les municipalités et les MRC dans la mise en œuvre et la révision de leur schéma de couverture de risques.

Question **233**

État d'avancement de la mise en œuvre des mesures prévues au Plan d'action en matière de sécurité civile relative aux inondations. Bilan du Plan d'action. Échéancier prévu pour l'application des mesures.

Le Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations a pris fin le 31 mars 2022. Pour plus d'informations, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **234**

Détails de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.

Support et accompagnement des municipalités :

Peu importe le nombre d'habitants dans une municipalité, cette dernière est maîtresse d'œuvre de la sécurité civile sur son territoire. Concrètement, elle doit se préparer à répondre aux sinistres et consigner le résultat de cette planification dans un plan municipal de sécurité civile, adopté par le conseil municipal. Lorsqu'un sinistre survient sur son territoire, elle a la responsabilité de mettre en œuvre les mesures qui s'imposent pour protéger ses citoyens. Le rôle du Sous-ministériat de la sécurité civile et de la sécurité incendie (SMSCSI) du ministère de la Sécurité publique (MSP) est de venir appuyer les municipalités dans leurs actions. Le ministère est proactif et soutient les municipalités afin qu'elles se conforment minimalement au Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre, entré en vigueur le 9 novembre 2019. Plusieurs outils sont aussi développés et mis à la disposition des municipalités afin qu'elles puissent bonifier leur préparation tout risque et voir au besoin à une préparation adaptée en fonction des risques présents sur leur territoire.

Lorsque des événements exceptionnels surviennent, le MSP est prêt à soutenir les municipalités et à intervenir en mettant à leur disposition les ressources et l'expertise internes, mais aussi celle des différents ministères et organismes, par l'intermédiaire des organisations régionales de la sécurité civile et de l'Organisation de la sécurité civile du Québec. Le MSP coordonne l'action gouvernementale et est en contact avec les municipalités touchées pour les aider à prendre en compte les enjeux vécus. Lorsque la situation le requiert, le MSP peut dépêcher du personnel sur les lieux pour aider les municipalités.

Assistance financière :

Le Programme général d'assistance financière lors de sinistres (PGAF) permet d'accorder une aide financière aux municipalités pour le déploiement de mesures préventives temporaires, de mesures d'intervention ou de rétablissement et pour la réparation des dommages aux biens essentiels à la suite d'un sinistre admissible. Le PGAF permet également d'accorder une assistance financière aux particuliers (propriétaires et locataires, d'une résidence principale), aux propriétaires de bâtiments locatifs et aux entreprises ayant subi des préjudices, de même qu'aux organismes communautaires ayant porté assistance aux sinistrés. Ce programme est mis en œuvre dans les jours suivant le sinistre, ce qui permet aux bénéficiaires de recevoir une aide financière très rapidement.

Selon ce programme, la municipalité devra assumer une participation financière selon le type de préjudices réclamés. Entre autres, pour les mesures d'intervention ou de rétablissement ainsi que pour la réparation des dommages aux biens essentiels, le montant de la participation financière de la municipalité est fixé en fonction de l'évaluation démographique de la municipalité au courant de l'année de la survenue du sinistre. Les trois premiers dollars par habitant de dépenses admissibles sont assumés entièrement par la municipalité. Pour recevoir une aide financière, le montant des dépenses admissibles de la municipalité doit donc dépasser le triple de sa population. Par exemple, pour une municipalité de 100 000 habitants, ses dépenses admissibles pour les mesures d'intervention ou de rétablissement ainsi que pour la réparation des dommages aux biens essentiels doivent dépasser 300 000 \$ pour que le MSP lui accorde une aide financière. Si une municipalité est en précarité financière selon l'analyse du MSP, elle pourra être exonérée en partie de sa participation financière en vertu du programme.

Question **235**

Montant dédié au Cadre de prévention des principaux risques naturels pour 2024-2025. Prévisions pour 2025-2026.

	2024-2025
Crédits réguliers du MSP	15 042 493 \$
Fonds d'électrification et de changements climatiques (FECC) - Plan pour une économie verte 2030 (MELCCFP)	8 500 000 \$
Fonds du Plan Nord (FPN) - Plan d'action nordique 2023-2028 (Société du Plan Nord)	850 000 \$

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 236

État de situation au 31 mars 2025 de la mise en œuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 et de son plan d'action national. Préciser les budgets pour 2024-2025 et fournir les prévisions pour 2025-2026. Ventiler la mise en œuvre par :

- a) Orientation de la Politique;
- b) Objectif de la Politique;
- c) Ministère de mise en œuvre;
- d) Résultats atteints en 2024-2025;
- e) Échéancier et actions de mise en œuvre pour 2025-2026;
- f) Budget pour chaque action ;
- g) Tout document produit à cet effet.

a) et b) Orientations et objectifs de la Politique

La Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 (PQSC) précise la vision, les fondements, les orientations et les objectifs devant permettre d'accroître la résilience des collectivités aux catastrophes. Elle interpelle l'ensemble des acteurs de la société et cherche à favoriser une plus grande responsabilisation de tous. Elle se veut l'assise à partir de laquelle seront déployées les diverses mesures en matière de sécurité civile. La PQSC s'articule autour de cinq orientations couvrant les principales catégories de mesures à mettre en œuvre à cet effet :

- consolider le système québécois de sécurité civile;
- améliorer la connaissance des risques;
- accroître le partage d'information et le développement des compétences;
- recourir en priorité à la prévention;
- renforcer la capacité de réponse aux catastrophes.

c) Ministère de mise en œuvre

En vue d'assurer la mise en œuvre de la PQSC et de favoriser la concertation entre les divers acteurs, l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) s'est vu confier le mandat d'élaborer un plan d'action national (PAN). Un sous-comité de l'OSCQ a été mis en place à cet effet. Le PAN se décline en deux phases : la phase 1 (à partir de 2014) et la phase 2 (à partir de 2020). Amorcée en 2014, la phase 1 concerne le gouvernement du Québec. Plus de 20 ministères et organismes (MO) portent des dizaines d'actions et plus de 130 mesures, consolidant à terme l'expertise en sécurité civile du gouvernement du Québec. La phase 2 du PAN, pour sa part, concerne les autres acteurs de la société québécoise visés par la PQSC. Les 26 réalisations reviennent à des citoyens, à des communautés autochtones, à des municipalités et à des organisations de la société civile. Dans ce cas, 16 MO mettent leurs expertises en sécurité civile à la disposition des autres acteurs, les accompagnent et les soutiennent dans leurs efforts pour devenir plus résilients aux catastrophes. Les deux phases se sont terminées en décembre 2024.

L'OSCQ doit assurer un suivi régulier de la mise en œuvre de la PQSC. Pour ce faire, le MSP prépare un état de situation annuel de même qu'un bilan final (dépôt prévu en 2025).

Question **236**

Suite

d) Résultats atteints en 2024-2025

La phase 2 a été approuvée le 5 avril 2022. Les redditions de comptes annuelles de 2024 pour les phases 1 et 2 sont en cours.

e) Échéancier et actions de mise en œuvre pour 2025-2026

Des actions et des mesures de la phase 1 du PAN ont été réalisées par les MO jusqu'en décembre 2024. Les réalisations attendues de la phase 2 du PAN ont exigé quant à elles que des MO accompagnent des citoyens, des municipalités, des communautés autochtones et des organisations de la société civile. Le sous-comité de l'OSCQ sur le PAN et le ministère de la Sécurité publique, coordonnateur de la PQSC, continuent d'assumer la responsabilité de l'ensemble des travaux liés jusqu'à la complétion du PAN. À cet effet, le MSP a lancé la collection d'information pour la production du bilan annuel du PAN pour 2024 et la rédaction du bilan final de la mise en œuvre de la PQSC.

Bien que le PAN soit terminé, la PQSC demeure d'actualité à titre de document d'orientation pour la mise en œuvre de la *Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres* entrée en vigueur le 28 mai 2024, remplaçant ainsi la *Loi sur la sécurité civile*.

f) Budget pour chaque action

Les activités liées au PAN sont réalisées à même les crédits et les effectifs réguliers des MO concernés.

g) Tout document produit à cet effet

Veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Question **237**

Nombre de dossiers du Programme général d'indemnisation et d'aide financière qui sont fermés et ceux encore ouverts en date du 31 mars 2025, ventilés par ville ou municipalité.

Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents (2019)

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Abercorn	0	1	1
Adstock	0	1	1
Alma	2	1	3
Amherst	0	44	44
Amos	0	2	2
Amqui	0	1	1
Arundel	0	4	4
Aumond	1	3	4
Austin	0	2	2
Baie-du-Febvre	0	1	1
Baie-Sainte-Catherine	0	1	1
Baie-Saint-Paul	0	5	5
Baie-Trinité	0	2	2
Barnston-Ouest	0	1	1
Batiscan	0	13	13
Beauceville	1	220	221
Beauharnois	0	2	2
Beaumont	0	2	2
Beaupré	0	2	2
Bécancour	0	30	30
Bedford	0	1	1
Beloeil	0	1	1

Question 237

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Berthier-sur-Mer	0	2	2
Berthierville	0	2	2
Biencourt	0	2	2
Blainville	0	2	2
Blue Sea	0	2	2
Boileau	0	2	2
Boisbriand	0	36	36
Boischatel	0	5	5
Bois-des-Filion	0	1	1
Bolton-Est	0	1	1
Bolton-Ouest	1	0	1
Bonaventure	0	4	4
Bouchette	0	1	1
Bowman	0	1	1
Brébeuf	0	6	6
Brigham	0	2	2
Bristol	0	5	5
Brome	0	1	1
Brownsburg-Chatham	0	8	8
Bryson	0	2	2
Bury	0	9	9
Campbell's Bay	0	13	13
Cantley	0	3	3
Cap-Chat	0	1	1

Question 237

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Cap-Saint-Ignace	0	3	3
Cap-Santé	0	1	1
Carignan	0	4	4
Cascapédia-Saint-Jules	0	2	2
Causapscal	0	1	1
Cayamant	0	1	1
Chambord	0	2	2
Champlain	0	24	24
Chandler	0	3	3
Chapeau	0	1	1
Châteauguay	0	18	18
Château-Richer	0	4	4
Chelsea	1	5	6
Chénéville	0	1	1
Chertsey	0	3	3
Chichester	0	9	9
Chute-aux-Outardes	0	1	1
Chute-Saint-Philippe	1	4	5
Clarenceville	0	1	1
Clarendon	0	1	1
Clermont	0	2	2
Coaticook	0	2	2
Colombier	2	7	9
Compton	0	3	3

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Contrecoeur	0	1	1
Cookshire-Eaton	0	8	8
Cowansville	0	60	60
Crabtree	0	3	3
Dégelis	0	1	1
Déléage	0	6	6
Denholm	0	3	3
Desbiens	0	1	1
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	0	2	2
Deux-Montagnes	1	14	15
Dolbeau-Mistassini	0	1	1
Drummondville	0	5	5
Dudswell	0	1	1
Duhamel	0	7	7
Duhamel-Ouest	0	1	1
Duparquet	0	16	16
Durham-Sud	0	1	1
East Farnham	0	1	1
Eastman	0	4	4
Entrelacs	0	1	1
Farnham	0	1	1
Fassett	0	3	3
Fatima	0	1	1
Ferme-Neuve	0	32	32
Fort-Coulonge	0	105	105

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Fossambault-sur-le-Lac	0	5	5
Franquelin	0	1	1
Frelighsburg	0	1	1
Frontenac	1	0	1
Gaspé	0	10	10
Gatineau	1	793	794
Gracefield	1	11	12
Grande-Rivière	0	2	2
Grande-Vallée	1	18	19
Grand-Remous	0	1	1
Grenville	0	1	1
Grenville-sur-la-Rouge	0	24	24
Grosse-Île	0	3	3
Ham-Nord	0	1	1
Ham-Sud	0	2	2
Harrington	0	4	4
Hatley	0	2	2
Havelock	0	1	1
Hébertville	0	3	3
Hébertville-Station	0	1	1
Hérouxville	0	1	1
Huberdeau	1	5	6
Hudson	0	30	30
Inverness	0	4	4
Ivry-sur-le-Lac	0	2	2

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Joliette	0	8	8
Kazabazua	0	3	3
Kiamika	0	5	5
Labelle	0	14	14
Lac-aux-Sables	1	3	4
Lac-Beauport	0	10	10
Lac-Bouchette	0	1	1
Lac-Brome	0	1	1
Lac-Delage	0	2	2
Lac-des-Écorces	0	2	2
Lac-des-Plages	1	0	1
Lac-du-Cerf	0	2	2
Lac-Etchemin	0	5	5
Lachute	1	81	82
Lacolle	0	1	1
La Conception	0	12	12
Lac-Saguay	0	2	2
Lac-Saint-Paul	0	1	1
Lac-Simon	0	8	8
Lac-Supérieur	2	9	11
La Doré	0	1	1
La Macaza	0	2	2
La Malbaie	0	3	3
Lambton	0	1	1
La Minerve	0	2	2

Question 237

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
La Motte	0	2	2
L'Ancienne-Lorette	0	1	1
L'Ange-Gardien	0	9	9
Lanoraie	0	1	1
L'Anse-Saint-Jean	2	3	5
La Pêche	1	10	11
La Pocatière	0	1	1
La Prairie	0	1	1
L'Ascension	0	1	1
L'Assomption	0	6	6
La Tuque	0	3	3
Laurierville	0	1	1
Laval	1	406	407
Lavaltrie	0	2	2
Laverlochère-Angliers	0	2	2
La Visitation-de-l'Île-Dupas	0	16	16
L'Épiphanie	0	7	7
Léry	0	2	2
Les Bergeronnes	0	4	4
Les Cèdres	0	1	1
Les Éboulements	0	1	1
Les Îles-de-la-Madeleine	4	77	81
Lévis	0	20	20
L'Île-Cadieux	0	16	16
L'Île-du-Grand-Calumet	0	15	15

Question 237

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
L'Île-Perrot	0	44	44
Lingwick	0	3	3
L'Isle-aux-Allumettes	0	29	29
L'Isle-aux-Coudres	0	4	4
L'Islet	0	13	13
Lochaber	0	3	3
Lochaber-Partie-Ouest	0	2	2
Longue-Rive	0	4	4
Longueuil	0	16	16
Lorraine	1	11	12
Louiseville	1	58	59
Low	0	1	1
Magog	0	5	5
Mandeville	1	15	16
Maniwaki	0	16	16
Mansfield-et-Pontefract	0	177	177
Maria	0	3	3
Maricourt	0	1	1
Marsoui	0	2	2
Marston	0	4	4
Martinville	0	2	2
Mascouche	1	5	6
Maskinongé	0	58	58
Matane	1	5	6
Matapédia	0	12	12

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Mayo	0	24	24
Melbourne	0	1	1
Métabetchouan-Lac-à-la-Croix	0	1	1
Mille-Isles	0	2	2
Mirabel	0	48	48
Mont-Blanc	1	5	6
Montcalm	0	7	7
Montcerf-Lytton	0	3	3
Montebello	0	1	1
Mont-Laurier	0	5	5
Montmagny	0	4	4
Montpellier	0	5	5
Montréal	3	413	416
Montréal-Est	0	1	1
Mont-Tremblant	3	21	24
Morin-Heights	0	4	4
Mulgrave-et-Derry	0	1	1
Namur	0	2	2
Natashquan	0	1	1
Nédélec	1	0	1
Neuveville	0	3	3
New Carlisle	0	1	1
New Richmond	0	3	3
Nicolet	0	24	24
Nominingue	0	25	25

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	0	1	1
Notre-Dame-de-Bonsecours	0	4	4
Notre-Dame-de-la-Merci	0	1	1
Notre-Dame-de-la-Paix	1	0	1
Notre-Dame-de-la-Salette	0	2	2
Notre-Dame-de-Lourdes	0	4	4
Notre-Dame-de-Montauban	0	5	5
Notre-Dame-de-Pontmain	0	1	1
Notre-Dame-des-Pins	0	15	15
Notre-Dame-des-Prairies	0	13	13
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	0	1	1
Notre-Dame-du-Laus	0	3	3
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	0	1	1
Notre-Dame-du-Nord	0	1	1
Nouvelle	0	2	2
Ogden	0	2	2
Oka	0	63	63
Orford	0	1	1
Otter Lake	0	3	3
Papineauville	0	35	35
Percé	1	6	7
Petit-Saguenay	0	2	2
Piedmont	0	2	2
Pierreville	1	26	27
Pincourt	0	3	3

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Plaisance	0	4	4
Pohénégamook	0	6	6
Pointe-aux-Outardes	0	1	1
Pointe-Calumet	0	35	35
Pointe-Fortune	0	23	23
Pointe-Lebel	0	3	3
Pontiac	0	145	145
Pont-Rouge	0	4	4
Port-Cartier	0	2	2
Port-Daniel-Gascons	0	4	4
Portneuf	0	1	1
Potton	0	5	5
Prévost	0	7	7
Québec	0	41	41
Ragueneau	0	2	2
Rapide-Danseur	0	4	4
Rawdon	0	3	3
Repentigny	0	3	3
Richmond	0	2	2
Rigaud	2	186	188
Rimouski	0	2	2
Ripon	0	14	14
Rivière-du-Loup	0	1	1
Rivière-Éternité	0	1	1
Rivière-Héva	0	11	11

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Rivière-Ouelle	0	3	3
Rivière-Rouge	0	6	6
Roberval	1	10	11
Rosemère	0	3	3
Rouyn-Noranda	0	32	32
Roxton	0	1	1
Roxton Falls	0	1	1
Roxton Pond	0	1	1
Saguenay	2	15	17
Saint-Adelphe	0	1	1
Saint-Adolphe-d'Howard	0	6	6
Saint-Adrien	0	1	1
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	0	3	3
Saint-Alban	1	4	5
Saint-Alexis	0	1	1
Saint-Alexis-des-Monts	0	2	2
Saint-Alfred	0	1	1
Saint-Alphonse	0	1	1
Saint-Alphonse-Rodriguez	0	1	1
Saint-Ambroise-de-Kildare	0	4	4
Saint-André-Avellin	0	88	88
Saint-André-d'Argenteuil	0	180	180
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	0	2	2
Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	0	3	3
Saint-Armand	0	1	1

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Augustin	0	1	1
Saint-Augustin-de-Desmaures	1	1	2
Saint-Barthélemy	0	29	29
Saint-Basile	0	1	1
Saint-Benjamin	0	3	3
Saint-Benoît-Labre	0	1	1
Saint-Bernard	0	2	2
Saint-Bernard-de-Michaudville	0	1	1
Saint-Blaise-sur-Richelieu	0	3	3
Saint-Bonaventure	0	1	1
Saint-Bruno	0	2	2
Saint-Bruno-de-Guigues	0	2	2
Saint-Calixte	0	13	13
Saint-Camille	0	1	1
Saint-Camille-de-Lellis	0	2	2
Saint-Casimir	0	11	11
Saint-Charles-Borromée	0	5	5
Saint-Charles-de-Bellechasse	0	1	1
Saint-Charles-Garnier	0	1	1
Saint-Charles-sur-Richelieu	0	1	1
Saint-Colomban	0	11	11
Saint-Côme	0	7	7
Saint-Côme-Linière	0	4	4
Saint-Constant	0	2	2
Saint-Cuthbert	0	4	4

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Damien	0	2	2
Saint-Damien-de-Buckland	0	2	2
Saint-Donat	0	1	1
Sainte-Adèle	1	7	8
Sainte-Agathe-des-Monts	0	2	2
Sainte-Anne-de-Beaupré	1	3	4
Sainte-Anne-de-Bellevue	0	11	11
Sainte-Anne-de-la-Pérade	0	39	39
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	0	2	2
Sainte-Anne-de-Sabrevois	0	4	4
Sainte-Anne-des-Lacs	0	2	2
Sainte-Anne-des-Monts	1	2	3
Sainte-Anne-de-Sorel	0	44	44
Sainte-Anne-des-Plaines	0	2	2
Sainte-Aurélie	0	1	1
Sainte-Brigitte-de-Laval	0	19	19
Sainte-Brigitte-des-Saults	0	1	1
Sainte-Catherine-de-Hatley	0	3	3
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	0	4	4
Sainte-Christine	0	1	1
Sainte-Christine-d'Auvergne	0	1	1
Sainte-Clotilde-de-Horton	0	1	1
Saint-Édouard-de-Maskinongé	0	1	1
Sainte-Edwidge-de-Clifton	0	1	1
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	0	6	6

Question 237

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Sainte-Flavie	0	3	3
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	0	5	5
Sainte-Geneviève-de-Berthier	0	7	7
Sainte-Hénédine	0	1	1
Sainte-Julienne	0	5	5
Saint-Éloi	0	1	1
Sainte-Luce	0	3	3
Sainte-Lucie-de-Beauregard	0	2	2
Sainte-Lucie-des-Laurentides	0	2	2
Saint-Elzéar	0	1	1
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	0	4	4
Sainte-Marie	2	931	933
Sainte-Marie-Madeleine	0	1	1
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	1	1628	1629
Sainte-Mélanie	0	10	10
Saint-Émile-de-Suffolk	0	3	3
Sainte-Monique	1	1	2
Sainte-Perpétue	0	1	1
Sainte-Pétronille	0	1	1
Sainte-Rose-de-Watford	0	11	11
Saint-Esprit	1	0	1
Sainte-Thècle	0	1	1
Sainte-Thérèse	0	4	4
Saint-Étienne-de-Bolton	0	1	1
Saint-Étienne-des-Grès	0	2	2

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Eugène	0	1	1
Sainte-Ursule	0	1	1
Saint-Eustache	0	21	21
Saint-Félicien	0	6	6
Saint-Félix-de-Kingsey	0	1	1
Saint-Félix-de-Valois	1	12	13
Saint-Félix-d'Otis	0	3	3
Saint-Ferdinand	0	6	6
Saint-Ferréol-les-Neiges	0	2	2
Saint-Fortunat	0	1	1
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	0	1	1
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	0	3	3
Saint-François-de-Sales	0	1	1
Saint-François-du-Lac	0	1	1
Saint-Fulgence	0	4	4
Saint-Gabriel-de-Brandon	0	2	2
Saint-Gabriel-de-Valcartier	0	5	5
Saint-Gédéon-de-Beauce	0	1	1
Saint-Georges	0	11	11
Saint-Gervais	0	2	2
Saint-Gilles	0	3	3
Saint-Godefroi	0	2	2
Saint-Henri	0	2	2
Saint-Henri-de-Taillon	0	2	2
Saint-Herménégilde	0	1	1

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Hippolyte	0	2	2
Saint-Honoré	0	14	14
Saint-Honoré-de-Shenley	0	2	2
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	0	1	1
Saint-Hyacinthe	0	1	1
Saint-Ignace-de-Loyola	0	11	11
Saint-Irénée	0	2	2
Saint-Isidore	0	1	1
Saint-Isidore-de-Clifton	0	1	1
Saint-Jacques	0	2	2
Saint-Jacques-de-Leeds	0	1	1
Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	0	1	1
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	0	2	2
Saint-Jean-de-Matha	0	3	3
Saint-Jean-Port-Joli	0	2	2
Saint-Jean-sur-Richelieu	0	2	2
Saint-Jérôme	0	3	3
Saint-Joseph-de-Beauce	0	81	81
Saint-Joseph-des-Érables	1	33	34
Saint-Joseph-du-Lac	1	21	22
Saint-Jude	0	1	1
Saint-Just-de-Bretenières	0	2	2
Saint-Justin	1	1	2
Saint-Lambert-de-Lauzon	0	3	3
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	0	3	3

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Léon-de-Standon	0	3	3
Saint-Léon-le-Grand	0	1	1
Saint-Lin-Laurentides	0	1	1
Saint-Louis-de-Blandford	0	1	1
Saint-Louis-de-Gonzague	0	1	1
Saint-Luc-de-Bellechasse	0	1	1
Saint-Lucien	0	1	1
Saint-Magloire	0	2	2
Saint-Malachie	0	1	1
Saint-Marc-des-Carières	0	1	1
Saint-Martin	0	1	1
Saint-Mathieu-de-Rioux	0	1	1
Saint-Maurice	0	2	2
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	0	1	1
Saint-Michel	0	1	1
Saint-Michel-de-Bellechasse	1	3	4
Saint-Michel-des-Saints	0	3	3
Saint-Nazaire	0	2	2
Saint-Omer	0	1	1
Saint-Ours	0	1	1
Saint-Patrice-de-Beaurivage	0	2	2
Saint-Paul	0	5	5
Saint-Paul-de-la-Croix	0	2	2
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	0	5	5
Saint-Paulin	0	6	6

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Philémon	0	1	1
Saint-Philibert	0	1	1
Saint-Philippe	1	1	2
Saint-Pie	0	2	2
Saint-Placide	0	142	142
Saint-Polycarpe	1	1	2
Saint-Prosper	0	2	2
Saint-Raymond	0	70	70
Saint-Rémi-de-Tingwick	1	6	7
Saint-René	0	3	3
Saint-René-de-Matane	0	1	1
Saint-Roch-de-l'Achigan	1	3	4
Saint-Roch-de-Mékinac	0	1	1
Saint-Roch-de-Richelieu	0	1	1
Saint-Samuel	0	1	1
Saint-Sauveur	0	4	4
Saint-Sévère	0	1	1
Saint-Siméon	0	2	2
Saint-Simon-les-Mines	0	4	4
Saint-Stanislas	0	2	2
Saint-Stanislas-de-Kostka	0	3	3
Saint-Thuribe	0	2	2
Saint-Tite-des-Caps	0	7	7
Saint-Ubalde	0	13	13
Saint-Victor	0	2	2

Question 237

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Scott	0	260	260
Senneterre	0	7	7
Senneville	0	3	3
Sept-Îles	0	4	4
Shannon	0	8	8
Shawinigan	1	17	18
Sheenboro	0	2	2
Shefford	0	2	2
Sherbrooke	0	18	18
Stanstead-Est	0	3	3
Stoke	0	1	1
Stoneham-et-Tewkesbury	0	1	1
Stratford	0	4	4
Stukely-Sud	0	1	1
Sutton	0	3	3
Témiscaming	0	1	1
Terrasse-Vaudreuil	0	37	37
Terrebonne	0	5	5
Thurso	0	1	1
Trécesson	0	1	1
Trois-Rives	0	4	4
Trois-Rivières	1	144	145
Upton	0	2	2
Val-David	0	5	5
Val-des-Bois	0	2	2

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Val-des-Lacs	0	16	16
Val-des-Monts	1	26	27
Val-des-Sources	0	6	6
Val-d'Or	0	2	2
Vallée-Jonction	1	163	164
Val-Morin	0	6	6
Val-Racine	0	1	1
Vaudreuil-Dorion	0	35	35
Vaudreuil-sur-le-Lac	0	19	19
Venise-en-Québec	0	1	1
Victoriaville	0	1	1
Waltham	0	23	23
Waterloo	0	1	1
Waterville	0	1	1
Weedon	0	7	7
Wentworth	0	4	4
Wentworth-Nord	0	6	6
Westbury	0	4	4
Wickham	0	2	2
Windsor	0	2	2
Wotton	0	1	1
Yamachiche	1	21	22
Yamaska	0	3	3
Total	73	9126	9199

Au 31 janvier 2025

Question 237

Suite

Les chiffres incluent tous les sinistres depuis la mise en place du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents le 10 avril 2019 jusqu'au 28 mars 2023.

Question 237

Suite

Programme général d'assistance financière lors de sinistre (29 mars 2023)

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Acton Vale	2	2	4
Amherst	0	3	3
Amos	1	0	1
Armagh	0	3	3
Austin	0	4	4
Authier	0	1	1
Authier-Nord	1	0	1
Baie-du-Febvre	1	3	4
Baie-D'Urfé	0	8	8
Baie-Sainte-Catherine	0	4	4
Baie-Saint-Paul	19	305	324
Barraute	1	0	1
Beaconsfield	3	139	142
Béarn	1	0	1
Beauceville	4	2	6
Beauharnois	6	47	53
Beaupré	0	1	1
Bécancour	2	3	5
Berthierville	0	21	21
Blainville	5	27	32
Boisbriand	21	146	167
Bois-des-Filion	0	44	44
Bolton-Est	1	0	1
Bolton-Ouest	0	4	4

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Boucherville	0	9	9
Brébeuf	1	0	1
Bristol	0	2	2
Brossard	0	17	17
Brownsburg-Chatham	0	3	3
Bury	2	0	2
Calixa-Lavallée	1	0	1
Campbell's Bay	0	3	3
Candiac	0	2	2
Cantley	3	3	6
Cap-Chat	0	3	3
Cap-Santé	2	4	6
Carignan	0	1	1
Carleton-sur-Mer	1	0	1
Chambly	0	2	2
Chandler	1	0	1
Charette	4	1	5
Charlemagne	2	15	17
Chartierville	1	1	2
Châteauguay	1	46	47
Château-Richer	0	4	4
Chelsea	11	12	23
Chertsey	2	14	16
Chichester	0	1	1
Chute-Saint-Philippe	1	1	2

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Clermont	0	1	1
Cleveland	0	1	1
Cloridorme	0	7	7
Coaticook	1	2	3
Contrecoeur	0	17	17
Coteau-du-Lac	7	26	33
Côte-Saint-Luc	0	9	9
Cowansville	0	1	1
Crabtree	2	2	4
Dégelis	0	3	3
Déléage	0	1	1
Delson	0	2	2
Denholm	0	1	1
Deux-Montagnes	0	95	95
Dixville	0	2	2
Dolbeau-Mistassini	0	1	1
Dollard-des-Ormeaux	1	215	216
Dorval	1	99	100
Drummondville	1	0	1
Dudswell	0	2	2
Duhamel	3	2	5
Dundee	2	4	6
Dunham	0	2	2
East Hereford	2	3	5
Eastman	0	5	5

Question 237

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Elgin	2	1	3
Entrelacs	3	8	11
Estérel	1	1	2
Ferland-et-Boilleau	0	3	3
Ferme-Neuve	0	3	3
Fort-Coulonge	1	3	4
Franquelin	0	1	1
Frelighsburg	1	1	2
Frontenac	1	0	1
Gaspé	0	5	5
Gatineau	3	215	218
Gore	0	2	2
Granby	0	5	5
Grandes-Piles	1	1	2
Grande-Vallée	0	9	9
Ham-Nord	0	1	1
Hampstead	0	2	2
Ham-Sud	0	1	1
Harrington	0	2	2
Hébertville	0	1	1
Hérouxville	4	2	6
Hinchinbrooke	0	1	1
Huberdeau	1	0	1
Hudson	1	9	10
Huntingdon	0	17	17

Question 237

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Irlande	1	0	1
Ivry-sur-le-Lac	1	1	2
Joliette	1	76	77
Kiamika	2	0	2
Kirkland	2	213	215
Labelle	0	1	1
Lac-aux-Sables	4	16	20
Lac-Beauport	6	22	28
Lac-Brome	0	1	1
Lac-Delage	0	1	1
Lac-des-Écorces	5	1	6
Lac-du-Cerf	1	0	1
Lachine	0	3	3
Lachute	0	33	33
Lac-Normand	0	2	2
La Conception	1	3	4
Lac-Saguay	1	1	2
Lac-Sergent	0	1	1
Lac-Simon	1	1	2
Lac-Supérieur	1	3	4
Lac-Tremblant-Nord	1	0	1
La Macaza	3	11	14
La Malbaie	0	7	7
L'Ange-Gardien	1	0	1
Lanoraie	5	38	43

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
L'Anse-Saint-Jean	4	0	4
La Patrie	1	0	1
La Pêche	3	1	4
La Pocatière	0	1	1
La Prairie	0	4	4
La Sarre	0	1	1
L'Ascension	0	1	1
L'Assomption	14	75	89
Launay	0	1	1
Laval	52	2082	2134
Lavaltrie	8	44	52
Lawrenceville	1	1	2
L'Épiphanie	19	116	135
Léry	0	2	2
Les Cèdres	6	29	35
Les Coteaux	3	27	30
Les Îles-de-la-Madeleine	1	1	2
Lévis	1	3	4
L'Île-Bizard	0	2	2
L'Île-Cadieux	0	2	2
L'Île-du-Grand-Calumet	0	2	2
L'Île-Perrot	2	86	88
L'Isle-aux-Allumettes	0	2	2
L'Islet	1	0	1
Lochaber-Partie-Ouest	1	0	1

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Longueuil	0	156	156
Lorraine	2	9	11
Louiseville	145	183	328
Mandeville	15	97	112
Mansfield-et-Pontefract	3	14	17
Maria	4	4	8
Marieville	0	1	1
Marsoui	0	1	1
Mascouche	49	381	430
Maskinongé	5	22	27
Matane	0	1	1
Matapédia	0	1	1
Mayo	0	1	1
McMasterville	0	2	2
Mercier	0	5	5
Mirabel	5	29	34
Mont-Blanc	3	3	6
Montcalm	1	0	1
Mont-Élie	0	2	2
Mont-Laurier	1	2	3
Montmagny	0	1	1
Montpellier	1	0	1
Montréal	22	1178	1200
Montréal-Est	0	1	1
Montréal-Ouest	0	2	2

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Mont-Royal	0	48	48
Mont-Saint-Pierre	0	1	1
Mont-Tremblant	3	4	7
Morin-Heights	1	8	9
Mulgrave-et-Derry	1	0	1
Namur	1	0	1
New Carlisle	1	0	1
Newport	1	0	1
New Richmond	0	1	1
Nicolet	1	1	2
Nominingue	6	4	10
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	3	35	38
Notre-Dame-de-Lourdes	3	15	18
Notre-Dame-de-Montauban	4	6	10
Notre-Dame-de-Pontmain	0	4	4
Notre-Dame-des-Prairies	3	40	43
Notre-Dame-du-Laus	2	1	3
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5	8	13
Nouvelle	1	2	3
Oka	0	7	7
Ormstown	0	3	3
Otterburn Park	0	1	1
Papineauville	1	1	2
Paspébiac	2	0	2
Percé	2	0	2

Question 237

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Petite-Vallée	1	0	1
Petit-Saguenay	0	4	4
Piedmont	2	5	7
Pierreville	4	1	5
Pincourt	1	113	114
Plaisance	0	1	1
Pohénégamook	3	1	4
Pointe-aux-Outardes	0	2	2
Pointe-Calumet	2	10	12
Pointe-Claire	0	106	106
Pointe-des-Cascades	1	6	7
Pointe-Fortune	0	17	17
Pontiac	2	4	6
Pont-Rouge	0	1	1
Portage-du-Fort	0	1	1
Potton	1	3	4
Preissac	1	0	1
Prévost	1	14	15
Québec	1	20	21
Rapides-des-Joachims	0	1	1
Rawdon	6	26	32
Rémigny	1	0	1
Repentigny	2	421	423
Richelieu	0	2	2
Rigaud	1	63	64

Question 237

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Rivière-à-Pierre	1	2	3
Rivière-Beaudette	0	4	4
Rivière-Bleue	0	1	1
Rivière-Éternité	2	32	34
Rivière-Rouge	9	15	24
Rosemère	4	109	113
Rouyn-Noranda	3	1	4
Roxton Pond	1	2	3
Sacré-Coeur	0	1	1
Sagard	0	3	3
Saguenay	0	20	20
Saint-Adelphe	4	5	9
Saint-Adolphe-d'Howard	2	12	14
Saint-Adrien	0	2	2
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	0	1	1
Saint-Alban	4	4	8
Saint-Alexis	1	2	3
Saint-Alexis-des-Monts	1	7	8
Saint-Alphonse-Rodriguez	5	18	23
Saint-Amable	1	3	4
Saint-Ambroise-de-Kildare	1	4	5
Saint-André-Avellin	1	0	1
Saint-André-d'Argenteuil	1	70	71
Saint-Anicet	0	3	3
Saint-Antoine-sur-Richelieu	0	1	1

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Armand	0	1	1
Saint-Augustin-de-Desmaures	1	2	3
Saint-Barnabé	2	3	5
Saint-Barthélemy	13	19	32
Saint-Basile-le-Grand	0	2	2
Saint-Boniface	4	14	18
Saint-Bruno-de-Montarville	0	1	1
Saint-Calixte	33	41	74
Saint-Camille	0	1	1
Saint-Casimir	4	13	17
Saint-Césaire	2	0	2
Saint-Charles-Borromée	5	51	56
Saint-Claude	0	1	1
Saint-Clet	2	7	9
Saint-Colomban	0	8	8
Saint-Côme	12	30	42
Saint-Constant	2	14	16
Saint-Cuthbert	24	20	44
Saint-Damien	1	20	21
Saint-Denis-de-Brompton	0	1	1
Saint-Didace	1	1	2
Saint-Donat	6	7	13
Sainte-Adèle	1	13	14
Sainte-Agathe-des-Monts	0	2	2
Sainte-Angèle-de-Prémont	5	2	7

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Sainte-Anne-de-Beaupré	0	2	2
Sainte-Anne-de-Bellevue	0	35	35
Sainte-Anne-de-la-Pérade	1	0	1
Sainte-Anne-des-Lacs	0	1	1
Sainte-Anne-de-Sorel	1	7	8
Sainte-Anne-des-Plaines	2	20	22
Sainte-Barbe	2	5	7
Sainte-Béatrix	1	3	4
Sainte-Brigitte-de-Laval	6	18	24
Sainte-Brigitte-des-Saults	1	0	1
Sainte-Catherine	1	1	2
Sainte-Cécile-de-Milton	3	0	3
Sainte-Christine-d'Auvergne	2	0	2
Sainte-Claire	1	10	11
Saint-Édouard-de-Fabre	0	1	1
Saint-Édouard-de-Maskinongé	3	3	6
Sainte-Edwidge-de-Clifton	2	1	3
Sainte-Élisabeth	37	34	71
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	3	30	33
Sainte-Flavie	1	2	3
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	3	0	3
Sainte-Geneviève-de-Berthier	11	22	33
Sainte-Julie	0	3	3
Sainte-Julienne	26	48	74
Saint-Élie-de-Caxton	1	6	7

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Sainte-Lucie-des-Laurentides	1	6	7
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	0	2	2
Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	0	1	1
Sainte-Marcelline-de-Kildare	2	8	10
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	4	9	13
Sainte-Marie-Salomé	3	1	4
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	0	25	25
Sainte-Mélanie	3	10	13
Sainte-Monique	0	1	1
Sainte-Praxède	0	1	1
Sainte-Sophie	8	9	17
Saint-Esprit	7	9	16
Sainte-Thècle	4	4	8
Sainte-Thérèse	12	86	98
Saint-Étienne-de-Beauharnois	0	4	4
Saint-Étienne-de-Bolton	1	0	1
Saint-Étienne-des-Grès	2	2	4
Sainte-Ursule	12	13	25
Saint-Eusèbe	1	0	1
Saint-Eustache	9	252	261
Sainte-Victoire-de-Sorel	0	2	2
Saint-Félix-de-Dalquier	1	0	1
Saint-Félix-de-Valois	8	12	20
Saint-Félix-d'Otis	0	2	2
Saint-François-du-Lac	1	1	2

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Gabriel-de-Brandon	1	7	8
Saint-Gabriel-de-Valcartier	1	0	1
Saint-Georges	0	2	2
Saint-Gilbert	1	0	1
Saint-Guillaume-Nord	1	0	1
Saint-Herménégilde	2	0	2
Saint-Hippolyte	2	6	8
Saint-Honoré	1	0	1
Saint-Honoré-de-Témiscouata	0	2	2
Saint-Hyacinthe	6	2	8
Saint-Ignace-de-Loyola	1	4	5
Saint-Isidore-de-Clifton	1	0	1
Saint-Jacques	16	44	60
Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	1	0	1
Saint-Jacques-le-Mineur	0	4	4
Saint-Jean-de-Matha	1	31	32
Saint-Jean-Port-Joli	0	1	1
Saint-Jean-sur-Richelieu	0	7	7
Saint-Jérôme	12	105	117
Saint-Joachim-de-Shefford	2	2	4
Saint-Joseph-du-Lac	1	29	30
Saint-Julien	0	1	1
Saint-Justin	8	12	20
Saint-Lambert	1	1	2
Saint-Lazare	0	10	10

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Léonard-d'Aston	0	1	1
Saint-Léonard-de-Portneuf	1	1	2
Saint-Léon-de-Standon	0	1	1
Saint-Léon-le-Grand	9	4	13
Saint-Liguori	2	11	13
Saint-Lin-Laurentides	23	47	70
Saint-Louis-de-Gonzague	0	7	7
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	2	10	12
Saint-Luc-de-Vincennes	0	2	2
Saint-Ludger	3	13	16
Saint-Marc-des-Carières	1	3	4
Saint-Marc-sur-Richelieu	1	0	1
Saint-Mathias-sur-Richelieu	0	1	1
Saint-Mathieu	0	1	1
Saint-Mathieu-de-Beloeil	0	5	5
Saint-Mathieu-du-Parc	3	44	47
Saint-Maurice	11	21	32
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	0	2	2
Saint-Narcisse	3	3	6
Saint-Norbert	6	6	12
Saint-Ours	3	9	12
Saint-Pamphile	2	6	8
Saint-Paul	10	73	83
Saint-Paulin	6	14	20
Saint-Philippe	2	0	2

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Pierre	1	0	1
Saint-Placide	0	27	27
Saint-Polycarpe	0	3	3
Saint-Raymond	3	38	41
Saint-Rémi-de-Tingwick	0	1	1
Saint-René	0	1	1
Saint-Robert-Bellarmin	0	2	2
Saint-Roch-de-l'Achigan	5	19	24
Saint-Roch-de-Mékinac	0	2	2
Saint-Roch-de-Richelieu	2	3	5
Saint-Sauveur	0	1	1
Saint-Sévère	2	2	4
Saint-Séverin	1	1	2
Saint-Siméon	0	2	2
Saint-Simon-les-Mines	1	0	1
Saints-Martyrs-Canadiens	1	3	4
Saint-Stanislas	0	1	1
Saint-Stanislas-de-Kostka	0	1	1
Saint-Sulpice	5	57	62
Saint-Télesphore	0	1	1
Saint-Thomas	20	19	39
Saint-Thuribe	2	1	3
Saint-Tite	4	2	6
Saint-Ubalde	7	11	18
Saint-Urbain	13	21	34

Question 237

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Saint-Valérien-de-Milton	1	9	10
Saint-Venant-de-Paquette	2	0	2
Saint-Zénon	2	4	6
Saint-Zotique	1	32	33
Salaberry-de-Valleyfield	8	483	491
Scott	0	1	1
Senneville	0	3	3
Sept-Îles	4	1	5
Shawinigan	12	27	39
Shefford	0	1	1
Sherbrooke	1	7	8
Shigawake	1	0	1
Sorel-Tracy	7	46	53
Stanstead-Est	1	0	1
Stoke	0	1	1
Stoneham-et-Tewkesbury	0	23	23
Stukely-Sud	0	1	1
Témiscouata-sur-le-Lac	1	4	5
Terrasse-Vaudreuil	0	15	15
Terrebonne	4	499	503
Tingwick	0	2	2
Tourville	1	2	3
Très-Saint-Rédempteur	0	1	1
Tring-Jonction	0	1	1
Trois-Pistoles	1	0	1

Question **237**

Suite

Ville ou municipalité	Nombre de dossiers en traitement	Nombre de dossiers complétés	Total de dossiers ouverts
Trois-Rives	0	4	4
Trois-Rivières	8	55	63
Val-David	2	16	18
Val-des-Monts	2	0	2
Val-des-Sources	0	1	1
Val-Morin	2	3	5
Val-Saint-Gilles	1	0	1
Varennes	0	31	31
Vaudreuil-Dorion	8	412	420
Vaudreuil-sur-le-Lac	0	6	6
Verchères	1	13	14
Waltham	0	2	2
Warden	2	0	2
Weedon	1	1	2
Wentworth-Nord	0	1	1
Westbury	0	1	1
Westmount	0	2	2
Wotton	0	1	1
Yamachiche	37	48	85
Total	1292	11576	12868

Au 31 janvier 2025

Les chiffres incluent tous les sinistres depuis la mise en place du Programme général d'assistance financière lors de sinistres le 28 mars 2023.

Question **238**

Liste de tous les montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme et le montant d'évaluation des dommages et la valeur d'évaluation des immeubles concernés, par ville ou municipalité

Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents (PGIAF)

Ville ou municipalité	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme
Amherst	762 331 \$
Beauceville	21 970 125 \$
Bécancour	141 548 \$
Boileau	125 639 \$
Boisbriand	493 316 \$
Brébeuf	364 844 \$
Brownsburg-Chatham	359 000 \$
Campbell's Bay	685 107 \$
Cantley	286 899 \$
Champlain	270 684 \$
Chandler	297 255 \$
Chelsea	269 557 \$
Chertsey	157 754 \$
Colombier	205 807 \$
Cookshire-Eaton	613 007 \$
Cowansville	2 539 789 \$
Déleage	117 304 \$
Duparquet	278 386 \$
Ferme-Neuve	1 481 163 \$
Fort-Coulonge	4 973 222 \$
Gaspé	234 916 \$
Gatineau	17 891 938 \$

Question 238

Suite

Gracefield	173 481 \$
Harrington	372 133 \$
Inverness	113 743 \$
La Motte	235 291 \$
La Pêche	250 509 \$
La Visitation-de-l'Île-Dupas	137 404 \$
Lac-Beauport	172 247 \$
Lachute	3 394 521 \$
Laval	6 066 435 \$
Les Bergeronnes	230 237 \$
Les Îles-de-la-Madeleine	857 902 \$
L'Isle-aux-Allumettes	975 383 \$
Longue-Rive	378 712 \$
Louiseville	877 777 \$
Maniwaki	475 717 \$
Mansfield-et-Pontefract	8 630 763 \$
Marsoui	91 901 \$
Maskinongé	1 082 301 \$
Matane	221 532 \$
Matapédia	380 170 \$
Mayo	1 282 979 \$
Mirabel	2 929 205 \$
Montcerf-Lytton	155 495 \$
Montréal	1 599 971 \$
Mont-Tremblant	248 213 \$
Morin-Heights	131 904 \$

Question 238

Suite

Neuville	405 351 \$
Nicolet	418 768 \$
Notre-Dame-des-Pins	753 387 \$
Notre-Dame-des-Prairies	156 553 \$
Oka	324 500 \$
Papineauville	1 270 317 \$
Pierreville	244 107 \$
Pointe-Calumet	1 850 704 \$
Pontiac	3 871 555 \$
Pont-Rouge	373 318 \$
Port-Daniel-Gascons	249 009 \$
Québec	995 075 \$
Richmond	382 353 \$
Rigaud	6 228 167 \$
Rimouski	116 061 \$
Ripon	222 594 \$
Roberval	316 486 \$
Rouyn-Noranda	224 605 \$
Saguenay	1 492 585 \$
Saint-Ambroise-de-Kildare	217 646 \$
Saint-André-Avellin	8 426 765 \$
Saint-André-d'Argenteuil	6 004 037 \$
Saint-Calixte	246 949 \$
Saint-Colomban	1 148 724 \$
Saint-Côme	218 817 \$
Saint-Côme-Linière	150 845 \$

Question **238**

Suite

Sainte-Anne-de-la-Pérade	190 188 \$
Sainte-Anne-de-Sorel	405 383 \$
Sainte-Julienne	241 774 \$
Sainte-Marie	94 052 253 \$
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	49 505 048 \$
Saint-Eustache	228 629 \$
Saint-Henri	247 269 \$
Saint-Honoré	329 855 \$
Saint-Jérôme	255 562 \$
Saint-Joseph-de-Beauce	8 948 497 \$
Saint-Joseph-des-Érables	702 404 \$
Saint-Joseph-du-Lac	420 283 \$
Saint-Léon-de-Standon	230 356 \$
Saint-Michel-de-Bellechasse	274 833 \$
Saint-Placide	1 044 554 \$
Saint-Rémi-de-Tingwick	723 437 \$
Saint-Roch-de-l'Achigan	271 993 \$
Scott	22 335 511 \$
Sept-Îles	151 932 \$
Shawinigan	2 382 819 \$
Sherbrooke	454 022 \$
Terrasse-Vaudreuil	270 052 \$
Trois-Rivières	440 901 \$
Val-des-Monts	486 277 \$
Val-des-Sources	205 374 \$
Vallée-Jonction	14 336 712 \$

Question 238	Suite

Waltham	213 743 \$
Westbury	177 246 \$
Total	321 821 702 \$

Au 31 janvier 2025

Question **238**

Suite

Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents (PGAF)

Ville ou municipalités	Montants d'allocation de départs octroyés en vertu de ce programme
Baie-Saint-Paul	2 708 958 \$
Cloridorme	397 814 \$
Dégelis	298 512 \$
Fort-Coulonge	280 670 \$
Gaspé	300 360 \$
Gatineau	385 096 \$
La Malbaie	336 019 \$
Lac-aux-Sables	231 951 \$
Lac-Beauport	772 249 \$
Lanoraie	260 804 \$
L'Épiphanie	276 738 \$
Louiseville	28 744 \$
Mandeville	960 242 \$
Maria	578 528 \$
Maskinongé	216 690 \$
Notre-Dame-de-Lourdes	395 789 \$
Notre-Dame-des-Prairies	1 515 178 \$
Nouvelle	162 221 \$
Pierreville	254 591 \$
Pointe-aux-Outardes	535 535 \$
Québec	402 738 \$
Rawdon	10 724 \$
Saint-Barthélemy	1 029 323 \$
Saint-Charles-Borromée	379 679 \$

Question 238

Suite

Saint-Côme	584 134 \$
Saint-Cuthbert	367 922 \$
Sainte-Brigitte-de-Laval	338 623 \$
Sainte-Flavie	211 323 \$
Sainte-Genève-de-Berthier	368 756 \$
Sainte-Julienne	719 959 \$
Saint-Élie-de-Caxton	77 513 \$
Sainte-Mélanie	338 179 \$
Saint-Félix-d'Otis	418 262 \$
Saint-Jean-de-Matha	310 305 \$
Saint-Justin	306 606 \$
Saint-Lin-Laurentides	1 129 134 \$
Saint-Ludger	95 440 \$
Saint-Paul	195 392 \$
Saint-Urbain	897 528 \$
Sept-Îles	339 651 \$
Stoneham-et-Tewkesbury	403 114 \$
Val-des-Monts	389 526 \$
Yamachiche	183 749 \$
Total	20 394 269 \$

Au 31 janvier 2025

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **239**

Liste de tous les montants octroyés en vertu du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents en 2024-2025, à l'exception de l'ouragan Debby, ventilés par sinistre et type d'indemnisation.

Le montant total versé pour cette période est de 75 486 586 \$.

Arrêtés		Particulier	Bâtiment locatif	Entreprise	Municipalité	Organisme	Total des sommes versées
	Total PGIAF et PGAF	47 084 291 \$	41 205 \$	10 620 089 \$	16 890 002 \$	851 000 \$	75 486 586 \$
Données du Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents (PGIAF)							
	Total PGIAF	2 297 276 \$	41 205 \$	464 048 \$	11 530 935 \$	0 \$	14 333 464 \$
AM.0017-2019	Inondations et pluies survenues du 14 au 24 avril 2019, dans des municipalités du Québec	875 099 \$	23 102 \$	57 115 \$	9 456 014 \$	0 \$	10 411 331 \$
AM.0094-2019	Pluies abondantes survenues le 27 juin 2019, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0100-2019	Dommages causés au rang de la Rivière Nord, dans la municipalité de Saint-Esprit, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	86 000 \$	0 \$	86 000 \$
AM.0110-2019	Tempête automnale survenue les 31 octobre et 1 ^{er} novembre 2019, dans des municipalités du Québec	128 624 \$	0 \$	0 \$	16 326 \$	0 \$	144 949 \$
AM.0002-2020	Imminence de submersion côtière menaçant la résidence principale sise au 1863, chemin des Pins, dans la ville de Trois-Rivières	17 971 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	17 971 \$
AM.0003-2020	Imminence de submersion côtière menaçant la résidence principale sise au 168, rue des Campeurs, dans la ville de Sept-Îles	151 932 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	151 932 \$

Question **239**

Suite

AM.0005-2020	Inondations et pluies survenues du 29 mars au 6 avril 2020, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	351 009 \$	0 \$	351 009 \$
AM.0053-2020	Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 652, chemin Riverside, dans la municipalité de La Pêche	11 243 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 243 \$
AM.0054-2021	Inondations survenues en novembre 2020, dans la municipalité de Colombier	31 964 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	31 964 \$
AM.0062-2020	Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2019 au 30 avril 2020, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0064-2020	Dommages causés au chemin Élie-Auclair, dans la municipalité de Saint-Polycarpe, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0075-2020	Dommages occasionnés aux puits d'eau potable de la résidence principale sise au 24, chemin des Lupins, dans la municipalité de Chelsea, par un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0086-2020	Inondations et pluies survenues du 24 au 26 décembre 2020, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	74 733 \$	0 \$	74 733 \$
AM.0060-2021	Inondations survenues le 17 janvier 2021, dans la ville de Chandler	44 588 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	44 588 \$

Question **239**

Suite

AM.0011-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant les résidences principales sises aux 187, 190, 192 et 194, route 138, dans la municipalité des Bergeronnes	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0027-2021	Inondations survenues du 26 mars au 31 mars 2021, dans des municipalités du Québec	20 375 \$	6 619 \$	36 321 \$	0 \$	0 \$	63 315 \$
AM.0057-2021	Pluies abondantes survenues le 30 juin 2021, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	294 562 \$	0 \$	294 562 \$
AM.0066-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment locatif sis au 758-768, avenue d'Almaville, dans la ville de Shawinigan	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0072-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 137, rue Panoramique, dans la ville de Saguenay	5 575 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	5 575 \$
AM.0080-2021	Pluies abondantes et vents violents survenus du 2 au 4 septembre 2021, dans des municipalités du Québec	6 765 \$	0 \$	0 \$	19 785 \$	0 \$	26 550 \$
AM.0086-2021	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux pluies abondantes survenues le 15 juillet 2021, dans le canton de Nédélec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0094-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 40, rang Saint-Charles, dans la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **239**

Suite

AM.0097-2021	Imminence de mouvements de sol menaçant les bâtiments locatifs et les résidences principales sis aux 400-404, 425-427, 445-447, 465, 475-477, 480-484 et 490-496, rue Boisclair et aux 480-482, rue Hogue, dans la ville de Shawinigan	0 \$	11 484 \$	0 \$	0 \$	0 \$	11 484 \$
AM.0018-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 27, chemin Childs, dans la municipalité de Chelsea	51 574 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	51 574 \$
AM.019-2022	Inondations survenues les 25 et 26 février 2022, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0020-2022	Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2021 au 31 mars 2022, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0023-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant les résidences principales sises aux 4 et 8, route 341, dans la municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0028-2022	Inondations et pluies survenues du 4 avril au 24 mai 2022, dans des municipalités du Québec	220 792 \$	0 \$	0 \$	418 918 \$	0 \$	639 710 \$
AM.0029-2022	Vents violents et pluies abondantes survenus le 21 mai 2022, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	34 660 \$	561 635 \$	0 \$	596 295 \$

Question **239**

Suite

AM.0066-2022	Dommages causés au chemin Saint-Thomas Nord, dans la municipalité de L'Anse-Saint-Jean, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM-0068-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 4824, sentier du Phare, dans la ville de Saguenay	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0069-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 570, sentier Potvin, dans la municipalité de Saint-Félix-d'Otis	314 206 \$	0 \$	0 \$	3 501 \$	0 \$	317 708 \$
AM.0070-2022	Pluies abondantes survenues le 13 juin 2022, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	12 893 \$	0 \$	12 893 \$
AM.0076-2022	Pluies abondantes survenues du 21 au 23 juin 2022, dans des municipalités du Québec	16 039 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	16 039 \$
AM.0078-2022	Dommages causés au chemin de la Petite-Carrière, dans la municipalité de Sainte-Ursule, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0086-2022	Pluies abondantes survenues du 7 au 9 août 2022, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	79 986 \$	0 \$	79 986 \$
AM.0102-2022	Dommages causés à la route Racette, dans la ville de Saint-Augustin-de-Desmaures, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **239**

Suite

AM.0103-2022	Tempête Fiona survenue du 23 au 25 septembre 2022, dans des municipalités du Québec	52 650 \$	0 \$	263 130 \$	0 \$	0 \$	315 780 \$
AM.0120-2022	Programme général d'indemnisation et d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents - Pluies abondantes survenues les 18 et 19 octobre 2022 dans la ville de Sept-Îles	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0122-2022	Glissement de terrain survenu le 1 ^{er} novembre 2022, dans la municipalité de Pierreville	258 267 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	258 267 \$
AM.0138-2022	Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 728, chemin de la Cabane-Ronde, dans la ville de Mascouche	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0001-2023	Tempête hivernale survenue les 23 et 24 décembre 2022, dans les municipalités du Québec	89 612 \$	0 \$	72 822 \$	155 574 \$	0 \$	318 008 \$
AM.0005-2023	Glissement de terrain survenu le 1 ^{er} janvier 2023, dans la municipalité de Mont-Blanc	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0010-2023	Dommages causés à la rue Saint-Jean-Baptiste, dans la municipalité de L'Anse-Saint-Jean, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0011-2023	Dommages causés au chemin Élie-Auclair, dans la municipalité de Saint-Polycarpe, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **239**

Suite

AM.0013-2023	Dommages causés à la route Savoie, dans la municipalité de Saint-Justin, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0021-2023	Mouvements de sol menaçant le chemin Riverside, dans la municipalité de La Pêche	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0031-2023	Dommages causés au chemin du Fleuve, dans la municipalité des Cèdres, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Données du Programme général d'assistance financière lors de sinistres (PGAF)							
	Total PGAF	44 787 015 \$	0 \$	10 156 041 \$	5 359 066 \$	851 000 \$	61 153 122 \$
AM.0017-2023	Mouvements de sol menaçant le bâtiment d'une entreprise sis au 1879, boulevard de l'Ange-Gardien Nord, dans la ville de l'Assomption	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0022-2023	Mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 1061, rue Principale, dans la paroisse de Saint-Roch-de-Mékinac	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0038-2023	Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2022 au 30 mars 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	131 673 \$	0 \$	131 673 \$
AM.0019-2023	Tempête printanière survenue le 5 avril 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	620 838 \$	0 \$	620 838 \$

Question **239**

Suite

AM.0025-2023	Inondations et pluies survenues du 7 avril au 2 mai 2023, dans des municipalités du Québec	5 773 356 \$	0 \$	3 521 634 \$	1 255 935 \$	0 \$	10 550 925 \$
AM.0061-2023	Pluies abondantes survenues du 6 au 8 juin 2023, dans des municipalités du Québec	451 901 \$	0 \$	0 \$	196 572 \$	0 \$	648 473 \$
AM.0062-2023	Mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 5692, rue Saint-Laurent, dans la ville de Lévis	0 \$	0 \$	145 255 \$	0 \$	0 \$	145 255 \$
AM.0087-2023	Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 31 mars 2023 au 13 avril 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0092-2023	Pluies abondantes survenues du 24 au 26 juin 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	23 037 \$	0 \$	23 037 \$
AM.0105-2023	Dommages causés au rang du Bas-de-L'Assomption Sud, dans la ville de L'Assomption, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0111-2023	Pluies abondantes survenues le 29 juin 2023, dans la municipalité de Mandeville	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0086-2023	Pluies abondantes et vents violents survenus le 1 ^{er} juillet 2023, dans des municipalités du Québec	55 335 \$	0 \$	34 841 \$	433 363 \$	0 \$	523 539 \$
AM.0098-2023	Pluies abondantes et vents violents survenus le 4 juillet 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	5 012 \$	0 \$	5 012 \$

Question **239**

Suite

AM.0096-2023	Pluies abondantes survenues du 7 au 11 juillet 2023, dans des municipalités du Québec	274 352 \$	0 \$	184 833 \$	821 698 \$	0 \$	1 280 883 \$
AM.0099-2023	Pluies abondantes et vents violents survenus du 13 au 16 juillet 2023, dans des municipalités du Québec	33 937 \$	0 \$	173 189 \$	110 699 \$	0 \$	317 825 \$
AM.0110-2023	Pluies abondantes et vents violents survenus du 18 au 21 juillet 2023, dans des municipalités du Québec	193 725 \$	0 \$	42 191 \$	18 392 \$	0 \$	254 308 \$
AM.0117-2023	Imminence de submersion menaçant la résidence principale sise au 229, rue des Écores, dans la ville de Montmagny	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0118-2023	Dommages causés au rang Saint-André, dans la ville de Saint-Philippe, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0139-2023	Pluies abondantes survenues le 22 juillet 2023, dans le territoire non organisé de Sagard	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0130-2023	Pluies abondantes survenues du 24 au 26 juillet 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0135-2023	Pluies abondantes survenues le 28 juillet 2023, dans la municipalité de Très-Saint-Rédempteur	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0125-2023	Pluies abondantes survenues le 3 août 2023, dans la municipalité de La Bostonnais	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **239**

Suite

AM.0119-2023	Pluies abondantes survenues du 7 au 9 août 2023, dans des municipalités du Québec	7 136 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	7 136 \$
AM.0127-2023	Pluies abondantes survenues le 11 août 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0126-2023	Pluies abondantes survenues le 13 août 2023, dans des municipalités du Québec	4 347 \$	0 \$	40 122 \$	19 556 \$	0 \$	64 025 \$
AM.0129-2023	Pluies abondantes survenues les 18 et 19 août 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	122 372 \$	17 387 \$	0 \$	139 759 \$
AM.0134-2023	Pluies abondantes survenues les 29 et 30 août 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	30 734 \$	0 \$	30 734 \$
AM.0140-2023	Pluies abondantes survenues le 7 septembre 2023, dans la paroisse de Saint-Louis-du-Ha! Ha!	0 \$	0 \$	0 \$	26 380 \$	0 \$	26 380 \$
AM.0145-2023	Pluies abondantes et vents violents survenus du 6 au 9 octobre 2023, dans des municipalités du Québec	139 678 \$	0 \$	61 782 \$	85 879 \$	0 \$	287 339 \$
AM.0150-2023	Dommages causés au chemin du Moulin, dans la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **239**

Suite

AM.0151-2023	Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 18, rue des Frênes, dans la municipalité de Val-des-Monts	0 \$	0 \$	389 526 \$	0 \$	0 \$	389 526 \$
AM.0153-2023	Imminence d'érosion et de submersion menaçant le bâtiment sis au 40, chemin des Pointes, dans la paroisse de Saint-Urbain	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0154-2023	Imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 40, route 138, dans la municipalité de Franquelin	0 \$	0 \$	38 000 \$	0 \$	0 \$	38 000 \$
AM.0155-2023	Imminence de submersion menaçant la résidence principale sise au 108, chemin du Moulin, dans la municipalité de Saint-Félix-d'Otis	41 826 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	41 826 \$
AM.0156-2023	Imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 4, rue Labrie, dans le village de Pointe-aux-Outardes	0 \$	0 \$	535 535 \$	0 \$	0 \$	535 535 \$
AM.0157-2023	Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 65, rue Saint-Aimé, dans la municipalité de Maskinongé	221 979 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	221 979 \$
AM.0159-2023	Dommages causés à la rue Longpré, dans la ville de Mascouche, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0160-2023	Imminence de submersion menaçant les bâtiments sis au 77, route 132 Ouest, dans la ville de Percé	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **239**

Suite

AM.0162-2023	Tempête automnale survenue le 27 novembre 2023, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0161-2023	Risque imminent d'inondation constaté le 3 décembre 2023, dans les municipalités du Québec	23 205 \$	0 \$	0 \$	322 771 \$	851 000 \$	1 196 976 \$
AM.0166-2023	Pluies abondantes et vents violents survenus du 17 au 19 décembre 2023, dans des municipalités du Québec	1 668 742 \$	0 \$	32 932 \$	85 144 \$	0 \$	1 786 818 \$
AM.0002-2024	Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 2961, boulevard de la Base-du-Roc, dans la ville de Joliette	9 652 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	9 652 \$
AM.0003-2024	Tempête hivernale survenue les 9 et 10 janvier 2024, dans des municipalités du Québec	128 051 \$	0 \$	71 110 \$	0 \$	0 \$	199 161 \$
AM.0005-2024	Inondation survenue du 8 au 15 janvier 2024, dans la municipalité de Trois-Rives	2 200 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	2 200 \$
AM.0006-2024	Tempête hivernale survenue le 13 janvier 2024, dans des municipalités du Québec	683 411 \$	0 \$	180 126 \$	0 \$	0 \$	863 537 \$
AM.0008-2024	Dommages causés au chemin Saint-Thomas Nord, dans la municipalité de L'Anse-Saint-Jean, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0011-2024	Imminence d'érosion et de submersion menaçant le bâtiment sis au 110, rue Poirier, dans la paroisse de Sainte-Flavie	211 323 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	211 323 \$

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **239**

Suite

AM.0012-2024	Imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 60, rang Saint-François, dans la paroisse de Saint-Urbain	0 \$	0 \$	379 126 \$	0 \$	0 \$	379 126 \$
AM.0015-2024	Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 1140-1142, rue Leclaire, dans la ville de Saint-Césaire	0 \$	0 \$	490 500 \$	0 \$	0 \$	490 500 \$
AM.0016-2024	Imminence de mouvements de sol menaçant un bâtiment sis au 367, route 132 Ouest, dans la ville de Percé	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0018-2024	Dommages causés à la rue Lippé, dans la municipalité des Coteaux, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0020-2024	Imminence de mouvements de sol menaçant les bâtiments sis aux 413 et 414, chemin de la Plage-Saint-Laurent, dans la ville de Saint-Augustin-de-Desmaures	382 689 \$	0 \$	0 \$	5 000 \$	0 \$	387 689 \$
AM.0021-2024	Imminence de submersion et d'érosion menaçant le bâtiment sis au 6975, rue des Chalets, dans la ville de Sept-Îles	339 651 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	339 651 \$
AM.0032-2024	Tempête printanière survenue le 21 mars 2024, dans la ville de Trois-Pistoles	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0022-2024	Imminences d'inondations causées par la formation de glace survenues du 1 ^{er} décembre 2023 au 31 mars 2024, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	135 136 \$	0 \$	135 136 \$

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **239**

Suite

AM.0025-2024	Tempête printanière survenue le 4 avril 2024, dans la municipalité de Très-Saint-Rédempteur	0 \$	0 \$	0 \$	2 151 \$	0 \$	2 151 \$
AM.0024-2024	Inondations et pluies survenues du 11 au 18 avril 2024, dans des municipalités du Québec	2 354 301 \$	0 \$	102 639 \$	8 569 \$	0 \$	2 465 508 \$
AM.0026-2024	Dommages causés à une conduite d'aqueduc située à proximité du rang des Gravel, dans la ville de Louiseville, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0027-2024	Imminence de submersion et d'érosion menaçant le bâtiment sis au 7001, rue des Chalets, dans la ville de Sept-Îles	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0028-2024	Dommages causés au rang du Nord-de-la-Rivière-du-Chicot, dans la municipalité de Saint-Cuthbert, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0029-2024	Imminence de mouvements de sol menaçant les bâtiments sis aux 682 et 686, rue Fréchette et rue Paillé, dans la paroisse de Saint-Léon-le-Grand	40 320 \$	0 \$	0 \$	1 329 \$	0 \$	41 649 \$
AM.0030-2024	Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 639, chemin de Joliette, dans la municipalité de Lanoraie	260 804 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	260 804 \$
AM.0033-2024	Imminence de mouvements de sol menaçant le chemin Riverside, dans la municipalité de La Pêche	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **239**

Suite

AM.0035-2024	Dommages causés au chemin Beauchamp, dans la ville de L'Assomption, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0038-2024	Dommages causés à la rue Saint-Jean-Baptiste, dans la municipalité de L'Anse-Saint-Jean, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0039-2024	Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 3, chemin des Sapins, dans la municipalité de Lac-Beauport	405 323 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	405 323 \$
AM.0040-2024	Imminence de submersion et d'érosion menaçant le bâtiment sis au 602, rue des Tournepierres, dans la municipalité de Maria	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0041-2024	Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 19, chemin de la Fenièrre, dans la municipalité de Lac-Beauport	301 406 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	301 406 \$
AM.0042-2024	Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 4, chemin des Sapins, dans la municipalité de Lac-Beauport	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0043-2024	Dommages causés aux installations septiques du bâtiment sis au 34, rue de l'Anse, dans la municipalité de Saint-François-du-Lac, à la suite d'un mouvement de sol	24 617 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	24 617 \$
AM.0044-2024	Vents violents et pluies abondantes survenus le 22 mai 2024, dans la municipalité de Moncerf-Lytton	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **239**

Suite

AM.0045-2024	Imminence de submersion et d'érosion menaçant le bâtiment sis au 637, rue Principale Est, dans la municipalité de Rivière-à-Claude	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0046-2024	Dommages causés à la rue Sainte-Anne, dans la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0047-2024	Imminence d'érosion menaçant les installations septiques du bâtiment sis au 22, rue du Rivage, dans la ville de Cap-Chat	12 918 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	12 918 \$
AM.0048-2024	Pluies abondantes survenues du 22 au 24 juin 2024, dans des municipalités du Québec	173 203 \$	0 \$	97 451 \$	0 \$	0 \$	270 654 \$
AM.0049-2024	Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 219, rue Sainte-Adèle, dans la ville de Saint-Charles-Borromée	379 679 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	379 679 \$
AM.0050-2024	Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis 66, rue des Érables, dans la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	338 623 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	338 623 \$
AM.0051-2024	Pluies abondantes survenues le 6 juillet 2024, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0052-2024	Vents violents et pluies abondantes survenus le 30 juin 2024, dans la municipalité de Frelighsburg	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **239**

Suite

AM.0054-2024	Imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 351, rue Potvin, dans la municipalité de Sainte-Sophie	28 974 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	28 974 \$
AM.0056-2024	Dommages causés à un chemin, dans la municipalité de Saint-Stanislas, à la suite de mouvements de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0057-2024	Pluies abondantes et vents violents survenus le 10 et 11 juillet 2024, dans des municipalités du Québec	35 558 \$	0 \$	50 347 \$	159 554 \$	0 \$	245 459 \$
AM.0061-2024	Imminence de submersion et d'érosion menaçant le bâtiment sis au 889, route 199 (Grande-Entrée), dans la municipalité des Îles-de-la-Madeleine	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0063-2024	Dommages causés au chemin de province Hill, dans le canton de Potton, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0065-2024	Pluies abondantes et vents violents survenus le 24 juillet 2024, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0067-2024	Pluies abondantes et vents survenus le 13 juillet 2023, dans la municipalité de Saint-Simon-les-Mines	25 570 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	25 570 \$
AM.0081-2024	Pluies abondantes survenues le 15 juillet 2024, dans la municipalité de Sainte-Thècle	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0066-2024	Pluies abondantes et vents violents survenus le 31 juillet 2024, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	12 370 \$	0 \$	0 \$	12 370 \$

Question **239**

Suite

AM.0068-2024	Dommages causés au chemin du Cap-aux-Rets, dans la ville de Baie-Saint-Paul, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0078-2024	Vents violents et pluies abondantes survenus le 3 août 2024, dans la municipalité de Saint-Aimé-des-Lacs	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0070-2024	Pluies abondantes et vents violents survenus les 9 et 10 août 2024, dans des municipalités du Québec	27 558 171 \$	0 \$	3 432 742 \$	842 259 \$	0 \$	31 833 173 \$
AM.0077-2024	Pluies abondantes survenues les 18 et 19 août 2024, dans des municipalités du Québec	26 820 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	26 820 \$
AM.0082-2024	Imminence de submersion et d'érosion menaçant le bâtiment sis au 452, entrée H, route 138, dans la ville de Port-Cartier	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0083-2024	Pluies abondantes survenues les 27 et 28 août 2024, dans le territoire non organisé de Lac-De La Bidière	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0084-2024	Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 18, route de l'Église, dans la municipalité de Port-Daniel—Gascons	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0087-2024	Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 22, chemin du Rocher, dans la municipalité de Lac-Beauport	366 926 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	366 926 \$
AM.0088-2024	Imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 1917, rue des Pins, dans la ville de Saint-Lin—Laurentides	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **239**

Suite

AM.0089-2024	Imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 1884, rue de la Plage, dans la ville de Saint-Lin—Laurentides	399 752 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	399 752 \$
AM.0090-2024	Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 2711, rue Buteau, dans la paroisse de Saint-Barthélemy	345 626 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	345 626 \$
AM.0092-2024	Imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 2230, rue Cartier, dans la municipalité de Sainte-Julienne	346 500 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	346 500 \$
AM.0095-2024	Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 1790, rue York, dans la municipalité de Saint-Cuthbert	4 099 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 099 \$
AM.0096-2024	Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 180, rue York, dans la paroisse de Saint-Barthélemy	3 680 \$	0 \$	17 419 \$	0 \$	0 \$	21 099 \$
AM.0097-2024	Imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 1732, chemin Roméo-Lapierre, dans la ville de Saint-Lin—Laurentides	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0098-2024	Imminence de submersion et d'érosion menaçant le bâtiment sis au 60, rue Lacroix, dans la ville de Saint-Lin—Laurentides	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0099-2024	Imminence de submersion menaçant les bâtiments sis au 342, route 132 (Newport), dans la ville de Chandler	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0100-2024	Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 921, avenue Royale, dans la ville de Louiseville	4 139 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	4 139 \$

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **239**

Suite

AM.0101-2024	Imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 430, rue York, dans la paroisse de Saint-Barthélemy	293 707 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	293 707 \$
AM.0102-2024	Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 2833, boulevard Talbot, dans les cantons unis de Stoneham-et-Tewkesbury	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0104-2024	Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 64, rue des Érables, dans la ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0105-2024	Imminence de mouvements de sol menaçant les bâtiments sis aux 575, 590, 610 et 620, rang du Haut-de-la-Rivière et le bâtiment sis sur le lot 5744939, dans la municipalité de Pierreville	409 807 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	409 807 \$
AM.0106-2024	Tempête automnale survenue du 10 au 12 décembre 2024, dans des municipalités du Québec	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0002-2025	Imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 829, chemin Masson, dans la ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0003-2025	Imminence de submersion et d'érosion menaçant le bâtiment sis au 1780, chemin de la Sablière, dans la municipalité de Saint-Félix-de-Valois	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0004-2025	Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 76, rue des Érables, dans la ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Question **239**

Suite

AM.0005-2025	Dommages causés au rang Saint-Esprit, dans la ville de L'Épiphanie, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0006-2025	Dommages causés au chemin de Tourtour, dans la municipalité de Morin-Heights, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0007-2025	Imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 363, rue des Campeurs, dans la ville de Sept-Îles	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0008-2025	Imminence de submersion menaçant le bâtiment sis au 961, boulevard Saint-Antoine, dans la ville de Saint-Jérôme	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0009-2025	Imminence d'érosion menaçant le bâtiment sis au 9503, rue des Riverains, dans la ville de Sherbrooke	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
AM.0010-2025	Dommages causés au chemin Saint-Charles, dans la ville de Terrebonne, à la suite d'un mouvement de sol	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$

Au 31 janvier 2025

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 240

Suite à l'ouragan Debby, veuillez nous dire, en lien avec le Programme général d'assistance financière lors de sinistre (PGAF), par municipalité et par région :

a. Le nombre de demandes d'indemnisation;
b. Le nombre de demandes acceptées totalement;
c. Le nombre de demandes acceptées partiellement;
d. Le nombre de demandes refusées;
e. Les montants versés en indemnisation;
f. Le nombre de demandes toujours en analyse;
g. Le nombre de demandes de révision: i. Le nombre de demandes acceptées totalement suite à la révision; ii. Le nombre de demandes acceptées partiellement suite à la révision; iii. Le nombre de demandes refusées suite à la révision.
h. Le nombre de plaintes déposées.

Région administrative / Municipalité	Nombre de réclamations reçues	Nombre de réclamations acceptées	Nombre de réclamations refusées	Nombre de réclamations dont le sinistré s'est désisté	Nombre de réclamations en traitement	Montants versés	Nombre de demandes de révision acceptées	Nombre de demandes de révision refusées
01 Bas-Saint-Laurent	5	2	3	0	0	3 614,12 \$		
Saint-Donat	2	0	2	0	0	0,00 \$		
Saint-Léon-le-Grand	3	2	1	0	0	3 614,12 \$		
03 Capitale-Nationale	24	7	5	0	12	100 143,61 \$		
Cap-Santé	1	0	0	0	1	0,00 \$		
Rivière-à-Pierre	2	1	1	0	0	6 236,45 \$		
Saint-Alban	2	0	0	0	2	0,00 \$		
Saint-Augustin-de-Desmaures	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Saint-Casimir	3	2	0	0	1	31 706,14 \$		
Sainte-Christine-d'Auvergne	2	2	0	0	0	42 034,93 \$		
Saint-Gilbert	1	1	0	0	0	8 444,25 \$		
Saint-Léonard-de-Portneuf	1	0	0	0	1	0,00 \$		
Saint-Thuribe	3	0	1	0	2	0,00 \$		
Saint-Ubalde	8	1	2	0	5	11 721,84 \$		
04 Mauricie	736	368	245	41	82	9 325 018,41 \$		14
Charette	4	0	2	0	2	0,00 \$		
Grandes-Piles	2	1	1	0	0	6 506,79 \$		
Hérouxville	7	2	2	0	3	40 269,06 \$		

Question **240**

Suite

Région administrative / Municipalité	Nombre de réclamations reçues	Nombre de réclamations acceptées	Nombre de réclamations refusées	Nombre de réclamations dont le sinistré s'est désisté	Nombre de réclamations en traitement	Montants versés	Nombre de demandes de révision acceptées	Nombre de demandes de révision refusées
Lac-aux-Sables	6	3	1	1	1	18 681,78 \$		
Louiseville	319	210	61	27	21	5 166 719,19 \$		7
Maskinongé	25	6	16	2	1	169 894,56 \$		1
Notre-Dame-de-Montauban	5	1	1	1	2	16 106,63 \$		
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	13	8	5	0	0	127 070,71 \$		1
Saint-Adelphe	5	3	0	0	2	29 937,60 \$		
Saint-Alexis-des-Monts	1	0	0	0	1	0,00 \$		
Saint-Barnabé	5	2	2	0	1	69 736,09 \$		
Saint-Boniface	14	3	10	0	1	89 939,04 \$		
Sainte-Angèle-de-Prémont	6	3	1	0	2	70 660,09 \$		
Saint-Édouard-de-Maskinongé	7	3	2	0	2	84 146,20 \$		
Sainte-Genève-de-Batiscan	3	0	0	0	3	0,00 \$		
Saint-Élie-de-Caxton	3	1	0	1	1	5 382,39 \$		
Sainte-Thècle	6	1	1	1	3	11 366,72 \$		
Saint-Étienne-des-Grès	4	2	2	0	0	60 763,86 \$		
Sainte-Ursule	25	10	9	1	5	140 649,70 \$	1	3
Saint-Justin	20	9	5	2	4	507 726,92 \$		
Saint-Léon-le-Grand	5	3	1	0	1	51 891,67 \$		
Saint-Luc-de-Vincennes	2	0	1	1	0	0,00 \$		
Saint-Mathieu-du-Parc	3	1	0	0	2	5 867,17 \$		
Saint-Maurice	32	13	15	0	4	317 530,21 \$		
Saint-Narcisse	7	1	4	0	2	6 434,78 \$		
Saint-Paulin	14	10	3	0	1	196 539,59 \$		
Saint-Sévère	2	0	1	0	1	0,00 \$		
Saint-Séverin	3	0	1	0	2	0,00 \$		

Question **240**

Suite

Région administrative / Municipalité	Nombre de réclamations reçues	Nombre de réclamations acceptées	Nombre de réclamations refusées	Nombre de réclamations dont le sinistré s'est désisté	Nombre de réclamations en traitement	Montants versés	Nombre de demandes de révision acceptées	Nombre de demandes de révision refusées
Saint-Stanislas	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Saint-Tite	5	1	2	0	2	25 532,94 \$		
Shawinigan	37	11	22	1	3	215 241,97 \$		
Trois-Rivières	61	10	48	2	1	234 632,59 \$		2
Yamachiche	84	50	25	1	8	1 655 790,16 \$		
05 Estrie	31	6	14	3	8	173 797,48 \$		
Bury	1	0	0	0	1	0,00 \$		
Granby	5	0	5	0	0	0,00 \$		
La Patrie	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Lac-Brome	1	0	0	1	0	0,00 \$		
Lawrenceville	1	0	0	0	1	0,00 \$		
Newport	1	0	0	0	1	0,00 \$		
Roxton Pond	3	1	1	1	0	38 562,28 \$		
Saint-Denis-de-Brompton	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Sainte-Cécile-de-Milton	3	1	1	0	1	7 547,78 \$		
Saint-Joachim-de-Shefford	5	3	1	0	1	124 449,63 \$		
Shefford	1	0	0	1	0	0,00 \$		
Sherbrooke	5	0	4	0	1	0,00 \$		
Warden	3	1	0	0	2	3 237,79 \$		
06 Montréal	1941	19	1911	6	5	613 426,96 \$		35
Baie-D'Urfé	8	0	8	0	0	0,00 \$		1
Beaconsfield	140	6	132	1	1	195 502,34 \$		4
Côte-Saint-Luc	9	0	9	0	0	0,00 \$		
Dollard-des-Ormeaux	218	0	217	0	1	0,00 \$		5
Dorval	101	1	98	1	1	0,00 \$		1

Question **240**

Suite

Région administrative / Municipalité	Nombre de réclamations reçues	Nombre de réclamations acceptées	Nombre de réclamations refusées	Nombre de réclamations dont le sinistré s'est désisté	Nombre de réclamations en traitement	Montants versés	Nombre de demandes de révision acceptées	Nombre de demandes de révision refusées
Hampstead	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Kirkland	215	2	212	1	0	41 579,09 \$		2
Lachine	3	0	3	0	0	0,00 \$		
L'Île-Bizard	2	0	2	0	0	0,00 \$		
Montréal	1055	10	1041	2	2	376 345,53 \$		19
Montréal-Ouest	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Mont-Royal	43	0	43	0	0	0,00 \$		1
Pointe-Claire	107	0	106	1	0	0,00 \$		1
Sainte-Anne-de-Bellevue	34	0	34	0	0	0,00 \$		1
Senneville	3	0	3	0	0	0,00 \$		
Westmount	1	0	1	0	0	0,00 \$		
07 Outaouais	52	10	27	4	11	153 657,62 \$		1
Cantley	7	2	4	0	1	25 235,65 \$		
Chelsea	24	6	9	3	6	85 803,77 \$		1
Duhamel	3	1	1	0	1	36 993,20 \$		
Gatineau	10	0	10	0	0	0,00 \$		
Montpellier	1	0	0	0	1	0,00 \$		
Papineauville	1	0	0	0	1	0,00 \$		
Pontiac	4	1	3	0	0	5 625,00 \$		
Val-des-Monts	2	0	0	1	1	0,00 \$		
12 Chaudière-Appalaches	4	1	3	0	0	6 903,46 \$		
Beauceville	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Lévis	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Sainte-Praxède	1	1	0	0	0	6 903,46 \$		
Tring-Jonction	1	0	1	0	0	0,00 \$		

Question **240**

Suite

Région administrative / Municipalité	Nombre de réclamations reçues	Nombre de réclamations acceptées	Nombre de réclamations refusées	Nombre de réclamations dont le sinistré s'est désisté	Nombre de réclamations en traitement	Montants versés	Nombre de demandes de révision acceptées	Nombre de demandes de révision refusées
13 Laval	2126	49	2051	13	13	1 245 636,52 \$		51
Laval	2126	49	2051	13	13	1 245 636,52 \$		51
14 Lanaudière	2448	461	1853	47	87	22 734 140,11 \$		37
Berthierville	21	0	21	0	0	0,00 \$		
Charlemagne	15	0	15	0	0	0,00 \$		1
Chertsey	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Crabtree	2	0	1	0	1	0,00 \$		
Joliette	10	0	10	0	0	0,00 \$		
Lanoraie	42	2	39	0	1	40 987,26 \$		
L'Assomption	73	13	57	0	3	822 496,04 \$		1
Lavaltrie	48	4	41	1	2	107 947,94 \$		1
L'Épiphanie	136	27	106	2	1	1 456 727,95 \$		1
Mandeville	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Mascouche	437	74	345	6	12	3 819 466,12 \$		8
Notre-Dame-de-Lourdes	5	2	0	1	2	14 053,18 \$		
Notre-Dame-des-Prairies	15	2	11	0	2	285 850,65 \$		
Rawdon	9	3	2	1	3	60 653,65 \$		2
Repentigny	423	2	418	3	0	42 948,03 \$		
Saint-Alexis	3	2	0	1	0	40 996,80 \$		
Saint-Alphonse-Rodriguez	3	2	1	0	0	67 748,74 \$		
Saint-Ambroise-de-Kildare	5	0	4	0	1	0,00 \$		
Saint-Barthélemy	28	16	8	1	3	919 113,40 \$		
Saint-Calixte	67	41	17	5	4	1 540 335,20 \$		
Saint-Charles-Borromée	10	0	8	1	1	0,00 \$		
Saint-Côme	12	11	0	1	0	420 831,75 \$		

Question 240

Suite

Région administrative / Municipalité	Nombre de réclamations reçues	Nombre de réclamations acceptées	Nombre de réclamations refusées	Nombre de réclamations dont le sinistré s'est désisté	Nombre de réclamations en traitement	Montants versés	Nombre de demandes de révision acceptées	Nombre de demandes de révision refusées
Saint-Cuthbert	41	27	8	2	4	3 182 150,09 \$		
Saint-Didace	2	2	0	0	0	360 025,95 \$		
Saint-Donat	9	6	1	0	2	305 757,70 \$		
Sainte-Béatrix	1	1	0	0	0	12 979,21 \$		
Sainte-Élisabeth	73	52	14	0	7	1 947 300,96 \$		
Sainte-Geneviève-de-Berthier	33	17	12	2	2	1 192 721,32 \$		
Sainte-Julienne	58	24	26	1	7	1 121 409,71 \$		
Sainte-Marcelline-de-Kildare	6	2	1	1	2	113 516,17 \$		
Sainte-Marie-Salomé	4	2	1	0	1	125 058,56 \$		
Sainte-Mélanie	12	5	6	0	1	403 720,74 \$		
Saint-Esprit	16	11	4	0	1	386 593,77 \$		
Saint-Félix-de-Valois	12	3	6	0	3	27 557,92 \$		
Saint-Gabriel-de-Brandon	3	1	1	0	1	3 209,45 \$		
Saint-Guillaume-Nord	1	0	0	0	1	0,00 \$		
Saint-Ignace-de-Loyola	5	0	2	1	2	0,00 \$		1
Saint-Jacques	61	19	38	0	4	465 759,27 \$		1
Saint-Liguori	3	1	1	0	1	6 630,00 \$		
Saint-Lin-Laurentides	68	28	35	1	4	1 694 408,65 \$		
Saint-Norbert	12	3	6	0	3	67 120,15 \$		
Saint-Paul	28	8	20	0	0	203 666,00 \$		
Saint-Pierre	1	1	0	0	0	31 365,79 \$		
Saint-Roch-de-l'Achigan	24	4	17	1	2	98 455,44 \$		
Saint-Sulpice	62	6	52	3	1	59 566,54 \$		13
Saint-Thomas	38	26	8	3	1	989 410,63 \$		1
Saint-Zénon	2	2	0	0	0	59 344,26 \$		

Question **240**

Suite

Région administrative / Municipalité	Nombre de réclamations reçues	Nombre de réclamations acceptées	Nombre de réclamations refusées	Nombre de réclamations dont le sinistré s'est désisté	Nombre de réclamations en traitement	Montants versés	Nombre de demandes de révision acceptées	Nombre de demandes de révision refusées
Terrebonne	507	9	488	9	1	236 255,12 \$		7
15 Laurentides	1158	126	970	20	42	3 999 702,60 \$		19
Amherst	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Blainville	31	4	25	2	0	97 128,36 \$		1
Boisbriand	169	30	133	1	5	1 015 953,23 \$		3
Bois-des-Filion	44	2	42	0	0	39 125,40 \$		2
Brébeuf	1	1	0	0	0	741,57 \$		
Brownsburg-Chatham	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Deux-Montagnes	97	1	93	2	1	0,00 \$		4
Harrington	3	0	3	0	0	0,00 \$		
Kiamika	1	0	0	0	1	0,00 \$		
La Conception	4	1	1	1	1	3 241,02 \$		
La Macaza	14	5	7	0	2	218 678,61 \$		
La Minerve	1	0	0	0	1	0,00 \$		
Labelle	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Lac-des-Écorces	1	0	0	0	1	0,00 \$		
Lac-du-Cerf	1	0	0	0	1	0,00 \$		
Lac-Supérieur	2	2	0	0	0	139 713,78 \$		
L'Ascension	2	1	0	0	1	47 447,49 \$		
Lorraine	11	1	10	0	0	43 918,34 \$		
Mirabel	25	2	21	1	1	54 569,82 \$		
Mont-Blanc	2	1	0	0	1	8 686,94 \$		
Montcalm	1	0	0	0	1	0,00 \$		
Mont-Tremblant	5	1	1	0	3	2 082,00 \$		
Nominingue	8	3	2	0	3	50 679,76 \$		

Question **240**

Suite

Région administrative / Municipalité	Nombre de réclamations reçues	Nombre de réclamations acceptées	Nombre de réclamations refusées	Nombre de réclamations dont le sinistré s'est désisté	Nombre de réclamations en traitement	Montants versés	Nombre de demandes de révision acceptées	Nombre de demandes de révision refusées
Notre-Dame-de-Pontmain	5	0	4	0	1	0,00 \$		
Notre-Dame-du-Laus	4	1	1	0	2	328 657,50 \$		
Oka	2	0	2	0	0	0,00 \$		
Pointe-Calumet	3	0	3	0	0	0,00 \$		
Rivière-Rouge	25	4	13	1	7	81 802,20 \$		2
Rosemère	113	8	101	3	1	357 548,20 \$		
Saint-Colomban	4	1	3	0	0	460,00 \$		
Sainte-Anne-des-Lacs	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Sainte-Anne-des-Plaines	22	2	20	0	0	134 498,07 \$		
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	24	0	24	0	0	0,00 \$		
Sainte-Sophie	16	7	7	0	2	215 998,00 \$		
Sainte-Thérèse	99	17	76	3	3	287 486,24 \$		2
Saint-Eustache	263	11	249	2	1	315 336,07 \$		3
Saint-Hippolyte	8	4	3	1	0	140 670,39 \$		
Saint-Jérôme	112	14	94	3	1	367 565,96 \$		2
Saint-Joseph-du-Lac	30	1	28	0	1	47 713,65 \$		
Val-Morin	1	1	0	0	0	0,00 \$		
16 Montérégie	1804	63	1706	16	19	1 835 515,73 \$		31
Acton Vale	4	3	1	0	0	105 369,63 \$		
Beauharnois	53	5	44	1	3	112 398,62 \$		1
Boucherville	9	0	9	0	0	0,00 \$		
Brossard	15	0	15	0	0	0,00 \$		1
Calixa-Lavallée	1	1	0	0	0	12 069,66 \$		
Candiac	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Carignan	1	0	1	0	0	0,00 \$		

Question **240**

Suite

Région administrative / Municipalité	Nombre de réclamations reçues	Nombre de réclamations acceptées	Nombre de réclamations refusées	Nombre de réclamations dont le sinistré s'est désisté	Nombre de réclamations en traitement	Montants versés	Nombre de demandes de révision acceptées	Nombre de demandes de révision refusées
Chambly	2	0	2	0	0	0,00 \$		
Châteauguay	38	0	38	0	0	0,00 \$		
Contrecoeur	15	1	14	0	0	37 463,69 \$		
Coteau-du-Lac	32	3	27	0	2	99 996,59 \$		1
Delson	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Dundee	6	3	2	0	1	29 475,89 \$		
Elgin	2	1	1	0	0	7 711,37 \$		1
Hinchinbrooke	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Hudson	3	0	3	0	0	0,00 \$		
Huntingdon	17	0	17	0	0	0,00 \$		
La Prairie	4	0	4	0	0	0,00 \$		
Léry	2	0	2	0	0	0,00 \$		
Les Cèdres	33	6	26	0	1	257 023,44 \$		
Les Coteaux	24	0	24	0	0	0,00 \$		
L'Île-Perrot	80	2	78	0	0	39 586,92 \$		
Longueuil	156	0	154	2	0	0,00 \$		2
Marieville	1	0	1	0	0	0,00 \$		
McMasterville	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Mercier	2	0	2	0	0	0,00 \$		
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	38	3	34	0	1	134 806,93 \$		3
Ormstown	3	0	2	1	0	0,00 \$		
Otterburn Park	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Pincourt	114	0	112	1	1	0,00 \$		1
Pointe-des-Cascades	6	0	6	0	0	0,00 \$		
Richelieu	1	0	1	0	0	0,00 \$		

Question **240**

Suite

Région administrative / Municipalité	Nombre de réclamations reçues	Nombre de réclamations acceptées	Nombre de réclamations refusées	Nombre de réclamations dont le sinistré s'est désisté	Nombre de réclamations en traitement	Montants versés	Nombre de demandes de révision acceptées	Nombre de demandes de révision refusées
Rivière-Beaudette	3	0	3	0	0	0,00 \$		
Saint-Amable	4	2	2	0	0	60 977,44 \$		
Saint-Anicet	2	0	2	0	0	0,00 \$		
Saint-Antoine-sur-Richelieu	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Saint-Basile-le-Grand	2	0	2	0	0	0,00 \$		
Saint-Clet	8	2	6	0	0	64 277,03 \$		
Saint-Constant	15	1	13	0	1	43 890,00 \$		
Sainte-Barbe	6	0	5	0	1	0,00 \$		
Sainte-Catherine	2	1	0	0	1	26 428,34 \$		
Sainte-Julie	3	0	3	0	0	0,00 \$		
Saint-Étienne-de-Beauharnois	3	0	3	0	0	0,00 \$		
Sainte-Victoire-de-Sorel	2	0	2	0	0	0,00 \$		
Saint-Hyacinthe	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Saint-Lazare	6	0	6	0	0	0,00 \$		
Saint-Louis-de-Gonzague	7	0	7	0	0	0,00 \$		
Saint-Marc-sur-Richelieu	1	1	0	0	0	22 580,00 \$		
Saint-Mathias-sur-Richelieu	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Saint-Mathieu-de-Beloeil	6	0	5	0	1	0,00 \$		
Saint-Ours	8	2	5	0	1	51 673,00 \$		
Saint-Polycarpe	2	0	2	0	0	0,00 \$		
Saint-Roch-de-Richelieu	4	2	2	0	0	90 411,95 \$		
Saint-Stanislas-de-Kostka	1	0	1	0	0	0,00 \$		
Saint-Valérien-de-Milton	10	3	7	0	0	122 850,17 \$		
Saint-Zotique	33	0	32	1	0	0,00 \$		
Salaberry-de-Valleyfield	490	4	479	4	3	100 547,97 \$		11

Question **240**

Suite

Région administrative / Municipalité	Nombre de réclamations reçues	Nombre de réclamations acceptées	Nombre de réclamations refusées	Nombre de réclamations dont le sinistré s'est désisté	Nombre de réclamations en traitement	Montants versés	Nombre de demandes de révision acceptées	Nombre de demandes de révision refusées
Sorel-Tracy	49	4	42	1	2	120 902,73 \$		
Terrasse-Vaudreuil	9	1	8	0	0	0,00 \$		1
Varennes	31	2	29	0	0	37 380,85 \$		
Vaudreuil-Dorion	411	9	398	4	0	231 887,49 \$		9
Vaudreuil-sur-le-Lac	3	0	3	0	0	0,00 \$		
Verchères	13	1	11	1	0	25 806,02 \$		
17 Centre-du-Québec	7	1	5	1	0	25 741,77 \$		
Bécancour	2	0	2	0	0	0,00 \$		
Notre-Dame-de-Lourdes	5	1	3	1	0	25 741,77 \$		
TOTAL	10 336	1 113	8 793	151	279	40 217 298,39 \$	1	188

Le MSP a comptabilisé un total de 18 plaintes en lien avec le PGAF à la suite de la tempête tropicale Debby.

Question **241**

Nombre de décès dans des incendies par année, pour les 5 dernières années.

Nombre de décès dans les incendies au Québec pour les cinq dernières années :

2019	2020	2021	2022	2023
39	30	43	24	34

Pour l'année 2024, la donnée sera disponible en juin 2025.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 252	Concernant les travaux de réfection et de relocalisation de la morgue dans l'Édifice Wilfrid-Derome situé au 1701, rue Parthenais à Montréal comme indiqué dans le projet de loi 66 sanctionné le 11 décembre 2020, veuillez nous indiquer : a) Le coût estimé du projet; b) Le nombre de places prévues; c) L'état d'avancement des travaux; d) L'adresse choisie pour la relocalisation de la morgue; e) L'échéancier complet du projet.

Coût estimé du projet	100 M\$
Nombre de places prévues	258 dépouilles
État d'avancement des travaux	En planification
Adresse choisie de relocalisation de la morgue	1701, rue Parthenais à Montréal
Échéancier complet du projet	Selon les plus récentes informations obtenues de la Société québécoise des infrastructures (sujet à changement) : • Étape de la planification : Poursuite des travaux préparatoires, allant jusqu'en septembre 2027; • Étape de réalisation : D'octobre 2027 à septembre 2030; • Étape de clôture : De novembre 2030 à août 2032.

Question **268**

L'effectif ainsi que la masse salariale de l'ÉNPQ, par catégorie d'emploi, pour la période 2024-2025. La liste des dirigeants de l'ÉNPQ, leur rémunération respective pour la période 2024-2025, ainsi que les augmentations prévues.

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS				MASSE SALARIALE (\$)	
	Équivalents temps complet (ETC) autorisés (Plan d'effectifs)		Effectifs utilisés en nombre de personnes			
	2023-2024 ¹	2024-2025 ²	2023-2024 ¹	2024-2025 ²	2023-2024 ³	2024-2025 ⁴
Cadres	24,0	24,0	23	24	3 439 128	3 992 387
Professionnels	99,0	101,0	148	160	11 191 574	11 614 663
Fonctionnaires	116,2	114,2	357	384	17 634 425	20 069 493
Ouvriers	35,8	34,8	45	56	1 752 872	2 380 134
Policiers en prêt de service	31,0	31,0	36	33	4 179 324	4 487 826
Personnes-ressources ⁵	0,0	0,0	68	81	112 845	113 847
Prêt de service (autre que policier) ⁶	0,0	0,0	3	2	548 371	523 070
Conseil administration	-	-	-	-	-	169 430
Total	306,0	305,0	680	740	38 858 539	43 350 850

¹ Au 31 janvier 2024.

² Au 31 janvier 2025 : le retrait d'un ETC cadre temporaire venu à échéance le 31 décembre 2024 vient expliquer la baisse du nombre total d'ETC. Pour l'embauche du nouveau cadre, un ETC de réserve a été utilisé.

³ Selon le budget approuvé par le conseil d'administration le 17 mai 2023. La rémunération inclut des avantages sociaux de 19,25 % et 20,25 % selon la catégorie d'emploi.

⁴ Selon le budget approuvé par le conseil d'administration le 14 mai 2024. La rémunération inclut des avantages sociaux de 19 % et 20 % selon la catégorie d'emploi.

⁵ Les personnes-ressources sont utilisées pour des besoins ponctuels et non récurrents relatifs à des spécialités, ce qui explique la variabilité d'une année à l'autre.

⁶ Les postes d'experts-conseils juridiques sont occupés par des procureurs de la couronne.

Question 268

Suite

Dirigeants de l'ENPQ

PÉRIODE	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION ANNUELLE SELON DÉCRET ⁷ (\$)	PROCHAINE AUGMENTATION PRÉVUE
2024-2025	Pierre St-Antoine	Directeur général	286 589 \$	Conformément aux orientations gouvernementales
2024-2025	Andréanne Deschênes	Directrice de l'innovation, des affaires académiques et institutionnelles	190 537 \$	
2024-2025	Claude Desgagnés	Directeur de la formation initiale en patrouille-gendarmerie	190 537 \$	
2024-2025	Isabelle Lajoie	Directrice des personnes, de la santé et de la culture	190 537 \$	
2024-2025	Geneviève Lizée	Directrice de la recherche, de l'expertise et de la pédagogie	190 537 \$	
2024-2025	André Magny	Directeur du perfectionnement policier	190 537 \$	
2024-2025	Julie Martel	Directrice de la formation en sécurité publique	181 881 \$	
2024-2025	Martin Rancourt	Directeur des services administratifs et technologiques	190 537 \$	

⁷ La rémunération inclut des avantages sociaux à un taux de 20 % et une hypothèse budgétaire d'indexation de 6 % au 1^{er} avril 2023 et de 2,8 % au 1^{er} avril 2024.

Question 269

Nombre de postes disponibles et non occupés à l'ENPQ en 2024-2025, par type d'emploi.

Catégorie d'emploi	Équivalents temps complet (ETC) autorisés (plan d'effectifs) 2024-2025 (autorisé le 31 janvier 2024) ¹	Portrait actuel des postes disponibles et non occupés (au 31 janvier 2025)
Cadres	24,0	0
Professionnels	99,0	4
Fonctionnaires	116,2	5
Ouvriers	35,8	1
Policiers en prêt de service	31,0	0
Personnes-ressources	0,0	0
Prêt de service (autre que policier)	0,0	1
Total	306	11

1. Données au 31 janvier 2024.

Question **270**

Dans les 5 dernières années, veuillez indiquer :
a) Le nombre de demandes d'admission déposées, par type de formation;
b) Le nombre de demandes d'admission déposées, par type de formation, provenant de minorités visibles;
c) Le nombre de candidatures retenues, par type de formation;
d) Le nombre de candidatures retenues, par type de formation, provenant de minorités visibles.

Demandes d'admission				
Cohortes PFIPG				
Année	Total	Autochtone	Minorité visible	Minorité ethnique
2024-2025	1003	13	118	37
2023-2024	935	13	82	35
2022-2023	842	10	73	25
2021-2022	815	10	68	18
2020-2021	796	10	41	22

Nombre de candidatures retenues				
Cohortes PFIPG				
Année	Total	Autochtone	Minorité visible	Minorité ethnique
2024-2025 (en cours)*	542	6	53	33
2023-2024	976	16	82	54
2022-2023	831	0	44	63
2021-2022**	606	5	35	13
2020-2021**	521	4	46	12

* L'année scolaire 2024-2025 est en cours, les données sont donc partielles au 31 janvier 2024.

** Les années 2020-2021, 2021-2022 ont été touchées par la pandémie de COVID-19, d'où la baisse observée.

Les candidats autochtones qui déposent une demande d'admission ont une promesse d'embauche d'un corps de police autochtone.
Les séances d'équivalences ne sont pas incluses dans ce tableau. Ces dernières comptaient 42 participants sur l'année 2023-2024.

Précision : Pour des fins statistiques, la donnée utilisée pour le nombre de candidatures retenues est comptabilisée selon les cohortes ayant débuté dans l'année scolaire mentionnée.
Les demandes d'admission sont effectuées en fin d'année scolaire (en mai) alors que la première cohorte débute en début d'année en octobre. Il n'y a donc pas d'adéquation entre le nombre de demandes d'admission et le nombre de diplômés d'une même année scolaire.

L'École offrira près de 1000 places au Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie (PFIPG) sur l'année scolaire 2023-2024 ainsi que pour les 4 années suivantes.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **271**

Dans les 5 dernières années, veuillez indiquer :

a) Le nombre d'étudiants ayant débuté la formation, par type de formation;
b) Le nombre d'étudiants ayant abandonné la formation, par type de formation;
c) Le nombre d'étudiants ayant complété leur formation, par type de formation;
d) Le nombre d'étudiants ayant complété avec succès leur formation, par type de formation;
e) Le nombre d'étudiants ayant complété leur formation de policier ayant intégré un corps de police, ventilé par corps de police.

Cohortes régulières (nombre d'étudiants au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie)					
Année	Débuté	Abandonné	Complété	Complété avec succès	Corps de police
2024-2025*	535	1	532	526	ND
2023-2024	959	3	854	852	ND
2022-2023	822	5	814	806	ND
2021-2022	593	0	589	587	ND
2020-2021	507	9	490	486	ND

Cohortes autochtones (nombre d'étudiants au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie)					
Année	Débuté	Abandonné	Complété	Complété avec succès	Corps de police
2024-2025 (en cours)*	7	0	17	17	ND
2023-2024	24**	0	18	16	ND
2022-2023	9	0	9	9	ND
2021-2022	13	0	13	12	ND
2020-2021	14	0	14	14	ND

* L'année scolaire 2024-2025 est en cours, les données sont donc partielles au 31 janvier 2024.

** La cohorte 216 à 11 participants (parcours alternatif) n'est pas comptabilisée puisqu'elle a débuté en août 2022.

Précisions :

- À partir de l'année 2023-2024, la colonne « Débuté » calcule tous les candidats ayant débuté dans l'année scolaire concernée. Cependant, certains de ces candidats termineront dans l'année scolaire suivante.
- La colonne « Abandonné » ne tient pas compte des interruptions temporaires de programme (ex. : blessures), lesquelles permettent un retour sur une cohorte ultérieure.
- Les 2 tableaux n'incluent pas les équivalences au Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie.
- Les années 2020-2021, 2021-2022 ont été touchées par la pandémie de COVID-19, d'où la baisse observée.

e) L'ENPQ ne comptabilise pas les embauches par corps de police. Cependant, selon le sondage mené annuellement auprès de ses diplômés, 96 % de ces derniers trouvent un emploi dans une organisation policière, en moyenne 12 mois après l'obtention de leur diplôme.

Question 272

La liste des cours offerts par l'ÉNPQ, ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Pour connaître les cours offerts par l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique « Nos formations » de la page d'accueil du site Internet de l'École, à l'adresse suivante : <http://www.enpq.qc.ca/nos-formations.html> et cliquer sur le bouton « Afficher toutes les fiches ».

Nouveaux cours	Cours en développement
PROGRAMMES DE FORMATION INITIALE EN ENQUÊTE ET EN GESTION POLICIÈRE	
Gestion policière :	Développement du nouveau Programme de formation initiale en gestion policière
Enquête policière : Programme de formation initiale en enquête policière : 436-121-24 Entrevue d'enfants – Le guide NICHHD (Grand Nord) - CRI-010-27 - Volet 1 du Programme de formation initiale en enquête policière (mise à jour et virage en ligne).	
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL	
Patrouille-gendarmerie : 203-124-24 Formation des répondants – Capsules pour contrer le racisme ainsi que le profilage racial et social (capsule 3) 432-101-24 Agent d'information 206-310-24 Cinémomètre Doppler – Mise à niveau – Sens commun 206-207-25 Cinémomètre Doppler	- Développement de la capsule 4 de formation sur le profilage racial et social - Développement des capsules 3 et 4 de formation sur l'exploitation sexuelle des mineurs - Optimisation de la formation en cinémomètre - Développement de formations en enquête de capacités de conduire affaiblies
Emploi de la force : 218-103-24 Didactique de l'enseignement 216-002-24 Carabine – Plateforme AR – Le maître-instructeur – Journée d'actualisation 217-101-24 Désescalade – État mental perturbé (volet pratique) 216-714-24 Armes intermédiaires d'impact à projectiles – L'instructeur – Requalification	- Adaptation de la formation sur le Taser pour le Taser 10 - Développement du cours Didactique des mises en situation complexes - Harmonisation de la formation de base des groupes d'intervention (GI) - Harmonisation de la formation de base en maintien et rétablissement de l'ordre (MRO)

Question 272

Suite

432-301-24 Formation des formateurs – Introduction à la surveillance physique auxiliaire – Bloc 2 432-302-24 Formation des formateurs – Introduction à la surveillance physique auxiliaire – Bloc 3	
Nouveaux cours	Cours en développement
Formation en ligne (en formule complète ou hybride) : 436-122-24 Mise à jour des compétences – Surveillance physique auxiliaire	
Enquête policière :	
ACTIVITÉS DE FORMATION EN SÉCURITÉ PUBLIQUE	
811-103-24 Contrôle de la vitesse en patrouille nautique 816-205-24 Mise à niveau – Tir au pistolet et introduction au processus de prise de décision 750-122-24 Notions juridiques, Code de la sécurité routière et directives propres à Contrôle routier Québec (CR) 750-244-24 Appliquer les normes d'arrimage et le Règlement sur le transport des matières dangereuses (CR) 750-113-24 Signalisation routière, règle de circulation et comportement du conducteur (CR) 750-114-24 Télécommunication et système RENIR (CR) 750-115-24 Loi sur les transports – Autobus (CR) 750-227-24 Appliquer les règles sur les heures de conduite et de repos des conducteurs de véhicules lourds et RNSVR (CR) 750-238-24 Utiliser les outils, les moyens et les équipements mis à la disposition du contrôleur routier 750-242-24 Appliquer les normes et les règles reliées aux charges, aux dimensions et aux permis spéciaux 750-206-24 Dispenser les premiers soins (CR)	- Développement d'un programme provincial de pairs aidants - Plan de formation pour le réseau des formateurs - Tir au pistolet 216-304- Services correctionnels

Question **272**

Suite

750-226-24 Intervenir physiquement auprès des personnes (CR) 750-231-24 Conduire un véhicule d'urgence de manière sécuritaire (CR) 761-208-24 Intervenir lors d'activités de sûreté (STM) - PFSTM-2403-761 Programme de formation initiale des constables spéciaux de la STM	
Nouveaux cours	Cours en développement
PROGRAMME DE FORMATION INITIALE EN PATROUILLE-GENDARMERIE	
Aucun changement majeur au cours de la période. La formation Hérisson à pointes creuses a été retirée du programme à compter de la 251 ^e cohorte.	Les activités du PFIPG font l'objet d'une révision en continue, en fonction des plans d'action gouvernementaux et des recommandations issues des rapports de coroner. - Mise à jour de la session d'équivalence du PFIPG - Phase 1 - Design pédagogique - Révision de la compétence en tir

Question **273**

La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'ÉNPQ et pour y graduer.

Pour connaître la liste des conditions d'admission et des tests d'entrée requis pour être admis au Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie (PFIPG), veuillez vous référer à l'adresse suivante : <https://www.enpq.qc.ca/futur-policier/etapes-dadmission/etape-1conditions-dadmission>.

Question 274

Montant réel de la subvention versée à l'ENPQ pour l'année 2024-2025 et montant de la subvention prévue pour 2025-2026.

PÉRIODE CONCERNÉE	SUBVENTION ACCORDÉE DU 1 ^{ER} AVRIL 2024 AU 31 MARS 2025 (DÉCRET) (en \$)
2024-2025	20 623 600

Pour les années antérieures, veuillez-vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question 275

Le 19 juin 2023, le ministre de la Sécurité publique annonçait l'octroi de 62,2 M\$ sur 5 ans à l'École nationale de police du Québec (ENPQ) pour moderniser la formation policière afin d'effectuer un virage technologique majeur, d'adapter son offre de formation, d'agrandir ses installations et d'embaucher le personnel nécessaire. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :

a. La ventilation des sommes par année, pour les 5 prochaines années`;

b. Les sommes réellement investies en 2024-2025;

c. La ventilation des sommes prévues par mesure (embauche de personnel, virage technologique, etc.)

a) Voici la ventilation des sommes par année pour les 5 prochaines années, en M (\$):

Catégorie de dépenses	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	Total
Fonctionnement	10,4	10,5	10,6	10,9	0	42,4
Investissements technologiques	1,4	0	0	0	0	1,4
Rehaussement loyer	0	0,8	1,3	1,3	1,3	4,7
Total	11,8	11,3	11,9	12,2	1,3	48,5

Note : Il peut y avoir une différence entre le total des colonnes et l'addition des montants. Le tout est expliqué par l'arrondissement.

Une partie de la subvention de **62,2 M\$** est dédiée au financement annuel pour la formation de 1000 aspirants policiers ainsi que l'intégration de nouvelles technologies et de réalité virtuelle en formation. Les sommes prévues à cette entente s'élèvent à **49,3 M\$**. Une deuxième subvention de **12,9 M\$** est dédiée pour la construction de bâtiments afin d'intégrer les investissements technologiques (réalité virtuelle, simulateurs de conduite et de tir). Cette enveloppe est gérée dans le PQI de la SQL.

- b) Les sommes investies en 2024-2025 sont de 11,8 M\$.
- c) Pour la ventilation des sommes prévues par mesure, voir le tableau ci-dessus.

Question 276

La liste des formations offertes visant :

- a) La santé et la sécurité des policiers;
- b) Le profilage racial;
- c) Les interventions auprès de citoyens avec un état mental perturbé ou de neuro-diversité.

Pour un policier québécois, la préparation à l'exercice de la profession se fait par deux programmes de formation successifs et complémentaires : le programme d'études collégiales en techniques policières, offert dans les cégeps, qui conduit soit à l'obtention du diplôme d'études collégiales (DEC/3 ans de formation) et dans lequel près de 480 heures sont spécifiquement dédiées aux réalités sociales, ou à l'attestation d'études collégiales (AEC/30 semaines de formation), et le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie (PFIPG) offert exclusivement par l'ENPQ et dont la durée est de 16 semaines.

a) La santé et la sécurité des policiers :

- **Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie**
 - Gestion du stress et des émotions (1 h 30) : Les notions collégiales de Stratégies de gestion du stress et des émotions sont à réviser en activités préparatoires à l'entrée au PFIPG (semaine 0). En cours de formation, les aspirants policiers sont confrontés au stress opérationnel dans les différentes activités lors desquelles les comédiens opposent une résistance physique et verbale. Ces activités offrent des contextes de réalisation complexes dans l'application des techniques enseignées.
 - Toujours dans le cadre des activités préparatoires de la semaine 0, les étudiants doivent lire le document de la CNESST intitulé « La protection contre les risques biologiques pour les policiers, les pompiers et les agents des services correctionnels » afin de les prémunir de futures expositions à des microorganismes dans le cadre de leurs fonctions (lecture estimée de 40 minutes).
 - Pendant leur formation de 15 semaines, les étudiants doivent compléter les modules 1, 2 et 4 de la formation « Prévention des impacts psychologiques » avant leurs trois rencontres de tutorat.
 - En cas de besoin, la Clinique de santé offre la possibilité pour un étudiant de rencontrer une travailleuse sociale une fois aux deux semaines. Cette rencontre est individuelle et confidentielle.
 - Au cours de l'année 2020-2021, la plateforme en ligne PSPNET a été implantée à l'École afin d'assurer un soutien psychologique pour les apprenants et membres du personnel actuels ou retraités relevant de la sécurité publique, dans le but d'améliorer l'état de leur santé psychologique, notamment à la suite d'un stress post-traumatique.
- **Perfectionnement professionnel**
 - Prévention des impacts psychologiques (828-102-15 cadre, 828-103-15 superviseur, 828-105-16 formation en ligne).
 - Enquête sur les crimes à caractère sexuel, CRI-010-29 : quatre heures portent sur « Prévention et sensibilisation : traumatisme vicariant/fatigue de compassion/lâcher-prise ». Les objectifs sont de prendre conscience des impacts potentiels, repérer les signes d'usure et s'outiller pour prendre soin de sa santé psychologique.
 - En développement : Programme provincial de pairs aidants.

Question 276

Suite

- **Autre**

- Programme de formation pour les psychologues et les psychothérapeutes œuvrant ou désirant œuvrer auprès des policiers « Comprendre la réalité policière pour mieux accompagner ».
- Par ailleurs, la Chaire de recherche sur la prévention de la santé psychologique au travail en sécurité publique lancée le 7 septembre 2022 a poursuivi ses travaux afin de produire des données probantes qui seront réinvesties dans les formations adéquates au soutien à la santé psychologique des intervenants en sécurité publique. Les résultats disponibles ont d'ailleurs été diffusés dans le cadre du Séminaire annuel de la Chaire qui a eu lieu le 5 novembre 2024 à l'ENPQ.

b) Le profilage racial et social :

- **Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie**

- Diversité et profilage (11 h 30) : atelier thématique diversité/profilage, atelier thématique réponse aux appels, plateau violence conjugale (réalités particulières), réalité policière en communauté autochtone, renseignement criminel, sortie policière 4 - exploitation sexuelle, sortie policière 3 – agression sexuelle (diversité sexuelle), rétroaction sortie policière 3.
- Dans le PFIPG, l'aspirant policier intègre les connaissances et compétences acquises en milieu collégial dans un contexte simulant un poste de police. Le milieu de vie en internat permet des relations entre les aspirants policiers allochtones, autochtones et de diverses communautés culturelles. Dans le cadre des enseignements relatifs aux aspects juridiques, les pouvoirs et devoirs de l'agent sont révisés. Les notions d'interpellation, de détentions psychologiques et des motifs obliques sont abordées spécifiquement. Plusieurs activités ont été enrichies en matière de sensibilisation aux réalités des minorités visibles au cours des dernières années, notamment par le recours, en rétroaction des activités policières, à l'exploration de variantes sur des marqueurs discriminatoires. Une activité traite spécifiquement de la diversité et du profilage. Cette activité aborde les enjeux et l'impact du racisme et du profilage racial et les motifs de discrimination, et recadre les attentes relatives à une intervention exempte de profilage racial ou social.
- La diffusion de la Formation des répondants – Capsules de formation pour contrer le racisme ainsi que le profilage racial et social (203-120-23) est débutée pour les formateurs du PFIPG (capsules 1 et 2).

- **Perfectionnement professionnel**

- 203-120-23 Formation des répondants – Capsules de formation pour contrer le racisme ainsi que le profilage racial et social : Un réseau de répondants issus de l'ensemble des organisations policières a été formé pour diffuser quatre capsules de formation et animer, par la suite, des activités de sensibilisation à leurs pairs dans les organisations. Les capsules 1– La société en changement et 2 – Les biais inconscients ont été déployées en 2023. La capsule 3 – Situations à risque et mobilisation a été déployée en octobre 2024 et le déploiement de la capsule 4 – Intervention policière dans un contexte de droits est prévu au printemps 2025.
- PPU-010-39 Supervision de patrouille : dans le cadre de cette formation, les notions de profilage racial sont intégrées. Dans le cadre de mises en situation et études, on amène par exemple les futurs superviseurs à évaluer l'impact des comportements racistes au sein de leur équipe de travail.

Question 276

Suite

- 202-201-11 Stratégies proactives : dans le cadre de cette formation pour les agents sociaux communautaires, une épreuve certificative met en cause le traitement d'un enjeu de propagande haineuse dans la communauté.
- 203-118-22 Formation sensibilisation autochtone (RCSP) - Formation en ligne.
- UNV1001 Multiethnicité : il s'agit d'un cours obligatoire dans le cadre du baccalauréat en sécurité publique.

c) Les interventions auprès de citoyens avec un état mental perturbé ou de neuro-diversité :

- **Programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie**
 - Santé mentale et itinérance (20 h 30) : S'engager dans sa formation et sa profession – itinérance, sortie policière 1 - Itinérance et santé mentale, rétroaction de sortie policière 1, plateau : santé mentale - intervenir dans des contextes de vulnérabilité, webdocumentaire Vulnérable, la communication, sortie policière 4 – propos suicidaires, rétroaction de la sortie policière 4, entraînement de base - le travail d'équipe, plateau d'entraînement en réalité complexe.
 - La compétence *Communiquer dans un contexte d'intervention auprès des personnes* est également intégrée dans les activités policières et autres dimensions du programme et vise plus spécifiquement à amener l'aspirant policier à évaluer la situation puis à planifier et déployer une stratégie de communication adaptée à la situation et à la personne, et ce, quelle que soit la clientèle.
 - Une conseillère en réalité sociale a été intégrée à l'équipe du programme. Cette ressource prend en charge des activités ciblées en plus d'assurer un accompagnement aux instructeurs et un rôle de conseil auprès des différentes clientèles en formation.
- **Perfectionnement professionnel**
 - Webdocumentaire Vulnérable.
 - Désescalade - État mental perturbé (217-201-24 formation en ligne, 217-101-24 volet pratique et 217-703-20 formation de l'instructeur).
 - La compétence communication mentionnée plus haut au PFIPG est également réinvestie dans plusieurs formations de perfectionnement policier.
 - Réponse à un état mental perturbé – REMP (217-105-23) – Volet en ligne : 4 heures. Volet pratique : 16 h.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **277**

Le 28 janvier 2024, nous apprenions que l'École nationale de police du Québec s'installera à Montréal dès l'automne 2024. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire :

- a. L'adresse de la future école;
- b. Les coûts d'achat des infrastructures;
- c. L'évaluation municipale du bâtiment;
- d. La valeur marchande du bâtiment;
- e. Les coûts prévus pour l'aménagement des lieux;
- f. Les coûts prévus pour l'agrandissement des locaux;
- g. Le nombre d'élèves que l'école pourra accueillir;
- h. Le nombre d'enseignants que l'école devra embaucher.

Le Campus de Montréal est pleinement opérationnel depuis le 16 septembre 2024. Il se situe au 8491, rue Ernest Cormier (arrondissement Anjou), Montréal (Québec) H1J 1B5. Le campus sera spécifiquement dédié pour les prochaines années à la formation en enquête et en gestion policière afin de répondre aux besoins importants des organisations policières pour répondre aux obligations réglementaires.

La Société québécoise des infrastructures a procédé à la sous-location d'espaces avec la Ville de Montréal pour l'École nationale de police du Québec (ENPQ), dont le coût de location annuel de 222 214 \$ est rattaché à la superficie utilisable et exclusive à l'ENPQ, soit environ 1 230 m². Il n'y a donc aucun coût d'achat rattaché aux infrastructures. Les coûts d'aménagement s'élèvent à 2,4 M\$. L'ENPQ est complètement en autofinancement pour opérer ce nouveau campus.

Le Campus de Montréal peut accueillir en simultané une soixantaine d'étudiants. En permanence sur les lieux, un coordonnateur et un technicien assurent la gestion du site. Le personnel associé à la formation varie selon les formations qui sont diffusées. Par exemple, pour la diffusion de la formation initiale en enquête policière, le déploiement exige en moyenne quotidiennement :

- Jusqu'à 14 formateurs;
- Jusqu'à 8 comédiens;
- Un chef d'équipe associé à la formation;

Les membres du personnel requis seront embauchés selon les besoins du calendrier de formation.

Question 301

Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés par le Bureau de la Sécurité privée en 2024-2025, par région.

RÉGIONS	NOMBRE DE PERMIS
Abitibi-Témiscamingue	170
Bas-Saint-Laurent	157
Capitale-Nationale	2209
Centre-du-Québec	200
Chaudière-Appalaches	416
Côte-Nord	129
Estrie	404
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	56
Lanaudière	747
Laurentides	564
Laval	1137
Mauricie	580
Montérégie	1817
Montréal	9714
Nord-du Québec	15
Outaouais	908
Saguenay-Lac-Saint-Jean	361
Adresses Hors-Québec	417

Question 302

Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité par le Bureau de la Sécurité privée en 2024-2025.

Le délai moyen de délivrance d'un permis régulier d'agent pour l'exercice 2024-2025 est de 24 jours.

Le délai moyen de délivrance d'un permis temporaire, pour l'exercice 2024-2025 est de 14 jours.

Question 312

Toute correspondance entre le ministère de la Sécurité publique (incluant le cabinet du ministre) et les directions de corps de police municipaux, de corps de police autochtones, de la Sûreté du Québec, et de la Ville de Montréal au sujet de manquements constatés au Règlement sur le déroulement des enquêtes du Bureau des enquêtes indépendantes en 2024-2025.

Un mémo a été transmis aux corps de police le 6 mai 2024.

Question 313

Budget de la SOPFEU ventilé par poste en 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits. La SOPFEU est un organisme à but non lucratif, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies.

Question 314	Veuillez nous fournir, par direction régionale et au total : a. Le nombre d'employés à la SOPFEU par corps d'emploi; b. Le nombre de postes vacants à la SOPFEU par corps d'emploi; c. Le nombre de départs de l'organisation, par corps d'emploi, en indiquant la raison (ex : départ à la retraite, démission, congédiement, départ, etc.) d. Le nombre d'heures supplémentaires par poste et les coûts pour 2024-2025.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits. La SOPFEU est un organisme à but non lucratif, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies.

Question 315

Les sommes investies en 2024-2025 pour la prévention des feux de forêt en détaillant l'information (ex : campagne de sensibilisation, activité de formation, etc.)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits. La SOPFEU est un organisme à but non lucratif, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies.

Question 316

La capacité opérationnelle de la SOPFEU.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits. La SOPFEU est un organisme à but non lucratif, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies.

Question 317

La liste des fournisseurs de main-d'œuvre à la SOPFEU en détaillant chaque entente avec un fournisseur.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits. La SOPFEU est un organisme à but non lucratif, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies.

Question **318**

Veillez nous fournir la liste des appareils constituant la flotte de la SOPFEU (hélicoptères, avions citernes, avions de détection, etc.). Pour chaque appareil, veuillez nous indiquer l'état de l'appareil et la date prévue de remplacement.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits. La SOPFEU est un organisme à but non lucratif, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies. De plus, cette question ne relève pas du ministère de la Sécurité publique.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2025-2026

Question **319**

En janvier 2025, le gouvernement du Québec a envoyé des avions-citernes de la SOPFEU à la demande des autorités américaines afin d'appuyer la Californie dans sa lutte contre les incendies dans la région de Los Angeles. En lien avec cette aide de Québec, veuillez nous dire :

- a. Le nombre d'avions-citernes déployés à Los Angeles;
- b. Les dates de l'opération;
- c. Le nombre d'heures de vol;
- d. Le nombre de pilotes affectés à l'opération;
- e. Les coûts détaillés de l'opération (temps de travail, temps supplémentaires, carburant, entretien, réparation des avions, frais de repas, frais de déplacement, frais d'hébergement, etc.)
- f. Une copie de la facture envoyée aux États-Unis pour l'opération.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits. La SOPFEU est un organisme à but non lucratif, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies. De plus, cette question ne relève pas du ministère de la Sécurité publique.

Question 320

- Veillez nous fournir la liste des appareils sous contrat de la SOPFEU en indiquant :
- a. Le fournisseur;
 - b. Le type d'appareil;
 - c. Une courte description;
 - d. Le montant du contrat;
 - e. Le nombre d'heures de vol au contrat;
 - f. Le nombre d'heures total;

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits. La SOPFEU est un organisme à but non lucratif, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies. De plus, cette question ne relève pas du ministère de la Sécurité publique.

